

BK 4

V3



LES
INTRIGUES GERMANIQUES
EN GRÈCE



Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur en 1918.

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

Haremlik. Quelques pages de la vie des femmes turques.
Traduit de l'anglais par M.-L. ETIENNE. Un vol. in-16.

PARIS. TYP. PLOU-NOURRIT ET C^{ie}, 8, RUE GARANCIÈRE. — 23128.



Αριθ. ερω. 142729

DEMETRA VAKA
BIBΛΙΟΘΗΚΗ (Mrs KENNETH-BROWN)
ΕΥΛΟΓΙΟΥ ΚΟΥΦΛΙΑ
ΛΑΥΡΙΑΤΟΥ
ΑΥΕΩΝ ΑΡΙΘ. LES

INTRIGUES GERMANIQUES EN GRÈCE

TRADUIT DE L'ANGLAIS

PAR

PAUL DESFEUILLES



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

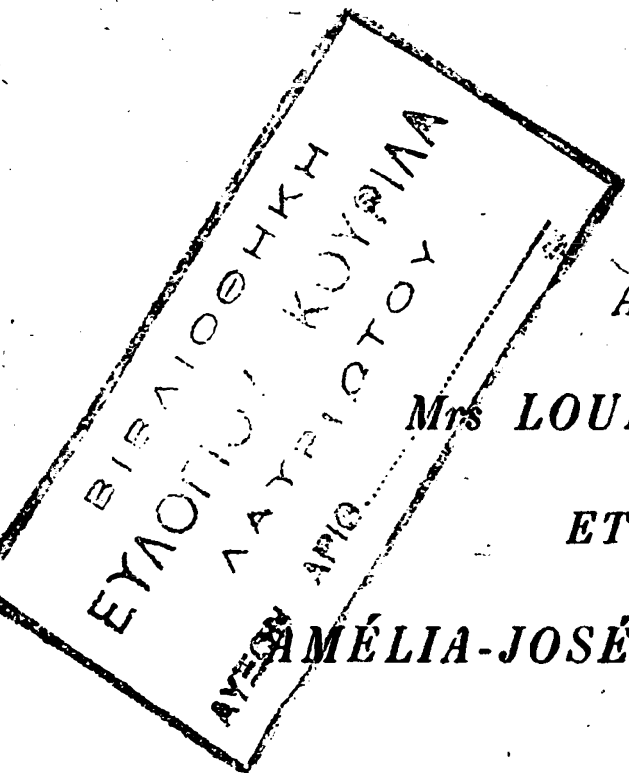
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

1918

Tous droits réservés

ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΑΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
BIBΛΙΟΘΗΚΗ
Μητροπολίτη





A

Mrs LOUIS BURR

ET A

AMÉLIA-JOSÉPHINE BURR

Chère petite famille,

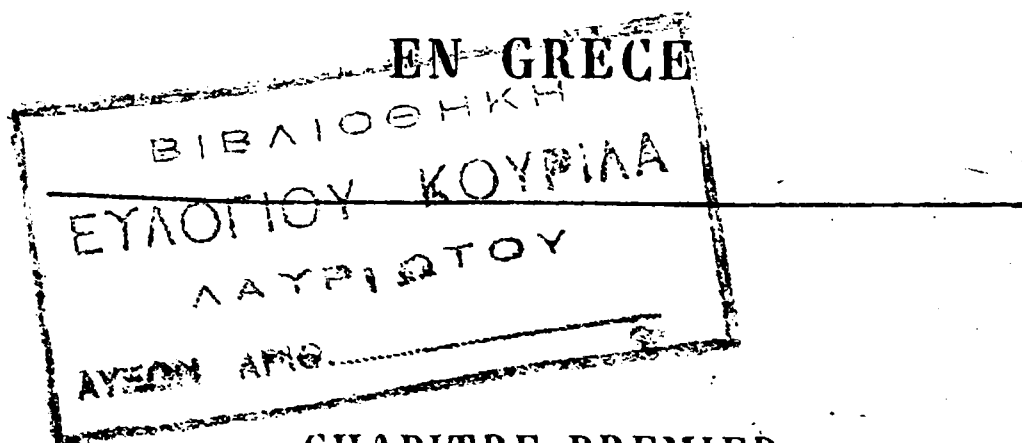
Vous avez toujours soutenu nos courages dans les peines, et vous vous êtes toujours réjouis avec nous dans les moments heureux. Vous nous avez encouragés dans tous nos voyages, et vous nous avez souhaité la bienvenue chaque fois que nous rentrions au foyer. En souvenir de tout cela, acceptez ces pages qui racontent l'année la plus aventureuse de notre vie.

En toute affection.

DEMETRA KENNETH-BROWN.



LES INTRIGUES GERMANIQUES



CHAPITRE PREMIER

A LA POURSUITE DE LA VÉRITÉ

Cette guerre universelle nous a donné à tous de grandes leçons; elle a dissipé quelques-unes de nos erreurs et elle nous a révélé des vérités que nous avons oubliées. Le plus important enseignement qu'elle m'ait donné, à moi, c'est que l'amour de la race est le sentiment dont les racines sont en nous les plus profondes.

J'étais encore presque une enfant lorsque je suis venue habiter l'Amérique; qu'est-ce en effet qu'une jeune fille de dix-sept ans, sinon une enfant? Je suis venue en Amérique, non pas, comme tant d'autres, leurrée par le rêve de gagner de l'argent et de me créer une belle situation, mais parce que l'Amérique était à mes yeux le pays de la liberté de pensée et de la liberté d'action. Ne m'attachant pas aux quelques déceptions qui viennent toujours quand les rêves se réalisent, je suis peu à peu, et au fur et à mesure que le temps passait, devenue Américaine de pensée et



d'esprit comme de langage. Je ne recherchais pas la société des Grecs, et, faute de pratique, je me rouillais dans ma langue maternelle. Ensuite j'ai épousé un Américain, et j'ai commencé à faire mon chemin — et en cela je dois absolument tout à mon mari, Américain, aux encouragements trouvés en Amérique et au public américain.

Les années passaient et je me considérais comme plus Américaine que ceux même qui sont nés ici : ne devaient-ils pas leur nationalité au pur hasard de la naissance, tandis que j'avais acquis la mienne par l'effet de mon libre choix ? Une seule chose restait en moi, que je devais au hasard de ma propre naissance : un grand intérêt pour tout ce qui touche à la péninsule des Balkans. J'avais eu dans ma propre maison des occasions rares de m'instruire et de bien connaître l'histoire intérieure, si confuse, de cette partie du monde, et depuis mon arrivée dans ma nouvelle patrie il n'a été publié aucun livre important sur l'un quelconque des pays balkaniques que j'aie sciemment négligé de lire. Toutefois, ce que j'en faisais n'était pas en tant qu'originaire de ces pays, mais en tant que publiciste américain se trouvant être spécialisé dans les questions de l'Orient de l'Europe. Les guerres grecques de 1897, de 1912 et de 1913, je les ai suivies dans la presse avec le même intérêt qu'y prenaient tous les gens éclairés et je n'en étais aucunement plus émue que ne l'étaient d'autres prohellènes d'Amérique.

Puis la guerre universelle éclata sur nous, le vent de ses ravages emporta, comme des poussières, les idées et les idéals tout comme les manifestations plus matérielles de notre civilisation. L'Autriche attaqua la Serbie, et — pour mieux sauvegarder les intérêts de la



Serbie même — la Grèce, son alliée, déclara qu'elle resterait neutre pour le moment, de peur que la Bulgarie n'attaquât perfidement les deux pays dans les flancs ou sur les arrières, de façon à les couper de Salonique, base de leur ravitaillement.

Cette fois encore l'attitude de la Grèce ne m'intéressa pas autrement que mes amis américains. Ce ne fut qu'en février 1915, lors de la chute du leader libéral, M. Venizelos, qu'un changement se produisit en moi, qui était fait pour inquiéter une personne curieuse d'analyse et de psychologie. Quelque chose en moi s'émouvait; j'éprouvais un sentiment fort et non plus un intérêt purement académique; je ne jugeais plus les événements de Grèce froidement avec mon cerveau; mon cœur l'emportait sur mon intelligence.

Au mois de mai M. Venizelos fut réélu; il revint au pouvoir en août. Puis en septembre, pour répondre au défi de la mobilisation bulgare, la Grèce appela ses troupes sous les drapeaux. Cela était dans l'ordre; je cessai donc de m'inquiéter et d'obéir exclusivement aux suggestions de mon cœur, et j'éprouvai un grand soulagement. J'étais heureuse de retrouver mon état d'esprit américain, et de surveiller les affaires de là-bas d'un point de vue impersonnel, selon ma coutume. On n'aime pas à voir renverser ses théories préférées; or ma théorie favorite était que le nationalisme était l'apanage de l'ignorance seule. Ceux qui « pensaient » ne s'inquiétaient guère du lieu de leur naissance : ce qui leur importait, c'était le lieu où — après mûre réflexion — ils avaient décidé de se fixer. Pourquoi aurais-je pris un intérêt tout spécial aux affaires de Grèce en raison simplement du lieu particulier où le hasard m'avait fait naître? J'avais délibérément repris toute ma liberté : j'étais affranchie du préjugé national.



Alors se produisirent les très importants événements que voici :

Venizelos fut renversé du pouvoir.

La Bulgarie — affirmant sa neutralité jusqu'au dernier moment — attaqua la Serbie.

Et la Grèce refusa de se porter à son secours.

A ce moment s'évanouirent toutes mes idées antérieures sur mon état d'esprit véritable, et je me trouvais révélée à moi-même comme une Grecque, comme une pure Grecque. Un sentiment de honte m'envahit, comme si j'étais personnellement responsable de cette action de la race dont le sang coulait dans mes veines. Cette vilénie, cette perfidie m'impressionnaient si fortement que, après un certain temps, je ne pouvais plus croire à leur réalité; et dans un sentiment aveugle de fidélité à ma race, j'essayai de trouver des moyens de la justifier. En juillet 1916 je parlais devant le petit club de Dublin, dans le New Hampshire; j'exprimais ma conviction qu'il devait y avoir un plan combiné entre Venizelos, le Roi et l'Entente, en vue d'éviter à la Grèce le malheureux sort des autres petits États amis des Alliés. Se rendant compte qu'ils ne seraient pas plus capables de protéger la Grèce qu'ils ne l'avaient été de protéger la Belgique et la Serbie, ils avaient dû faire entre eux ce sage arrangement pour sauver la Grèce de l'anéantissement.

Les événements qui suivirent furent trop éloquents pour permettre de s'en tenir à cette théorie; je m'efforçai désespérément de trouver quelque autre explication que celle qui se présentait d'abord; et, en novembre, parlant à Brookline devant l'« Emery Bag », je soutenais qu'il était impossible que le Roi fût le traître qu'il semblait, puisque le peuple ne s'était pas soulevé et ne l'avait pas chassé de son trône. Ce devait être



un patriote persuadé que le seul salut de son pays était dans la neutralité; ce devait être un roi si ami de son peuple qu'il se cramponnait à cette neutralité, au risque même de paraître manquer à sa parole.

Le Roi avait dit que le traité liant la Grèce à la Serbie était un traité exclusivement balkanique; je m'en rapportais à lui, d'autant que sur ce point personne n'avait de certitudes. Cependant, je l'avoue, tout en défendant le Roi et tout en croyant à sa politique, je ne pouvais m'empêcher de souffrir de l'attitude de la Grèce. Elle eût été infiniment plus grande, à mes yeux, si elle eût été ruinée et écrasée en secourant son alliée. Plus elle baissait dans l'estime publique, plus son honneur et sa réputation me devenaient précieux. Ce fut à ce moment que je décidai d'aller en Grèce, et, là-bas, de chercher sur place à découvrir la vérité. Il fallait bien qu'il y eût dans l'attitude du Roi beaucoup de dessous inconnus. S'il était innocent, comme je le pensais, eh bien ! il jouait dans cette terrible guerre le plus tragique des personnages et il devait y avoir là l'une des affaires les plus compliquées de cette guerre. J'irais en Grèce, j'irais droit à son roi, et je publierais à la face du monde ce que j'apprendrais.

Je fis part de ce projet à mon mari. Kenneth Brown avait, de son côté, senti ce qu'il y avait de tragique dans cette guerre. Quoique sa famille soit américaine depuis trois cents ans, son ascendance est purement anglaise des deux côtés, et l'Angleterre est comme une seconde patrie pour lui. Dès les premiers jours de la guerre il comprit mieux que beaucoup d'autres quel travail énorme l'Angleterre avait à faire pour se préparer à jouer son rôle dans la lutte, et de quelle façon magnifique elle avait fait son devoir. Non content de



sentir cela, il parlait. Si au lieu d'être Américain il eût été Anglais, et à la solde du gouvernement anglais pour l'œuvre de propagande, il n'eût pu être ni plus patriote ni plus ardent. Et en effet ses amis anglais l'appellent John Bull. De tout cela il est facile de conclure qu'il était contre le roi de Grèce, puisque le roi de Grèce n'était pas du côté de l'Entente.

Mon idée d'aller en Grèce avec l'intention de réhabiliter Constantin aux yeux du monde le laissa sceptique. Il considérait que la Grèce avait fui sa responsabilité. Il croyait en Venizelos et en sa façon de comprendre le devoir de la Grèce vis-à-vis de la Serbie.

« Mais après tout, plaidais-je, Venizelos est un homme politique, et peut-être poursuit-il des fins personnelles. Qui nous fait présumer qu'il soit plus patriote que le Roi? Peut-être les Puissances jouent-elles leur propre jeu et se servent-elles de Venizelos comme d'une pièce de leur échiquier. »

Il y avait à notre voyage d'autres objections que les objections politiques. « Ce sera, me faisait-il remarquer, un voyage pénible, et vous n'êtes pas si forte. Ce sera un voyage coûteux, et nous ne pouvons y suffire. »

Mais que me faisaient à moi les distances ou les sous-marins qu'il y avait entre nous et notre but, s'il y avait chance de faire apparaître mon pays dans son vrai jour aux yeux du monde?

En temps de guerre les déplacements sont rendus aussi difficiles, désagréables et dispendieux que possible afin que tous les voyages d'agrément soient suspendus. Je n'entrerai pas ici dans le détail des difficultés de notre voyage. Il fut déjà difficile d'obtenir la simple permission de partir, et même après que



nous eûmes nos passeports, visés par trois gouvernements étrangers, nous fûmes prévenus par leurs représentants que : 1° nous ne serions jamais autorisés à débarquer en Angleterre; 2° nous ne serions jamais autorisés à traverser l'Italie; 3° nous ne serions jamais autorisés à toucher la Grèce.

La place me manque pour dire de combien peu il s'en est fallu que toutes ces prédictions ne se réalisent.

Nous constatâmes que ce n'était pas une petite affaire que de pénétrer simplement en Angleterre. Au cours de l'interrogatoire minutieux que nous subimes avant d'être autorisés à débarquer, je dis que nous espérions voir M. Lloyd George avant de repartir pour la Grèce. Là-dessus le capitaine du contrôle militaire me jeta un regard particulièrement sévère. « Pensez-vous, me demanda-t-il, que le premier ministre d'Angleterre n'a rien d'autre à faire que de vous voir? »

Je ne sais pas exactement à quel moment l'idée me vint qu'il serait possible d'opérer un rapprochement entre Constantin et Venizelos et ainsi de sauver la Grèce. Certainement ce fut avant notre départ d'Angleterre, car je me rappelle bien les paroles encourageantes d'un gentleman titré et influent pour qui nous avions une lettre d'introduction, et à qui j'expliquais cette idée en lui demandant son appui.

« Vous êtes fous! s'écria-t-il. Je ne veux pas vous écouter. Je ne puis vous empêcher de parler, mais je n'écouterai pas. Vous êtes insensés! Et, pour commencer, vous n'arriverez jamais à voir le Roi. Vous êtes toqués. »

D'autres ne furent pas plus encourageants au sujet d'une entrevue avec M. Lloyd George. « Il serait plus facile, disaient-ils, de voir Dieu que le premier ministre. »



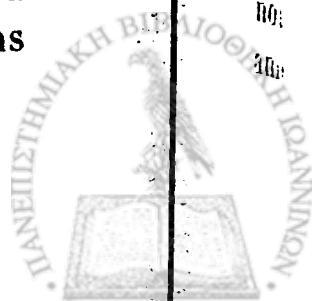
Mon mari écrivit à lord Northcliffe, qui nous invita à venir le voir à Broadstairs. Pendant le déjeuner, lord Northcliffe demanda tout à coup : « Aimeriez-vous à voir M. Lloyd George ? »

Ah ! si nous pouvions seulement le voir et plaider la cause de la Grèce ! Nous eûmes la vision de l'inaccessible se mettant à notre portée ; et quelques jours plus tard, M. Davis, le charmant secrétaire du premier ministre, nous intercala « pour dix minutes » entre une délégation italienne et une autre audience.

Les grands hommes sont les gens les plus simples du monde. Nous devions en recueillir preuve sur preuve au cours de notre longue et aventureuse randonnée. M. Lloyd George nous accueillit comme eût pu faire un ami d'enfance. Il nous fit asseoir à sa droite et à sa gauche, parla de la Grèce et de ce que l'Angleterre aurait aimé à faire pour les Grecs. M. Davis annonça l'homme de l'autre audience. « Dites-lui de revenir une autre fois, » dit le premier ministre, et notre conversation dura quarante minutes au lieu des dix promises.

« Y a-t-il, lui demandai-je, un avantage quelconque pour l'Angleterre à ce que ma petite Grèce soit divisée ? — Tout au contraire, » répliqua-t-il. Il ajouta quelques paroles amicales faites pour rassurer le roi Constantin à qui il nous pria de les répéter. Il acheva par ces mots : « Venez me voir à votre voyage de retour et dites-moi ce que vous aurez découvert. »

Je me sentais toute réchauffée, toute réconfortée à entendre cet homme. Je dis à mon mari : « Il y a quelque terrible malentendu, quelque méprise en Grèce. Vous voyez que l'Angleterre souhaite la secourir, la voir unie, forte et indépendante. » Peu à peu grandissait en moi l'espoir que nous pourrions



amener une réconciliation entre Venizelos et le Roi, que l'on pourrait arranger les choses et que, même à cette heure tardive, la Grèce viendrait aux Alliés.

Il serait trop long de dire ici comment le gouvernement anglais se départit de son attitude soupçonneuse et même nous rendit facile le passage de la frontière d'Italie. A Paris l'ambassadeur Sharp nous donna des lettres utiles; mais à notre arrivée à Rome l'ambassadeur Thomas Nelson Page, avec son adorable parler lent de Virginie, nous conseilla très sérieusement de renoncer à notre voyage. Il n'était pas disposé à faire quoi que ce soit « pour aider une dame à courir des dangers », et il ne pensait pas que les eaux entre l'Italie et la Grèce fussent en ce moment bonnes à traverser pour une dame. Mais si nous étions obligés de courir au-devant des difficultés, malgré ses avis, il nous donnerait des lettres pour les autorités françaises ou autres afin de nous aider à nous en tirer; et c'est ce qu'il fit. Ensuite les représentants des venizelistes aussi bien que des royalistes de Grèce — les uns et les autres espérant bien nous gagner — nous prêtèrent la main; on ne saurait avoir aujourd'hui trop de protections au moment de traverser l'Adriatique et la mer Egée.

Il y avait à ce moment à Rome deux représentants de Grèce : le royaliste M. Lambros Coromilas et le venizeliste M. Apostole Alexandri; le gouvernement italien refusait de reconnaître ce dernier. Nous allâmes les voir tous les deux, et tous deux furent extrêmement aimables. M. Coromilas fit à mon mari le meilleur exposé qu'il eût encore entendu du point de vue royaliste et faillit le convertir. Cependant, tandis que nous dinions avec lui et sa très charmante femme américaine, il me fit en grec la confidence que la



politique du Roi était en train de ruiner la Grèce.

« Alors, dis-je, pourquoi n'allez-vous pas avec les venizelistes? — Parce que, répondit-il, je peux être plus utile à la Grèce en restant où je suis. »

Espérant servir la Grèce, il nous servit de toutes les manières possibles, puisque nous travaillions à cette réconciliation du Roi et de Venizelos où serait le salut de la Grèce.

A Rome nous continuâmes notre amusante méthode — que nous devions poursuivre à Athènes — de déjeuner avec des royalistes et de dîner avec des venizelistes, pour déjeuner le lendemain avec des venizelistes et dîner avec des royalistes. Et si M. Coromilas faillit couvrir mon mari à la cause de Constantin, M. Alexandri m'exposa sur la politique de Venizelos des idées qui furent pour moi des révélations. Cependant lorsque M. Camille Barrère, ambassadeur de France, nous recut et que nous causâmes de la situation grecque, j'étais encore si emballée pour le point de vue du Roi, qu'il fit appeler M. Alexandri et lui demanda s'il jugeait sage de laisser aller à Athènes un publiciste royaliste aussi enragé.

« Mais oui, opina-t-il. Non seulement nous allons la laisser aller, mais nous faisons tout pour l'aider dans son voyage. Elle est intelligente, et surtout c'est une patriote. Elle découvrira la vérité. »

Je pense qu'en lisant les pages qui suivent il sera surpris d'apprendre tout ce que j'ai découvert. Je ne dois pas ici anticiper; mais je puis dire que les enjeux, dans la partie que le roi Constantin jouait, étaient prodigieux — et tels qu'ils valaient le risque de sa couronne.

M. Alexandri était si désireux de nous faire entrer en Grèce, qu'il demanda et obtint pour nous la per-



mission de faire la traversée sur un torpilleur français. Mais comme celui-ci n'allait que jusqu'à Corfou, et comme il n'y avait pas de service régulier au delà, nous décidâmes de faire la traversée sur les paquebots postaux du gouvernement français. De M. Alexandri nous emportâmes un rapport pour Venizelos et de M. Coromilas nous emportâmes plusieurs lettres pour ses amis. Nous avons encore de nombreuses lettres et des paquets pour des Athéniens des deux partis, qui manquaient cruellement de linge et de médicaments à cause du blocus. A vrai dire, je pense que nous n'aurions pas dû faire passer ces choses au travers du blocus des Alliés — surtout sur leur propre navire — mais l'iniquité de cette action ne m'a jamais frappée, jusqu'à maintenant où j'en parle. Rompre un blocus, comme les autres genres de contrebandes, ne sera jamais, je le crains, une chose qui cause de grands remords aux mortels ordinaires — sauf après coup, s'ils sont pris.

Le charmant amiral Saint-Père, de l'ambassade française à Rome, se chargea de nous procurer un permis de passer par le port fortifié et interdit de Tarente, et quand le permis nous arriva, je ne pus que sourire à la lecture de ce qui y était inscrit : « *In missione uffizioso per conte del loro governo*, en mission officielle pour leur gouvernement. » Nul ne vit ce permis en dehors d'un fonctionnaire italien de Tarente, et cependant, une semaine après notre arrivée à Athènes, le roi Constantin dit à toute une tablée de gens que nous étions en mission officielle pour le gouvernement américain. Les voies de la diplomatie font des méandres et évitent la ligne droite : plus nous démentions cette légende, plus elle se développait, et elle ne laissa pas de nous faciliter bien des choses.



Nous quittâmes l'Italie sur un navire du gouvernement français dont le commandant était charmant; sa grande culture et sa curiosité universelle vous faisaient presque oublier que c'était la guerre. Il y avait aussi un petit amiral, charmeur et plein d'entrain; il nous raconta comment ses marins avaient tenu une tranchée, observé la discipline du feu et attendu que les Allemands fussent presque sur eux, par huit de front, chantant des chants de victoire tout en avançant; et puis comment ils les avaient fauchés par grands andains. « Ah! c'était beau, ça! » s'écriait-il.

La *Numidie*, qui nous emporta à Corfou et Argostoli, était bien petite, mais avait un air de vaisseau de ligne à côté de l'*Édouard-Corbière* qui nous prit d'Argostoli à Athènes. Sur ce dernier la place était prévue pour huit passagers, et il y en avait quarante-huit. Nous mangions par six services — et mangions admirablement bien. Une Française et moi avions l'une des quatre cabines. Mon mari et un officier de marine russe en avaient une autre et le beau-fils du général Sarrail demanda la faveur d'être autorisé à dormir sur le plancher de leur cabine, « préférant être piétiné la nuit par quelqu'un de connaissance, plutôt que par la foule anonyme ».

« C'est la guerre! » Ce mot expliquait toutes les insuffisances. Cela expliquait — sans vous rassurer — l'absence absolue d'embarcations et d'engins de sauvetage. On nous dit que l'*Édouard-Corbière* était si petit que les Boches ne gaspilleraient sans doute pas leurs torpilles pour lui. Les sous-marins pourtant ont d'autres armes que les torpilles; et à l'une des traversées qui suivit de peu la nôtre, le conseiller de la légation britannique d'Athènes étant à bord, le steward se précipita dans son salon pour lui dire que le



navire était canonné par un sous-marin — fait dont il venait de se rendre compte par le bruit entendu. Le conseiller, avec une confiance que peu d'entre nous montrèrent, était dans sa couchette, déshabillé; et maintenant, dans l'émotion du bombardement, il ne retrouvait pas son pantalon. Pendant quelques secondes désespérées, cherchant vainement ce pantalon, il se demanda ce qu'il fallait sauvegarder d'abord de sa vie ou de sa pudeur. La plus grande preuve de sa ténacité vraiment britannique est qu'il décida de ne pas monter sur le pont sans pantalon; l'ayant enfin retrouvé il apparut triomphant sur le pont, au moment où les canons de l'*Édouard-Corbière* mettaient le sous-marin en fuite.

Voyageant dans ces petits bâtiments français tout pleins d'officiers britanniques, italiens, serbes, russes, j'eus l'occasion de comprendre parfaitement comment la Grèce était jugée par les autres nations. Elle n'inspirait que haine et mépris. « Lâche » était la moindre des épithètes qu'on lui appliquait; personne ne soupçonnant ma qualité de Grecque sous mon nom américain, j'entendais exprimer crûment l'opinion que le monde avait de ma race. Avec un manque absolu d'équité on ne faisait nulle distinction entre la Vieille Grèce qui ne voulait pas abandonner sa neutralité et la Nouvelle Grèce dont les membres avaient quitté leurs foyers, leurs affaires, leurs amis, afin de se battre pour l'Entente et réhabiliter pour leur part le nom grec, après l'abandon de la Serbie. Grâce aux intrigues d'une nation voisine, qui aspire à l'hégémonie de l'Adriatique et de la Méditerranée orientale, et qui comprenait que l'abaissement de la Grèce était de son intérêt direct, le bruit fut répandu partout que Venizelos et le Roi étaient d'accord et « jouaient les



deux extrêmes contre le centre », comme nous dirions en Amérique (c'est-à-dire misaient sur les deux tableaux), si bien que la Grèce ne pouvait perdre, quel que fût le gagnant éventuel.

La première chose qui frappa mes yeux en entrant dans le port de Corfou — île grecque — ce fut le pavillon français, flottant sur la vieille citadelle qui s'avance d'une manière si pittoresque dans la mer, et le pavillon italien sur le fort neuf en arrière. L'île avait été occupée par les Français afin d'y réorganiser l'armée serbe. Je me trouvais d'accord avec les habitants de l'île pour ressentir avec amertume cette disparition du pavillon grec de leurs propres forts.

Comme je protestais près du commandant français du port, il m'écouta avec beaucoup de sympathie et m'expliqua que l'absence de pavillons grecs sur les forts était une simple question de forme, que c'était pour indiquer qu'il n'y avait point là de troupes grecques. Trois mois plus tard pourtant, à notre retour de Grèce, j'eus un grand plaisir à voir que sur la pointe extrême du vieux fort, là où il est le mieux visible pour tous les navires qui arrivent, flottait un pavillon grec — et cela quoique le fort même fût toujours occupé par les troupes françaises. Mais il n'y avait pas trace de pavillon grec sur l'autre fort où les Italiens se comportaient en maîtres.

On ne pouvait plus dire que toute l'île de Corfou fût sous la souveraineté grecque, et les Grecs étaient traités avec un manque absolu de politesse par leurs hôtes indésirés. Dans la salle à manger de l'hôtel Saint-George s'exprimait sans réserve le mépris qui débordait du cœur des Alliés. Un jeune officier anglais, assis en face de moi à la grande table, disait tout haut et d'un ton méprisant : « Il n'y a que deux choses dont



les Grecs se soucient : leur peau et leur argent. »

A la table voisine de la nôtre il y avait M. Benaki et sa famille qui venaient d'arriver d'Athènes. M. Benaki, homme d'un certain âge déjà, avait subi quarante-trois jours de détention dans la prison immonde d'Athènes, parce qu'étant maire d'Athènes il n'avait pas voulu publier une déclaration en faveur du Roi et de son parti.

A notre propre table il y avait la famille Vourloumi de Patras, obligée d'abandonner avec ses jeunes enfants son domicile, parce qu'elle soutenait Venizelos et ses vues au sujet de l'appui à donner à la Serbie et à l'Entente.

Sachant tout cela, je dis à l'Anglais : « Surveillez vos paroles ; tous ces Grecs peuvent vous comprendre. — Que m'importe, répondit-il ; s'ils comprennent mes paroles, cela leur fera du bien. »

Il y avait encore un petit vice-consul britannique d'Épire et un sien collègue de je ne sais plus où ; à qui voulait entendre, ils disaient qu'ils souhaitaient voir noyés ces sales Grecs ; en même temps un Italien assis à côté de mon mari déclarait tranquillement : « Nous n'avons pas encore décidé si nous rendrons Corfou à la Grèce, ou si nous la garderons pour nous. »

C'était vraiment admirable de voir comme les Grecs savaient contenir leurs colères. Au retour de notre voyage, je fis à ce sujet part de mon sentiment au frère de l'amiral Coundouriotis — qui lui-même avait été emprisonné par les royalistes. Avec son parler lent et digne, si différent de celui de la plupart des Grecs, il me répondit : « S'ils oublient qu'ils sont nos hôtes, nous ne devons pas l'oublier. »

C'était une chose épouvantable pour moi de rencontrer partout cette haine et ce mépris pour mes

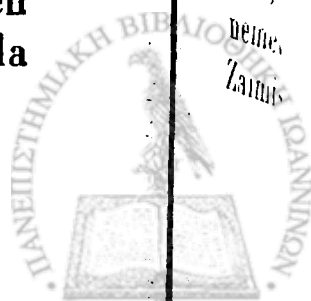


compatriotes ; mais la chose devenait intolérable quand ils se mettaient à insulter l'histoire de la Grèce ancienne. Quand notre navire fut en vue de Salamine, un officier français de l'état-major de Sarrail, désignant avec mépris un bateau de pêche : « Voyez-vous ça ? dit-il. Eh bien, il y en avait peut-être cinquante ou cent comme celui-là ; il y eut quelques pêcheurs tués, et puis la langue menteuse de la Grèce a fait de ça la grande bataille de Salamine — et depuis lors le monde a vécu sur ces mensonges. »

J'éclatai. « La France, dis-je, est en ce moment sublime et se couvre d'une gloire immortelle. Quelque chose de sa grande âme ne pourrait-il ici passer en vous ? Ne pourriez-vous être généreux à l'égard d'une petite nation qui traverse des jours sombres ? La France a été jusqu'ici une sœur pour la Grèce. Peut-être bien n'a-t-elle été qu'une demi-sœur ? — Nous méprisons la Grèce, me répondit-on, et jamais plus nous n'aurons d'amitié pour elle. — Pourtant, insistai-je, une partie de la Grèce se bat pour vous. »

A ce moment un torpilleur passa près de nous à toute vapeur. « Il est grec celui-là, dit un autre officier avec une joie malveillante. C'en est un de leur flotte que nous avons pris à ces sales Grecs. »

Voyant la haine de ces hommes pour les Grecs, je me pris à haïr Venizelos. Sans lui la Grèce aurait pu rester neutre, et si les Alliés voulaient venir sur son territoire, ils n'avaient qu'à se présenter franchement en brigands, comme l'Allemagne traversa la Belgique ; ils n'auraient pu s'abriter derrière le prétexte que Venizelos les avait appelés. Mon cœur était ulcéré ; et puisque tous ces gens haïssaient la Grèce et son Roi, je fus fortifiée dans ma résolution de me mettre en campagne, de remuer ciel et terre pour découvrir la



vérité dans toute cette terrible affaire, puis de proclamer cette vérité dans la presse américaine, et de laver le Roi de tous les reproches terribles dont on l'accablait.

Le 3 mars 1917 nous arrivâmes au Pirée. Il faisait une splendide journée de printemps; un chaud soleil d'or épanchait largement sa lumière sur les eaux bleues. Il nous fallut attendre d'avoir effectivement mis le pied sur le quai du port pour avoir la certitude que rien ne viendrait plus nous empêcher d'atteindre le but de notre voyage. Un court trajet en chemin de fer électrique jusqu'à Athènes et voilà que nous éprouvions des sentiments d'enfants au pays de la féerie, en nous rendant à l'hôtel et en voyant l'Acropole surgir au bout de toutes les rues.

Je ne puis exprimer ce que je ressentis pendant ce premier jour passé à Athènes. Je surveillais comme un trésor secret le petit paquet des lettres qui devaient nous faciliter notre œuvre. Nous souvenant de notre expérience lors de notre arrivée en Angleterre, nous avions craint de nous voir enlever tous nos papiers; mais nous étions devenus les fils adoptifs de la France et de la Grande-Bretagne et nous avions pénétré dans ce pays bloqué sans même voir un officier des douanes.

Dans ce paquet de lettres il y en avait une pour chacune des personnes suivantes : la reine de Grèce; le prince héritier; le prince Nicolas, frère du Roi; le maréchal de la cour royale; la première dame d'honneur de la Reine; le pauvre professeur Spiro Lambros, premier ministre; le docteur Streit, du « gouvernement occulte », comme on disait; M. Alexandre Zaimis, personnalité discrète, qui avait si souvent été



premier ministre et qui devait être le dernier ministre du roi Constantin, celui qui aurait à lui dire qu'il devait s'en aller; M. Calogéropoulos, premier ministre prédécesseur du professeur Lambros et qui fut mis en quarantaine par les Puissances dès le premier jour, comme il nous le dit.

Quand nous fûmes installés dans nos chambres à l'hôtel de la Grande-Bretagne, d'où nous embrassions du regard toute la rue Kiffissia, qui mène droit au palais du Roi, alors seulement je fus prise d'hésitation. Tout le temps j'avais dit que j'allais voir le Roi; mais ici, à Athènes, à l'entrée de la rue qui menait à son palais, je commençais à douter. Pour la première fois une crainte m'envahit : si après ce voyage long, difficile et terriblement coûteux, le Roi refusait de nous recevoir? Si nous allions ne jamais apprendre la vérité? Je restai quelques minutes assise immobile dans ma chambre, paralysée par cette terrible pensée. Mais Dieu nous a donné l'espérance. N'étais-je pas au service de ma race et chargée d'un message par le grand homme de l'Angleterre? Une fois de plus ma pensée fut de réconcilier le Roi et Venizelos; et mes craintes s'évanouirent. N'est-ce point quelquefois ce qu'il y a de plus improbable qui réussit?

Après nous être donné un coup de brosse, nous sortîmes et portâmes quelques-unes de nos lettres d'introduction pour les hommes politiques de Grèce.

Moins de quarante-huit heures après notre arrivée à Athènes nous nous rendions compte que la ville n'était pas dans un état normal. J'eus l'impression de me trouver au milieu d'une maison où il y aurait des beaux-frères, des belles-sœurs et des enfants de plusieurs lits, et où j'aurais pénétré au lendemain d'une grande querelle, au moment où les sentiments sont le



plus aigris et les colères exaspérées. Royalistes d'une part, venizelistes et Alliés de l'autre étaient sur le qui-vive; le plus petit mouvement des uns était considéré par les autres comme hostile. La Grèce était bloquée. Les ministres de France, d'Angleterre et de Russie avaient quitté leurs légations et vivaient sur des navires de guerre, là-bas à Keratsini, les relations n'ayant pas été reprises entre eux et la Cour après les deux premiers jours terribles de décembre.

Nous arrivions à Athènes dans la première semaine de mars, et pourtant toute la ville était encore hâlétante et parlait des événements des 1^{er} et 2 décembre. Royalistes et venizelistes, Alliés et pro-germaines, tous ne pensaient qu'à cela, ne parlaient que de cela, chacun à sa façon et de son point de vue. Le blocus ayant été établi aussitôt après, aucune nouvelle n'était venue du dehors — ni lettres, ni journaux, ni même de télégrammes. En raison de cet isolement tout le monde retardait et en était resté à ces journées où le cours du temps s'était trouvé suspendu pour les Athéniens; quiconque nous en parlait (et quel que fût son parti) ne manquait jamais d'y voir la plus sombre période de l'histoire de la Grèce.

Très peu de détails sur ces journées ont été publiés dans la presse d'Europe et d'Amérique; tout ce qui est arrivé à ce moment a eu les résultats les plus graves. On m'excusera donc de rapporter brièvement ce que nous avons entendu dire (et par les gens des deux partis) à ce sujet.

Dans l'automne de 1916 un député français, M. Bénazet, venait parfois voir le roi Constantin pour le solliciter de coopérer à la guerre. Le Roi exprimait sa profonde sympathie pour l'Entente — comme il faisait toujours en présence de toute personne apparte-



nant aux nations alliées — mais disait qu'il n'irait jamais au delà de la sympathie.

Enfin Bénazet le pressa en ces termes : « Si vous vous promeniez avec un ami et que cet ami se trouvât attaqué par des bandits; s'il n'avait pas d'armes tandis que vous auriez un revolver, ne lui prêteriez-vous pas votre revolver pour se défendre? — Assurément. — Eh bien, telle est notre situation, continua Bénazet. Nous sommes attaqués par les Bulgares et les Allemands et nous n'avons pas de batteries de montagne. Vous en avez. Donnez-nous-les. »

A cela on dit que le Roi répondit : « Si vous présentez les choses ainsi, je vous les donnerai. »

Aussitôt Bénazet fit savoir à l'amiral Dartige du Fournet, commandant la flotte du Pirée, et au général Sarrail, chef de l'armée de Salonique, que le Roi avait promis les batteries de montagne.

Les Français demandèrent encore que la Grèce leur donnât de petites armes et des munitions en quantité égale à ce qu'elle avait donné aux Bulgares à Cavalla et Drama, afin de prouver sa neutralité. A cela on dit aussi que le Roi consentit.

Quand Constantin mit son gouvernement au courant de ce qu'il avait promis de faire, ses conseillers lui persuadèrent qu'il y avait eu tricherie au jeu, que les batteries et les armes allaient être en réalité remises à Venizelos — et peut-être même tournées contre lui, le Roi.

« Comment sortir de là, demanda le Roi? J'ai donné ma parole à Bénazet. » — « Les armes appartiennent à la Nation. Comme monarque constitutionnel vous ne pouvez disposer de la propriété nationale sans le consentement du gouvernement. »

Les hommes de l'entourage du Roi suivaient tou-



jours les voies les plus détournées; au lieu de donner carrément l'excuse qu'ils avaient imaginée — et qui était fort bonne à sa manière — ils conseillèrent au Roi d'aviser les Français qu'il serait bon qu'ils fissent une démonstration de force; ainsi le peuple pourrait penser que si la Grèce remettait ses armes aux Alliés, ce n'était pas de son propre mouvement. Si alors les Français faisaient cette démonstration de force, le Roi pourrait leur faire savoir que son peuple s'agitait et s'insurgeait en présence de cette contrainte et qu'il serait dangereux de donner suite au projet de la remise des armes. Ainsi Constantin sauverait ses batteries et son honneur; ainsi ses conseillers auraient la satisfaction de savoir qu'ils avaient une fois de plus joué les Alliés.

Précisément ici les témoignages sont extrêmement contradictoires. Les Français d'Athènes nous ont tous dit que l'amiral du Fournet avait une lettre du Roi donnant des assurances que les marins français ne seraient pas attaqués s'ils venaient à Athènes.

Le comte Mercati, maréchal de la cour, nous a dit que non seulement il n'y avait jamais eu de la part du Roi aucune suggestion pour faire venir à Athènes une force française, mais que l'amiral avait été expressément averti que si des troupes alliées venaient dans la ville, le gouvernement grec ne pouvait répondre des conséquences. Il nous a montré la copie d'une lettre qu'il nous dit être la seule à laquelle les Français pouvaient faire allusion, et laquelle promettait simplement que les venizelistes d'Athènes ne seraient pas attaqués s'ils ne se mettaient pas dans leur tort.

Une chose est certaine : jusqu'à l'heure où j'écris ces lignes aucune lettre telle que celle que les Français prétendent avoir entre les mains n'a été publiée.



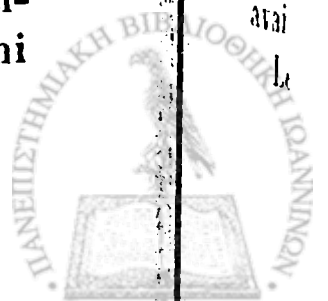
Les troupes françaises devaient arriver à Athènes le 1^{er} décembre. Plusieurs jours auparavant tout le monde pouvait voir dans la ville des préparatifs militaires menés fiévreusement. Les rues étaient pleines de soldats et d'épistrates (réservistes). On parlait tellement de canons placés sur la colline de Philopappe, pour dominer la ville, que même le naïf amiral Dartige du Fournet envoya un officier faire une enquête. Cet officier fut conduit personnellement par un officier royaliste sur un point de Philopappe où l'on creusait quelques tranchées pour des conduites d'eau.

« Tenez! voilà tout ce qu'il y a », s'écria le royaliste, et le Français, tout à fait satisfait, s'en retourna faire son rapport à l'amiral.

Il y avait d'autres signes sinistres. Les maisons et magasins de beaucoup des principaux venizelistes furent marqués à la craie rouge et quelques-uns de leurs habitants furent secrètement avertis par des épistrates de leurs amis d'avoir à fermer leurs maisons hermétiquement et à n'en pas sortir.

Deux éminents venizelistes nous ont dit qu'ils allèrent, l'un chez l'amiral, l'autre chez M. Guillemain, ministre de France, les suppliant d'empêcher l'envoi de marins à Athènes, ou, en cas d'envoi, de veiller à ce qu'ils fussent assez en force pour intimider les royalistes qui préparaient la résistance. C'est à ce moment que l'amiral envoya son officier enquêter sur les bruits qui couraient au sujet des canons; après quoi, tout à fait rassuré, il ne fit que rire de tous les renseignements des venizelistes et déclara que toute cette activité n'était qu'une mise en scène pour la petite comédie qui allait se jouer.

Pendant ce temps les épistrates étaient systématiquement travaillés par les officiers royalistes, parmi



lesquels se trouvaient, dit-on, le Diadoque (prince héritier) . Ils allaient de caserne en caserne, disant aux soldats : « On est en train de vous préparer la plus grande humiliation possible pour une armée. Une poignée de marins français et anglais viennent vous désarmer. Ils vous croient assez lâches pour ne pas résister. Et après cela on détronera votre Roi. »

Parmi les épistrates il y avait des venizelistes; ils dirent à leurs chefs politiques ce qui se passait; cependant les autorités françaises ne prirent aucunement garde à leurs paroles.

Le dernier jour de novembre un officier français de la flotte prenait le thé avec quelques dames grecques. Quand il se leva pour se retirer, son hôtesse lui tendit la main en demandant : « Y a-t-il des nouvelles? » Il s'inclina, baisa la main : « Rien, si ce n'est que demain la France va commettre une très grande sottise. »

C'était plus qu'une sottise. Deux mille marins français et anglais gagnèrent Athènes et entrèrent aux jardins publics appelés petit Zappeion. On dit que la confiance de l'amiral du Fournet dans le roi Constantin était si grande, que tout d'abord les canons français ne furent chargés qu'avec des cartouches à blanc.

Bientôt les deux mille marins alliés se trouvèrent entourés par un nombre très supérieur de troupes grecques. On les estime couramment à vingt mille hommes. Les Grecs dirent : « Vous êtes venus pour nos armes. Nous n'allons pas vous les donner. Vous aurez à combattre pour les avoir. » Les marins alliés avaient ordre de ne pas tirer les premiers. Les Grecs avaient le même ordre.

Le comte Mercati m'a montré les ordres donnés



pour cette terrible journée. Les Grecs avaient l'ordre de suivre les Français partout où ils iraient et, si possible, de les cerner, mais de ne jamais tirer les premiers. Mais quand deux armées hostiles sont face à face, un désastre est inévitable. Les Français disent que les Grecs ont tiré les premiers; quelques royalistes disent que ce sont les Français qui ont tiré d'abord; d'autres disent que ce sont les venizelistes afin de mettre les royalistes dans un mauvais cas. J'ai aussi entendu dire que le fatal premier coup de feu vint des Italiens qui voulaient compromettre la Grèce sans rémission.

En réalité, peu importe qui a tiré d'abord. Quand des milliers d'hommes en armes se dévisagent avec colère, il y en a toujours un pour tirer et déchaîner l'enfer. Il périt cent soixante marins alliés et cent cinquante Grecs. Mais les Grecs, très supérieurs en nombre, cernèrent les marins alliés et l'amiral Dartige du Fournet avec ses hommes se trouva prisonnier des Grecs. Les navires alliés tirèrent quelques obus sur le palais du Roi. Les ministres de France, d'Angleterre et de Russie coururent chez le Roi lui demander de laisser partir les marins. Le prince Demidoff, nous a-t-on dit, était si fort en émoi et si bouleversé qu'il oublia d'ôter son chapeau en présence du Roi. Les marins alliés, virtuellement prisonniers, la gueule de leurs canons abaissés vers la terre, furent escortés jusqu'au Pirée par les troupes grecques, puis embarqués et renvoyés du sol grec.

Ainsi s'acheva ce désastreux 1^{er} décembre, et pour le moment — les grandes puissances se résignant à la situation — les difficultés semblaient passées. Cependant le lendemain matin, vers onze heures, la fusillade reprit dans les rues. Il y a de cela plusieurs explications.



Avec une ingéniosité et un manque d'humour bien tudesques, les royalistes déclarent que les venizelistes profitèrent du moment où les partisans du Roi étaient en plein triomphe pour leur tirer dessus par leurs fenêtres, et que les épistrates entrèrent seulement dans les maisons d'où l'on avait tiré, et afin d'en arrêter les occupants.

Les venizelistes et tous les étrangers d'Athènes disent que les royalistes, enivrés par leur victoire facile de la veille, décidèrent de faire un grand coup, de terroriser ou d'exterminer les venizelistes restant à Athènes.

Il est certain que des balles sifflèrent dans les rues. Il semble que des épistrates ou soldats aient été placés sur les hauteurs de la banlieue d'Athènes, et que ces hommes aient fait feu sur la ville à l'heure fixée. Les balles pleuvant sur les rues donnèrent aux royalistes armés tous les prétextes voulus, et la chasse aux venizelistes commença. Les maisons de presque tous les plus notables d'entre eux furent envahies; les meubles brisés; les œuvres d'art transportables enlevées; les occupants emmenés et arrêtés, battus et maltraités en route. Pendant des heures la ville fut aux mains de criminels armés et lâchés à dessein, ou d'épistrates sans officiers pour les diriger ni les arrêter. Mon opinion personnelle est que des assassinats et non des arrestations étaient dans les intentions de ceux qui organisèrent ce Deux-décembre. Mais le caractère des Grecs est essentiellement peu sanguinaire : on le vit bien par le petit nombre des gens tués (et qui le furent accidentellement); parmi eux aucun personnage de marque. Il serait difficile de trouver dans l'histoire une autre journée où il n'y ait pas eu d'assassinat, mais seulement des pillages et des arresta-



tions, alors que vingt mille hommes en armes étaient lâchés, libres de satisfaire leurs haines personnelles.

Les ministres de France, d'Angleterre et de Russie, dès le début de l'affaire, se retirèrent précipitamment et se réfugièrent sur leurs vaisseaux de guerre, tandis qu'une foule terrorisée de venizelistes et d'étrangers gagnait en toute hâte le Pirée. En ces circonstances critiques les Français furent admirables. Ils accueillirent tous les venizelistes venant à eux, leur donnèrent pendant des jours entiers l'hospitalité sur leurs navires, et en transportèrent un grand nombre vers d'autres ports.

Les royalistes eurent leur deuxième victoire. La veille ils avaient humilié et chassé les marins français et anglais; aujourd'hui ils avaient complètement le dessus sur les venizelistes — tout alliés que fussent ceux-ci des grandes Puissances; ils les dépouillèrent de leurs biens, jetèrent environ deux cents des plus notables d'entre eux dans la prison commune, pélemêle avec les criminels ordinaires. Là ils les gardèrent quarante-cinq jours avant que les grandes Puissances reprissent assez courage pour demander leur élargissement.

En présence de tous ces faits, il n'est pas étonnant que j'enrage quand quelque petit freluquet d'Anglais ou de Français (je dis « freluquet » parce que les meilleurs et les plus intelligents parlent rarement ainsi) vient dire : « Les Grecs n'ont pas de caractère. Ce sont des lâches. S'ils avaient du courage ils se seraient soulevés et auraient chassé leur Roi après les 1^{er} et 2 décembre. »

CENSURÉ



CENSURÉ

nos hommes les plus en vue — leurs amis — étaient arrachés de leurs palais et frappés dans les rues. Que pouvions-nous faire, sans armes contre une armée? »

Comme je l'ai dit précédemment, à notre arrivée à Corfou nous rencontrâmes M. Benaki, le maire millionnaire d'Athènes, à peine relâché de prison. Il avait fait fortune en Égypte et était venu à Athènes pour y passer tranquillement la fin de ses jours. Il s'était bâti un palais dans la rue Kiffissia, puis avait pensé qu'il y avait mieux à faire pour lui que de passer son temps dans l'inaction. Il était grand admirateur et ami de Venizelos; celui-ci insista pour qu'il rentrât dans la vie active, et cela dans l'intérêt de son pays; et ainsi il se trouva amené à rendre à la Grèce de grands services.

A notre premier arrêt à Corfou nous n'avions échangé que peu de mots avec M. Benaki. A notre voyage de retour nous le connûmes beaucoup mieux. Il nous rendit visite et nous invita à prendre le thé dans la villa qu'il habitait, et nous vîmes sa charmante femme et l'un de ses fils. Ils ressentaient encore si vivement les odieuses violences des 1^{er} et 2 décembre, qu'ils n'aimaient pas à en parler. Mme Benaki cependant m'écrivit dans la nuit même une longue lettre relatant en détail les événements du 2, en tant qu'ils s'y étaient trouvés mêlés eux-mêmes, et, en écrivant ces lignes, j'ai sa lettre sous les yeux. Il semble que vers onze heures des coups de feu commencèrent à être tirés sur leur maison du haut des maisons d'en face, des maisons royalistes Ypsilanty et Pasmazoglou; toutes les vitres furent brisées et les murs très endom-



magés. Un peu plus tard des scélérats, quelques-uns en tenue militaire, mais sans officiers, envahirent la maison, frappèrent les valets, trainèrent M. Benaki à la rue, où ils le bousculèrent et sa tête frappa contre les arbres jusqu'à ce que son visage fût couvert de sang. Les domestiques, quoique en fort mauvais état, suivirent leur maître et purent lui éviter de pires traitements. Tout en sang, les vêtements déchirés, M. Benaki fut emmené à la caserne d'artillerie où l'on fit des préparatifs pour le fusiller. M. Benaki demanda : « Est-ce là ma récompense pour avoir secouru vos familles dans les deux guerres balkaniques et pendant la dernière mobilisation ? »

Les dons de M. Benaki aux œuvres de bienfaisance d'Athènes avaient été très généreux ; et après qu'il eut dit ces mots, quelques officiers intervinrent et, au lieu de le fusiller, ils l'emmenèrent en prison où le célèbre Merkouris, l'organisateur infâme de tout ce qui se faisait alors d'infâme, l'insulta et l'enferma. Le même soir à sept heures et demie le Roi envoya son propre aide de camp pour ramener M. Benaki à son domicile. Le lendemain un officier de haut rang, dont Mme Benaki ne donne pas le nom, vint dire à M. Benaki que, comme maire d'Athènes, il ferait bien de publier une proclamation aux Athéniens, dans laquelle il remercierait le Roi pour sa gracieuse bienveillance envers le peuple, désavouerait les auteurs de désordre, et déclarerait que c'étaient les libéraux qui étaient responsables des troubles et des morts accidentelles du 2 décembre.

M. Benaki répondit : « Je ne puis publier une telle proclamation ; mais je serai heureux d'écrire au comte Mercati pour le prier de remercier le Roi de sa royale bonté à mon égard. Je ne puis faire davantage. »



- Il écrivit cette lettre; mais il semblait bien que ce ne fût pas pour cela qu'on l'avait relâché de prison; et puisqu'on ne pouvait le décider à publier la proclamation innocentant les royalistes, un autre officier vint deux jours après avec un acte l'accusant de haute trahison et, sans même l'apparence d'un jugement, il fut de nouveau jeté en prison et y fut gardé quarante-trois jours de plus.

Nous avons vu sa maison et aussi celle de M. Venizelos, les façades de l'une et de l'autre ont de nombreux trous de balles. Notre propre hôtel portait peu de traces à l'extérieur; mais il fut si criblé à travers les fenêtres du troisième étage, qu'il est facile de croire les récits des habitants de l'hôtel, disant qu'ils l'avaient échappé belle. Le propriétaire de l'hôtel de la Grande-Bretagne étant venizeliste, et cet hôtel étant bien en vue sur la place de la Constitution au bout de la diagonale qui mène au vieux palais du roi George, il fut plus que bien d'autres favorisé par les amateurs de fusillade.

Un membre de la légation américaine nous dit avoir vu un homme descendre en flânant la rue de l'Université; il suivait le côté opposé à la maison de M. Venizelos; tous les quatre ou cinq pas il épaulait son fusil et tirait, sans viser, sur la maison. Il était parfaitement calme et méthodique dans son tir. Peut-être obéissait-il tout autant à ce besoin, si humain, de faire du bruit qu'à une haine particulière pour le grand Crétois.

Il y eut bien d'autres victimes, parmi lesquelles des hommes éminents par la fortune ou le savoir, et nous ne pouvions passer une demi-journée à Athènes sans en rencontrer un ou plusieurs nouvellement sortis de prison. Il m'était difficile d'écouter leurs récits sans



avoir le sentiment que le roi Constantin avait été ou bien responsable des faits du 2 décembre, ou bien gravement trompé. S'il avait été trompé, par qui? Comme je l'avais défendu contre ses accusateurs pendant notre traversée, et comme maintenant je prêtai l'oreille à ses accusateurs en Grèce, je réservai mon jugement jusqu'au moment où nous aurions été reçus par le Roi et où nous aurions causé avec lui.

Dans les deux jours de notre arrivée à Athènes nous expédiâmes la plupart de nos lettres d'introduction, et le troisième jour nous fûmes reçus par le comte Mercati, maréchal de la cour royale. C'est un homme svelte, bien mis et distingué. Il se plongea tout de suite dans le récit de tous les torts des Puissances à l'égard de son maître. « Un jour, dit-il, elles seront honteuses de tout ce qu'elles lui ont fait. »

Il sonna et dit au valet de pied qui se présenta : « Apportez-moi la miche de pain qu'on m'a envoyée aujourd'hui » ; et à nous : « Voilà ce que nous a valu le blocus des Alliés, de... de recevoir des miches de pain avec reconnaissance, comme des cadeaux. » Quand le pain fut apporté, il le prit et nous le tendit. C'était une miche grande, mince et aplatie. Il reprit : « Ceci m'a été envoyé de Thessalie et en vérité j'ai été heureux de le recevoir. » Il nous montra ses deux chiens jouant dans le jardin. « Voyez mes petits chiens ; voyez comme ils sont maigres ! Je ne sais pas combien ils ont encore à vivre ; je leur donne une semaine, ou peut-être dix jours. Je n'ai plus rien pour les nourrir. »

Quand le valet de pied fut ressorti avec le pain, le comte Mercati continua avec anxiété : « Vous êtes ici depuis deux jours et vous devez déjà savoir comme le peuple est attaché au Roi. Tout le monde ne vous le dit-il pas?



— On parle plus des 1^{er} et 2 décembre que de toute autre chose, répondis-je.

— Ah ! les Français et les Anglais vous diront que j'ai écrit une lettre à l'amiral, promettant au nom du Roi qu'il n'arriverait rien aux marins s'ils venaient ici. Ce n'est pas vrai, je vous en donne l'assurance. Je vous montrerai un jour la lettre que j'ai écrite, elle n'a rien à voir avec les marins. Non seulement Sa Majesté n'a pas promis qu'il n'arriverait rien, mais, dans la nuit qui précéda le 1^{er}, j'allai voir l'amiral et lui dis que le Roi ne pouvait garantir la sécurité des marins. Je fis des allées et venues entre le Roi et l'amiral, et la seule chose que le Roi promit, ce fut que les troupes grecques ne tireraient pas les premières — et je vous certifie qu'elles n'ont *pas* tiré les premières. »

Nous étions ainsi à l'œuvre ; nous étudions toute l'affaire auprès des hommes qui y avaient joué des rôles importants. Pourtant les éloquentes explications du comte Mercati en faveur de son Roi et maître n'enlevaient rien à ces deux premières journées de décembre de leur lugubre horreur. Vers la fin de notre entrevue, je dis : « Nous souhaiterions beaucoup voir Sa Majesté. Pouvez-vous nous obtenir une audience ? — J'ai dit à Sa Majesté que vous m'avez apporté une lettre d'introduction, que vous êtes impatiente de lui voir rendre justice aux yeux du monde, que vous êtes une loyale Grecque, et que votre mari est un publiciste américain. Mais puisque vous êtes l'un et l'autre sujets américains, c'est à votre ministre à demander l'audience pour vous deux ; après je ferai mon possible. Sa Majesté ne reçoit plus de publicistes. »

Nous remîmes aussi au comte Mercati notre lettre d'introduction pour la Reine, et il nous dit encore que l'étiquette voulait que notre audience fût demandée



par notre ministre. Nous prîmes congé du maréchal de la cour, et allâmes au domicile du Diadoque afin de déposer la lettre que nous avons pour lui et inscrire nos noms sur le registre *ad hoc*. Il vivait dans une petite maison de la rue Kiffissia et tout ce qui distinguait le *home* du Prince royal de ceux de ses voisins, c'était qu'il était plus petit que le leur et qu'un soldat en uniforme râpé montait nonchalamment la garde devant la façade. La sentinelle nous dit de suivre l'allée charretière et derrière la maison, près de la remise, nous trouvâmes un domestique; celui-ci prit notre lettre d'introduction, nous fit entrer dans une petite pièce près de la remise, où il y avait deux couchettes de soldat et une table. Sur celle-ci on posa le registre des visiteurs; nous y écrivîmes nos noms, ce qui équivalait à une demande d'audience.

De là nous allâmes à la maison du prince Nicolas, dans la même rue. Le prince Nicolas étant marié à la grande-duchesse Hélène, fille du grand-duc Vladimir, ils sont à l'aise et leur demeure est de beaucoup plus importante que celle du Diadoque. Les soldats à leur porte ont aussi beaucoup plus d'allure que le pauvre garçon solitaire qui flânait à la porte du Prince royal. Nous fûmes reçus dans un petit hall par un majordome anglais. Sur un haut pupitre il y avait un gros livre dans lequel nous inscrivîmes une fois de plus nos noms. Nous donnâmes notre lettre d'introduction à un jeune page qui vint dans le hall pour la recevoir.

Notre visite suivante fut pour notre propre légation. Notre ministre, M. Droppers, pour qui nous avons une lettre, était chez lui et nous reçut tout de suite. Quand mon mari lui dit que nous venions à Athènes pour découvrir la vérité de toute la situation, il se



leva et nous dévisageant d'un air de colère : « Sans doute vous ne me demandez pas mon avis, mais je vais vous le donner tout de même. Prenez le premier bateau et rentrez chez vous. Jamais vous ne débrouillerez ce chaos — jamais ! M. Blank (c'est le nom d'un correspondant bien connu) est venu ici pour savoir la vérité ; il est resté deux semaines et puis est parti, désespérant de jamais connaître les faits. Rentrez chez vous ! Vous économiserez du temps et de l'argent et vous échapperez à un autre danger : car à étudier cette situation, il y a de quoi devenir fou. »

Et tout d'une haleine il en dit bien davantage ; il était éloquent et animé du sincère désir de nous éviter une déception. Mais nous n'étions pas pour nous laisser décourager au moment où nous touchions au but.

Et je l'interrompis : « Tout ce que vous dites, monsieur Droppers, peut être vrai pour d'autres journalistes, mais ici, à Athènes, j'ai certains avantages. Et tout d'abord la Péninsule des Balkans est depuis des années ma spécialité ; puis je parle grec ; enfin le caractère grec n'a pas de secrets pour moi puisque de naissance je suis Grecque. »

M. Droppers semble découragé dans les efforts qu'il faisait à bonne intention pour nous détourner de rester ici. « Très bien, dit-il, je demanderai pour vous une audience au Roi et à la Reine, et quand vous penserez que je puis vous être utile, venez me voir. »

Dans la suite ce devint pour nous une habitude que d'entrer en passant pour voir M. Droppers et la chère Mme Droppers, qui, parmi les femmes que j'ai eu la chance de rencontrer en Europe, est bien la meilleure représentante du type traditionnel de l'Américaine. Notre ministre et sa femme avaient vécu toute l'his-



toire récente de la Grèce et leurs réflexions sur les événements du jour étaient toujours suggestives et intéressantes.

Une fois nos lettres remises, plusieurs hommes politiques royalistes vinrent déposer leurs cartes à notre hôtel et nous reçûmes du prince Nicolas une invitation à prendre le thé le lendemain.

A cinq heures et quart, à peine quatre jours après notre arrivée à Athènes, nous nous trouvâmes introduits dans le salon du prince Nicolas. Il se tenait là avec la princesse Nicolas, ainsi que Mlle Dragoumis, sœur d'Étienne Dragoumis, royaliste enragé, et sa nièce, veuve du héros de Macédoine Paul Melas. Au point de vue de la société, le prince Nicolas est tout ce qu'on peut demander à un prince d'être : charmant, affable et sympathique. Il vint à nous avec l'air d'un hôte aimable, tel qu'on le rencontre plus souvent en Amérique qu'en tout autre pays. Il nous présente aux trois dames, et nous voici tous les six autour de la table à thé.

Je fus d'abord frappée par la délicieuse simplicité du frère du Roi, par l'air séduisant qu'il avait et qu'avait aussi la grande-duchesse de Russie sa femme. La princesse servit le thé. On causa politique; il n'y avait pas d'autres sujets pendant ces jours sombres de la Grèce. Le prince Nicolas me parla surtout en grec. Seule sa haine pour Venizelos était plus forte que son amertume à l'égard des grandes Puissances. J'essayai de lui faire voir que la situation de la Grèce devant le monde était plus importante que sa rancune contre les Puissances ou que l'aversion des royalistes pour Venizelos.

« C'est une nation déshonorée, et le mot « grec » est synonyme d'homme qui a manqué à sa parole. Vous



ne savez pas, ici, parce que ce malheureux blocus vous a coupés de toute source d'information extérieure; mais nous arrivons tout droit de ce monde extérieur, et chacun nous parle librement, ignorant que je suis Grecque. Que nous soyons royalistes ou venizelistes, cela importe peu : ce qui importe, c'est l'honneur de notre pays. Il faut faire l'union entre nous tous et rendre à la Grèce son bon renom. »

La Princesse, qui causait avec les autres personnes, se tourna vers moi, m'écouta et son regard rencontra le mien. Elle avait de beaux grands yeux sombres et pleins de feu. On comprenait pourquoi elle passait pour inspirer de l'amour à tant d'hommes. Cependant quand ses yeux rencontrèrent les miens, malgré leur beauté fascinante, je sentis que je devais me défier de ces yeux-là. Jamais ma mission et moi ne serions vues favorablement.

« Que dites-vous? demanda-t-elle. — Que la Grèce doit être unie », répliquai-je.

Nous parlions maintenant anglais et elle répondit en paroles mesurées. Elle avait l'air plus indifférente que le merveilleux portrait d'elle suspendu au-dessus de sa tête. « Ici, en Grèce, on est royaliste, ou l'on n'est rien. N'est-il pas vrai, mademoiselle Dragoumis? » Mlle Dragoumis répondit vivement : « Vous ne pouvez manquer d'être royaliste dès que vous connaîtrez les nôtres. La Princesse a raison. En Grèce, on est royaliste ou l'on n'est rien.

— C'est parce que je *suis* royaliste que j'ai traversé l'océan et les mers, malgré les dangers et les difficultés. J'ai foi dans le roi Constantin et je lui apporte le secours de ma plume. Mais il ne peut réussir si la Grèce reste divisée. »

La jolie bouche de la princesse Hélène prit une



expression hautaine : « Ne parlez pas, reprit-elle, d'union avec le traître. »

J'insistai : « Et si le Roi décidait que l'union est l'intérêt de la Grèce, ne devrions-nous pas tous accepter son mot d'ordre ? »

Elle ne daigna pas répondre. Les deux dames Dragoumis eurent l'air épouvantées. J'avais osé continuer sur un sujet, après que la Princesse avait indiqué que c'en était assez là-dessus. Heureusement, à ce moment entrèrent le plus jeune frère du Roi et le Prince royal. Ils ont le même aspect, sont du même type d'hommes — Christophe étant un peu plus âgé et plus grand — et s'habillent de même; tous deux ont des figures rondes, portent monocle et s'avancent en marchant au pas. Il en résulte qu'ils produisirent sur moi un singulier effet comique, cette fois-là et les autres fois où je les revis par la suite. Ils serrèrent les mains à la ronde et embrassèrent leur belle-sœur. Le Prince royal s'assit près de moi et parla en grec. C'est un très gentil garçon, aimable et tranquille. J'ai idée qu'il préfère la société des hommes et qu'il n'aime pas trop celle des dames, vis-à-vis desquelles il est plutôt réservé. Ils restèrent à peu près une demi-heure, buvant leur thé, disant à chacun quelques mots plutôt insignifiants, puis se retirèrent — marchant au pas.

Après leur sortie le Prince reprit avec moi, et en grec, sa conversation particulière. Sous son toit, dit-il, on ne prononce jamais le nom de l'« autre » ; mais puisque toute notre conversation roulait sur M. Venizelos, je ne voyais aucune raison de le qualifier de traître ou d'aucune autre des épithètes méprisantes employées par les ultra-royalistes; je continuai donc à l'appeler par son nom quand l'occasion se présentait de faire allusion à lui.



Les diplomates des Alliés venaient tout de suite après M. Venizelos dans le mépris du Prince. Il me dit très sérieusement : « Si vous voulez apprendre la vérité sur la situation, ne voyez personne en dehors des royalistes. N'approchez pas de la clique diplomatique; n'allez même pas à votre propre légation, car malheureusement votre ministre a beaucoup de prévention. » Je répondis : « Votre Altesse ne peut attendre cela de nous. Nous devons entendre tous les partis et nous avons apporté des lettres d'introduction pour notre ministre et aussi pour le ministre de France. Tous deux sont déjà venus chez nous, et le ministre de France nous a fait dire par son secrétaire qu'il désirait nous voir.

— J'en suis vraiment désolé, dit le prince Nicolas. Tous ces ministres sont contre nous.

— Qu'importe, Altesse? Nous sommes venus ici pour entendre votre parti — que le monde ignore —, pour savoir exactement quelle est la politique du Roi et les vraies raisons pour lesquelles la Grèce n'est pas allée au secours de la Serbie.

— Nous n'avions pas à le faire, cria le prince Nicolas avec emportement. C'était toujours l'autre... qui... », et cet homme charmant, à l'air sympathique, se mit à insulter Venizelos en termes qui s'accordaient peu avec son ton et son air ordinaires. Quand il eut épuisé sa provision d'épithètes, il continua : « Nous aurions dû savoir ce qu'il était. Il a joué le même jeu avec mon frère George en Crète. Ce démagogue s'est arrangé pour évincer mon frère de Crète et maintenant il cherche à renverser mon frère ici. C'est un traître, un révolutionnaire, un démagogue égoïste, un... »

Je n'essayai pas de l'arrêter. Dès ce moment je



savais que, quand il se lançait contre Venizelos, rien ne pouvait arrêter le flot de ses paroles. Possédée comme je l'étais de l'idée de refaire l'union en Grèce, je trouvais peu digne que le frère du Roi parlât sur ce ton de l'homme que toute l'Europe et toute l'Amérique honoraient.

Quand il eut fini de parler, je dis : « Prince Nicolas, voilà quatre jours seulement que nous sommes ici ; toutes nos lettres d'introduction pour des Grecs sont pour des membres du parti royaliste ; mais je ne puis m'empêcher de voir que le peuple de Grèce réclame le retour de M. Venizelos. Il est vain d'essayer de gouverner la Grèce sans lui. Aujourd'hui les peuples sont plus forts que leurs gouvernements. »

La princesse Hélène m'écoutait ; j'en eus la preuve quand ses yeux sombres et éclatants rencontrèrent les miens, juste assez longtemps pour me dire encore une fois qu'elle me désapprouvait.

Quand nous nous levâmes pour nous retirer, j'étais fatiguée et découragée. Nous étions restés plus de deux heures dans le salon de ces personnes charmantes et séduisantes. Pendant la plus grande partie de ce temps j'avais écouté l'homme qui passait pour le plus fort des frères du Roi et en qui j'avais mis mes plus grandes espérances en vue d'une collaboration. Je ne trouvais qu'un homme possédé et rongé par la haine de Venizelos, et une femme que je sentais devoir user contre moi de toutes ses forces et de tout son pouvoir.

Le prince Nicolas nous accompagna lui-même jusqu'à la porte de son palais, nous assurant qu'il aurait plaisir à nous voir souvent et à causer avec nous. Son charme personnel, ses manières exquises, de nouveau, m'impressionnèrent au point que je me repris à espérer le convertir à nos vues. Si nous avions réussi, mon



pauvre Roi ne serait pas aujourd'hui un exilé sifflé par la foule. Il serait encore roi et un roi aimé. La devise de la couronne grecque était vraie pour lui : « Ma force est l'amour de mon peuple. » Personnellement il était aimé de ceux mêmes qui étaient contre lui.

En rentrant à notre hôtel je fus reprise du sombre pressentiment de ne pas réussir. Je dis tristement à mon mari : « Je crains que nous ne voyions jamais le Roi. Tous ces gens sont ennemis mortels de Venizelos et absolument opposés à l'union. Ils voudront nous empêcher de voir le Roi, de lui dire quelle figure la Grèce fait maintenant devant le monde, et d'insister près de lui sur l'importance d'une réconciliation avec Venizelos. »

Nous arrivâmes tristes à l'hôtel. Je montai à ma chambre, et là, je trouvai sur ma table une lettre fermée d'un pain à cacheter avec une couronne bleue sur fond blanc. J'ouvris fiévreusement l'enveloppe où je trouvai la lettre suivante dactylographiée :

« Le Maréchal de la Cour royale. »

« Par ordre de S. M. le Roi, le Maréchal de la Cour royale a l'honneur d'informer M. et Mme Kenneth Brown qu'ils seront reçus en audience par S. M. le Roi, jeudi prochain 8 mars, à dix heures et quart du matin (10-15 A. M.).

« Le Maréchal de la Cour royale,

« MERCATI.

« Athènes, 6 mars 1917. »

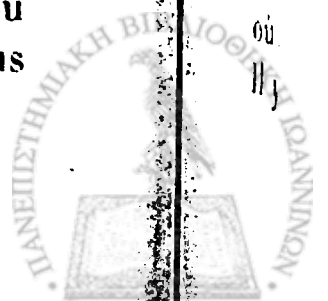


CHAPITRE II

FACE A FACE AVEC LE ROI CONSTANTIN

8 mars 1917, dix heures quinze du matin. Grand jour et heure grave pour moi ! A ce moment nous allions voir l'homme en qui j'avais cru malgré la presse d'Amérique, d'Angleterre et de France, l'homme que j'avais défendu de toutes les manières, l'homme à qui j'avais voulu que tous mes doutes profitent, malgré des faits épouvantables. Le comte Mercati nous avait dit que les gouvernements de l'Entente ne permettraient pas que l'on publiât l'opinion royaliste, ne permettraient pas que la vérité se manifestât. Enfin j'allais me trouver devant le Roi de ma race, lui parler, apprendre la vérité de ses propres lèvres ; revenue en Amérique, je pourrais la proclamer devant des millions de gens.

Pendant que ma voiture me menait au palais, j'avais peine à tenir en place ; n'allais-je pas dans quelques minutes être reçue par celui que je croyais être l'homme le plus incompris dans la plus terrible des guerres ? La voiture s'arrêta à la grande porte. Nous descendîmes salués par l'*evzone*, pittoresque et martial, qui était de faction dans son uniforme singulier. Une courte allée sablée nous mena à l'entrée du palais, où deux domestiques en livrée bleue pensèrent que nous



avons le droit de passer. Nous montâmes un escalier circulaire jusqu'à un hall supérieur, où on pouvait se débarrasser des vêtements inutiles et où un autre domestique en livrée bleue nous prit pour nous mener à une antichambre; il y avait là un sofa le long d'un des murs et une grande table occupant presque tout le centre. La table était couverte d'une toile imprimée d'Allemagne. C'était la première note discordante dans ce palais. Dire que sur la terre des superbes broderies grecques il devait y avoir sur la table du Roi une de ces nappes blanches à guirlande de fleurs imprimées comme on en voyait partout! Il y avait quelque chose de symbolique dans cette nappe allemande sur la table grecque; plus je la regardais, plus elle me devenait odieuse et j'eus une envie presque irrésistible d'y faire des trous.

Heureusement on ne nous laissa seuls en face d'elle qu'une minute. Le comte Mercati vint, nous serra la main; il ne nous avait encore dit que deux mots, quand se présenta un aide de camp, qui avait bon air dans son uniforme. (Quelques semaines plus tard nous rencontrâmes la mère et la sœur de cet aide de camp. Elles étaient des plus ardentes venizelistes, et le mari de cette sœur était chef d'état-major de l'armée de M. Venizelos.) L'aide de camp nous salua militairement, et nous précédant il nous fit passer par une grande porte dans une belle salle de marbre. Il frappa à la porte du cabinet du Roi, l'ouvrit, nous introduisit et referma la porte sur nous.

La pièce où nous nous trouvions était longue et de belles proportions; les fenêtres donnaient sur le jardin. En face des fenêtres deux portes menaient je ne sais où. Devant ces portes il y avait deux grands paravents. Il y avait dans cette pièce du charme et de l'intimité;



mais celui qui se leva derrière son bureau pour nous recevoir concentra tout à coup sur lui toute notre attention, aux dépens de tout ce qui l'entourait.

Dès le premier abord le roi Constantin apparaît bien tel que l'on se représente un roi : grand, bien bâti, plein d'un charme qui magnétise. Il portait un uniforme simple. Quoiqu'on nous eût dit que sa santé était altérée, il avait l'air bien portant; il ne paraissait pas plus de trente-cinq ans, quoiqu'il en eût quarante-neuf.

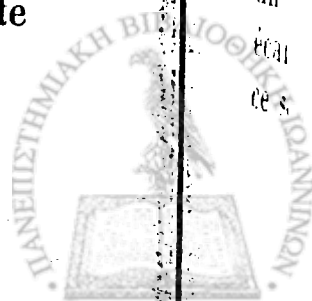
Il fit quelques pas vers nous, nous serra les mains, puis, de la manière la plus simple et la plus naturelle du monde, prit une chaise pour mon mari et la plaça à côté d'un fauteuil déjà préparé pour moi, tout près de son bureau.

De ma vie je n'ai été conquise, à la première vue, par personne autant que par le roi Constantin. « Ainsi, dit-il en souriant, vous avez fait cette longue route depuis l'Amérique. »

Je lui ouvris mon cœur et, en quelques minutes, je lui dis tout ce que le lecteur sait déjà : comment j'avais toujours cru en lui; comment en Amérique je m'étais levée pour lui devant des auditoires hostiles; comment nous venions mettre nos plumes à sa disposition, dans l'intérêt de la justice.

Puis j'ajoutai, pour éviter tout malentendu : « Mais je dois vous dire que tout en étant pour Votre Majesté, je suis contre votre politique. »

Il avait écouté apparemment avec plaisir toute la première partie de ma déclaration. A mes derniers mots, il eut l'air peiné et surpris : « Pourquoi, demanda-t-il? — Parce que je pense que la Grèce n'avait pas le choix; elle aurait dû entrer dans cette guerre avec l'Entente. »



A peu près à ce moment j'entendis la porte protégée par l'un des paravents s'ouvrir doucement. Cela fit si peu de bruit que mon mari ne remarqua rien. Était-ce un hasard — les portes s'ouvrent parfois toutes seules — ou bien ne jugeait-on pas convenable que le Roi eût une entrevue, sans qu'une certaine surveillance fût exercée sur lui? Son attitude dans notre seconde entrevue jeta sur ce point une lumière intéressante.

Il ne sembla point prendre garde à l'ouverture de cette porte. « Bon, continua-t-il gaiement, vous verrez ici tout le monde, vous causerez et vous ferez des découvertes. » Se retournant, il me montra sur un rayon de bibliothèque deux photographies, avec autographes, de l'empereur Guillaume et du tsar Nicolas. « Vous voyez que je suis tout à fait impartial. Les voilà! Je les aime tous les deux. Je n'ai rien ni contre l'un ni contre l'autre. »

J'avais bien conscience d'avoir été du premier coup captivée par le charme de Constantin et je m'en réjouissais. Quand on s'est fait une haute idée de quelqu'un, il fait bon de constater qu'il répond complètement à cette idée.

L'une des plus grandes qualités du roi Constantin, c'est qu'on peut lui dire la vérité. Je me mis à plaider devant lui pour l'union de la Grèce. Ses yeux, bleus comme les campanules de son jardin, clairs, honnêtes comme ceux de son plus jeune enfant, m'encourageaient à continuer. De temps en temps il souriait, et son sourire est la chose la plus séduisante de cet homme séduisant. Il attire comme celui de l'enfant, et peu de femmes peuvent y résister. Vous n'éprouvez un regret que quand vos yeux s'attachent à ses oreilles écartées ou à la forme singulière du haut de sa tête; ce sont là des détails inharmonieux qui ne vont pas



avec le reste de sa personne bien faite. Heureusement ses yeux et son sourire sont le caractère dominant de sa belle figure. Mon mari dit le lendemain au Prince royal que pendant toute l'entrevue il avait pensé au magnifique athlète, digne de l'équipe de Harvard, qu'on avait perdu là, pour en faire un roi.

Très différent de tous les royalistes que nous avons rencontrés jusque-là, Constantin ne montrait aucun signe d'animosité, aucun signe de déplaisir ni même d'impatience quand nous lui parlions de Venizelos. Il parlait de lui avec politesse et avec quelque chose comme de la bienveillance. Une fois seulement il dit avec un peu de vivacité : « Oh ! Venizelos veut faire de moi un personnage purement décoratif, et je ne veux pas. »

Il écouta cependant mon plaidoyer en faveur de l'union et ses yeux bleus semblaient dire : « Je veux l'union moi-même. » Puis nous lui fîmes connaître les paroles que M. Lloyd George nous avait priés de lui répéter.

Une lueur passa dans ses yeux comme s'il ne croyait ni nous ni Lloyd George ; puis une autre lueur, comme de regret et de tristesse.

Après un silence il demanda : « Comment pensez-vous que nous puissions faire l'union ? La chose n'est pas si facile que vous pensez. Il y a bien des difficultés pratiques. » J'approuvai : « Oui, il y a bien des difficultés. » Puis j'insistai, faisant mes derniers efforts pour le persuader. « Jusqu'ici, Majesté, vous avez eu raison aux yeux de votre peuple. L'Allemagne a réussi ; elle a écrasé toutes les petites nations qui étaient sur sa route. Votre peuple sent que vous lui avez épargné le sort des autres ; mais l'heure viendra où c'est Venizelos qui aura raison. Alors le peuple se tournera



contre vous. Je vous demande d'avoir raison jusqu'au bout. Entendez-vous avec Venizelos, venez du côté de l'Entente, et le reste sera oublié — et au sortir de cette guerre vous serez l'idole de la Grèce. Les Alliés sont maintenant en situation de vous défendre et vous n'avez pas besoin de devenir une autre Belgique. »

Si jamais homme fut hésitant en face d'une proposition, ce fut Constantin.

« Que de choses il y aura à arranger ! murmura-t-il.

— Sans doute, approuvâmes-nous ; mais tout s'arrangerait si vous pouviez simplement rencontrer Venizelos et avoir avec lui un entretien approfondi.

— Comment arranger une telle entrevue ? Elle devrait être absolument secrète.

— Assurément. Si seulement vous nous y autorisiez, nous irions à Salonique et nous verrions M. Venizelos. Il pourrait venir au Pirée sur quelque vaisseau de guerre ; vous descendriez secrètement au Pirée, où vous le rencontreriez, sans que personne le sache.

— Êtes-vous certains que Venizelos veut l'union ? »

Nous assurâmes le Roi qu'un venizeliste de tout premier plan nous avait formellement affirmé que Venizelos serait favorable à l'union.

Je m'écriai : « Il faut qu'il la veuille ; puisqu'il est un si grand homme et un si grand patriote : car le salut de la Grèce est dans l'union. »

Ou bien le roi Constantin est l'acteur le plus achevé du monde, ou bien à ce moment-là il voulait l'union ; nous eûmes la conviction que dans les quarante-huit heures il nous enverrait à Salonique, porteurs d'un message de réconciliation. Il nous parlait avec calme, sans prévention, comme un homme qui discute une chose qu'il souhaite lui-même ardemment.



Et mon mari demanda : « Vous croyez donc que l'Allemagne gagnera ? »

— Elle a affaire à trop forte partie pour cela. Ce sera une *paix blanche*, — une bataille indécise. » Une fois de plus il revient aux Français : « Vous savez qu'ils me détestent parce que j'ai dit en Allemagne que les victoires grecques étaient dues aux méthodes allemandes. Que pouvais-je dire ? poursuivit-il avec vivacité. J'étais reçu à la gare et on me remettait le bâton de maréchal. Il fallait dire quelque chose et j'ai dit la vérité. Je le ferais encore. Mais les Français ne m'ont jamais pardonné. Ils ne m'aiment pas et je les déteste. »

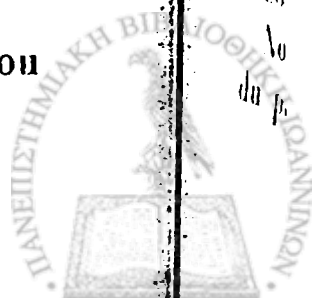
— Et vous admirez les Allemands ? dit mon mari.

— Comment ne les admirerais-je pas ? C'est la seule nation qui sache gouverner, qui ait une méthode et de la discipline. Voyez ce qui passe aujourd'hui ! Le monde entier est contre eux et ils peuvent tenir contre le monde entier. Tout ce que les Français peuvent faire, c'est de me causer des ennuis, à moi.

— Pourquoi, demandai-je, les amenez-vous à agir ainsi ? Si la Grèce ne donnait pas de prétexte aux Alliés, ils ne vous feraient pas ces ennuis. Un exemple : la Grèce a accepté de maintenir une neutralité bienveillante vis-à-vis des Alliés ; pourtant Votre Majesté a décoré l'officier grec que le général Sarrail expulsa de Salonique pour avoir espionné son armée et renseigné les Allemands. Il n'est pas étonnant qu'ils prennent leur revanche sur vous — et malheureusement ils en ont les moyens.

— Je l'ai décoré parce que je n'ai pas cru le général Sarrail et pour prouver à l'officier que je n'avais rien contre lui.

— Mais, disais-je, la Grèce est petite et, à tort ou



à raison, elle est suspectée par l'Entente. Dans ces conditions ne vaudrait-il pas mieux qu'elle ne fournisse pas à l'Entente de prétexte à la maltraiter ?

— Que voudriez-vous que je fasse ? demanda-t-il.

— Cédez à toutes leurs exigences, avec dignité — au lieu de les piquer à coups d'épingles, quand ils peuvent répondre avec une épée.

— Mais il nous plaît de leur montrer que nous ne nous soumettons pas de bon cœur. »

Mon mari observa : « Votre méthode actuelle fait que le monde au dehors suspecte votre bonne foi : une soumission digne non seulement épargnerait à la Grèce des ennuis, mais lui vaudrait des amis au dehors. »

Il protesta : « Pourquoi serait-ce à moi seul à montrer de la dignité ?

— Parce que vous êtes le Roi, répliqua mon mari.

— Oh ! Qu'est-ce qu'un roi aujourd'hui ? s'écria Constantin vivement. A qui me cause des ennuis, j'aime à causer des ennuis. »

Nous restâmes une heure et demie près du Roi. Pendant une grande partie de ce temps il parla. Les Grecs en général parlent trop et trop à la légère. Il y a un mot grec qui les peint bien : *athyrostomos*, ce qui veut dire une bouche sans porte. A cet égard le roi Constantin est plus Grec que les Grecs. Il les dépasse tous. Sa bouche est absolument sans porte.

Quand nous nous retirâmes, il nous accompagna jusqu'à la porte de son cabinet, qu'il nous ouvrit lui-même, nous promettant de nous revoir bientôt.

« Et vous penserez à l'union ! »

Son sourire nous promit qu'il le ferait.

Nous rentrâmes chez nous. Une fois hors des grilles du palais, je fis à mon mari une petite querelle de

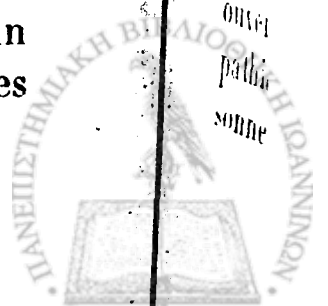


ménage : « Depuis que nous sommes mariés, vous m'avez toujours dit qu'il ne fallait pas interrompre les gens; et le premier roi que vous voyez, vous l'avez interrompu par deux fois.

— C'était une affaire scabreuse; mais il le fallait », répondit-il. Puis passant son bras dans mon bras, il ajouta : « Et nous n'avons qu'à le passer sous silence, votre Roi, si vous voulez le garder sur son trône. Si nous allions écrire tout ce qu'il nous a dit ce matin, la France et l'Angleterre ne manqueraient pas de le détrôner. »

En rentrant à notre hôtel je fis mon possible pour empêcher mon mari de voir combien j'étais démontée. Quand je fus seule dans ma chambre, je me jetai sur mon lit pour laisser libre cours à mes sentiments. Si j'étais d'un tempérament à faire des cris, c'était le cas de pleurer et de sangloter. En effet : ce Constantin si charmant, aimable et séduisant, ce Constantin dont je revoyais le regard franc qui me fascinait, ce Constantin dont le sourire adorable était encore présent à ma mémoire, eh bien! j'avais la conviction, à cette heure critique dans l'existence de ma petite nation, que ce Constantin n'était pas le roi qu'il fallait. Il était le roi des jours heureux, des magnificences de la paix : soldat, oui; général, peut-être; mais chef, à un moment où le moindre geste doit être calculé soigneusement et la moindre parole pesée, non pas. Cet homme aimable et sympathique, sans porte devant sa bouche et sans suite dans les idées, était un obstacle et non un secours.

Malgré mon déplaisir et parce que je le croyais encore innocent de tout ce dont on l'accusait, je me relevai de mon lit sur lequel j'avais l'attitude d'un découragement indigne, je me passai de l'eau sur les



yeux, j'abaissai les stores de ma fenêtre et puis, dans le demi-jour, je repassai tout ce que le Roi avait dit. Il n'y avait nulle perfidie dans ses paroles. Il ne cachait pas son admiration sans bornes pour l'Allemagne. « Ils savaient qu'elle se préparait, avait-il dit, pourquoi ne se préparaient-ils pas? Et que font-ils à cette heure? Ils se querellent entre eux. Ils ne peuvent tomber d'accord sur aucun plan. Il n'y a pas de direction chez eux. » Il y avait du mépris pour les Alliés, mais point de perfidie, dans ses paroles comme dans le ton de sa voix. Abstraction faite du charme de l'homme, à les peser dans la demi-obscurité de ma chambre, ces paroles étaient certes de bien mauvais augure. Ayant pour l'Allemagne une telle admiration et pour les Alliés un tel mépris, pouvait-il s'arranger avec Venizelos, quand l'union avec lui signifiait automatiquement l'entrée en guerre aux côtés des Alliés? Je considérais sous toutes ses faces cette question. Puis j'évoquais ses regards et ses paroles au moment où il nous avait parlé de l'union. Avait-il à ce moment été sincère, ou avait-il joué un rôle? En pensée mes yeux rencontraient les siens, si clairs et à l'air si franc, et j'avais honte à l'idée que je pourrais douter de lui. Certes il ne surveillait pas sa langue, mais quant à manquer de loyauté et à être plein de fausseté, non! Mais, comme M. Droppers nous en avait avertis, la situation était déconcertante.

Dans la suite de la journée plusieurs reporters vinrent nous voir, de la part de divers journaux royalistes — tous les journaux venizelistes ayant été supprimés après le 2 décembre. Ces hommes — si ouvertement royalistes — m'étonnèrent par leur sympathie pour l'idée de l'union. Il n'y avait pas à raisonner longuement pour leur prouver que la Grèce,



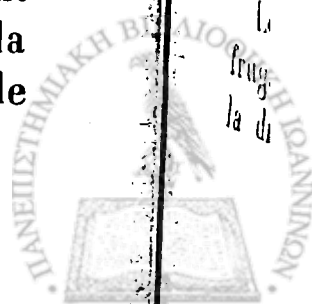
même unie, restait un petit pays, mais que, désunie, elle était comme non existante. Tous demandèrent quelles chances de réconciliation il y avait. Ne nous souvenant que des paroles du Roi sur le sujet de l'union, nous leur assurâmes qu'il y avait des chances favorables. Nous leur conseillâmes sérieusement de cesser d'injurier l'Entente dans leurs colonnes, leur rappelant que la France et l'Angleterre étaient leurs meilleures amies et leurs alliées naturelles.

L'un des reporters me dit : « Si vous réussissez à réaliser l'union, la Grèce vous canonisera et vous vénérera comme une sainte. »

Dans leurs articles imprimés ils arrangèrent un peu ce que nous avions dit, afin de tenir compte des exigences du jour. Cependant tous insistaient sur le fait que nous travaillions à rapprocher le Roi et Venizelos et que nous montrions dans la France et l'Angleterre les amies naturelles de la Grèce.

La demi-douzaine des journaux exclusivement pro-germans d'Athènes ne vint pas vers nous, mais, ayant lu ce qu'écrivaient les autres journaux, elle nous injuria proprement. L'un disait que nos « bouches impies avaient osé mettre le nom du Roi à côté de celui du traître ». Un autre écrivait qu'au milieu de toutes les difficultés de la Grèce « le ménage Brown » (orthographié en grec « Mpraoun ») était venu, comme un dernier fléau, pour lui enseigner où étaient ses amis, alors qu'elle savait bien qu'elle n'en avait pas d'autre que l'Allemagne.

Cependant, dans l'ensemble, nous nous en tirâmes bien avec les journaux et, un des soirs suivants, le directeur de l'un des journaux les plus modérés vint nous demander ce que nous désirions répondre à la presse pro-germaine. Nous répondîmes qu'elle avait le



droit absolu d'exprimer son opinion et que nous ne souhaitions pas répondre. Le directeur continua : « Nous sommes très peines de ce qui a été écrit contre vous qui avez bravé tant de périls pour venir à notre aide. Nous sommes humiliés de voir que des journaux grecs vous traitent comme cela. Ne pouvons-nous rien faire pour vous ? »

— Cessez simplement d'écrire contre l'Entente des articles grossiers, dis-je. Sa Majesté m'a permis d'essayer d'arrêter les injures de la presse royaliste contre les Français et les Anglais. » Un sourire énigmatique passa sur les lèvres du journaliste qui cependant ne dit rien, et je continuai : « Sa Majesté nous a dit qu'Elle ne pouvait rien sur vous, mais que je pouvais essayer. »

Je me rappellerai toujours l'étrange regard que me jeta cet homme dont les lèvres restaient closes. Je repris : « Publiez simplement ce que Sa Majesté m'a dit. »

Il n'en fit rien. Il publia cependant un article sérieux sur l'importance du rôle de la presse pour préparer le peuple à l'union des deux Grèces, de l'ancienne et de la nouvelle Grèce, et, soit dit à l'avantage des journaux, la plupart s'abstinrent pendant un certain temps d'écrire contre l'Entente des articles de tête violents.

Malheureusement, il y a à Athènes un journal français, publié pour la propagande de l'Entente, et quelques-uns de ses articles ne pouvaient manquer d'irriter l'opinion grecque, et les journaux grecs se mirent à y répondre.

Les Grecs sont le peuple le plus sobre et le plus frugal du monde; mais leur passion, leur vice, c'est la discussion et l'argumentation. Une personnalité



américaine à Athènes nous dit un jour : « Ils sont trop sobres ; s'ils pouvaient s'enivrer de temps en temps, cela leur ferait du bien. Il leur faudrait à l'occasion faire un peu la bombe ; cela leur ferait oublier un moment leurs disputes. » C'est un remède terrible, mais dans ces jours d'une vie si anormale pour ma petite Grèce, je me surpris à me demander s'il n'avait pas raison.

Le Roi nous avait dit : « Quand vous aurez causé avec tous mes ministres et les membres de mon état-major général, vous verrez combien les Alliés nous ont fait de tort. »

Tout comprendre c'est tout pardonner, dit-on. Nous étions en train de tout comprendre ; nous ne voulions point pardonner, mais tout soumettre au juste jugement du monde. Ayant entrepris ce long voyage pour nous instruire, nous ne pouvions partir d'idées fixes ou préconçues. Il faut étudier les événements avec méthode, en nous tenant au-dessus de la mêlée. C'est pourquoi nous désirâmes commencer par M. Streit, qui était ministre des Affaires étrangères quand la guerre a éclaté. J'ai déjà dit que nous avions pour lui une lettre d'introduction que nous lui fîmes parvenir. Le lendemain il passa chez nous.

Nous nous trouvions au moment de partir pour aller chez le prince Nicolas et nous ne pûmes avoir que quelques minutes d'entretien. En ces quelques minutes, nous nous sentîmes pris d'amitié pour lui et disposés à croire ce qu'il nous dirait. Nous prîmes un rendez-vous pour commencer le lendemain matin à travailler avec lui ; le lendemain, à dix heures précises, nous frappions à la porte de sa très agréable demeure. Un domestique nous ouvrit, épousseta nos chaussures avec son plumeau, selon l'excellent usage des mai-



sons athéniennes bien tenues, nous conduisit par un escalier, au haut duquel M. Streit nous reçut très cordialement. Il nous fit entrer dans sa bibliothèque, agréablement disposée et bien montée.

Le docteur Streit est (son nom l'indique) d'origine allemande. Son grand-père était venu en Grèce avec le premier roi, Otton. Il était Bavarois, s'était établi et marié en Grèce; il avait eu un fils qui avait aussi épousé une Grecque. Le docteur Streit était leur fils. Malgré le sang des deux Grecques qui coule dans ses veines, le docteur Streit n'a rien de grec, sauf la langue. Grand, blond avec des yeux bleus, il a l'air aussi allemand que s'il n'avait pas un seul jour quitté le pays de ses aïeux. C'est un homme agréable. Ayant pendant des années professé le droit international à l'Université d'Athènes, il sait comment exposer une thèse de façon à convaincre son auditoire. Il nous dit : « Nous allons commencer par le commencement et reprendre les choses au début de la guerre. » Nous approuvâmes.

« Vous savez qu'à ce moment Venizelos était en route pour Bruxelles, où il pensait rencontrer les Jeunes-Turcs et discuter la question des îles. Vous vous souvenez que les Puissances avaient décidé en notre faveur; mais les Turcs ne voulaient pas sortir des îles, et, comme toujours, les Puissances ne voulaient rien faire. Venizelos était à Munich quand le ciel s'assombrit des nuages gros de la guerre, et M. Pachitch, premier ministre de Serbie, lui télégraphia pour savoir quelle serait l'attitude de la Grèce en cas de guerre. »

Le docteur Streit chercha dans ses papiers et en retira la copie des télégrammes de M. Venizelos. « Vous voyez, reprit-il : Venizelos ne disait pas qu'il secourrait la Serbie. »



Nous lûmes les trois télégrammes, qui certainement corroboraient ses dires.

Le docteur Streit reprit : « J'étais à ce moment ministre des Affaires étrangères, et je conseillai au Roi de voir venir les événements. Je télégraphiai dans le même sens à Venizelos. Il déclara aussi que puisque la Serbie était l'agresseur dans cette guerre, il ne pensait pas que nous eussions à la secourir — en raison surtout du fait que la Serbie n'avait pas voulu nous secourir contre la Turquie au début de 1914, quand il avait failli y avoir une autre guerre entre la Grèce et la Turquie. Et la Serbie devait être très conciliante vis-à-vis de l'Autriche, s'il était prouvé qu'elle était responsable de la tragédie de Sarajevo. »

De ces télégrammes et des paroles du docteur Streit il semblait ressortir clairement — si l'on voulait dire que la Grèce avait éludé ses justes responsabilités, — que la faute devait en retomber sur Venizelos et non sur le roi Constantin. Je tressaillis à l'idée que là était la preuve, cherchée par moi, que Constantin avait été diffamé dans les journaux étrangers. Par la suite nous découvrîmes (à la fois auprès de M. Politis, qui avait été à ce moment directeur général au ministère des Affaires étrangères, et auprès de M. Pachitch lui-même, que nous vîmes à Corfou pendant notre voyage de retour) que la copie du télégramme à nous montré par le docteur Streit avait été falsifiée sur plusieurs points essentiels, et cela au détriment de Venizelos.

Cependant, lors de cette première entrevue, il nous fut impossible de mettre en doute la parole du docteur Streit. Son air franc et ouvert, son apparente sincérité, sa bonne volonté à nous montrer des copies de tous les documents officiels et à nous expliquer



tous les détails que nous souhaitions connaître, tout cela, je crois, aurait convaincu de la pureté de ses intentions des juges enquêteurs plus fins que nous. On ne pouvait contester l'habileté de son exposé.

Mon mari prenait des notes sur tout ce qu'il disait pendant nos premières entrevues, alors qu'il nous menait pas à pas, dans l'ordre historique, à travers les événements des premières semaines de la guerre. Ces notes furent laissées entre ses mains dans la suite afin de lui permettre de les parcourir et de s'assurer qu'elles étaient exactes. Ainsi il ne peut être question d'erreurs de mémoire quand nous rapportons ses paroles.

« Venizelos ne continua pas son voyage vers Bruxelles, reprit le docteur Streit, mais rentra à Athènes, où immédiatement fut tenu, sous la présidence du Roi, un conseil des ministres; là fut décidé que la Grèce devait rester neutre pour le moment. Il y avait une légère différence entre les vues de Venizelos et moi-même en ceci que je souhaitais rester neutre jusqu'à la fin, tandis qu'il avait quelque velléité de se joindre aux Alliés dans un avenir indéterminé. Nos arguments étaient ceux-ci : nous joindre aux Puissances centrales était impossible parce que l'Angleterre et la France, avec leurs vaisseaux de guerre, pouvaient nous mettre en cendres. Nous joindre à l'Entente était chose possible, mais la Grèce ferait mieux de rester neutre. »

Avec une habileté remarquable, le docteur Streit nous donnait neuf dixièmes de la vérité avec seulement une si légère addition de fausseté, qu'elle pouvait passer facilement avec le reste.

Notons d'abord qu'à aucun moment le parti libéral au pouvoir n'envisagea la possibilité de se ranger aux



côtés des Puissances centrales. Le gouvernement de M. Venizelos ne songea jamais d'autre part à la neutralité qu'autant qu'elle serait temporaire et servirait le mieux les intérêts de la Serbie et de l'Entente.

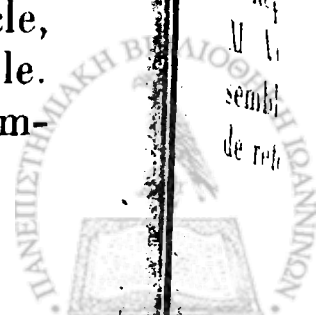
Voici ce qui se passa dans les premières semaines de la guerre :

Tandis que M. Venizelos était absent, pensant aller jusqu'à Bruxelles, M. Repoulis, l'un des hommes politiques les plus fins et les plus perspicaces de la Grèce, le remplaçait comme président du Conseil (ce qui est le titre officiel du premier ministre de Grèce). M. Repoulis était aussi ministre de l'Intérieur, et, étant journaliste d'un rare talent, c'était lui qui dirigeait la politique des journaux du parti libéral.

L'Hestia, organe officiel de ce parti, parut pendant les premiers jours des menaces de guerre, avec un article de tête disant que le peuple grec ne devait pas perdre de vue ce fait que, en cas de guerre, la Grèce était l'alliée de la Serbie.

L'Hestia est un journal d'après-midi, et n'arrive à Kiffissia, séjour d'été des gens aisés, que tard dans la soirée. Le lendemain de bonne heure le docteur Streit accourut à Athènes et alla trouver Repoulis, lui demandant tout agité : « Avez-vous lu cet article de *L'Hestia*? » Repoulis, différant en cela du docteur Streit et du commun des Grecs, s'émeut rarement. Il demanda tranquillement : « Ne savez-vous pas que personne autre que moi n'aurait écrit cet article? »

Certes le docteur Streit n'avait pas le moindre doute à ce sujet, mais, avec sa mentalité allemande, il n'allait jamais droit devant lui. Il s'écria : « Vous l'avez écrit! Et à quoi pensiez-vous en écrivant cet article, Repoulis? — Simplement à préparer notre peuple. Nous ne souhaitons pas que la guerre éclate à l'im-



proviste pour lui. — Mais pourquoi dites-vous que la Grèce est l'alliée de la Serbie, qui est l'ennemie de l'Autriche? — Parce qu'elle l'est. — Je serais très prudent, Repoulis, dans tout ce que j'écrirais ces temps-ci. » Après ce conseil ou cette menace, le docteur Streit sortit du ministère, retourna à Kiffissia, qui est tout près de Tatoi, résidence d'été du Roi.

Ce jour-là les autres rédacteurs de journaux libéraux vinrent trouver Repoulis et lui demandèrent quelle attitude ils avaient à prendre. « L'article d'hier dans l'*Hestia*, répondit Repoulis, vous indique votre attitude. » Et, les événements qui se précipitaient annonçant de plus en plus la guerre, dès cet après-midi il publia un autre article plus net et plus explicite que le premier.

Le lendemain matin le docteur Streit n'attendit même pas le train. Il sauta dans une automobile et à la première heure se précipita chez Repoulis.

« Vous rendez-vous compte, lui demanda-t-il, que vous êtes en train de compromettre la Grèce aux yeux de l'Allemagne et de l'Autriche? — Il y a, répondit Repoulis, deux groupements dans cette guerre. Il faudra que nous soyons avec l'un ou avec l'autre, et le plus tôt que le peuple grec le comprendra, sera le mieux. »

Cette réponse n'était pas faite pour calmer l'émotion du petit-fils d'un Bavarois. Il déclara que Repoulis n'avait pas le droit de publier de semblables articles en l'absence de Venizelos, et qu'il devait rester tranquille jusqu'au retour du Crétois.

Repoulis répondit : « Pour le moment je remplace M. Venizelos et je continuerai à publier ce qui me semblera bon pour la Grèce. Quand M. Venizelos sera de retour, il pourra changer la politique, s'il le veut;



mais ceci est la politique que la Grèce suivra maintenant. »

Le docteur Streit et M. Repoulis ne se séparèrent pas dans les meilleurs termes. Au retour de Venizelos, d'après ce que le docteur Streit nous a dit, on réunit immédiatement le Conseil, sous la présidence du Roi. Dans ce Conseil il fut effectivement décidé de rester neutre, mais pas tout à fait de la façon indiquée par le docteur Streit.

Vers la fin de la séance, le docteur Streit, se frottant les mains, avait fait cette remarque : « Ainsi donc nous sommes tous d'accord que nous devons rester neutres. »

Repoulis, flairant dans cette remarque des difficultés pour l'avenir, s'adressa à Venizelos : « Dois-je comprendre, monsieur le Président, que la Grèce devra rester neutre jusqu'au bout, ou bien devons-nous attendre une occasion favorable pour entrer dans la guerre? »

M. Venizelos répliqua : « Non seulement nous devons attendre une occasion favorable, mais « *tha ekmaieusòmen tas peristaseis* », ce qui veut dire que, telle une sage-femme, la Grèce aiderait à naître les circonstances, afin de pouvoir se joindre aux Alliés.

La séance une fois levée, au sortir du Conseil, Repoulis dit à Venizelos : « J'avais mes raisons pour poser cette question. — Oui, je le pensais bien, répondit Venizelos, et je vous remercie. »

Alors Repoulis rapporta à son chef les incidents des articles de l'*Hestia* et ajouta : « J'ai peur, monsieur le Président, qu'il existe un parti germanophile, dont la tête est au Palais, et qui brisera notre politique. » Mais Venizelos ne voulut pas le croire.

C'est à la fin de cette conférence que M. Venizelos télégraphia au premier ministre de Serbie, M. Pa-



chitch, qu'il valait mieux pour la Grèce rester neutre pour le moment, car si la Grèce se portait au secours de la Serbie contre l'Autriche, elle laisserait les arrières des deux pays ouverts à la Bulgarie, qui pourrait couper leurs communications avec Salonique, seul port pouvant ravitailler la Serbie ; mais si la Bulgarie tombait sur la Serbie, la Grèce attaquerait la Bulgarie.

M. Pachitch vit tout de suite la sagesse de ce plan, et ne doutant pas que la Russie viendrait à son aide, préféra avoir une Grèce neutre, le ravitaillant et tenant la Bulgarie en échec.

Aucun des collègues de M. Repoulis ne partageait ses craintes au sujet de l'existence d'un parti germanophile en Grèce. Ils considéraient même son attitude comme étant d'un homme plus que soupçonneux. M. Politis, directeur des Affaires extérieures pendant ces temps difficiles et plus tard ministre des Affaires extérieures dans la « Nouvelle-Grèce », m'a dit à Salonique que depuis longtemps M. Repoulis était positivement isolé, personne autre ne voulant croire que le Palais pourrait marcher contre les intérêts de la nation pour des fins personnelles. M. Politis ajouta : « Je pensais toujours que Repoulis subordonnait toutes choses aux intérêts du parti. Hélas ! trop tard nous comprimes que Repoulis ne pensait qu'aux intérêts de la patrie — et que tous ses soupçons étaient fondés. »

Le lecteur peut facilement voir comment le docteur Streit, dans sa version admirablement truquée, nous donnait neuf dixièmes de vérité, supprimant le dernier dixième dans l'intérêt du parti royaliste. Voici une autre circonstance où il prouva son habileté.

Le docteur Streit nous a raconté qu'après deux semaines de guerre le ministre de Russie, prince Demidoff, vint au ministère des Affaires étrangères et



au cours de la conversation lui dit : « Pourquoi, vous autres Grecs, ne sortez-vous pas de la neutralité pour combattre avec nous? — Et comment? demanda le docteur Streit. — Donnez-nous cent cinquante mille hommes qui se battront en Bosnie et Herzégovine. — Nous ne pouvons y envoyer nos hommes. Ils seraient trop loin de leur base de ravitaillement. D'ailleurs les Grecs ne demandent pas à aller se battre contre l'Autriche. Leurs ennemis sont les Bulgares et les Turcs. » Tout le monde comprend ce que ce point de vue avait de juste. Aussi quand M. Repoulis me raconta à Salonique l'incident Demidoff — mais en laissant de côté la demande de cent cinquante mille hommes, — je lui dis : « Mais, monsieur Repoulis, ne pensez-vous pas qu'il était absurde de la part des Alliés de demander à la Grèce d'envoyer cent cinquante mille hommes en Bosnie et Herzégovine? » M. Repoulis sembla intrigué : « Ils ne nous ont pas demandé cela. — Mais si; le docteur Streit m'a dit que le prince Demidoff le lui a demandé. — Jamais je n'ai entendu parler de cela, répondit Repoulis avec un embarras croissant. Le docteur Streit n'a dit cela à aucun d'entre nous. »

Accepter les affirmations de l'un des partis à l'encontre de l'autre eût été de la partialité et nous étions en train de faire tous nos efforts pour être impartiaux. Chaque fois qu'il y avait une contradiction entre les affirmations des deux partis, nous cherchions toujours des preuves nouvelles. Dans le cas présent il y avait un tiers parti à qui nous pouvions nous adresser, et, à notre retour de Salonique à Athènes, nous allâmes voir le prince Demidoff. « Pouvez-vous nous dire au juste ce que vous dites au docteur Streit lorsque vous demandâtes à la Grèce de se joindre à vous? »

Le prince Demidoff raconta l'incident exactement



comme avait fait Repoulis sans parler d'aucune armée destinée à la Bosnie et Herzégovine. Quand nous le pressâmes sur ce point, le prince Demidoff eut l'air aussi intrigué que Repoulis, et s'écria : « Jamais je n'ai suggéré une telle chose. Je n'y ai jamais songé. Il n'y a pas de mot pour dire combien elle est absurde. »

Le docteur Streit est un homme très instruit et très cultivé, il a une façon agréable et convaincante de présenter un sujet à ses auditeurs, cela est hors de doute. Mais ce qui fait doute, hélas ! c'est son honnêteté et son intelligence. Kenneth Brown et moi n'eûmes pas besoin de plusieurs audiences de lui pour arriver à conclure que sa mentalité, pour employer les mots les moins forts, était *made in Germany*. Il nous raconta incidents sur incidents pour nous prouver combien Venizelos était un homme d'État hystérique, à courte vue et sans valeur. Souvent la façon même dont il nous les racontait nous prouvait non seulement la merveilleuse clairvoyance de M. Venizelos, mais aussi la pureté de son âme. Et cela, souvenez-vous-en, se passait au temps où je croyais que, dans l'ensemble, le Roi avait raison et que Venizelos avait tort.

Par exemple, dans ce même incident Demidoff, le docteur Streit continua : « Quand j'ai dit à Venizelos ce que Demidoff m'avait demandé, il fit un geste de la main et s'écria : « Ah ! voilà ce que j'attendais ! Ils nous « veulent pour alliés. Je vais aller tout de suite au « Palais traiter la question avec Sa Majesté et mettre la « Grèce aux côtés de l'Entente. » Ecoutez ! protestai-je, ne faites pas cela. Commencez par faire votre marché. Alors tout de suite je dressai la liste des avantages que la Grèce demanderait. Je la lui montrai en lui disant : Voilà ce qu'il faut à la Grèce, si elle entre en



guerre aux côtés des Alliés. Venizelos n'y jeta qu'un coup d'œil, la repoussa de la main en disant : « C'est là un mémoire de boutiquier ; je ne veux pas entendre parler de conditions. La Grèce entre en guerre aux côtés des Alliés *sans conditions*. » Que pouvais-je faire, sinon démissionner ? demandait le docteur Streit avec émotion. On ne peut collaborer avec un fou. »

Une fois de plus je suis obligée d'anticiper sur ce que nous n'avons appris que plus tard et de dire quelques mots de cette « démission » du docteur Streit. M. Venizelos découvrit que Streit, comme ministre des Affaires étrangères, ne soumettait pas au Cabinet tout ce qui arrivait à ses bureaux. En présence de tous les autres ministres, Venizelos accusa Streit d'agir de mauvaise foi et demanda positivement sa démission. Le roi Constantin intervint et demanda à Venizelos de laisser à Streit son portefeuille, afin que le public ne puisse pas dire qu'il y avait des dissensions au sein du Cabinet dans ce moment critique. Venizelos, croyant à la raison alléguée par le Roi, permit à Streit de rester dans le Cabinet pour le moment, au grand déplaisir de Repoulis, qui avait le sentiment que Streit était un ennemi secret de sa politique. Les choses arrivèrent exactement comme Repoulis les avait prédites. Streit tenait la Reine, et par conséquent le ministre d'Allemagne à Athènes, au courant de tout ce qui se passait dans les conseils secrets du Cabinet. Au bout d'un mois cependant, devant les insistances de Repoulis, Streit dut se retirer et Venizelos prit le portefeuille des Affaires étrangères, M. Politis restant directeur comme avant.

Au temps où nous travaillions avec le docteur Streit, assurément nous ne savions rien de tout cela et nous

l
le
a
je
A
le
to
ne
ce.
jou
L
note
com
nue
dispo
Le
à mo
unior
chera
jamai
côtés c
Il a
bleus
congé
saient.



croions à sa parole comme nous aurions cru à celle de tout homme honorable.

Comme je l'ai déjà dit, au premier jour de notre collaboration avec le docteur Streit nous arrivâmes chez lui à dix heures du matin, et lorsque à une heure on annonça le déjeuner, nous nous levâmes épouvantés de l'avoir retenu si longtemps. Pour nous, ces trois heures avaient passé comme une seule heure brève et intéressante. Nous lui dîmes au revoir, après avoir pris un rendez-vous pour le surlendemain.

Dans la rue je sautais de joie. Il me semblait que j'allais laver la Grèce de toutes les accusations des Alliés et prouver que toutes les fautes avaient été de leur côté. Je dis à mon mari : « Voyez-vous comme tout cela est différent de ce que la presse étrangère nous a donné à entendre? » Mon mari reconnut que certainement toute la situation apparaissait sous un jour différent.

Le lendemain de l'audience du Roi nous reprîmes notre travail avec le docteur Streit. Il nous demanda comment nous avions trouvé le Roi, et nous eûmes une vraie joie à lui dire que Constantin nous semblait disposé à l'union avec Venizelos.

Le docteur Streit bondit tout debout, et s'adressant à moi spécialement : « Et que pensez-vous de cette union? Que fera la Grèce après l'union? — Elle marchera avec la France et l'Angleterre. — Jamais! non, jamais! au grand jamais, la Grèce ne se battra aux côtés des Alliés! »

Il avait l'air plus Allemand que jamais. Ses yeux bleus avaient une expression de colère; sa face se congestionnait et ses cheveux bien coupés se hérissaient. C'était un Allemand, un pur Allemand. Sa



mère et sa grand'mère grecques étaient mortes, ensevelies, éliminées de son être.

Je demandai : « Pourquoi la Grèce ne doit-elle pas se battre aux côtés de la France et de l'Angleterre? — Se battre aux côtés des Alliés, c'est aider la Russie à prendre Constantinople, contrairement au droit naturel de la Grèce. Nul Grec véritable ne peut souhaiter voir la capitale de l'ancien Empire grec passer à la Russie et devenir moscovite. »

A gauche d'une porte menant à une petite bibliothèque pendait une icône grecque. Le docteur Streit se tourna dévotement vers elle, fit le signe de la croix et dit : « Avec l'aide de ceci, la Grèce un jour rentrera dans son bien — Constantinople sera à elle. »

Ce ne fut pas la seule fois où le docteur Streit appuya ses raisonnements par un appel à l'icône. Son attitude dévote était parfaitement sincère; mais la vue de ce type du Teuton, faisant à toute occasion montre de sa piété hellénique, me semblait une chose si extravagante que j'avais peine à n'en rien laisser paraître sur mon visage. Il avait l'air beaucoup plus dans son naturel quand, au cours de la conversation, il posait parfois la main sur le *Dachshund* (1) d'argent qui lui servait de presse-papier.

Pour répondre à son idée que la Grèce ne devait pas se battre aux côtés de la Russie pour la raison donnée par lui, j'observai : « Il me semble que la Russie pourrait prendre Constantinople sans le secours des Grecs, et alors où en serons-nous? — Elle ne prendra pas Constantinople, s'écria-t-il; non. L'Allemagne ne la laissera pas faire. — Et qu'est-ce que la

(1) En allemand dans le texte; les chiens bassets sont très à la mode en Allemagne. (Note du traducteur.)



Grèce peut attendre de l'Allemagne, alliée de la Bulgarie et de la Turquie? »

Il y a quelques minutes le physique allemand du docteur Streit m'avait surtout frappée; maintenant il montrait une mentalité non moins allemande. Il se lançait éperdument dans d'interminables raisonnements, avec tout à fait le même genre de logique que déploient les Allemands quand ils se mettent à démontrer que l'Allemagne n'a pas déchainé la guerre.

Ce fut un exposé dont il n'y avait rien à tirer; en le quittant je n'étais pas édifiée comme le premier jour. Pendant plusieurs jours nous continuâmes à le voir chaque matin. Nous ne fîmes plus allusion à l'union. Clairement, minutieusement, pas à pas il nous fit repasser par les événements survenus à Athènes dans les premières semaines de la guerre. Inexactitudes à part (nous ne les soupçonnions pas à ce moment), nous ne pouvions avoir un meilleur guide pour jeter les bases de notre œuvre et pour dégager du pur récit des faits quelque chose de vivant et de dramatique.

Il avait par devers lui des copies de tous les documents officiels de son temps; il nous faisait lire télégrammes et « communiqués » officiels échangés entre la Serbie et la Grèce et entre la Grèce et les trois grandes Puissances. En l'écoutant (je ne me doutais pas des truquages de son exposé), je me retrouvais heureuse. Pauvre petite Grèce! Qu'il allait être facile de te laver de toutes les accusations injustes accumulées contre toi! Le comte Mercati avait eu certes raison de dire que les Puissances auraient honte d'elles-mêmes lorsque le monde connaîtrait la vérité.

Je commençais à perdre ma confiance dans la politique de M. Venizelos qui, au début, m'était apparue comme la seule bonne pour la Grèce. Je n'avais jamais



vu M. Venizelos, et pourtant je partageais l'admiration des gens qui l'avaient connu; je pensais qu'il avait, comme beaucoup de Grecs, la parole impétueuse. J'avais même dit à M. Lloyd George, lors de notre entrevue de Londres, que j'accusais Venizelos de n'avoir pas surveillé sa langue au sujet du roi Constantin et de n'avoir pas ménagé les sentiments du Roi; ainsi, par exemple, dans son grand discours à la Chambre, quand il disait: « Si les grandes Puissances, comptant sur leur force, peuvent en venir à ne pas faire honneur aux obligations des traités, la Grèce est trop petite pour commettre une si grande infamie. Aussi, dès la mobilisation bulgare, la Grèce a-t-elle pris une mesure semblable. La Grèce n'a pas de cause immédiate de conflit avec l'Allemagne ou l'Autriche; mais si, au cours des événements balkaniques, elle se trouvait en face d'autres puissances, elle fera ce que l'honneur lui commandera. » J'avais toujours trouvé que ce discours-là était imprudent et inopportun. Maintenant, dans le portrait que le docteur Streit nous faisait de Venizelos, le Crétois apparaissait avec bien d'autres défauts.

Le lecteur peut voir que nous étions complètement conquis par le docteur Streit. L'impression pénible du second jour était effacée. Je le considérais comme un ami, je buvais les paroles tombées de ses lèvres, surtout depuis qu'il semblait nous honorer de sa confiance. Un incident, qu'il nous raconta, mérite bien d'être rapporté: « Au mois de mars 1914 le Kaiser vint à Corfou dans la villa de l'impératrice Élisabeth d'Autriche qu'il avait achetée après sa mort. Plusieurs Grecs, parmi lesquels j'étais, vinrent lui présenter leurs hommages. J'étais alors ministre des Affaires

qu
po
terd
kaj.



étrangères et quand je vis le Kaiser, il était entouré d'hommes politiques causant politique. Il s'adressa à moi et me demanda : « Dans le cas d'une grande « guerre européenne, quelle serait l'attitude de la « Grèce? » Je lui dis que la Grèce étant une petite nation maritime, elle ne pourrait se ranger contre une grande nation maritime comme l'Angleterre. « Ah! « répondit le Kaiser, l'Angleterre ne prendra point « part à cette guerre. Elle suivra une tradition consa- « crée par le temps : elle se tiendra à l'écart, obser- « vera ses rivaux en train de s'entre-déchirer et puis, « à la fin, tirera toujours quelque profit de la situa- « tion. Non, elle n'entrera pas dans cette guerre; elle « laissera l'Allemagne et la Russie régler leur compte, « mon ami. »

Cela se passait en mars 1914 et le docteur Streit dit que cette conversation finit ainsi. Malheureusement pour la Grèce et son peuple, je devais découvrir plus tard qu'il s'était passé bien d'autres choses entre le Kaiser et Streit.



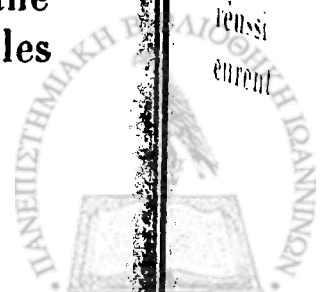
CHAPITRE III

UN THÉ ROYALISTE

A la fin de notre première semaine à Athènes M. Stephen Dragoumis, inspiré par le prince Nicolas, donna un thé pour nous faire rencontrer les lumières politiques qui éclairaient la route du roi Constantin pendant ces sombres jours de la Grèce. Il y avait, réunies là, plus d'un cent de ces lumières. Je fus mise dans l'embrasure d'une fenêtre et divers hommes politiques, par groupe de deux, de trois ou de quatre, me furent présentés, dans l'intention de m'impressionner et de me convaincre de l'excellence de la politique royaliste.

A la honte de ma race, je dois reconnaître que jamais en une seule après-midi je n'ai vu tant d'hommes intelligents, dont si peu fussent honnêtement préoccupés de chercher la vérité. Tous, tant qu'ils étaient, passaient leur temps à essayer de me persuader que Venizelos avait été acheté par les Français, que c'était un coquin fiessé, que la France et l'Angleterre étaient des pays foncièrement malhonnêtes, et qu'eux, les royalistes, étaient seuls de bons patriotes et de blanches colombes d'innocence.

Ils dépassèrent toute mesure, et dans ce thé d'après-midi, donné pour nous faire rencontrer les



phares du royalisme qui devaient éclairer notre route vers la grande vérité, je me trouvai perdue dans les plus profondes ténèbres. Mais les perpétuels compliments dont ils m'accablaient parce que je parlais si bien ma langue maternelle, après avoir été si longtemps sans la pratiquer, ne pouvaient me rendre sympathiques les hommes formant le parti du roi Constantin.

Nous étions au milieu d'une chaude discussion, quand un silence subit se fit dans l'assemblée. Le prince Nicolas et la Princesse, cette beauté, faisaient leur entrée et tout le monde s'était levé. Elle s'avancait souriante et serrant les mains, plus charmante encore que le jour où nous l'avions vue chez elle. Toutes les dames faisaient des révérences et les hommes lui baisaient la main : c'est de cette façon gracieuse que les hommes en Grèce marquent leur respect aux dames. Quand la princesse Nicolas fut près de moi et sur le point de me serrer la main, elle hésita un instant, puis me tendit la main, mais en détournant délibérément la tête. Je ne pouvais m'y tromper, c'était un affront. Quant au Prince, il ne vint pas de mon côté et je ne le vis pas de toute l'après-midi. Nous n'avions pas encore repris notre discussion quand entrèrent le Prince royal et le prince Christophe, portant monocle et marchant au pas, ayant plus que jamais l'air de deux jumeaux qui ne seraient point nés le même jour.

Ce sont d'aimables garçons malgré tout. Ils vinrent à moi, me serrèrent cordialement la main, me parlèrent en grec, le Prince royal me disant que mon grec était le parler d'Athènes. Quand chacun eut réussi à se frayer un chemin jusqu'à eux et qu'ils eurent serré les mains à la ronde, nous retrouvâmes



nos chaises, nous reprîmes nos occupations normales : elles étaient, pour moi, d'écouter les hommes politiques. Kenneth Brown eut plus de chance; car il se trouva près du Prince royal avec qui il causa pendant une heure de sports et d'automobiles, et du mélange de térébenthine et d'éther avec lequel on faisait marcher les autos à Athènes pendant le blocus, et d'autres choses qui les intéressaient tous deux; pendant ce temps, j'avais à lutter comme un tigre contre les hommes du parti même que je pensais venir défendre en entreprenant un voyage si long et si pénible.

Vainement je m'obstinais à répéter à ces hommes que les inconvénients dont ils souffraient en raison du blocus ne m'intéressaient pas. Leur pain avait beau être noir et leurs médicaments rares, le côté politique de la question seul nous intéressait. « Laissez Venizelos hors de cause et parlez-moi de vous-mêmes. Dites-moi vos raisons — et laissez vos sujets de plainte — afin que je puisse exposer vos raisons au public; et surtout expliquez-moi ce que vous avez fait pour vous attirer l'anathème du monde.

— Nous n'avons rien fait, je vous assure; nous sommes tous ententistes! Nous avons fait plusieurs offres de marcher avec l'Entente, et on n'a même pas pris la peine de nous répondre.

— Peut-être n'avait-on pas confiance dans vos offres. L'idée vous est-elle jamais venue qu'aux yeux de l'Entente la vraie preuve de votre désir de marcher avec elle serait le rappel de Venizelos? »

Ce simple raisonnement de ma part les mettait invariablement en fureur. Un de ces hommes politiques, du nom de Baltazzi, faillit avoir une attaque d'apoplexie. C'était un homme gras, non pas de l'espèce flasque mais de l'espèce qui remplit bien une



peau luisante et tendue par l'effort fait pour contenir tant de choses. C'était le plus sûr de lui-même parmi eux tous, et son indignation contre les Alliés était sans bornes. Il faisait de tels efforts de voix pour exprimer cette indignation, tout en protestant de son amour pour la France et l'Angleterre, que je craignais à tout moment un accident fatal. S'il se fâchait encore un peu plus et devenait encore un peu plus rouge, sa peau ne serait plus capable de résister à la tension, et s'il venait à éclater, quelle bouillie ça ferait.

« Voyez M. Gounaris tout de suite, criait-il. Il vous dira tout ce que vous avez besoin de savoir pour comprendre notre parti. C'est le chef de ce pays. — Oui, dis-je; nous irons chez lui prochainement, puisqu'il a été premier ministre après Venizelos. — Nous disons le « traître », quand nous parlons de cet homme. Nous ne prononçons pas son nom, déclara Baltazzi avec hauteur. — Il n'y a pas de raison pour que je ne prononce pas son nom, répliquai-je; et comme M. Baltazzi m'était antipathique, j'ajoutai : J'ai quelques griefs contre M. Venizelos; mais sa politique était la seule convenable pour la Grèce, et je ne suis pas bien sûre que son mouvement révolutionnaire actuel ne sauvera pas finalement la Grèce de l'anéantissement. »

Le teint de Baltazzi devint d'un rouge pourpre inquiétant, et il me sembla tenir sa vie entre mes mains pendant une seconde; mais il parla et s'en trouva soulagé, et le roi Constantin conserva l'un de ses partisans, l'un des plus dépourvus de scrupule, sinon des plus brillants.

Cette après-midi-là me fut aussi présenté un jeune homme, dont tous les traits respiraient la haine; il me dit toutes sortes d'horreurs de Venizelos. J'ai peur de



n'avoir pas été polie avec lui. Pendant près de cinq minutes il me répéta : « Moi, je peux vous parler du traître ! Moi, je peux vous dire ce qu'a fait ce coquin !

— De qui parlez-vous ? demandai-je innocemment.

— De l'homme de Salonique ! De ce révolutionnaire !

— Il y a des milliers de révolutionnaires à Salonique, qui se battent aux côtés des Alliés. Auquel pensez-vous ? »

Il vit que j'étais décidée à lui faire prononcer le nom.

« A l'homme que vous appelez Venizelos, et que j'appelle... », et il déversa sur le grand Crétois toute la richesse d'un vocabulaire non particulièrement joli.

« Excusez-moi, dis-je sèchement, j'ai entendu parler de M. Venizelos par les grands hommes de France et d'Angleterre. Je connais et admire ces hommes, non seulement personnellement, mais parce qu'ils ont mérité une place dans notre histoire contemporaine. Ils voient en M. Venizelos le plus grand homme de la Grèce depuis Périclès. Mais vous... qui êtes-vous ? Je n'ai pas entendu parler de vous. »

Si les yeux de ce jeune homme avaient été amovibles, ils seraient sortis de leurs orbites. Je ne savais pas qui il était. A ses propres yeux et à ceux du parti royaliste, c'était quelqu'un. Il avait écrit un livre ridicule pour prouver que Venizelos était un fou. Mon ignorance à son sujet a dû lui causer plus de peine que de colère, car le lendemain il m'envoya son livre, avec un mot pour me demander de le lire si je voulais être beau joueur.

Je le lus. Je l'ai même rapporté en Amérique avec moi. S'il y a dans ce jeune homme quelque chose qui puisse lui faire pardonner, c'est qu'alors il passera sa



vie à oublier et à faire oublier aux autres qu'il a un jour essayé de salir l'âme d'un grand Grec.

Cette même après-midi plusieurs autres thés avaient été donnés en notre honneur ; mais je sortis de celui-ci fatiguée et découragée, commençant à me demander si après tout l'anathème du monde n'était pas mérité. Cette réunion, organisée pour nous attacher plus solidement au parti royaliste, marqua le commencement de ma défection.

Le même soir arriva un billet légèrement parfumé de M. Baltazzi, disant qu'il était entré en communication avec M. Gounaris, qui serait à notre disposition le lendemain, si nous voulions lui téléphoner pour prendre un rendez-vous.

C'est ce que nous fîmes. Avant de rapporter nos nombreuses entrevues avec Gounaris, il vaut peut-être mieux commencer par résumer brièvement les événements qui amenèrent la chute de Venizelos et l'arrivée au pouvoir de Gounaris, qui jusque-là n'avait été que simple député de Patras.

Il y a une chose à ne pas oublier au sujet de la Grèce, et c'est celle-ci : au début, quand l'avenir semblait bien sombre pour les Alliés, elle offrit sans réserve de soutenir l'Entente. A cause d'une absurde bulgarophilie — qui malheureusement subsiste encore en quelque mesure en Angleterre — cette offre ne fut pas agréée. Après quoi, toutes les fois que la situation semblait particulièrement mauvaise pour l'Entente dans l'orient de l'Europe, on envoyait précipitamment à Venizelos un appel au secours — sans tenir aucunement compte ni des circonstances, ni du moment — considérés du point de vue grec. Puis, quand le danger était un peu passé, on se



remettait à flirter avec la Bulgarie, et à lui demander ce qu'elle penserait si on lui donnait un bout de Serbie ou de Grèce.

La Bulgarie — bonne élève de la Prusse — restait là, tout le temps, la bouche large ouverte, tant pour protester de son amitié éternelle pour l'Entente que pour mieux attraper quelque bon morceau qui pourrait tomber dedans. Cependant elle tendait sa main passée derrière son dos pour recevoir le gros emprunt que Berlin lui accordait. En novembre 1914, sir Edward Grey, craignant une nouvelle attaque de l'Autriche contre la Serbie, pressa la Grèce d'aller au secours de cette dernière. Dès le début, Venizelos avait été désireux de marcher avec l'Entente; il demandait seulement que les conditions fussent telles que la partie ne fût pas inégale et que son pays eût chance d'échapper à l'anéantissement; cela supposait soit la coopération de la Bulgarie, soit sa neutralité certaine. Dans ce dernier cas il réclamait la coopération de la Roumanie, et comme sa défiance à l'égard de la Bulgarie était aussi profonde que la confiance des Alliés, il demanda que deux divisions de troupes anglo-françaises fussent placées entre la Bulgarie et la Grèce.

L'Entente se hâta d'accepter — seulement elle esqua les deux premières conditions très importantes, et se contenta de promettre les deux divisions. Elle assurait vaguement Venizelos de sa confiance dans les bonnes intentions de la Bulgarie et déclarait que la participation de la Roumanie était de moindre importance.

M. Venizelos refusa de marcher dans ces conditions-là, et comme l'Autriche n'attaqua pas la Serbie à ce moment, on admit de nouveau qu'il n'y avait pas lieu pour la Grèce d'intervenir.



En janvier 1915, des nuages obscurcirent une fois de plus l'horizon de la Serbie et de nouveau sir Edward Grey s'adressa à Venizelos et, par l'intermédiaire de sir Francis Elliot, dit au premier ministre grec qu'il tenait pour certain que la France et la Russie consentiraient à faire à la Grèce de grandes concessions en Asie Mineure en retour de l'aide apportée à la Serbie.

Venizelos se rendait compte de la gravité de la situation pour les Alliés et était plus que jamais désireux de venir à leur secours. Il pressentit la Roumanie et essaya de toutes ses forces de conclure avec elle quelque arrangement; mais ce dernier pays repoussa obstinément toutes ses ouvertures. Alors, sachant que tout au moins il *fallait* être sûr de la neutralité de la Bulgarie, il conçut l'idée que la Grèce serait en état de l'acheter.

La Bulgarie depuis longtemps jetait des regards d'envie sur les riches provinces macédoniennes de Drama-Kavalla, peuplées de Grecs et de Turcs. Venizelos projeta de lui offrir ces provinces en retour de sa promesse absolue de neutralité. Il exposa ce plan au roi Constantin en deux lettres, trop longues pour être ici reproduites, datées des 24 et 30 janvier 1915. C'étaient d'admirables lettres, confidentielles, destinées à n'être vues que de deux ou trois personnes en dehors du Roi. La Grèce avait maintenant une occasion, telle que depuis avant la découverte de l'Amérique elle n'en avait point eue, d'unir sous son drapeau tous les Hellènes d'Asie Mineure, qui depuis des siècles avaient souffert sous la mauvaise administration des Turcs. Il y avait quelque risque, comme il y en a dans toute grande aventure, mais toutes les éventualités étant prévues, — comme Venizelos les prévoyait, — le risque était modéré. Il s'agissait de



renoncer à une petite étendue d'un pays d'une grande richesse, contre la chance d'obtenir un vaste empire, d'une richesse bien plus grande et peuplé par les plus loyaux des Grecs.

Un homme d'État, un homme d'affaires, même un homme politique aurait difficilement pu apercevoir les perspectives qui s'ouvraient à la Grèce, sans être ému devant tant de splendeurs. Le Roi ne le fut pas. Bien plus : il révéla ces lettres confidentielles, après la chute de Venizelos, et il permit à Gounaris d'en publier des extraits tronqués, dans un intérêt politique mesquin, sans souci du mal que cette publication pouvait faire au pays, dont il aurait dû plus jalousement que tout autre sauvegarder les intérêts.

Il y avait une troisième lettre — plus confidentielle encore s'il est possible — dans laquelle Venizelos expliquait au Roi pourquoi il pensait qu'il serait de l'intérêt de l'Angleterre d'élever une Grèce forte en face d'une Russie trop puissante. Constantin donna cette lettre à son frère, le prince Nicolas, qui se rendit en toute hâte en Russie et mit cette lettre entre les mains du Tsar. Ainsi Constantin trahissait son ministre au profit du chef d'un pays dont les ambitions étaient opposées à celles de son propre pays. Il avait pour l'autocrate d'une nation peu amicale plus de sympathie que pour un ministre constitutionnel de son propre pays — ministre d'ailleurs qui l'avait ramené de l'exil auquel la révolution non sanglante de 1909 l'avait condamné, alors qu'il était Prince royal.

M. Repoulis m'a dit à Salonique ceci : quand M. Venizelos lui lut sa première lettre au Roi, lui, Repoulis, demanda : « Et vous allez envoyer cette lettre au Roi ? — Oui. — N'en faites rien, je vous en prie. Il se servira de cette lettre pour vous briser. »



Loin de partager la défiance du ministre de l'Intérieur, M. Venizelos le réprimanda, disant : « Comment puis-je travailler avec un homme, si je me défie de lui de cette façon ? » Repoulis avait répondu : « Il faut vous défier de lui, parce qu'il est indigne de votre confiance. » Et, une fois de plus, il avait essayé de montrer à Venizelos que le Roi jouait un double jeu et était traître aux intérêts de la Grèce.

Inutile de dire que Venizelos ne se laissa pas convaincre. Il envoya les deux lettres au Roi. Mais quelques jours plus tard la Bulgarie conclut à Berlin un nouveau grand emprunt, à des conditions plus onéreuses que celles qui lui étaient offertes en France ; Venizelos alors comprit tout de suite ce que Downing Street ne parut comprendre qu'au moment où la Bulgarie tomba effectivement sur la Serbie, à savoir qu'il n'y avait plus aucune chance d'amener par un pot-de-vin la Bulgarie à se mettre aux côtés de l'Entente.

Il ne s'avança donc pas plus loin sur ce terrain, et comme la Bulgarie à ce moment n'attaqua point la Serbie, toute la question de l'intervention de la Grèce put de nouveau être laissée de côté.

En février 1915, au moment où les Alliés décidèrent d'attaquer les Dardanelles, la guerre cessait pour Venizelos d'être une guerre « européenne ». Si la Turquie devait être attaquée, — cette Turquie dont l'Asie Mineure était en grande partie grecque de race, de sentiment et de religion, — la Grèce ne pouvait plus rester en dehors de la guerre, surtout parce que ces pays, si foncièrement grecs au point de vue ethnique, étaient convoités aussi par l'Italie.

Venizelos n'est pas, strictement parlant, un militaire ; mais il ne faut pas oublier que dès l'âge de treize ans il se battait ; et il se peut que l'expérience



acquise dans les montagnes de Crète en face des troupes régulières turques, lui ait donné une éducation supérieure, à certains égards, à celle que l'on reçoit dans les écoles militaires d'Allemagne. Au début de l'affaire des Dardanelles, Venizelos souhaita tout de suite envoyer un corps d'armée — quelque cinquante mille hommes — prendre part à l'attaque. Il aurait pu le faire dans les quinze jours, et, à ce moment-là, il n'y avait que cinquante mille Turcs dans la presqu'île de Gallipoli, qui n'était pas fortifiée.

Pendant tout le cours de cette guerre l'état-major général royaliste a souffert d'une attaque de « pieds froids », qui serait inexplicable chez des militaires braves, n'étaient certains faits qui seront racontés quand le moment sera venu.

Cet état-major général, contrôlé par Dousmanis et Metaxas, affirma, vraisemblablement, au Roi qu'il serait hasardeux d'envoyer tant d'hommes hors de Grèce, et Constantin repoussa la demande de Venizelos.

Le Crétois, alors, se contenta de demander une unique division de quinze mille hommes et proposa de rappeler une division de réserve afin que l'armée grecque de deux cent mille hommes ne fût pas diminuée d'une seule unité.

Le roi Constantin répondit qu'il fallait réunir, pour délibérer sur cette matière, un conseil de la Couronne de tous les anciens premiers ministres. Dans ce conseil les adversaires politiques de Venizelos eux-mêmes reconnurent que la Grèce ne pouvait rester neutre si la Turquie devait être attaquée. Malgré la décision unanime de ce conseil de la Couronne, Constantin refusa encore d'envoyer à Gallipoli même une division, reprenant ce misérable prétexte qu'il ne fallait



pas affaiblir la Grèce par l'envoi au dehors d'aucune partie de ses troupes.

Afin d'être parfaitement juste pour les royalistes et aussi pour montrer quelques-unes des conditions défavorables dans lesquelles l'Entente travaillait alors, je ne dois pas oublier de mentionner le fait suivant : M. Sazonoff, ministre des Affaires étrangères de Russie, informa Jean Dragoumis, ministre de Grèce à Pétrograd, « que la Russie verrait avec déplaisir la coopération de l'armée grecque à la prise de Constantinople ». La Russie alla plus loin et indiqua qu'elle n'approuverait la participation de l'armée grecque à aucune opération en Turquie d'Europe.

La raison de cela est bien simple. Constantinople a été capitale de l'Empire grec byzantin pendant onze siècles, avant d'être prise par les Turcs. C'est aujourd'hui encore une ville plus grecque que turque et les millions de Grecs qui vivent en Turquie rêvent toujours au temps où Constantinople de nouveau leur appartiendra. Ils ont le sentiment qu'elle leur appartient moralement.

D'autre part, pendant des siècles, la Russie a désiré Constantinople et a proclamé tout haut qu'elle était nécessaire à son existence. Il est naturel qu'elle n'ait pas désiré voir l'armée d'un prétendant, qui avait l'antériorité, intervenir dans la prise de la ville; elle craignait que le monde, avec ses idées morales nouvelles, n'accordât le prix à celui qui ferait valoir, pour se le faire adjuger, un droit moral supérieur.

La Russie refusa jalousement aux Grecs la simple permission de participer à la prise de Constantinople en sa faveur; ce refus pourrait bien lui avoir fait perdre toute chance de la posséder jamais elle-même. Et ce serait, semble-t-il, d'une justice absolue. Il n'est



guère douteux que, si le premier plan de Venizelos avait été suivi, Constantinople ne fût tombé aux mains des Alliés. Les Turcs eux-mêmes en étaient si convaincus qu'ils avaient fait tous leurs préparatifs pour envoyer leur gouvernement à Brousse, au cas où les Grecs enverraient cinquante mille hommes à Gallipoli.

Les royalistes tirèrent tout le parti possible de cette attitude de la Russie. « Comment, nous disaient-ils, pouvons-nous participer à l'expédition, quand la Russie officiellement, par notre propre ministre, nous disait qu'elle ne souhaitait pas nous voir y participer? Il n'y avait que ce fou de Venizelos pour concevoir une telle idée. »

Ils omettaient d'ajouter que la France et l'Angleterre avaient réussi à persuader la Russie de changer d'attitude; le fait fut porté à la connaissance de la Grèce par son ministre à Paris, M. Romanos.

M. Venizelos lui-même avait tranquilisé la Russie en déclarant que la Grèce n'avait aucune vue annexionniste sur Constantinople. Chaque fois que les royalistes parlaient de cela, leur bouche écumait de rage. « Avez-vous jamais entendu parler d'un Grec, disaient-ils, qui renoncerait formellement à ses prétentions sur Constantinople? »

Je partageais moi-même cette opinion des royalistes, et, à Salonique, j'ai vivement attaqué M. Venizelos à ce sujet, lui disant : « J'espère que c'est là une des inventions de vos ennemis et que vous n'avez jamais dit cela. — Mais je l'ai dit, madame, et c'était mon opinion, répondit-il sans hésiter. Comment pouvions-nous, petite nation que nous sommes, prendre une ville dont la possession embouteillait une nation de deux cents millions d'âmes, comme la Russie, sans parler de la Roumanie? Si nous avions contre nous



deux cents millions d'hommes, tôt ou tard ils nous écraseraient. Il faut que les nations vivent. Il faut à la Russie une sortie sur la Méditerranée, et Constantinople est la seule possible. Je souhaitais aider les Alliés à forcer les Dardanelles et aider la Russie à avoir sa sortie, parce que je souhaitais que la petite Grèce fit tout ce qu'elle pouvait pour les grandes Puissances. Elle ne pouvait espérer gagner Constantinople, mais le reste du monde hellénique pouvait lui être donné. » De tout son cœur et de tout son pouvoir il défendit ce plan ; mais le rusé Constantin, connaissant la loyauté absolue de cet homme, lui dit : « Vous voulez faire entrer la Grèce dans la guerre aux côtés de l'Entente ; mais vous n'avez pas le droit de le faire, parce que vous n'avez nullement été élu sur cette plate-forme. Vous êtes arrivé au pouvoir avant la guerre, vous ne pouvez, pour rester correct, soutenir que vous représentez le peuple sur ce point. La Grèce — et spécialement dans ses provinces nouvellement acquises — a le droit d'être consultée avant que vous ne la lanciez dans la guerre. »

M. Guillemin, ministre de France à Athènes, disait de M. Venizelos : « Pour un homme politique, il a un défaut ; il veut toujours pouvoir étaler ses actions et dire : elles sont pures ; elles sont justes. » Telle est en effet la note fondamentale du caractère de M. Venizelos, et quand le Roi fit le coup de dire que le premier ministre ne pouvait correctement représenter le peuple dans la question de l'entrée en guerre, Venizelos en convint et démissionna, afin de se représenter devant le peuple et de lui poser la question.

Venizelos agissait de bonne foi. Le Roi, non. Ses partisans mêmes reconnaissent un fait : au lieu de procéder immédiatement aux élections — conformé-



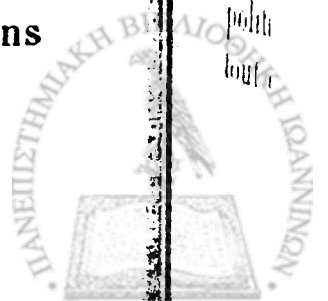
ment à la constitution — sur la question de la guerre ou de la paix, il les ajourna pendant des mois, profitant de ce délai pour faire un « jeu politique », en vue de briser l'autorité du Crétois sur le peuple. Il appela Gounaris pour former un cabinet provisoire; puis à eux deux, avec l'état-major général et tous les parasites de la Cour, ils travaillèrent désespérément et sans scrupules à gagner le pays à leur parti.

Sous le gouvernement de Gounaris, la Grèce tomba très bas. Tous les politiciens corrompus des temps d'avant Venizelos refleurirent et reprirent leur ancienne activité. Le Roi prêtait son nom et sa popularité non douteuse pour aider Gounaris à organiser un parti qui briserait Venizelos.

C'est dans ce temps-là que le Roi donna à Gounaris les lettres confidentielles de Venizelos au sujet de la cession des provinces de Drama-Kavalla; comme Repoulis l'avait craint, ils publièrent non pas les lettres intégrales, mais des extraits soigneusement choisis qui ne pouvaient manquer de jeter sur Venizelos un jour défavorable aux yeux des Grecs.

L'état-major général faisait connaître partout son opinion, disant que l'expédition des Dardanelles était condamnée à un échec, et proclamant que si Venizelos avait engagé la Grèce dans cette affaire, la Grèce aurait eu le sort de la Belgique. Seul le Roi, disait-il, grâce à sa grande perspicacité et à son amour pour le peuple, avait été en état de résister à Venizelos et de sauver la nation.

Il n'y a pas de calomnie ni de fourberie politique dont les vieux politiciens aient manqué de faire usage contre Venizelos : il était à la solde de la France, en train d'amasser une fortune énorme; cela était affirmé avec tant de force que les royalistes ont, sans



doute, dû finir par le croire eux-mêmes. Cette campagne fut soutenue de toutes les manières par l'or allemand qui fut prodigué à la Grèce, naturellement frugale, au point de l'éblouir. Et comme si ce n'en était pas encore assez, la fatalité s'en mêla et fit que Constantin tomba malade.

En 1909, Constantin, alors Prince royal, était si impopulaire que son frère et lui étaient exclus des clubs d'Athènes et étaient obligés d'aller vivre à l'étranger. Quand Venizelos devint premier ministre, il dit que si la Grèce devait avoir une maison royale, les membres de cette famille devaient jouer leur rôle et non pas se cacher à l'étranger. Il fit donc revenir les Princes et réintégra Constantin à sa place dans l'armée. Le Crétois fit tous ses efforts pour rendre Constantin populaire; pendant les deux guerres balkaniques, il le plaça autant que possible en pleine lumière, restant lui-même en arrière et dans l'ombre, et faisant le travail. Il réussit si bien que, grâce à son propre prestige, il rendit Constantin très populaire, et maintenant cette maladie opportune le rendait encore plus cher à la masse.

Cette maladie fut un capital politique merveilleux. Les royalistes (ce qui ne fait qu'un avec les gounaristes) répétaient à tous les échos qu'« un vote pour Venizelos est un vote pour la guerre », mais comme les Grecs votent avec des boules noires et blanches appelées balles, ils ajoutaient : « Toute balle en faveur de Venizelos est une balle dans la blessure du Roi ».

On a peine à imaginer une façon plus incorrecte de faire des élections, et ce procédé fut mis en usage, pendant des mois, avec toute l'habileté dont les vieux politiciens et l'état-major étaient capables. Malgré tout ce qu'ils purent faire, malgré la popularité per-



sonnelle du Roi, malgré l'or de l'Allemagne, malgré la fatigue que le pays ressentait après deux guerres, Venizelos fut réélu par une majorité solide — et dans la Vieille Grèce par une majorité énorme. (Dans les provinces nouvellement acquises, les Juifs et les Turcs avaient été unanimement contre lui.)

La plupart des étrangers qui traversent la Grèce ou naviguent dans ses eaux n'ont jamais rendu suffisamment aux Grecs la justice qui leur est due pour avoir résisté à près de trois mois d'une campagne d'or, de trahison et de mensonge — favorisée par un acte d'une incroyable sottise des Alliés.

Tandis que l'administration de Gounaris remettait illégalement les élections et organisait un parti, elle faisait en même temps à l'Entente des propositions de coopération. La dernière fut faite en mai 1915; il s'agissait de se joindre à l'Entente seulement avec la flotte et de garder l'armée en vue d'une agression possible de la part de la Bulgarie. En retour, on demandait, entre autres choses, la garantie de l'intégrité de la Grèce pendant la guerre et les négociations de paix.

CENSURÉ

Je ne puis imaginer qu'une plus grande imbécillité eût pu être commise par les Alliés. Nous voyons une nation dont on désirait l'assistance et dont les membres étaient des amis, mais une nation corrompue par l'or de l'Allemagne, nous voyons là un parti pro-germain, un Roi pro-germain et une Reine prussienne, et c'est ce peuple que l'Entente veut se concilier en lui déclarant : « Nous ne pouvons vous promettre votre inté-



grité en échange de votre assistance, parce que nous ne désirons pas décourager votre ennemi héréditaire qui guigne vos territoires. »

Voilà comment l'Entente fournissait des armes aux royalistes sous le régime de l'ignominieuse administration de Gounaris, au moment où le Roi descendait de son trône, se faisait chef de parti, voulait vaincre Venizelos et la démocratie — pour assurer la victoire de l'Allemagne et de l'autocratie.

A ceux qui accusent le peuple grec de lâcheté et de soif de l'argent, il faut rappeler que le peuple grec a voté pour Venizelos et la guerre —

— à

peu près un an après le début de la guerre, alors que la Belgique était écrasée, la Serbie menacée, la campagne des Dardanelles en train de tourner au désastre.

Venizelos fut réélu en juin, mais une fois encore le Roi empêcha le Crétois de prendre en main le pouvoir. Sous prétexte que Constantin était trop malade pour s'occuper des affaires, l'administration de Gounaris fut prolongée de deux mois.

Durant ces deux mois (je l'ai appris plus tard) fut mis au point un complot qui avait un double objectif : trahir la Grèce et trahir les Puissances de l'Entente. Durant ces deux mois Constantin joua définitivement sa couronne contre un avantage qui a dû lui paraître valoir le risque.

CENSURÉ

Venizelos devait reprendre la place de premier mi-



nistre en août 1916. Treize jours avant, sir Edward Grey notifia à M. Gounaris que l'Entente avait décidé de reconstituer la Ligue balkanique et, à cet effet, avait offert à la Bulgarie les provinces de Drama-Kavalla.

L'effet de cette communication sur les Grecs fut formidable. Un éminent venizeliste, parlant de cela, me dit : « Je ne connais pas leurs intentions, mais s'ils avaient voulu ruiner l'influence de Venizelos sur le peuple, ils n'auraient pas pu faire mieux. Ils l'ont véritablement crucifié. »

Chose curieuse : M. Guillemin, ministre de France à Athènes, parlant d'une autre affaire, nous dit un jour : « Venizelos est un prophète, et il a été crucifié. » A quoi je répondis : « Oui, et si les royalistes l'ont crucifié, l'Entente a fourni la croix et les clous. »

Revenons maintenant à nos entrevues avec M. Gounaris. Quoiqu'il ne fût plus premier ministre à ce moment — à cause de l'opposition de l'Entente — et n'eût plus de situation officielle, néanmoins il était universellement admis qu'il était un instrument utile entre les mains de ceux qui avaient le gouvernement effectif de la Grèce. Parmi ceux-ci, il est très nécessaire de le constater, ne figurait pas le professeur Lambros, premier ministre nominale. Nous avons beaucoup entendu parler de M. Gounaris : les royalistes vantaient son savoir et son intelligence ; les venizelistes et les neutres le considéraient comme le pire type de l'homme politique sans scrupules. Je dois avouer qu'à la fin de la seconde semaine de notre séjour à Athènes, des doutes pénibles envahirent mon cerveau et mon cœur. Je me défendais contre eux de mon mieux : il était triste d'avoir été le champion de ce Roi pendant deux années entières et de



commencer maintenant à perdre ma foi en lui. Au sujet de son parti mes doutes augmentaient journellement — mais le Roi pouvait bien être la victime de ce parti. Gounaris étant si vivement attaqué par les venizelistes et si ardemment défendu par les royalistes, et, de plus, le Roi ayant semblé, dans son entretien avec nous, attacher tant d'importance aux renseignements qu'il pourrait nous donner, je continuai à chercher à le rencontrer, dans l'espoir qu'il dissiperait mes doutes.

Nous prîmes rendez-vous par téléphone et, après le déjeuner, nous allâmes au Tourist Hotel, où il vivait. Manifestement les domestiques de l'hôtel étaient partisans de M. Gounaris. C'était facile à voir à leur façon de prononcer son nom et à l'air d'importance qu'ils avaient en nous menant à ses appartements.

Nous trouvâmes son petit salon — de la fenêtre duquel on avait une vue enchanteuse — rempli d'hommes politiques; M. Gounaris était en tête-à-tête dans la pièce voisine avec d'autres hommes politiques; il vint bientôt à nous, nous serra les mains longuement et congédia les autres visiteurs. Nous fûmes laissés seuls avec M. Gounaris, avec ses livres en toutes sortes de langues, et en face de l'Acropole qui nous contemplait du haut de sa colline, à la fois discrète et sublime.

La première impression que fait M. Gounaris est très favorable. Il a un grand corps bien bâti, un peu maigre; on le prendrait facilement pour un Américain du type brun, et sympathique. Son regard pénétrant est adouci par un peu de langueur. Il portait la redingote noire proverbiale des hommes politiques d'Europe; il a tout le physique de sa profession d'homme de loi.



« Je suis en vérité enchanté de vous recevoir, car je suis persuadé que je vais pouvoir vous exposer clairement la situation et que vous verrez que la Grèce, loin d'être une misérable, est en réalité une victime dans cette guerre. »

Après ce début de bon augure, il se mit à nous montrer pourquoi le traité avec la Serbie était devenu caduc ou inopérant, et n'obligeait nullement la Grèce à se porter au secours de la Serbie. Ce traité avec la Serbie était toujours le point sur lequel les royalistes étaient obligés de se défendre désespérément; car le fait concret, et qui ressortait aux yeux du monde entier, était que la Grèce, ayant une alliée, l'avait abandonnée au moment du pire danger. Les royalistes faisaient donc les plus grands efforts pour prouver :

Premièrement. Que la Grèce n'avait pas de traité avec la Serbie, attendu qu'aucune « convention militaire » n'avait été conclue entre les deux pays.

Deuxièmement. Que si elle avait un traité, c'était seulement contre la Bulgarie et non contre un ennemi plus fort.

Troisièmement. Que même si elle avait un traité avec la Serbie « contre toute tierce puissance », il était abrogé, rendu « caduc » par diverses actions de la Serbie, notamment par son consentement — donné sous la pression de l'Entente — à la cession d'une partie de son territoire macédonien, en vue d'acheter la Bulgarie.

J'ai aujourd'hui peine à comprendre comment j'ai pu être la dupe, même un moment, de leurs raisonnements spécieux. Mais quand des gentlemen, occupant les plus hautes situations dans un État civilisé, — à commencer par le Roi et jusqu'au bas de la hiérar-



chie, — vous affirment sur leur parole d'honneur que telles et telles choses sont des faits réels, il faut avoir l'esprit vraiment sceptique pour ne pas attacher quelque importance à leurs paroles.

Gounaris, comme les autres, se mit à nous montrer pourquoi la Grèce n'avait aucune obligation légale quelconque de se porter au secours de la Serbie. Il parlait avec l'abondance spacieuse des chicaneurs malins, et entraît dans des détails techniques, comme font les avocats. Quand il eut fini, un vrai dégoût se lisait sur le visage de mon mari, qui, se tournant vers moi, dit tout haut : « C'est tout à fait la fable du loup et de l'agneau buvant au même ruisseau. » J'ajoutai :

« Monsieur Gounaris, si je n'étais que journaliste, je devrais publier cette explication que vous nous avez donnée ; mais je suis Grecque aussi, et je ne veux pas faire savoir de quel méprisable raisonnement un Grec est capable. »

M. Gounaris fut-il déconcerté par ce franc parler ? Il ne changea pas de couleur, sa respiration garda tout son calme ; il avait l'air innocent d'une colombe, et n'essaya ni explications ni contre-attaque. D'un air débonnaire il passa à un autre sujet ; son sourire avait l'onction sacrée d'un archevêque donnant sa bénédiction aux fidèles. Il me souriait comme si nous étions les meilleurs amis du monde, comme s'il était un grand sage et moi un petit enfant dont il fallait ménager les caprices.

Dans son récit, Gounaris en arrivait maintenant au moment où il fut premier ministre. Pour entrer en matière, je lui demandai : « Avez-vous été élu ? — Non. Le Roi m'a chargé de former un cabinet. — Alors, pourquoi n'avez-vous pas fait les élections tout de suite ? — Je n'avais pas de parti, répondit-il naï-



vement. Si nous avons fait les élections, Venizelos enlevait tous les votes du pays. »

Ces mots-là faisaient l'effet d'une porte qui s'ouvre et permet de jeter un regard dans une pièce jusque-là hermétiquement close. Ils n'avaient pas fait les élections, parce que Venizelos eût gagné la partie. S'il avait été élu, il aurait aussitôt engagé le pays dans la guerre aux côtés des Alliés.

Je commençai à éprouver une vraie souffrance; car une pensée passait comme un éclair dans mon esprit : le Roi aurait-il été, dès cette première période, contre l'Entente? Je rejetai cette pensée; j'espérais que seule la ruse diabolique de l'homme que j'avais devant moi était au fond de cette fourberie, et que le Roi n'y était pour rien. Le Roi devait être simplement la victime de ses intrigues.

C'était un tableau charmant qui s'offrait à mes yeux : M. Gounaris, négligemment assis sur son fauteuil confortable, les jambes croisées, sa main droite gracieusement occupée à jouer avec un chapelet de perles, tandis qu'il répondait à mes questions et gardait le sourire d'une conscience satisfaite. Dès nos premières entrevues je me méfiai de Gounaris, et dans les dix-neuf ou vingt heures de conversations politiques que nous eûmes avec lui, il ne m'a pas une minute donné l'occasion de changer d'idée à son égard, quelque charmant qu'il fût.

« Pourquoi M. Venizelos n'est-il pas revenu au pouvoir aussitôt après son élection? — Oh! il y est revenu bientôt après. — Mais non! Élu en juin, on ne lui a laissé prendre le pouvoir qu'en août. — La santé de Sa Majesté ne lui permettait pas de le recevoir. — Si la maladie du Roi durait, on aurait pu donner la régence au Prince royal pour régler les



affaires urgentes. Le pays ne pouvait être laissé dans l'incertitude. Il fallait un régent. Pourquoi pas dès l'élection de M. Venizelos? — Je ne me rappelle vraiment pas pourquoi cela ne s'est pas fait tout de suite. Ce point n'est pas très important, n'est-ce pas?» Inutile de continuer sur cette voie; rien ne faisait contre les faux-fuyants du député de Patras.

« Monsieur Gounaris, pourquoi avez-vous pris les documents confidentiels que M. Venizelos avait envoyés au Roi et vous en êtes-vous servi dans un intérêt de parti? — Sa Majesté me les a donnés. — Faisait-elle bien de vous les donner? — Certes, puisque Sa Majesté estimait que Venizelos avait une influence funeste sur le peuple. Il importait, avant les élections, de montrer au peuple quel homme était Venizelos. »

C'était là, une fois de plus, l'aveu des raisons pour lesquelles les élections avaient été retardées. Venizelos était puissant; il avait de l'influence sur le peuple; le Roi voulait ruiner cette influence avant les élections. Nous approchions peu à peu de la réponse à cet essentiel *pourquoi* qui me tourmentait tant, nous allions tenir ce *parce que* qui expliquerait toute l'énigme grecque. Plus je m'en rapprochais, plus je devais user de prudence et de circonspection. Gounaris est malin : il ne faut pas lui laisser voir que nous n'avons pas confiance en lui. Il faut le laisser parler. Comme beaucoup de Grecs, il parle avec abondance — en trois langues — et il est un produit de la culture allemande. Il s'étendit longuement sur les lettres confidentielles de Venizelos que le Roi lui avait traitreusement communiquées pour qu'il s'en servit là « où elles feraient le plus de bien ». Son ardeur patriotique et son indignation contre Venizelos inspiraient vraiment son discours : « Si Venizelos, disait-il, voulait



faire d'un territoire grec l'objet d'un marchandage, c'était parce qu'il n'était pas Grec, mais Crétois, insulaire, incapable de comprendre le véritable hellénisme.

— Mais vous étiez aveugle, disais-je. Si vous aviez abandonné ces districts, vous auriez gagné Smyrne et son hinterland, qui ont trois fois plus d'importance et de valeur que les provinces de Drama-Kavalla. C'était donner quarante dollars pour en recevoir cent. (En réalité, c'était plutôt pour en recevoir mille.)

— Tout d'abord, reprit Gounaris de son ton le plus hautain, — comme beaucoup de gens circonspects, Gounaris savait être très hautain, — tout d'abord, madame, nous parlions d'âmes grecques et non pas de dollars.

— Nous parlions au figuré et vous êtes un homme assez intelligent pour comprendre la comparaison que j'ai faite. »

Gounaris introduisit soigneusement une nouvelle cigarette dans son bout d'ambre. C'était une façon excellente de gagner du temps sans paraître hésiter.

« Non, reprit-il doucement, ce n'est pas cela. Nous ne devons recevoir en Asie Mineure qu'un territoire équivalent à celui que nous cédions à la Bulgarie. Vous voyez donc que, tandis que la Bulgarie se serait renforcée de toutes les provinces cédées, au contraire la Grèce, territorialement, ne serait restée que juste aussi forte qu'elle était. En réalité elle aurait été affaiblie, car ces nouveaux territoires auraient été lointains, tandis que les districts de Drama-Kavalla étaient contigus à la Grèce. »

M. Gounaris nous recevait en s'appuyant sur une pile formidable de documents. Il avait des copies dactylographiées de toutes les pièces diplomatiques



échangées entre la Grèce, la Serbie et l'Entente pendant et avant son administration. Je me suis quelquefois demandé si ce n'était pas la même pile de documents que le docteur Streit avait utilisée et qu'ils se passaient l'un à l'autre pour notre édification. Tout en parlant il nous avait montré papiers sur papiers. Maintenant, cependant, il y avait comme un regret dans le ton de sa voix, quand il continua : « Malheureusement je n'ai pas ce matin sous la main le document spécial qui prouve ce que je viens de vous dire. Je vous le montrerai à votre première visite. » Il s'arrêta de parler, gardant aux lèvres et dans les yeux son sourire pontifical.

Il y avait là un oubli singulier de la part d'un homme si laborieux. Il avait préparé pour nous tous ses documents et, chose inexplicable, le plus important de tous manquait. Nous attendîmes notre prochaine rencontre, plus intrigués que jamais. Deux jours après, avec un air triomphant, M. Gounaris sortit les documents qui avaient manqué et nous en donna lecture. C'était un papier naïf, adressé par sir Edward Grey à la Bulgarie — et non à la Grèce —, l'informant qu'elle recevrait du côté de Drama-Kavalla exactement autant de territoire que la Grèce en recevrait en Asie Mineure.

Vous pouvez différer d'opinion avec un homme et rester avec lui en termes amicaux. Mais vous ne pouvez le traiter de faussaire et de menteur sans grand dommage pour vos relations. Le document que Gounaris nous montrait était si manifestement forgé que la seule manière de continuer l'entretien avec Gounaris — ce que nous souhaitions beaucoup de faire — était de faire semblant de l'accepter pour vrai. Je fis semblant.



« Je commence à comprendre, dis-je avec une apparente sincérité, pourquoi vous voulez diminuer l'influence de M. Venizelos sur le peuple grec. — Voilà qui va bien, répondit-il avec satisfaction. Nous étions convaincus que nous vous ferions voir comment il ne jouait que son propre jeu. Vous vous souvenez comment au mois d'août 1914, lorsque Venizelos, comme un fou, mit la Grèce sans conditions aux côtés de l'Entente, l'Angleterre, la France et la Russie remercièrent la Grèce, mais lui dirent qu'elles préféreraient la voir rester neutre. — Oui, le docteur Streit nous a montré des copies de leurs télégrammes. »

M. Gounaris se leva et se rapprocha de nous. « A ce moment les Alliés souhaitaient la neutralité de la Grèce, parce qu'ils n'avaient pas besoin d'elle. Ils n'ont jamais dit à ce moment-là que la Grèce fût l'alliée de la Serbie. Ils préféreraient laisser la Grèce hors de cause, parce qu'ils ne voulaient pas lui donner un liard à la fin de la guerre. Mais en novembre les choses tournèrent mal pour les Alliés et la Serbie, et tout à coup ils se souvinrent non seulement de l'offre de M. Venizelos mais ils se rappelèrent aussi que la Grèce était l'alliée de la Serbie, — et maintenant c'était le devoir de la Grèce de se porter au secours de son alliée. »

M. Gounaris choisit deux pièces dans sa pile de documents et nous les lut. La première était celle dont j'ai déjà parlé et dans laquelle M. Venizelos déclarait sa conviction absolue que, si la Grèce devait seconder les Alliés, il fallait que la Roumanie marchât avec elle et que la Bulgarie soit en fit autant, soit garantit sa neutralité. La seconde (c'était une réponse à la première) était écrite d'un style qui était, diplomatiquement parlant, discourtois sinon menaçant.



Elle accusait Venizelos de chercher à s'esquiver. C'était une réprimande des plus sévères.

« Et maintenant, continua Gounaris, je vais vous soumettre les preuves de la perfidie de M. Venizelos. » Il choisit dans son dossier un autre papier dactylographié et me le passa. Il était écrit en grec. Il venait du ministre de Grèce à Londres, qui écrivait à M. Venizelos « que le Premier était très heureux d'apprendre que ce n'était pas lui (Venizelos), mais d'autres qui ne voulaient pas voir la Grèce marcher avec l'Entente. »

« Voici une preuve concluante, dit Gounaris : les Alliés étaient irrités contre Venizelos à cause des conditions qu'il mettait à sa collaboration avec eux ; celui-ci essayait donc de faire passer la responsabilité sur les épaules du Roi, afin de pouvoir rester lui-même en faveur auprès des Alliés. Voyez-vous le double jeu qu'il jouait. »

A ce moment, comme s'il y avait eu une mise en scène et que Gounaris attendît la réplique, la porte s'ouvrit et l'on vit entrer le gros M. Baltazzi, accompagné par un autre homme politique.

Les preuves de la perfidie de Venizelos furent mises entre les mains de M. Baltazzi. Il lut la lettre accusatrice, et son teint devint pourpre et sa peau se tendit encore, s'il était possible. Si jamais il devait éclater, c'était le moment.

« Le traître ! cria-t-il. Je savais que c'était un traître, mais je ne savais pas que nous avions de telles preuves. — Nous les avons trouvées dans sa maison, après le 2 décembre, » ajouta Gounaris.

Les yeux de Baltazzi ne quittaient pas cette lettre, il la lisait et la relisait, tandis que M. Gounaris se croisait les jambes, gardait son sourire archiépiscopal,



jouait avec son chapelet de perles et jouissait de l'effet produit sur nous tous par le document.

Quand, après ce travail de la matinée, nous nous trouvâmes dans la rue, je respirai plusieurs fois profondément avant de demander : « Que pensez-vous de cette lettre, Kay? — Eh bien! je suis plutôt embarrassé. On dirait bien que Venizelos a joué un double jeu. Pourtant, cela répond si peu à l'idée que je me faisais de lui! » Je lui pris le bras. « Vous êtes tombé dans le panneau, mon cher. — Que voulez-vous dire? — Le document était faux. Baltazzi disait la vérité pure en disant qu'il ne croyait pas qu'on possédât une telle preuve de sa perfidie. Ils ne l'ont jamais possédée avant de l'avoir fabriquée hier. Croyez-vous que Venizelos, à supposer qu'il fût l'homme qu'ils prétendent, aurait pendant des mois laissé dans sa maison une lettre si compromettante? Non, ils l'ont fabriquée pour nous — tout comme l'autre pièce, qui parle de l'hinterland de Smyrne. — Et celle-là aussi vous la croyez fausse? — Assurément, répondis-je avec conviction. Ce document est supposé avoir été envoyé en Bulgarie. Comment serait-il arrivé entre les mains des Grecs? »

Nous eûmes plus tard les preuves que, sur les deux points, mes soupçons étaient fondés. M. Venizelos aussi bien que le Foreign Office à Londres m'ont assuré qu'aucune lettre de ce genre n'avait été écrite; quant à la communication au sujet de Smyrne, les plus hautes autorités de Grèce, de France et d'Angleterre nous ont assuré que ce que la Grèce recevait en Asie Mineure avait dix fois la valeur du territoire qu'elle aurait donné à la Bulgarie.

Nous avons bien passé dix-neuf heures à travailler avec M. Gounaris, ce qui est bien plus qu'avec le doc-



teur Streit ; plus nous avons vu ces deux hommes, et plus nous nous sommes persuadés qu'ils étaient ce que les Grecs appellent *Mikrologoï* — des hommes de petites pensées, de petites paroles, de petits points de vue.

Tous leurs efforts tendaient principalement à nous convaincre que Venizelos était d'un caractère absolument méprisable, qu'il était servile, flatteur des grandes Puissances, tremblant devant elles dès qu'elles lui parlaient rudement, perdant alors la tête et demandant à se lancer dans la guerre, au risque d'amener la ruine de sa nation, essayant enfin de détourner sur autrui les reproches, pour que les grandes Puissances ne lui fissent pas grise mine. Selon eux, il n'avait pas le courage de faire quoi que ce soit par lui-même, était hystérique, sautait d'un projet à l'autre, était peu sûr, malhonnête, efféminé, faible, vacillant, n'agissait jamais que sous l'impulsion aveugle du moment. Comme Kenneth Brown me le dit une fois, « avec la réputation qu'ils font à Venizelos, on ne l'engagerait pas pour en faire un valet d'écurie ».

Ils exagéraient. Si la nation grecque avait choisi dans son sein l'homme le plus méprisable pour en faire son premier ministre et si les hommes d'Etat de France et d'Angleterre pouvaient avoir pour un tel être une admiration extravagante, ce serait donc que dans un monde absolument fou les seuls êtres restés sains d'esprit seraient Streit, Gounaris, Baltazzi et le reste du parti royaliste. Rien dans le passé n'autorise une telle hypothèse.

La question qui me préoccupait constamment était de savoir jusqu'à quel point le roi de Grèce, si séduisant et si attirant, était lui-même blâmable. Jamais je n'ai cessé de l'aimer, et mon unique pensée était de



trouver le moyen de le sauver, moins en vérité pour lui-même que dans l'intérêt de la Grèce. Je suis républicaine par principe parce qu'à mes yeux les gouvernements, dans l'intérêt de la civilisation, doivent être démocratiques. Dans notre siècle un roi est un anachronisme; ce n'est qu'un figurant; cependant je croyais la monarchie nécessaire en Grèce puisqu'elle aidait à assurer cette stabilité qui est de la dernière importance pour une petite nation. Le roi Constantin, quoique n'ayant pas une goutte de sang grec dans les veines, était né et avait été élevé en Grèce; il parlait grec et donnait l'impression d'avoir le souci des intérêts de son pays. S'il devait être chassé, ce serait un jour sombre pour la Grèce.

Il me semblait que le Roi pouvait être encore sauvé de son propre parti. Maintenant que nous savions tant de choses nouvelles sur la situation politique, nous pouvions discuter avec lui d'une manière plus convaincante. Il nous avait donné tant de raisons d'espérer, lors de notre première entrevue, que nous attendions la seconde avec la plus grande confiance.

C
s
d
p
h
de
au
.
d'o
l'as
des
Str
aut
pent
man
un x
se h,
d'êtr
et sar
naire
nous
précè
aide d



CHAPITRE IV

RÊVES D'UN MILITARISTE

Il y a trois hommes intimement associés avec le roi Constantin, dont les noms signifient aux yeux du grand public une influence funeste, du point de vue des démocraties occidentales. Gounaris, dont la réputation n'est pas meilleure que celle de ces trois hommes, n'est cependant pas classé avec eux, sans doute parce qu'on voit en lui l'instrument et dans les autres les ouvriers.

Nous avons vu celui des trois que l'on nomme d'ordinaire en premier lieu : le docteur Streit; nous l'avions aimé et nous avons travaillé avec lui. Nous devons voir maintenant un homme plus fort que Streit; plus intransigeant que Streit sur le programme autocratique; un taureau, là où Streit était un serpent; un militaire avec tous les plis de l'Ecole allemande (quoiqu'il n'ait jamais étudié en Allemagne); un vrai caporal; un homme dont on avait peine à se figurer qu'il fût Grec avec son extérieur, ses façons d'être, sa tendance d'esprit; un homme terre à terre et sans envolée; — et cependant le plus grand visionnaire, le rêveur le plus dénué de sens pratique que nous ayons vu en Grèce; — le général Dousmanis, précédemment chef d'état-major, et en ce moment aide de camp du Roi.



Il vivait dans une petite maison, dans un quartier peu élégant de la ville; il n'y avait donc pas moyen de penser qu'il eût été acheté par l'or allemand. En vérité, je ne crois pas que dans l'entourage du Roi aucun des hommes haut placés ait reçu des pots-de-vin allemands. Et ce n'était pas non plus la haine de Venizelos seulement qui les poussait. Ils manœuvraient en vue d'assurer à la Grèce ce qui devait être, selon leurs lumières, un grand avenir. Mais comme leurs âmes étaient fumeuses, leur vision était obscurcie et (perdant de vue l'étoile de l'honneur, le phare qui éclairait leur route) ils luttaient désespérément pour un gain plus petit, quand un gain bien plus grand était à leur portée.

Le général Dousmanis nous reçut dans son petit bureau au rez-de-chaussée de sa maison. Quelques minutes après notre arrivée, son domestique apporta des bonbons et du café turc, selon le gracieux usage grec, qui, hélas! est en train de disparaître. Nous y fîmes honneur tout en causant avec le général, qui était assis derrière son grand bureau et qui nous observait.

L'ancien chef d'état-major n'a pas de sang allemand, il n'a pas étudié en Allemagne, il ne parle même pas l'allemand; aussi est-ce une chose mystérieuse que son air, ses pensées et ses actes soient tout à fait ceux d'un Allemand. Il ne nous fallut pas rester longtemps avec lui pour connaître sa force, sa volonté et sa ténacité. Ce n'est pas un homme que l'on puisse mépriser, comme Gounaris, ni un homme qui prête plus ou moins à rire, comme le docteur Streit : il inspire le respect. C'est un ennemi, mais un digne adversaire. Quoique pendant cette guerre il ait toujours agi contre l'Angleterre, il admire ce pays. Ce-



pendant il n'en a pas une haute idée comme puissance militaire, parce que sa mentalité allemande ne peut concevoir qu'une nation puisse avoir une bonne armée quand elle n'est pas disciplinée par une autocratie.

L'autocratie! Voilà le mot qui donne la clé du caractère de Dousmanis; le mot qui résume les idées dans lesquelles lui et le roi Constantin communient : car tous deux méprisent la démocratie et ont une foi absolue en l'autocratie. Dousmanis haïssait Venizelos; sans doute une des causes de cette haine était une peine disciplinaire, à lui infligée par le premier ministre pour avoir outrepassé ses droits; mais cette haine vigoureuse restait digne. C'était la haine du fort pour le fort; du despote pour le libéral; de l'homme dont le culte est la force brutale pour l'homme qui met l'âme au-dessus du corps. Tous deux sont des visionnaires, mais leurs visions sont aussi différentes que seraient celle d'un homme ayant toujours le nez dans de gros livres, et celle d'un prophète découvrant de vastes régions du haut de la cime des montagnes. Le général Dousmanis ne parlait jamais de Venizelos sur le ton grossier du docteur Streit, ni avec le rire méprisant du *mikrologos* Gounaris. Il parlait de Venizelos comme d'une force qu'il voulait briser par tous les moyens — et surtout par des vilains moyens — parce que cette force l'empêchait de réaliser ses rêves.

Je savais qu'il détestait mon mari, comme citoyen du pays qui est le grand champion de l'idée démocratique. Je crois qu'il me détestait aussi; mais me supposant utile à ses desseins, il pensait me gagner au parti royaliste — et si quelqu'un avait pu le faire, c'eût été le général Dousmanis.

Notre première entrevue dura toute la matinée, et



tout le temps mon grand regret était que l'homme que nous avons devant nous ne fût pas pour l'Entente. Il nous expliqua avec soin pourquoi il valait mieux pour la Grèce rester neutre, puisqu'elle était militairement trop petite pour prendre part au grand conflit.

« Général Dousmanis, nous n'avons pas encore été à même de voir le traité entre la Grèce et la Serbie et je désire savoir de la bouche de tous ceux qui savent, si ce traité mettait, oui ou non, la Grèce en demeure de secourir la Serbie.

— Je ne suis qu'un soldat et j'ignore le côté politique du traité, mais je sais ceci, » — et le cou trapu de Dousmanis rentra dans ses épaules jusqu'à sembler disparaître, tandis qu'il lançait en avant sa grosse tête tondue, à l'air si allemand, et qu'il joignait les doigts de ses mains courtes et épaisses. Il nous fixa du regard pénétrant de ses yeux noirs, et je m'attendais à lui entendre dire : *Wir Deutsche sind sonderbare Leute* (nous autres Allemands sommes des gens étonnants)! En vérité, j'ai reçu un coup quand je l'ai entendu prononcer des mots qui n'étaient pas de l'allemand : « Je m'occupe uniquement, dit-il, de la convention militaire; cette convention demandait que la Serbie jetât cent cinquante mille hommes sur certains points. La Serbie ne pouvait prélever cet effectif pour occuper ces points-là. — Oui, mais la France et l'Angleterre vous promettaient un effectif équivalent. — Elles l'ont promis, mais qu'ont-elles envoyé? Dix mille hommes, et encore étaient-ce des Sénégalais. »

Le général Dousmanis me parlait les yeux dans les yeux. Une partie de sa force venait de son regard pénétrant, qui n'était jamais plus direct et plus ferme que pendant qu'il débitait délibérément une fausseté.



Nous avons contrôlé cette affirmation à toutes sortes de sources : elle ne contient pas un atome de vérité. Certes, il était impossible d'envoyer cent cinquante mille hommes en un jour, une semaine ou un mois. Mais les cent cinquante mille hommes vinrent aussi vite que possible et c'étaient des troupes toutes « métropolitaines ». Les premiers Sénégalais n'arrivèrent qu'environ un an plus tard, quand il y eut bien plus de cent cinquante mille hommes de troupes alliées à Salonique.

Le général Dousmanis passa une heure entière à nous expliquer pourquoi l'Allemagne ne pouvait être battue. Elle avait la suprématie militaire. La France et l'Angleterre ont prouvé qu'elles ne savent pas faire la guerre. Elles n'avaient pas de plan. Elles n'ont fait que surveiller l'Allemagne, essayant de se défendre contre elle.

Le troisième jour que nous travaillions ensemble, il s'adressa à moi pour me dire : « Il y a des choses que je voudrais discuter avec vous de Grec à Grec. Je ne veux pas manquer à ce que je dois à votre mari, mais il est Américain et ne peut pas comprendre. » Le lendemain j'allai seule le voir. Il ne parle pas la belle langue de M. Venizelos ou de M. Repoulis, il n'a pas le don magnétique qui rend si impressionnante la parole de ces deux hommes. Il use de phrases courtes, sèches ; mais si ses mots manquent d'élégance, ils ont en revanche une certaine force de conviction.

Il me salua, non pas avec amabilité (cette qualité semble faire absolument défaut à la nature de cet homme) mais avec une déférence qu'il n'avait jamais témoignée à moi et à mon mari venus ensemble. Sans doute parce que les Américains lui sont antipathiques pour les mêmes raisons que les Français : les uns et



les autres représentent l'odieuse démocratie. Le général Dousmanis est originaire de l'île de Corfou. A une certaine époque, cette île fut occupée par les Vénitiens. L'arbre généalogique du général ne montre pas d'exemple d'intermariage avec les tyrans de la République vénitienne; néanmoins, sa façon de parler, ses gestes, ses yeux de braise rappellent le temps du règne de Venise, qui préférait les voies tortueuses aux voies droites. Le général inspire cette sorte de considération qu'on a pour un homme aux yeux de qui nulle action n'est trop noire, pour peu qu'elle favorise ses desseins. Je suis moralement certaine que l'odieux 2 Décembre est né du cerveau vénitien de Dousmanis.

La veille, quand mon mari et moi étions venus ensemble, il nous avait montré des cartes de la guerre, dessinées de sa main. Maintenant que j'étais là toute seule, il me fit l'honneur de m'en montrer bien d'autres, indiquant les routes diverses par lesquelles, dans quelque jour à venir, les armées grecques marcheraient de conquête en conquête. Je fixais mes yeux sur ces cartes, essayant de bien me pénétrer de ce qu'il voulait me faire comprendre.

Je finis par lui demander : « Quand les Grecs parcourront-ils ces routes? — Le jour où les Grecs seront disciplinés et où la Grèce sera une puissance militaire. — Mais, général! protestai-je. Je vous crois grand soldat; vous avez mené trois guerres et savez ce qu'est la bataille : pensez-vous vraiment que vous puissiez faire de la Grèce une puissance militaire? — Pourquoi pas? — Parce que les Grecs n'aiment pas la bataille pour l'amour de la bataille. Ils n'ont pas cela dans le sang. Ils se sont battus, et généralement bien battus, quand il le fallait; mais ils aiment mieux s'occuper de leurs affaires, aller à leurs cafés, lire leurs jour-



naux, faire de la politique, plutôt que devenir une puissance militaire. »

Une lueur de ses yeux me fit comprendre que je touchais là un ressort caché qui pourrait bien faire ouvrir une porte, derrière laquelle m'apparaîtraient des choses dignes d'être regardées. Aussi insistai-je : « Une nation est comme un individu : elle a ses aptitudes, à elle particulières. Si d'un homme qui ne vit que pour la musique vous voulez faire un avocat, vous ne ferez qu'un méchant avocat; et si vous prenez une nation, comme la Grèce, dont la mission est intellectuelle, pour essayer d'en faire une nation militariste, vous échouerez. »

Le général Dousmanis eut un moment d'hésitation; puis le feu de ses yeux s'éteignit. Les révélations que je sentais instinctivement sur le bord de ses lèvres me furent pour le moment refusées.

« Notre mission est d'instruire et de civiliser l'Asie Mineure — de là mes cartes. » Et il posa sa lourde main, avec tendresse, sur ces cartes.

« Vos cartes sont très belles, mais vous ne m'avez pas dit comment vous allez faire des Grecs une nation militaire, pour leur permettre d'imposer la civilisation grecque à l'Asie Mineure. — Pensez-vous, me demanda-t-il, qu'il fût dans la nature de l'Allemand d'être un grand soldat? Je vous assure que non. On a fait de lui ce soldat; et c'est ce qu'on fera du Grec. — La nature de l'Allemand lui permettait de se laisser prussianiser. L'Allemand n'a pas cet amour de la liberté personnelle et cette soif d'individualisme qui sont les traits essentiels de notre caractère national. »

Le général Dousmanis était occupé à replier ses cartes et il ne me fut pas possible d'observer le regard



de ses yeux noirs. Je sentais que son silence ne venait pas de ce qu'il n'avait rien à répondre. Méthodiquement il rentrait ses cartes, tandis que mes derniers mots, longtemps après avoir été prononcés, semblaient se prolonger dans la pièce. Je les entendais, pour ainsi dire, se répéter d'eux-mêmes. Le général attendit d'avoir remis ses cartes en place pour demander :

« Quels sont vos sentiments au sujet de Venizelos ? »

— Il a commis beaucoup de fautes, à en juger d'après ce que j'entends dire par vos amis. Je ne le connais pas, vous le savez. Je ne l'ai jamais vu. A mon retour de Salonique je pourrai vous répondre.

— Dites-moi vos sentiments actuels.

— Je ne puis lui pardonner de couper la Grèce en deux, mais je crois que je l'admire.

— Pourquoi ?

— Parce qu'il défend des idéals.

— Peuh ! Venizelos est déséquilibré. Il a du brillant et le pouvoir d'entraîner la foule.

— En quoi consiste ce pouvoir ?

— En belles paroles.

— Admettez, général, que ce sont mieux que des paroles. Il a le pouvoir de s'adresser à ce qu'il y a de meilleur en nous.

— Qu'est-ce qu'il y a de meilleur ?

— L'idéalisme. »

Jamais le général Dousmanis ne rit ou ne se moque de ce que vous dites. Il l'accepte et l'examine. Il réfléchit donc à mes paroles, puis demanda :

« Qu'entendez-vous par idéalisme ? »

— Une chose pour laquelle le monde a lutté dans tout le cours des siècles, et qui commence à prendre forme. Cela représente pour tout homme, femme ou



enfant la possibilité de développer ce qu'il y a en lui de meilleur et d'en faire profiter le monde.

— Il n'y a qu'une chose qui compte et qui continuera à compter au cours des siècles, et c'est la force.

— La force brutale?

— D'abord la force brutale, puis la force de la richesse et la force de l'organisation. Avec ces trois choses, vous pouvez obtenir un résultat dans la vie. Avec votre idéalisme vous passerez votre vie à rêver. Ma devise est : « Πàs mè Hellèn echthros mou » (Qui n'est pas Grec est mon ennemi).

— Alors, général, la vie doit vous faire l'effet d'un enfer, puisque les populations non grecques sont une immense majorité.

— Vous ne comprenez pas bien ma devise. Elle veut dire que l'intérêt de la Grèce est seul mon souci. Personne ne fait rien pour vous. Chacun considère en premier lieu son propre intérêt. Vos intérêts à vous sont de moindre importance, à supposer même qu'ils comptent. Il sacrifiera toujours vos intérêts aux siens. C'est une loi de la nature. C'est pourquoi qui n'est pas Grec est mon ennemi, puisqu'il sacrifiera les intérêts grecs aux siens. Croyez-vous à cette formule insolente : les Puissances protectrices?

— Je n'y ai jamais cru, répondis-je vivement.

— Pensez-vous que la Grèce n'aurait pas existé si les Puissances n'étaient pas intervenues en 1828?

— Peut-être n'aurait-elle pas existé à ce moment-là, sept années de révolution l'ayant épuisée; mais je crois que cela aurait mieux valu pour nous. Nous aurions repris nos forces, nous nous serions à nouveau révoltés, et en cas de succès nous aurions eu économiquement la possibilité de vivre au lieu de recevoir les rochers stériles que les Puissances nous ont



donnés et qui n'étaient qu'un tiers du pays qui s'était soulevé.

— Ainsi, vous ne pensez pas que la Grèce doive de la reconnaissance aux prétendues Puissances protectrices?

— A la Russie : non ! La Russie voulait voir la Grèce mourir d'atrophie ; mais comme celle-ci commençait à vivre malgré le territoire exigü et pauvre qui lui était accordé, et comme la Russie était incapable de la réduire en vassalité, elle fomenta les atrocités bulgares, fit la guerre aux Turcs, créa la Bulgarie, sentant bien qu'avec une Bulgarie forte pour la combattre, la Grèce n'aurait qu'à mourir. Voilà ce que je pense de l'une des Puissances protectrices.

— Et l'Angleterre ? demanda-t-il.

— L'Angleterre a été plus honnête. Nous n'étions point sur sa route, et elle nous a donné les îles Ioniennes en 1863.

— Parce que Gladstone l'y a obligée.

— Oui, mais Gladstone représentait ce qu'il y avait en Angleterre de libéral, d'honnête et de meilleur.

— A-t-elle jamais, demanda-t-il, fait mine de nous protéger ?

— Jamais.

— Et la France ?

— Oh ! la France, c'est autre chose. La France est un Don Quichotte. La France nous a aimés parce qu'il y a unité spirituelle entre elle et nous et parce que le cœur de la France est fait pour aimer les plus petites nations.

— Cela, madame, c'est de la littérature. A-t-elle jamais protégé la Grèce ?

— Oui, quand elle a pu.

— Quand cela ?



— Je ne puis vous répondre impromptu ; mais j'ai été élevée dans cette idée.

— Voilà bien ce qu'il y a de triste chez nous ! s'écria-t-il. Nous sommes élevés dans des sentiments de gratitude vis-à-vis de peuples qui nous raviraient l'existence si nous étions le moins du monde un obstacle sur leur route.

— Je reconnais que si l'existence de la France était mise en balance avec la nôtre, certes elle nous sacrifierait. Je n'ai aucune illusion au sujet des grandes Puissances, quoique j'admire l'Angleterre et que j'aime la France.

— J'ai dit à Sa Majesté que par le cerveau vous étiez des nôtres, dit-il avec satisfaction. Voilà pourquoi j'ai voulu causer avec vous de Grec à Grec.

— Je suis des vôtres, en tant que je voudrais éliminer de notre vocabulaire les mots de Puissances protectrices. Ils nous empêchent de nous rendre compte de ce que nous sommes et autorisent les étrangers à intervenir dans nos affaires.

— Attendez un moment, dit-il ; puis il écrivit mes paroles sur une feuille de papier et me les relut à haute voix.

— Mais, repris-je, je suis contre votre politique, parce que j'estime que si la Grèce était entrée dans cette guerre avec tous ses moyens, elle aurait pu, dès le début, faire valoir ses droits. On aurait difficilement pu la frustrer à la fin. Nous voyons une guerre mondiale et tous les yeux seront fixés sur ceux qui seront assis à la table des conférences finales ; et je crois qu'à la fin l'Amérique aura à intervenir, et comme elle n'a pas d'intérêts dans la répartition des territoires, elle sera plus honnête vis-à-vis des petites nations que les grandes Puissances européennes.



— Je ne crois pas au désintéressement de votre patrie d'adoption, madame. Elle n'a pas d'intérêts territoriaux, mais n'en a-t-elle pas de commerciaux?

— Il est inutile, général, que je discute de l'Amérique avec vous. Vous ne pourriez pas comprendre. Vous avez l'idée commune en Europe que nous ne pensons qu'aux dollars. Ce n'est pas vrai. D'abord nous les gagnons trop facilement pour les adorer, et ensuite nous sommes sentimentaux et remplis d'idéal à en déborder. Laissons de côté vos préjugés contre l'Amérique. Je me réserve ce terrain : je connais l'Amérique, et, rapportez-vous-en à moi, elle n'appuiera aucun partage injuste. »

Dousmanis se tut quelques instants. Je pouvais voir qu'il délibérait avec lui-même; enfin il me fit part de sa pensée : « Vous croyez que nous sommes contre l'Entente, n'est-ce pas? — Vos actes en sont la preuve. — Bon; nous aurions marché avec l'Entente au début si elle avait été franche avec nous. Quand, deux semaines après le début de la guerre, Venizelos offrit aux Alliés le concours de la Grèce, personne parmi nous ne fut opposé à sa politique, excepté le docteur Streit qui, lui, voulait que la Grèce restât neutre. Si les Alliés avaient à ce moment-là accepté les offres de Venizelos, ils auraient eu notre pays avec eux. Je vous demande de croire que nous demandions à marcher avec les Alliés, mais qu'ont-ils fait? Chacun d'eux nous écrivit séparément : non, merci; nous aimons mieux que vous restiez neutres! »

A ces derniers mots son visage s'assombrit et je vis ce que pouvait être le regard d'un homme dominé par la haine.

« Pourquoi pensez-vous, demanda-t-il, qu'ils aient dédaigné l'offre de Venizelos? »



— Ils ne l'ont pas dédaignée, répondis-je. Ils espéraient seulement maintenir le reste des Balkans en dehors de la guerre.

— La guerre est partie des Balkans. Comment pouvaient-ils l'empêcher de s'étendre? Ce ne sont pas des idiots!

— Mais si, ce sont des idiots, dis-je. Voilà ce qu'il y a de tragique dans cette affaire : c'est que les hommes à la tête de ces nations se sont comportés vraiment comme des idiots.

— C'est là un point de vue charitable, bon pour de vieilles dames ne bougeant plus de chez elles ; mais vous et moi avons à regarder froidement les faits en face. Ils ont repoussé l'offre de Venizelos parce qu'ils ne souhaitaient pas accepter la Grèce comme alliée ; ils savaient bien que l'Allemagne ferait des offres à la Bulgarie et à la Turquie, et ils pensaient surenchérir pour gagner ces deux pays. Ils espéraient gagner la Bulgarie en lui offrant des territoires grecs, et la Turquie en lui disant qu'elle n'avait pas besoin de remettre les îles grecques adjudgées à la Grèce par la Conférence de Londres, et en lui offrant des sommes d'argent épouvantables. La Grèce alors se serait trouvée entourée d'alliés de l'Entente et ils calculaient qu'elle serait bien obligée, d'une manière ou d'une autre, à venir avec eux, dans l'espoir d'attraper quelques miettes ; si elle n'avait pas voulu se laisser faire, elle était à leur merci, puisqu'ils pouvaient la bloquer. Ce n'aurait pas été la première fois. Ils nous ont bloqués pendant la guerre de Crimée, si bien que nous n'avons pas pu combattre aux côtés de la Russie contre la Turquie — et que nous ont-ils donné? — la peste. Ils nous ont bloqués en 1876 et 1877, si bien que nous n'avons pas encore pu combattre avec la



Russie contre la Turquie — et que nous ont-ils donné? Ils ne nous ont même pas permis d'avoir un représentant à la conférence qui suivit la guerre et où fut rédigé l'infâme traité de Berlin. Là, ils ont créé une Bulgarie plus grande que nous n'étions; pourtant elle n'avait pas livré une seule bataille pour son indépendance; et ils lui donnèrent nos territoires afin qu'elle fût une constante menace pour nous. »

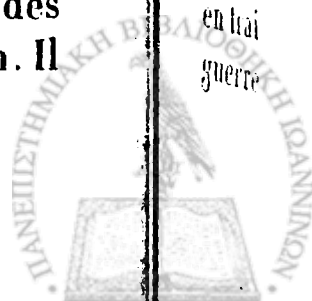
Il s'arrêta brusquement, comme il faisait souvent. Sa grosse tête se balançait de gauche à droite comme si intérieurement il continuait son raisonnement. « Pàs mè Hellèn echthros mou. Qui n'est pas Grec est mon ennemi. » Deux fois il répéta cette devise à haute voix, mais non pas à mon intention. Pour la première fois je constatais qu'avec sa nature ténébreuse, malsaine, germano-vénitienne, Dousmanis aimait la Grèce — ou plutôt (car aimer est un mot trop faible pour un tel homme) qu'il avait pour la Grèce une passion qui dominait toute sa pensée et inspirait toute son action.

Une fois de plus il s'adressa à moi : « Vous considérez Venizelos comme un grand homme, n'est-ce pas?

— Il en a certainement la réputation.

— Venizelos fera bien au ciel, mais sur terre c'est un fou. Il n'a jamais compris leur jeu. Ils l'ont joué et ils l'ont brisé. Même quand il a divisé la Grèce en deux avec sa révolution et quand il a marché avec eux, jamais ils n'ont pensé à le favoriser ni à le laisser jouer son jeu. »

Il ouvrit un tiroir et en tira un carnet de cuir brun. Frappant sur le carnet : « Nous avons tout par écrit, ici, dit-il; nous avons un homme dans chacun de ses départements et nous savons. Venizelos fut bien des mois avant de se voir donner par eux un seul canon. Il



aurait pu lever une armée de cent cinquante mille hardis combattants. Ils lui firent toutes les difficultés possibles, en restreignant la zone de ses opérations et en lui créant des difficultés par le moyen d'officiers qui demandaient à se joindre à son mouvement.

— Oh! m'écriai-je, général Dousmanis, ont-ils réellement fait tout cela? Et s'ils l'ont fait, n'était-ce pas encore par stupidité?

— N'excusez pas chaque mouvement sournois et habile de l'Angleterre comme une stupidité, dit-il d'un ton d'autorité. C'est la nation la moins stupide du monde. C'est pourquoi je l'admire. Elle n'a pas de forces militaires, elle ne connaît pas de discipline; cependant elle en vient à ses fins parce qu'elle nous fait croire qu'elle est stupide. Chaque mouvement de l'Angleterre dans cette guerre a été un mouvement merveilleux, tout en ayant l'air d'être une bétise. Elle a berné Venizelos et l'a brisé. »

Je me sentais défaillir. Aurait-il par hasard raison? Comme Grecque, j'ai toujours eu un fort ressentiment contre l'Angleterre. Comme créature humaine et comme citoyenne du monde, je l'admire. Dans l'ensemble elle est ce que la race blanche a produit de mieux en fait de caractère et de principes, et voilà que le général Dousmanis me démontrait qu'elle était la nation la plus perfide et aux plus noirs desseins. Il me convainquit parce qu'il était convaincu. Il n'y avait pas à douter de la sincérité de sa conviction.

« Et la France, joue-t-elle le même jeu?

— La France ne compte pas, répondit-il sans hésiter. Elle est trop faible pour rien faire par elle-même. Elle doit s'appuyer sur l'Angleterre et l'Angleterre est en train de lui faire payer les frais du jeu. C'est ici une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne, et ni l'une



ni l'autre ne gagnera! Vous pouvez penser que j'ai une idée exagérée de l'importance de notre petit pays, mais croyez ce que je vous dis : l'Angleterre aurait pu gagner cette guerre, si elle avait accepté la première offre de Venizelos, si elle avait fait de lui son allié et si elle nous avait laissés diriger la guerre de nos côtés. Si la Grèce était devenue son alliée au début, la Bulgarie n'aurait pas pu marcher avec l'Allemagne, la Roumanie aurait dû venir avec nous et nous aurions acculé la Turquie dans une impasse. Mais cela aurait signifié qu'il y avait à rendre pleine justice aux petites nations — et on ne voulait pas leur rendre pleine justice. Quand on fut en péril, quand la Serbie fut épuisée et que l'on ne put plus compter en rien sur la Russie, on s'adressa à nous et on nous offrit l'Albanie. Comme si l'Albanie était à eux, pour en disposer! Venizelos refusa de prendre l'Albanie et ils en donnèrent une partie à l'Italie — tout en proférant leurs grands mots sur la guerre pour les droits des petites nations! Quand plus tard la pression contre la Serbie fut devenue encore plus forte, ils nous offrirent vaguement de « grandes concessions » en Asie Mineure. Remarquez qu'ils refusaient de dire en quoi elles consistaient. Après la guerre ils nous auraient donné quelque chose, quelque part, — comme un riche donne une croûte de pain à un pauvre et pense que le pauvre doit lui baiser la main par reconnaissance. »

De nouveau sur le visage de Dousmanis se reflétait la haine qu'il éprouvait pour les Puissances protectrices. De minute en minute il me révélait davantage son caractère, un caractère que j'avais à peine deviné dans nos entrevues précédentes. Je constatais maintenant qu'il n'y avait pas de crime qu'il ne fût prêt à commettre dans l'intérêt de la Grèce.



Il me demanda : « Pourquoi, à votre idée, la Russie est-elle allée en Galicie, dans les Carpathes et en Prusse orientale, au lieu de se porter au secours de la Serbie ? »

— Je l'ignore, si ce n'est pas pour une raison géographique. Aurait-elle pu arriver en Serbie ?

— Mais oui, en traversant la Roumanie.

— Mais, observai-je, c'eût été violer la neutralité roumaine. »

Les mains du général Dousmanis retombèrent sur sa table avec un bruit sourd et tous les objets qui étaient sur la table sautèrent à un pouce en l'air.

« La Russie a-t-elle, oui ou non, traversé la Roumanie dans la guerre russo-turque ? »

— Elle l'a fait, mais après un arrangement avec elle.

— Elle aurait pu faire un arrangement cette fois-ci. Un demi-million de Russes dans les Balkans — facilement ravitaillés par la Grèce — avec le million et demi d'hommes des armées grecques, serbes, roumaines et bulgares, qu'est-ce que cela eût signifié ? Cela eût signifié non seulement le salut de la brave armée serbe, mais une prompte décision de la guerre.

— Pourquoi, selon vous, général, la Russie n'est-elle pas venue au secours de la Serbie ?

— Même jeu ! La Russie veut une Serbie vassale. Si nous avions tous marché, dans les conditions que je viens de dire, nous aurions marché sur un pied d'égalité et non pour la vague promesse d'importantes concessions. Avez-vous déjà vu le colonel Metaxas ?

— Pas encore.

— Quand vous le verrez, vous comprendrez, sans être militaire, que c'est un grand soldat. Ses plans pour la prise des Dardanelles ont été repoussés par les



Anglais comme s'ils avaient été l'œuvre d'un incapable. Non seulement ces plans étaient parfaits, mais c'étaient les seuls qui pussent réussir. Nous avons demandé à commander sur ce front : voilà pourquoi ils n'ont pas voulu de nos plans. Pourtant, si le commandement avait été donné au colonel Metaxas, et si son plan avait été suivi, nous aurions pu prendre Constantinople avec des pertes relativement faibles. Ils ont rejeté notre plan et suivi le leur — et leurs hommes sont tombés comme les mouches; et puis ils ont honteusement abandonné toute l'affaire. Maintenant ils sont à Salonique, où le général Sarrail commande. Que sait-il du pays? Comment pensez-vous que les Français et les Anglais supporteront le climat?»

Il jeta un nouveau coup d'œil dans son carnet de cuir brun, mais ne me donna pas les chiffres. « Ils nous ont refusés comme alliés, afin de pouvoir nous tromper, mais la mort a prélevé son tribut sur eux. »

Le général Dousmanis se recula, ouvrit le tiroir inférieur de son bureau, et en retira une nouvelle pile de cartes. Il les déplia et me les montra les unes après les autres. Elles étaient fort belles, indiquant chaque montagne, chaque crête et chaque rivière, ruisseau, route et sentier. Il continua : « Il n'y a pas une partie des Balkans dont je n'aie pas dressé des cartes. Nous connaissons ces pays et nous savons comment y faire la guerre. Le général Sarrail commande et qu'a-t-il fait? Après sa défaite de Krivolak, sans notre armée il était taillé en pièces. Nous l'avons sauvé. Nous avons déclaré aux Germano-Bulgares que s'ils avançaient d'un pas, nous les attaquions.

— Pourquoi ne leur avez-vous point parlé ainsi quand ils ont pris le fort Rupel?



— Nous avons complété nos arrangements avec l'Allemagne à ce moment-là. »

Cette réponse, amenée par le hasard, me coupa la respiration. Une foule de questions se présentèrent brusquement à mon cerveau — questions que, pour une fois dans ma vie, je sus ne pas poser. Ainsi il y avait eu un « arrangement » avec l'Allemagne — et il n'existait pas au moment de la bataille de Krivolak ! Où et quand avait-il été conclu ?

Je ne soufflai mot de cela, et je me flatte que rien dans ma physionomie ne permit au général Dousmanis de se douter que je venais d'entendre les paroles les plus graves qui eussent frappé mes oreilles depuis mon arrivée en Grèce. Aurais-je à ce moment pu l'amener à parler, en le questionnant habilement ? Je ne le crois pas.

Le général Dousmanis reprit : « Si l'Allemagne ne jette pas le général Sarrail à la mer, ce sera une faute politique. Elle peut le faire dès qu'elle le jugera opportun. Si elle ne fait pas cela, il y a d'autres moyens qu'elle peut employer à Salonique. Rien ne presse. Le général Sarrail ne fait rien, — il ne peut rien faire. Savez-vous ce qu'on dit de lui, ici, à Athènes ? — Non. — Que lui et le roi Constantin sont les deux seuls hommes qui dans cette guerre ne sortiront pas de la neutralité. »

Le *mot* me fit rire. « Mais, demandai-je, pourquoi le roi Constantin ne sortirait-il pas de sa neutralité ? — Parce qu'au commencement les Alliés ne pensèrent pas que cela valût la peine ; et maintenant il est trop tard. — Pourquoi est-il trop tard ? »

Il se demanda un moment s'il me répondrait ou non. Puis je vis qu'il se décidait à ne pas répondre. Au lieu de me répondre il m'interrogea : « Pourquoi



avez-vous dit aux journalistes que la France et l'Angleterre étaient les amies de la Grèce? — Parce que ces pays, tout comme la Grèce, sont pour la démocratie. »

Le mot « démocratie » fait sur le général Dousmanis l'effet d'un excitant. Il pointa vers moi un de ses doigts gras.

« Voilà ce qui perd la Grèce. Démocratie! Rien ne peut se faire par la démocratie. Tout démagogue peut entraîner la foule à sa suite. Sans nos efforts, Venizelos aurait excité la populace et la Grèce aurait été en guerre aux côtés de vos amis.

— Mais, général, vous-même avez dit que vous vouliez marcher avec eux.

— Comme alliés, avec le droit de parler à la conférence finale : oui. Venizelos serait entré dans l'affaire comme simple soldat, et aurait compté tout juste autant qu'un simple soldat compte dans l'état-major général. »

Pendant plusieurs matinées j'ai travaillé avec le général Dousmanis; son esprit était aussi intéressant qu'aucun de ceux que j'avais jusqu'ici rencontrés en Grèce. Le fond de ses raisonnements ne variait jamais. Jamais il ne changeait de point de vue, jamais il n'hésitait, jamais il ne doutait que son attitude fût la seule possible.

« Mais, général, ne pouvez-vous, pour l'amour de la Grèce, envisager la possibilité du triomphe de l'Entente et faire des plans en vue de cette éventualité? lui demandai-je une fois. — Non, répondit-il, je ne puis faire cette hypothèse. Un homme fort trouve sa route et la suit. Il ne peut concevoir la possibilité qu'un autre chemin que celui qu'il a choisi soit bon pour mener à son but. — Supposez qu'à la fin il



vienne buter contre un mur de pierre? — Il se cassera la tête dessus, et voilà tout. — Mais, général, adoptez mon point de vue pour une seule minute, et supposez que l'Entente gague. — Alors, bon, répliqua-t-il dédaigneusement, si votre Entente gagne, le Roi est perdu; si l'Allemagne gagne ou s'il y a une paix blanche, Venizelos est perdu. » C'est là le maximum que j'aie pu obtenir de lui quand je lui demandai d'envisager la possibilité de la victoire de la démocratie sur l'autocratie.

Entre autres opinions le général Dousmanis exprimait celle-ci : la France était un pays d'individus admirables, dont les individualités se heurtaient et ne pouvaient jamais collaborer, tandis que l'Allemagne était un pays de médiocrités intelligentes qui savaient toutes travailler en bonne harmonie et suivant un plan convenu. Je soulevai avec le général Dousmanis la suprême question que j'avais soulevée avec tous les royalistes et à laquelle je n'avais jamais reçu de réponse satisfaisante.

« Il y a deux raisons pour qu'une nation mobilise son armée : premièrement, pour faire la guerre; deuxièmement, pour défendre sa neutralité. La Grèce mobilisa son armée, avec toutes les apparences de vouloir se porter au secours de la Serbie, si elle était attaquée par la Bulgarie. Pourtant, la Bulgarie l'ayant attaquée, la Grèce ne fit rien.

— Nous ne pouvions défendre la Serbie parce que l'Allemagne nous avait fait dire par notre ministre à Berlin qu'elle avait huit cent mille hommes tout prêts contre nous si nous lui étions hostiles.

— Alors, demandai-je, c'est la peur qui vous a fait manquer à vos obligations?

— Nous n'étions pas les seuls alliés de la Serbie.



Elle avait la France, l'Angleterre, la Russie et l'Italie. Elles auraient pu lui venir en aide.

— Elles ne pouvaient pas. Mais vous étiez à ses portes. Votre armée était mobilisée; cependant vous avez refusé de bouger — pour sauver votre peau. Est-ce bien cela? »

L'air sombre du général Dousmanis devint plus sombre encore; cependant il répondit avec un haussement d'épaules : « S'il vous plaît de le prendre ainsi!... »

— C'est ainsi que le prend le monde, général. Donc la Grèce mobilisa, mais ne fit pas la guerre. Quand la Bulgarie prit le fort Rupel, la Grèce ne défendit pas sa neutralité. Pourquoi donc a-t-elle mobilisé au début, si elle ne voulait ni faire la guerre ni défendre sa neutralité? Pouvez-vous me donner une réponse qui satisfasse un monde ennemi?

— Nous avons mobilisé au début par crainte de voir la Bulgarie envahir notre territoire.

— Alors pourquoi n'avez-vous pas défendu le fort Rupel, quand elle a effectivement envahi ce territoire?

— Et pour commencer, ce fort Rupel n'était nullement aussi important qu'on le prétend. Ensuite, nous avons reçu des garanties de l'Allemagne, à ce moment, que ni elle ni ses alliés n'occuperaient de territoire grec, sauf pendant les hostilités et par nécessité militaire.

— Et qu'avez-vous promis à l'Allemagne en retour de ces garanties données par elle?

— Rien.

— Mais l'Allemagne ne donne rien pour rien. Il faut que vous lui ayez promis quelque chose. »

Le général Dousmanis me regardant dans les yeux : « Pensez-vous donc que je mente? »



Je savais positivement qu'il mentait. Mais me trouvant dans son bureau, ayant goûté de ses bonbons et de son café turc, je n'eus pas l'énergie de le lui dire. Cela aurait été maladroit aussi, car cela aurait mis fin à nos entrevues. C'était un bel exemple de diplomatie teutonne. Dousmanis savait très bien que je savais qu'il mentait; mais comme sa crânerie avait réussi à m'empêcher de le lui dire, il pensait avoir gagné cette partie.

Quoique le colonel Metaxas passe généralement pour être le plus capable des hommes de l'entourage du roi Constantin, il fit sur moi une impression beaucoup moins forte que plusieurs autres. C'est un petit homme gras, du type brun ordinaire. Il a été élevé en Allemagne où on l'appelait « le petit Moltke ». Et on raconte que le Kaiser passant un jour son bras sur les épaules de Metaxas, dit au roi Constantin : « Si j'en avais cinq comme lui, je conquerrais le monde. » Le mois d'août 1914 prouve d'une façon sinistre que le Kaiser pensait avoir les cinq Metaxas.

Malgré son éducation allemande, le colonel Metaxas ne considérait pas, au début, l'Allemagne comme invincible; il n'était pas absolument gagné à la neutralité; la preuve en est dans le travail qu'il fit pour dresser les plans de la prise de Constantinople qu'il soumit à l'Entente. Que ses plans aient été dédaigneusement condamnés par l'Angleterre à rester dans les cartons, — Churchill passe généralement pour responsable de cela, — c'est certainement là l'une des grosses fautes commises par l'Entente dans l'orient de l'Europe. (A notre retour en Angleterre nous écrivîmes à M. Churchill et lui demandâmes à le voir pour contrôler ce qu'on disait de lui à ce sujet. Il nous donna trois rendez-vous qu'il se trouva obligé de con-



tremander en raison d'importantes réunions du Cabinet ou d'un voyage à Paris. Malheureusement notre départ empêcha une quatrième tentative.)

Le colonel Metaxas haïssait cordialement l'Entente quand nous le vîmes. Son attitude me semblait inspirée non pas par l'amour de l'Allemagne, comme celle de Streit, ni par un amour à courte vue de la Grèce, comme celle de Dousmanis, mais par un sentiment personnel d'animosité. Il trouvait qu'on avait manqué d'égards pour lui; il se croyait l'étoffe d'un grand stratège et ses mérites n'avaient pas été appréciés. A cause de ce préjugé personnel, il croyait aveuglément les explications sinistres que le général Dousmanis et le docteur Streit donnaient de toutes les fautes de l'Entente.

Le colonel est le plus jeune des hommes de l'entourage du Roi et paraît encore plus jeune que son âge. C'est un soldat et rien de plus. Il est très allemand d'apparence à cause de la raideur militaire de ses gestes, et, sans avoir mauvaise mine, il n'a pas la séduction de la plupart des officiers grecs. Nous avons travaillé avec lui trois jours de suite. Comme le général Dousmanis il était habillé en civil, et comme le général il nous frappa par son manque d'affabilité.

Lui aussi sortit des cartes et affirma catégoriquement que la Grèce ne pouvait échapper à l'anéantissement si elle avait osé s'opposer à l'Allemagne et que le roi Constantin avait eu entièrement raison d'épargner à son petit pays le sort de la Belgique. Il insistait aussi sur le dédain de la Serbie pour la Grèce pendant les premiers mois de la guerre. Une convention militaire, expliquait-il, ne vaut que pour une guerre. Chaque guerre doit avoir sa convention militaire spéciale. « Aussitôt que la guerre éclata, conti-



nua-t-il, nous essayâmes d'entrer en rapport avec la Serbie pour faire une convention militaire nouvelle. Elle ne prêta pas la moindre attention à nos tentatives. Elle se comporta comme si nous étions de peu d'importance pour elle, maintenant qu'elle était l'alliée des grandes Puissances. » Son langage était clair et convaincant. J'ignore s'il pensait ou non dire la vérité. Certains hommes de préjugés forts savent se convaincre eux-mêmes que le noir est blanc, quand leur animosité est suffisamment excitée. Peut-être aussi possédait-il cette « faculté de l'homme fort » de ne considérer qu'un seul aspect d'une question.

Ce n'était pas la première fois que nous rencontrions cette question de la convention militaire entre la Serbie et la Grèce. A prendre les choses en gros, il s'agissait d'un plan de travail pour toute campagne déjà engagée ou prévue. Gounaris nous en avait parlé longuement, nous montrant les communications faites à la Serbie à ce sujet et les notes de l'officier qui était allé en Serbie. Il avait essayé de nous induire à penser qu'il était en réalité question du traité lui-même, et que, en négligeant de faire une convention militaire nouvelle, la Serbie avait en fait rompu son traité avec la Grèce. La vérité de la chose, c'est que la Serbie, peu méthodique, peu entendue en affaires, avait été si occupée d'autres choses dans les premières semaines de la guerre qu'elle avait simplement différé celle-là.

Comme le général Dousmanis et le docteur Streit, le colonel Metaxas cherchait toujours l'interprétation la plus défavorable des actes et des mobiles des autres.

Il s'indignait de l'attitude de la Serbie et disait : « Quand s'est-elle adressée à nous ? Seulement quand elle ne vit rien venir de Russie et qu'elle fut à la veille



de sa destruction. Alors elle nous cria : Venez à notre aide ! faisons une nouvelle convention militaire ! et, même à cette heure, Venizelos envoya en Serbie James Négroponti, de notre état-major général ; mais il était trop tard.

— Pourquoi avez-vous essayé de faire une nouvelle convention militaire ?

— Il le fallait, parce que les conditions étaient différentes de ce qu'elles étaient en 1913.

— Mais pourquoi ?

— Afin de savoir comment disposer nos armées pour nous rendre réciproquement le plus de services.

— Mais pourquoi vouliez-vous vous rendre réciproquement service ? »

A la fin Metaxas comprit où tendaient mes questions et il me roula habilement, me disant : « Nous voulions nous prêter une aide réciproque au cas où la Turquie et la Bulgarie nous attaqueraient toutes deux. »

C'était un trait amusant chez tous les royalistes, à commencer par le Roi, que, tout en niant énergiquement qu'il y eût un traité entre la Grèce et la Serbie, traité obligatoire en cas de guerre européenne en tant que cette guerre se distinguerait d'une guerre balkanique, que, dis-je, ils expliquaient tous leurs actes en disant : « Oh ! nous étions obligés d'agir ainsi en raison des clauses de notre traité avec la Serbie. »

La question du risque que courait la Grèce d'être anéantie si elle s'était portée au secours de la Serbie est la seule chose qui ait valu à Constantin beaucoup de sympathie chez le public ignorant des pays de l'Entente et de l'Amérique. L'affirmation des royalistes est généralement regardée comme exacte ; on admet que la Grèce, en secourant la Serbie, aurait simplement



partagé son sort, sans lui donner une aide réelle.

Il y a un autre aspect de la question. L'état-major général même du roi Constantin était divisé sur ce point — quoiqu'on n'en ait jamais rien entendu dire à Athènes. Seul l'élément pro-germain soutenait que la Grèce aurait été écrasée. Les autres pensaient que la valeur des défenses naturelles de la « Vieille Grèce » (de la Grèce d'avant la dernière guerre balkanique), combinée avec la facilité du ravitaillement de l'armée gréco-serbe et l'extrême difficulté du ravitaillement d'une armée allemande dans les Balkans, aurait rendu la première invincible.

Une fois, sous le ministère de M. Zaïmis, les pro-germain furent provoqués par le colonel Négroponti à discuter cette matière devant Zaïmis et à le prendre pour arbitre. Ni Dousmanis ni Metaxas ni Zaïmis lui-même n'acceptèrent ce cartel.

« Colonel Metaxas, demandai-je, est-il vrai que vous ayez été contre l'Entente dès le début ?

— Certes non, dit-il vivement. Je demandais à marcher avec elle. J'ai fait des plans pour elle.

— On nous a pourtant dit que plus tard vous avez demandé à attaquer l'Entente ?

— Parfaitement vrai ! J'ai conseillé de nous tourner contre l'Entente, quand elle nous a demandé de démobiliser. » (Le colonel Metaxas est le seul royaliste qui ait jamais reconnu devant nous qu'à un certain moment il ait été contre l'Entente. Cet aveu l'honore spécialement.)

Je lui demandai : « Qu'auriez-vous gagné à combattre l'Entente ?

— Rien, s'écria-t-il. Avec leurs vaisseaux ils auraient pu réduire nos villes en cendres, mais nous aurions à la fois affirmé notre courage et défendu notre indé-



pendance. Nous avons perdu l'un et l'autre maintenant.

— Pensez-vous, lui demandai-je, que l'Allemagne ne sera pas battue ?

— Elle ne peut pas l'être, répondit-il catégoriquement.

— Et pensez-vous que la prochaine action de l'Allemagne sera de jeter le général Sarrail à la mer ?

— Elle n'aura pas à le faire. L'armée du général Sarrail est dans une souricière. Elle mourra d'inanition. Il y a en ce moment cent cinquante-deux navires dans la baie de Salonique et aucun n'ose en sortir à cause des sous-marins. »

C'est là ce que l'Allemagne disait aux Grecs et, naturellement, les Grecs croyaient ce qu'on leur disait, le blocus empêchant l'arrivée de tous les journaux. Il semble absolument incroyable que ces contes fantastiques aient pu être acceptés par aucun membre du « gouvernement occulte », qui avait tant d'espions à Salonique. Cependant le colonel Metaxas avait tout l'air de parler sincèrement.

Le colonel Metaxas ne cachait point sa haine déclarée pour l'Entente. Cette haine différait de celle de Dousmanis; on sentait qu'elle venait d'une ambition personnelle déçue. Si les Puissances de l'Entente avaient accepté la première offre de collaboration de la Grèce, le colonel Metaxas leur aurait été absolument dévoué. Car il aurait vu dans la guerre la plus belle occasion de sa carrière. Dans ce cas, je doute que Frau Prussia, le docteur Streit et le roi Constantin (seules personnes attachées à la cause de l'Allemagne dès le début) eussent réussi. Il ne semble pas possible que, tout le pays étant plein d'enthousiasme pour les Alliés, la reine Sophie elle-même et son or allemand



eussent pu réussir. Quel tort cependant ont fait ces princesses allemandes à l'honneur et aux destinées des pays où elles sont arrivées par leurs mariages. « Noblesse oblige » et droiture ne semblent pas avoir été au programme de l'éducation de ces princesses.

Pendant les cinq semaines et demie de notre premier séjour à Athènes, nous avons travaillé huit et quelquefois dix heures par jour. Les hommes politiques de toutes les nuances de l'opinion et de tous rangs venaient souvent chez nous et restaient jusqu'à minuit à causer de la situation, envisagée de leurs divers points de vue, si bien que tous les incidents, tous les moindres détails nous étaient devenus aussi familiers que les visages des acteurs d'un drame. Nous ne nous bornions pas à voir des Grecs ; à tout étranger — ministre, attaché, homme d'affaires, journaliste — nous donnions l'occasion d'expliquer son point de vue, de développer ses opinions.

Travaillant le matin avec le général Dousmanis, nous travaillions l'après-midi avec M. Alexandre Zaïmis, ou *vice versa*. M. Zaïmis est la personnalité la plus simple et en même temps la plus complexe de Grèce. Universellement aimé, presque universellement respecté, il n'y a pas une seule circonstance dans ces trois terribles années de sombre histoire où il ait eu le courage de regarder les faits en face et d'agir de la façon que ceux qui l'honorent avaient le droit d'attendre de lui.

Par une chaude après-midi de mars, nous sonnions à sa porte pour la première fois. Après que le domestique nous eut ouvert la porte et eut épousseté nos chaussures avec son plumeau, nous fûmes introduits dans une grande pièce fraîche, dans une belle biblio-



thèque où le ton du cuir des fauteuils formait une douce harmonie avec les tons de milliers de reliures. Nous étions à peine assis, quand une petite porte s'ouvrit, et pour la première fois nous serrâmes la main de l'homme à qui j'ai dû plus d'espérance et de satisfaction, plus de confiance et de déception qu'à nul autre royaliste.

Dès le premier jour, nous éprouvâmes pour M. Zaïmis une sympathie qui ne s'est jamais démentie. Quoique je sache qu'il n'a pas fait ce que la Grèce attendait de lui, je lui garde une grande affection. Il m'a désappointée, car il n'a pas accompli un seul acte décisif dans les heures critiques de la Grèce; mais je crois qu'il faut s'en prendre à Dieu et non à M. Zaïmis.

Rien que sa façon d'entrer dans cette bibliothèque remplit la pièce de calme, d'un calme reposant. D'une taille plutôt au-dessous de la moyenne, il a l'air petit, surtout parce qu'il ne se redresse pas en marchant; et tout en n'étant pas un vieillard, il a l'air âgé à cause de ses cheveux blancs, de ses mouvements lents et de sa myopie. Bien né, portant un nom respecté depuis des générations, il est tout à fait distingué et très instruit.

On peut dire de M. Zaïmis qu'il a été comblé d'honneurs; il n'a pas d'ambitions personnelles ni de visées politiques; pourtant les circonstances l'ont toujours poussé à assumer des charges auxquelles il n'aspirait point. Après que le prince George, frère du roi Constantin, eut été obligé de quitter l'île de Crète, cette île où, comme Haut-Commissaire, il avait essayé de jouer le même rôle autocratique que Constantin plus tard faillit réussir à jouer en Grèce; cette île où M. Venizelos avait fait en petit pour la démocratie ce qu'il fit

r
n
a
d
l
G
se
de
ra
qu
co
sul
lèe
de
(
insj
est
une
pers
parle
sont
froid
gré.
légan
desce
lui, l
gradu
letaien
Apr
tumes
qu'il p
répond
texte di



récemment en Grèce plus en grand — ce fut M. Zaïmis qui fut désigné pour succéder au prince George comme Haut-Commissaire en Crète. Là il travailla d'accord avec M. Venizelos jusqu'au moment où la Crète finit par être réunie à la mère patrie.

On nous a dit que dans son testament le feu roi George, après avoir exhorté son fils et héritier à se souvenir qu'il était roi constitutionnel, lui conseillait de consulter M. Zaïmis chaque fois qu'il serait embarrassé. Hélas! mon pauvre Constantin ne s'est souvenu que de la moitié de ses avis; il a oublié qu'il était roi constitutionnel, il s'est seulement souvenu de consulter souvent M. Zaïmis dans les courtes années, agitées et pleines tantôt de grandeur, tantôt de bassesse, de son règne.

Quel espèce d'homme est donc ce M. Zaïmis pour inspirer une telle confiance au rusé roi Constantin? Il est extrêmement calme et lent dans ses discours. Dans une assemblée il donne rarement son avis s'il n'est pas personnellement interpellé. Seul à seul avec vous, il parle et parle longuement et par moments ses paroles sont animées par des saillies d'une sorte d'humour à froid, tout écossais. Il a l'air plus anglo-saxon que grec, peut-être à cause de ses yeux bleus et de son flegme. Il est tel qu'on imagine un vieux marquis descendant d'une longue lignée. Quand on cause avec lui, l'impression de vieillesse qu'il donnait disparaît graduellement, comme si des rideaux successifs se levaient, découvrant un homme à la fleur de l'âge.

Après l'échange des poignées de main, quand nous fûmes tous assis, nous lui demandâmes d'abord ce qu'il pensait du traité avec la Serbie. Il n'hésita pas à répondre : « Ce n'était qu'un traité balkanique; son texte disait : « contre une tierce puissance ». En vérité,



je comprends que cela ne veut dire que : « contre une tierce puissance seule. »

Il était impossible de douter de la parole de M. Zaïmis, nous l'acceptâmes comme parole d'évangile.

Nous trompait-il sciemment? Pas un instant je ne l'ai cru. Il s'était tenu à l'écart de la politique, n'avait pas été mêlé à la conclusion du traité avec la Serbie et en ignorait l'histoire interne. Étant un homme droit et pratique, il ne pouvait concevoir que la Grèce aurait fait un traité contre un adversaire aussi formidable que l'Autriche, et comme l'Autriche n'était pas spécifiée, il s'en était rapporté au Roi lorsque celui-ci disait que c'était un traité purement balkanique et ne visant nullement l'Autriche.

Je lui demandai : « Pourquoi avez-vous démissionné la première fois, en novembre 1915? »

— Parce que le Roi voulait dissoudre la Chambre contre mon sentiment. Je savais que s'il le faisait, il mettrait la Grèce et lui-même en mauvaise posture vis-à-vis de l'Entente.

— Avait-il le droit de dissoudre la Chambre?

— Au point de vue technique : oui; mais c'était un droit dont il n'aurait dû user qu'avec réserve. Il avait dissous la Chambre en février 1915, après la première démission de M. Venizelos; mais alors il avait l'excuse qu'elle avait été élue avant la guerre. La Chambre élue en juin 1915 ne pouvait être dissoute sans de graves conséquences. »

C'est ici que M. Zaïmis n'a pas eu l'énergie de combattre le « gouvernement occulte » qui poussait le Roi à cette dissolution. S'il s'était opposé au Roi, la nation l'aurait soutenu et il est bien douteux que le roi Constantin eût osé le braver, lui et le peuple grec. Mais au



lieu de se maintenir à son poste, de combattre pour la constitution de la Grèce et de devenir un autre Venizelos — il démissionna ! Si la dissolution de la Chambre était une faute sous son ministère, elle restait une faute en tout état de cause. Comment un homme public peut-il tranquilliser sa conscience dans le cas d'un acte qu'il sait être une erreur, simplement en se retirant et en disant qu'il ne veut avoir aucune responsabilité, au lieu de résister et de combattre ? Il y a deux manières, l'une directe, l'autre indirecte, d'être impliqué dans une mauvaise action. M. Zaimis n'était pas directement impliqué dans cette dissolution de la Chambre qui marqua le commencement de l'avilissement de la Grèce : indirectement, il l'était certainement. S'il était resté à son poste et s'il avait refusé de dissoudre la Chambre, il aurait arrêté la main de Constantin, le fort Rupel n'aurait pas été rendu, ni plus tard Kavalla et Drama. Directement, les mains de M. Zaïmis sont pures. Indirectement, nul en Grèce n'est aussi coupable que lui, parce que lui seul, dans la Vieille Grèce, aurait pu sauver le pays. Personne en Grèce n'avait autant de partisans que lui, et le Roi et ses créatures n'auraient guère osé le braver, malgré la dame prussienne et son docteur Streit.

Voilà pourquoi la faute de M. Zaïmis est plus grande que celle des autres. Le Roi est Danois, la Reine est Prussienne, le docteur Streit est Allemand ; Dousmanis hait la démocratie et a toujours combattu pour l'instauration de l'autocratie ; Metaxas, également partisan de l'autocratie et admirateur de l'Allemagne, sacrifiait réellement la Grèce parce qu'il avait été dédaigné par l'Entente. Quant à M. Zaïmis, il n'avait aucune de ces excuses. Il était Grec, et du meilleur aloi. Il n'avait rien à perdre que la faveur de la Cour, dont il se sou-



ciait peu. S'il avait fait son devoir, il eût conquis l'immortalité.

Je demandai à M. Zaimis : « N'avez-vous pas, en démissionnant, déçu l'attente de la Grèce à l'heure du danger ? »

— Je n'aurais pas pu résister, répondit-il ; quand un premier ministre et un roi sont en désaccord, le premier ministre doit démissionner. M. Venizelos a eu à démissionner deux fois.

— Si pourtant vous aviez combattu le Roi, repris-je vivement, cela aurait fait une profonde impression sur le peuple grec. Vous pouviez faire, vous, ce qui était impossible à d'autres. Vous n'avez pas d'adversaires politiques et vous êtes universellement aimé.

— Mais je ne pouvais résister, le Roi étant décidé à la dissolution.

— Pourquoi le Roi était-il si décidé ?

— La majorité de la Chambre était venizeliste. Les royalistes sentaient que leur situation avait l'instabilité d'une planche jetée comme une passerelle sur un ruisseau. Si à un moment quelconque Venizelos cherchait à retourner la planche, les royalistes auraient été précipités à l'eau.

— Pourtant cette Chambre était élue loyalement et régulièrement.

— Oui.

— N'était-il pas, alors, inconstitutionnel de la dissoudre pour la seule raison qu'elle représentait la politique de Venizelos ?

— En un sens, on ne peut dire que la chose fût inconstitutionnelle. Cependant ma démission a donné à la France, à l'Angleterre et à la Russie tous les droits d'intervenir — si elles voulaient soutenir la



politique de Venizelos. Elles ne se montraient pas désireuses de le faire.

— Si vous aviez résisté et lutté, pensez-vous que le Roi eût insisté pour la dissolution de la Chambre?

— Je ne pouvais résister et lutter, parce que je n'étais pas un premier ministre élu. Le Roi m'avait appelé à son service; dès l'instant que je ne pouvais plus le servir, je n'avais qu'à me retirer.

— Après votre démission, M. Skouloudis est arrivé au pouvoir?

— Oui.

— Avez-vous approuvé son attitude?

— Je ne suis pas homme politique. Je suis président de la Banque nationale.

— Avant tout, vous êtes Grec. N'était-il pas de votre devoir de veiller aux intérêts de la Grèce? N'auriez-vous pas dû protester quand le cabinet Skouloudis a permis aux Bulgaro-Germains d'occuper le fort Rupel?

— On m'a dit que nous n'aurions pas pu le défendre.

— Pourquoi donc la Grèce a-t-elle mobilisé, si elle ne pouvait défendre un seul de ses forts?

— Le Roi était décidé à ne pas sortir de la neutralité. S'il avait défendu le fort Rupel, c'était la guerre.

— Mais n'a-t-il pas fait sa mobilisation avec l'intention de défendre sa neutralité par la force des armes?

— Oui.

— Pourquoi donc n'en a-t-il rien fait? Ne voyez-vous pas, monsieur Zaïmis, en quelle mauvaise posture est la Grèce devant le monde? La Suisse et la Hollande ont mobilisé et n'ont pas été attaquées, parce que les belligérants savaient qu'elles défendraient leur neutralité. Est-il impossible qu'il y ait eu quelque entente



secrète entre la Grèce et l'Allemagne? Le général Dousmanis et le colonel Metaxas, aussi bien que le docteur Streit et M. Gounaris, parlent des garanties données par l'Allemagne à la Grèce. Quelles étaient ces garanties? Quelle en était la contre-partie?

— Je ne suis pas au courant de cela. Mon cabinet était un « cabinet de service ». Je n'avais pas le droit de scruter les actions du Roi.

— Mais vous aviez certainement ce droit comme Grec, et comme étant l'une des forces capables de faire le bien de la Grèce. J'interroge tout le monde sur ce point, parce que mon cœur souffre du déshonneur de la Grèce. Comment pouvez-vous rester sans vous informer? »

Nous étions arrivés dans une impasse. La plus grande faute de M. Zaïmis, c'est qu'il n'a pas le courage de regarder les faits désagréables en face. Il avait été trois fois à la tête du gouvernement depuis le début de la guerre, et à toutes mes questions il répondait « je ne sais pas », quand il aurait dû savoir.

« Vous reprîtes le pouvoir à la chute de Skouloudis?

— Oui; le Roi me demanda de former un cabinet pour procéder à la démobilisation et à de nouvelles élections. Je n'ai repris le pouvoir que pour faire ces deux choses-là. L'Entente avait demandé cette démobilisation.

— Vous étiez encore Premier quand les districts de Drama-Kavalla furent abandonnés sans résistance aux Bulgaro-Germains?

— Oui; mais nous ne les avons pas abandonnés. L'Entente nous avait obligés à démobiliser et notre armée était dans le Péloponèse. L'état-major général



m'informa qu'il avait l'idée que les Bulgaro-Germains pourraient saisir ces districts, et que je ferais bien d'aviser le général Sarrail, pour qu'il pût les occuper le premier. Vous voyez comme l'état-major était loyal, dit l'honnête M. Zaïmis. Il voulait les voir aux mains du général Sarrail, et le faisait avertir. Pourquoi ne les a-t-il pas occupés et a-t-il laissé cet avantage aux Bulgaro-Germains? »

Les paroles de M. Zaïmis étaient convaincantes, et comme lui je trouvais que l'état-major avait agi très loyalement en cette affaire. Etant à Salonique nous demandâmes au général Sarrail pourquoi il n'avait pas tenu compte de la suggestion amicale de M. Zaïmis et y avait répondu d'une façon vraiment rude. Le général Sarrail se mit à rire. « Cet état-major général grec ne manque pas d'un genre d'humour spécial. Il avait partout des espions à Salonique; il savait aussi bien que moi que si j'avais à ce moment occupé Drama-Kavalla, j'aurais été affaibli ici au point d'être une proie facile pour l'ennemi. C'est la seule raison pour laquelle ils m'ont fait leur communication; mais M. Zaïmis a cru à leur générosité et à leurs bonnes intentions à mon égard. »

Le général Sarrail n'ajouta pas toute la vérité, à savoir que l'état-major général grec avait toujours eu à son égard une attitude de trahison, et que, tout en jetant de la poudre aux yeux de M. Zaïmis et des autres Grecs loyaux, il cherchait à le pousser dans un piège d'où il ne pourrait plus sortir. Heureusement le général Sarrail, ayant eu plusieurs exemples de leurs trahisons, se tenait sur ses gardes.

Je demandai à M. Zaïmis : « Pourquoi avez-vous démissionné de nouveau? N'avez-vous pas pensé que votre devoir était de rester au gouvernement, puisque



l'Entente avait confiance en vous, et en vous seul à Athènes?

— Je n'aurais pu rester; il m'était impossible de rester, répondit M. Zaïmis sans donner aucune raison.

— Votre départ a été un crime, dis-je avec vivacité, parce que votre départ a amené au pouvoir le professeur Lambros et vous savez que Lambros comme premier ministre est aussi criminel que Skouloudis.

— Je n'aurais pas pu rester », répéta M. Zaïmis.

Les raisons que M. Zaïmis ne nous donnait pas, nous les connûmes à Salonique par M. Politis, ministre des Affaires étrangères de M. Venizelos. Il nous a dit que Zaïmis n'avait pu rester, parce qu'il constatait que sa situation à la tête du gouvernement était une moquerie, et que ses ordres n'étaient pas exécutés. Il était bien le chef responsable, mais en fait le « gouvernement occulte » était le maître. Une fois de plus M. Zaïmis aima mieux garder son beau renom que de lutter pour celui de la Grèce. Pour être juste envers lui, je dirai que je ne crois pas qu'il envisage les choses de cette façon. Il pensait simplement qu'il était inutile de rester premier ministre quand une force cachée travaillait derrière son dos contre lui. De plus, lui et M. Guillemin, le ministre de France, ne s'entendaient pas; étant harcelé de toutes parts et n'étant pas combatif, il ne vit d'autre alternative que de se retirer.

Chose singulière, pendant mon séjour à Athènes et à Salonique j'ai fortement sympathisé avec trois hommes tout à fait différents de caractère : l'inférial Dousmanis, le calme et aimable Zaïmis, et le grand Repoulis à Salonique. Avec Dousmanis j'avais une conviction commune, à savoir qu'on ne pouvait se fier aux Puissances : le passé nous enseignait qu'elles sacrifieraient sans remords les petites nations. Avec



Zaïmis j'avais cette conviction commune que les Allemands, les Bulgares et les citoyens d'une des Puissances de l'Entente commettaient sous main beaucoup d'actes — prétendument commis par des Grecs — en vue de brouiller la Grèce avec les Alliés et de la faire apparaître à leurs yeux dans un jour défavorable. M. Zaïmis me cita une foule de faits qui s'étaient produits sous son ministère, mais comme il m'a demandé de ne pas en faire usage pendant la guerre je ne puis les mentionner ici comme je voudrais. Ils éclaireraient pourtant très utilement la situation grecque. Mon autre lien de sympathie avec M. Zaïmis était notre crainte commune au sujet de l'intégrité de la Grèce; sous l'influence du général Dousmanis, je m'étais mise à éprouver, je l'avoue, des craintes à ce sujet;

CENSURÉ

J'aurais pu répondre que la France seule ne pouvait se défendre contre l'Allemagne; l'Angleterre et l'Amérique seraient-elles pour cela en droit de prendre un morceau de France? Si je ne le lui ai pas dit, c'était afin de ne pas faire la moindre remarque défavorable contre une nation qui s'était montrée, dans cette guerre, « sans peur et sans reproche ». Le monde est en train de découvrir une France sublime. Beaucoup de Grecs naissent en ayant déjà cette découverte dans leur cœur, et quoique je fusse mise à une rude épreuve par les Français en Grèce, la France restait l'objet de mon affection. Je ne pouvais en dire du mal, même



pour l'amour de la Grèce, et j'en fus récompensée; en effet, à notre retour à Paris, nous eûmes le grand bonheur d'entendre M. Painlevé, qui fut assez bon pour nous recevoir deux fois au ministère de la Guerre. Il rendait justice à la Grèce, dont il nous parla avec estime et même avec amour.

« Quelle autre nation, disait-il, se serait divisée en deux pour l'amour d'un idéal, pour suivre un homme anathématisé par son Église, disgracié et persécuté par son Roi, et à qui nous, ses amis, n'avons pas, il faut le reconnaître, donné tout l'appui nécessaire? Quelle autre nation de sa grandeur aurait pu lever quatre-vingt mille hommes pour une cause proscrite et interdite? Ceux qui accusent la Grèce sont des ignorants ou des aveugles. »

M. Painlevé développa cette idée. Il connaissait la situation en Grèce aussi bien que nous, qui venions de passer tant de mois à l'étudier. Mais à Athènes (avant d'avoir vu M. Painlevé, M. Ribot, M. Briand et M. Clemenceau, et avant d'avoir causé avec d'autres grands Français), influencée par le général Dousmanis, le docteur Streit et d'autres, j'avais peur que la France n'eût des visées contraires à l'indépendance de la Grèce.

Cette même crainte pour son pays aurait dû inspirer à M. Zaïmis l'énergie d'agir. Au lieu de cela il accepta la version des choses donnée par le Roi et le « gouvernement occulte » ; il se croisa les bras tandis que l'honneur et les intérêts de la Grèce étaient trahis et que le pays tombait dans le plus profond avilissement.



CHAPITRE V

CONSTANTIN ÉTAIT-IL UN POLTRON?

Parmi les premiers ministres qui succédèrent à Venizelos, les uns manquèrent d'énergie pour résister au roi Constantin et furent obligés de se retirer, d'autres furent ses dupes, d'autres se firent volontairement ses instruments pour gagner ses faveurs.

Quand M. Zaïmis se retira plutôt que de dissoudre la Chambre, le Roi fut embarrassé. Son compère, Gounaris, aurait bien voulu venir à son aide, mais l'Entente ne l'aurait pas toléré. Un ou deux autres hommes politiques, à qui le Roi fit des ouvertures, lui firent voir que sous leur gouvernement la Chambre ne pourrait être dissoute. Le Roi n'eut d'autre ressource que de s'adresser à un homme comme Skouloudis, qui, pour satisfaire son ambition et pour être premier ministre, était prêt à faire tout ce que le Roi lui demanderait.

Quand le moment fut venu pour nous d'aller travailler avec Skouloudis, nous lui demandâmes par lettre une entrevue. Il nous répondit que sans doute il aurait beaucoup de plaisir à nous voir, mais que, à son grand regret, son âge (il a plus de quatre-vingts ans) et son mauvais état de santé le priveraient de ce plaisir. Cette excuse nous parut ridicule, car de notre



hôtel, qui était porte à porte avec sa maison, nous pouvions le voir chaque jour aller en promenade, toujours accompagné par deux ou trois hommes politiques, causant avec eux d'une manière très animée, et probablement parlant politique, car il n'y avait pas d'autre sujet de conversation à Athènes.

Ayant jusqu'ici réussi dans tout ce que nous nous étions proposé de faire, nous ne renoncâmes pas sans lutte à Skouloudis. Nous demandâmes sans succès à M. Zaïmis de nous obtenir une entrevue; puis nous nous adressâmes à Streit, Dousmanis et Metaxas. Ces trois membres du « gouvernement occulte » nous déclarèrent solennellement que Skouloudis était trop faible pour être interviewé, et qu'à sa place M. Gounaris et M. Rallis, tous deux anciens membres de son cabinet, seraient à notre disposition pour nous entretenir de la période correspondant au ministère Skouloudis.

Que M. Skouloudis fût trop faible pour être interviewé, c'est un fait dont la vérité nous apparut bientôt, — seulement cette faiblesse qui empêchait cet ex-premier ministre octogénaire de nous recevoir n'était point corporelle.

Nous nous retrouvâmes une fois de plus dans l'agréable salon où le délicieux M. Gounaris se disposait à répondre à toutes nos questions sur les points douteux pour nous. Il commença par nous expliquer la reddition du fort Rupel, afin d'écarter cette affaire comme une chose sans aucune importance. « Les Anglo-Français auraient pu le prendre aussi bien que les Germano-Bulgares. Si cela avait eu la moindre importance, ils l'auraient fait. Pourquoi ne l'ont-ils pas fait? Nous les avons avertis que nous ne nous battrions pas avec les Germano-Bulgares. »



Cela me ramena à poser mon éternelle question : « Pourquoi avez-vous mobilisé? — Le général Dousmanis vous a parfaitement expliqué cela, n'est-ce pas, quand vous le lui avez demandé. »

Il faut qu'il y ait eu une entente parfaite entre ces hommes; car ce n'était pas la première fois que l'un d'eux se montrait parfaitement informé de ce qu'un autre nous avait dit. Jusqu'ici ils avaient mené le jeu en partenaires excellents.

« Monsieur Gounaris, dis-je innocemment, vous êtes l'homme qui passe pour avoir dit à la Bulgarie que la Grèce ne l'attaquerait pas si elle tombait sur la Serbie. »

M. Gounaris nous regarda en souriant. Je voudrais pouvoir donner une idée exacte de ce sourire de Gounaris. Ce sourire était tout l'homme : la bienveillance, la sainteté même. Rien de vulgaire, rien de rusé, rien de malicieux dans ce sourire. Quelque chose de charitable, quelque chose de résigné, mais qui marquait l'espoir de nous voir admettre la vérité des choses telles qu'il nous les présentait. Qu'il garde ce sourire comme son plus précieux attribut. Que serait Gounaris sans son sourire? Un Teddy sans dents, un Kaiser sans uniforme! Comme on injecte de la cocaïne dans la dent au moment de l'arracher, ainsi Gounaris souriait à notre soupçon au moment où il s'apprêtait à procéder à son extraction.

« Il m'est facile de vous prouver l'absurdité de la chose. M. Venizelos était élu; il devait me succéder — et le monde entier le savait favorable à l'Entente. Supposons que j'eusse effectivement fait savoir à la Bulgarie que la Grèce ne l'attaquerait pas, comment voulez-vous qu'elle m'eût cru, puisque j'allais quitter le pouvoir et que Venizelos allait le prendre?



— C'est que vous étiez le premier ministre du *Roi* et non de la nation. Vos paroles traduisaient les intentions du Roi.

— Voulez-vous supposer, madame, que le *Roi* se servait de moi pour informer la Bulgarie? » A cette simple idée sa voix trahissait un effroi.

« Je ne veux rien supposer. Je pose simplement la question que pose un monde hostile.

— Je suis certain que vous n'y croyez pas?

— Peu importe ce que je crois. Ce que le monde croit compte seul. C'est à ce monde que vous et moi devons une réponse. Les journaux bulgares ont annoncé (avant que la Bulgarie n'attaque la Serbie) qu'ils avaient confiance que la Grèce ne se battrait pas. Le monde entier sait cela.

— Ils voulaient nous placer sous un mauvais jour.

— Alors vous pensiez *vraiment* vous battre contre la Bulgarie dès qu'elle attaquerait la Serbie?

— Le général Dousmanis et le colonel Metaxas (une fois de plus Gounaris se dérobaît) vous ont tous deux expliqué les graves raisons pour lesquelles la Grèce est restée neutre. Je ne puis vous répondre aussi bien qu'eux.

— Mais la question à laquelle vous *pourriez* répondre reste sans réponse. Par qui, et quand, la Bulgarie a-t-elle été informée que la Grèce ne la combattrait pas et qu'elle était libre d'attaquer la Serbie?

— Je ne sais pas, madame. »

Une grande photographie de la Reine était suspendue au mur, au-dessus de la tête de M. Gounaris. La montrant, je dis : « Est-ce *elle* qui a informé la Bulgarie? Il y en a qui le disent. » M. Gounaris se retourna et son regard languissant caressait le portrait de la fille de la Prusse. « Notre pauvre Reine est une



épouse et une mère modèle. Elle ne s'occupe pas de politique, je vous assure. »

Pendant les deux autres jours que nous passâmes à étudier avec M. Gounaris l'historique du cabinet Skouloudis, nous ne glanâmes rien qui pût jeter un peu de lumière sur cette lamentable période. Nous n'entendîmes que la répétition d'excuses toujours les mêmes, faux-fuyants qui éludaient les vraies questions.

La première personne que nous dûmes voir ensuite fut M. Rallis. C'est à ce moment que Kenneth Brown scandalisa les Grecs, pour qui la politique est un élément vital tout comme l'air qu'ils respirent : il se déclara en effet tellement rassasié de politique qu'il ne souhaitait plus que d'avoir à traire une vache; il ne trouva jamais mieux qu'une chèvre; il s'en alla donc jouer au tennis pour calmer ses nerfs. Pour ce qui est de la politique, je suis vraiment une Grecque; elle est pour moi ce que sont pour tant de femmes les gourmandises des salons de thé Huyler. Je n'avais que dix ans que je connaissais déjà mon traité de Berlin comme les enfants américains connaissent leur Mère l'Oie. J'allai donc seule voir M. Rallis.

J'aimais mieux ça. Les royalistes étaient plus expansifs en face de moi seule. Le silence de mon mari les déroutait; son visage impassible d'homme de la nouvelle Angleterre leur inspirait les plus grands doutes sur leurs chances de le convaincre de l'excellence de leur cause.

M. Rallis, chez qui je me présentai sans m'être annoncée, eut l'air content de me voir. Sa poignée de main fut prolongée et chaleureuse. Il avait l'air ému comme une débutante, et comme c'est un causeur qui ne surveille pas plus ses paroles que ne fait le roi Constantin, ma visite ne fut pas du temps perdu. Si le



« gouvernement occulte » s'était douté de tout ce qu'il allait me dire, on l'aurait certainement fait surveiller comme Skouloudis. J'ai donc bien fait d'aller le voir sans rendez-vous pris; en effet il me dit que le docteur Streit avait l'intention de me présenter lui-même; et si j'avais été ainsi chaperonnée, je suis bien sûre que Rallis aurait été plus discret.

Dès l'échange de notre poignée de main il me dit que j'avais la réputation d'être le plus adroit des visiteurs de la Grèce; tous disaient que je cherchais toujours à les faire tomber dans quelque piège, à m'arranger pour leur tirer les vers du nez et savoir ce qu'on ne souhaitait pas que je susse. Et toute la pièce se remplit d'un rire jeune et joyeux; car Rallis, tout septuagénaire qu'il soit, a le rire d'un enfant.

Il poursuivit gaiement : « Savez-vous pourquoi vous n'avez pas vu Skouloudis? Parce que vous l'auriez fait trop parler. Il n'ouvre la bouche que pour faire des « gaffes », et on a décidé de ne pas l'exposer au feu roulant de vos questions. »

Il me mena vers un sofa, me fit asseoir et sonna un domestique.

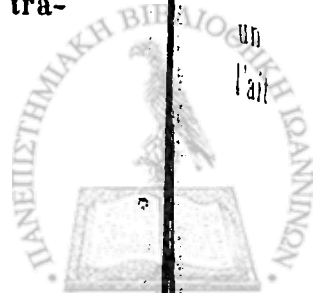
« Apportez de la confiture de coing, du café et des *koulourakias* (1).

— Comment savez-vous que j'aime ces choses-là?

— Je sais des tas de choses sur votre compte. Pourquoi n'êtes-vous pas venue me voir plus tôt? Voilà bien un mois que je vous attends.

— Enfin, me voici. J'aimerais tout particulièrement à savoir si M. Skouloudis a réellement averti les

(1) Croissants saupoudrés de grains de sésame; ils ont la forme de l'île de Salamine que le peuple appelle *Koulouri*. (Note du traducteur.)



Alliés et les Serbes qu'il désarmerait leurs troupes au cas où elles battraient en retraite sur le territoire grec. »

Toute l'agréable personne de M. Rallis esquissa quelques pas d'un cavalier seul, ses yeux brillants pétillèrent, et il se frottait les mains. Il riait de si bon cœur, d'un rire si communicatif, et il avait un air si drôle, que je me mis à rire avec lui, sans savoir ce qui causait sa gaieté. Le domestique revint avec les douceurs et le café, qu'il posa sur une table près de mon siège. M. Rallis lui dit d'un ton sérieux : « Je n'y suis pour personne, vous avez compris? » L'homme s'inclina en souriant, avec cette charmante familiarité qu'on voit souvent en Grèce entre maîtres et domestiques.

Il me dit : « Maintenant que je vous ai ici, je vais vous tenir quelques heures.

— Je veux bien, pourvu que vous me disiez quelque chose pendant ces heures-là.

— Les autres ne vous ont-ils rien dit?

— Des tas de choses! Mais puisque vous êtes homme de loi, monsieur Rallis, vous n'ignorez pas que la plupart des témoignages sont contre vous. Ce qu'il y a de tragique, c'est que votre cause était bonne si seulement vous aviez suivi la ligne droite. Si vous vouliez avoir plus confiance en moi, peut-être pourrais-je vous être plus utile.

— Nous avons fait une série de fautes, répondit-il tristement. Par où voulez-vous que je commence?

— Eh bien! par le cabinet Skouloudis, du jour où vous y êtes entré. »

Le nom de Skouloudis provoqua chez M. Rallis un nouvel accès de gaieté : « Je voudrais qu'on vous l'ait laissé voir, à condition toutefois que vous ne



l'avez pas trop bousculé. Eh bien, causons. » Il prit une chaise et vint s'asseoir tout près de moi. « Une fois que Skouloudis a été millionnaire, il n'a plus eu qu'une ambition : devenir premier ministre. Dans des circonstances normales il n'y serait jamais arrivé ; mais il a réussi et cela lui a tourné la tête.

— A-t-il réellement dit à M. Guillemin qu'il désarmerait les Alliés s'ils battaient en retraite sur le territoire grec ?

— Ce fut pire que cela. Le ministre d'Allemagne est venu le trouver pour lui demander ce que ferait la Grèce au cas où les Alliés se retireraient sur son territoire. Skouloudis n'en savait rien. Alors le ministre d'Allemagne lui dit que, selon la Convention de La Haye, la Grèce avait le devoir de les désarmer. Skouloudis en convint, sur quoi le ministre d'Allemagne le quitta et répandit le bruit dans tout Athènes que Skouloudis lui avait dit que la Grèce désarmerait les Alliés s'ils pénétraient en Grèce au cours de leur retraite. M. Guillemin eut vent de la chose et, très ému, se précipita chez M. Skouloudis pour savoir ce qu'il y avait de vrai. Skouloudis, pensant avoir trouvé une phrase à effet, lui dit : « Monsieur Guillemin, je le regrette, mais d'après la Convention de La Haye la Grèce devrait vous désarmer. » Une heure après, la chance voulut que nous eussions conseil de cabinet et Skouloudis nous rapporta ce que le ministre d'Allemagne lui avait dit et ce qu'il avait dit au ministre de France. Nous fûmes furieux et nous écriâmes : « Vous avez dit cela, fou que vous êtes. Vous avez fait cette gaffe- » là ? » Nous courûmes au téléphone, y appelâmes le chef du service et lui ordonnâmes d'arrêter tout télégramme envoyé par les ministres des Alliés. Il n'était que temps ; déjà M. Guillemin câblait à son gou-



vernement. Le vieux Skouloudis courut tout droit chez M. Guillemain pour lui dire que sans doute, d'après la Convention de La Haye, la Grèce *devrait* désarmer les Alliés, mais qu'elle ne le ferait pas, puisqu'elle observait vis-à-vis d'eux une neutralité bienveillante. »

M. Rallis bondit de sa chaise, arpenta la grande pièce de long en large, l'air jeune, ne paraissant pas les cinquante ans qu'on lui donnait généralement. Se plaçant droit devant moi il éclata :

« J'ai plus de soixante-dix ans, j'ai vu bien des choses drôles; mais Skouloudis premier ministre est la plus drôle de toutes. Il n'avait aucune espèce de sens politique; mais à l'entendre parler, vous eussiez cru que l'histoire universelle n'avait jamais vu de premier ministre avant lui. Il se croyait un si important personnage, qu'il se mit positivement en tête de cacher au cabinet les conversations qu'il avait avec les ambassadeurs étrangers. Un jour, je m'emportai contre lui et lui dis : « Skouloudis, vous croyez être le « chef du gouvernement; bah! vous ne servez que de « paravent au pouvoir royal. »

— Où était le pouvoir réel, monsieur Rallis?

— Au Palais, il n'y a pas de doute. »

M. Rallis et moi nous nous entendions si bien que je risquai la grande question à laquelle je n'avais pas encore pu obtenir de réponse depuis mon arrivée en Grèce :

« Monsieur Rallis, pourquoi la Grèce est-elle restée neutre dans cette guerre mondiale?

— Vous voudriez savoir la vérité?

— Oui, et je sais que vous êtes homme à me la dire.

— C'est la vérité à mon point de vue personnel, ne l'oubliez pas. »

J'approuvai de la tête.



« Constantin est un poltron. Il a peur de l'Allemagne. »

Après cela il semblait impossible de dire un mot de plus. Je grignotai un peu de gâteau, tout en craignant que M. Rallis n'entendit les battements de mon cœur.

Il m'observa attentivement. « Vous n'avez pas l'air de me croire. Je comprends maintenant pourquoi les autres disent que vous ne croyez pas un mot de ce qu'on vous dit, et pourquoi vous êtes une énigme indéchiffrable. Le Roi a dit, il y a quelque temps, que c'était votre gouvernement qui vous avait envoyée ici; le docteur Streit est certain que vous êtes un agent de Venizelos; Gounaris et l'état-major général ne doutent pas que vous ne soyez un émissaire de l'Angleterre.

— Pourtant nous avons dit à tout le monde l'exacte vérité, et comme c'est la vérité, vous ne nous croyez pas. Est-ce parce que vous-même ne dites jamais la vérité, monsieur Rallis?

— J'étais décidé à vous dire la vérité quand vous viendriez me voir; je ne vous ai dit ce matin rien que la vérité.

— Je crois chaque parole que vous m'avez dite, monsieur Rallis.

— Vous croyez ce que j'ai dit de la poltronnerie de Constantin?

— Je tâche de le faire. Il passe pour bon soldat et grand général.

— A quoi tient l'influence, demanda-t-il, qu'ont sur lui le général Dousmanis et le colonel Metaxas? »

Je hochai la tête.

« Je l'ignore moi-même, reprit-il; peut-être tient-elle à ce qu'ils savent qu'il n'est pas un grand général.

li
C
n
e
v
b
si
ca
qu
et
na
St
lai
-l
pa



— Cependant il y a loin de n'être pas un grand général à être un poltron. Pourquoi pensez-vous qu'il soit poltron ?

— C'est dans sa nature. Tous les autocrates sont des poltrons et Constantin est un autocrate de la pire espèce.

— Monsieur Rallis, puisque vous m'avez fait cette confidence, je puis vous dire que depuis dix ans Constantin dit à ses amis d'Amérique — qui me l'ont répété — que le gouvernement constitutionnel ne vaut rien pour la Grèce et qu'il ne pourrait rien faire pour le pays tant qu'il serait condamné à rester roi constitutionnel. »

M. Rallis se gratta la tête. « La mère de Constantin était une grande-duchesse russe et il y paraît chez le fils.

— Saviez-vous qu'il hait la Constitution ?

— Assurément ! Je sais aussi que son père, avant lui, la haïssait. Mais tandis que George était adroit, Constantin fonce comme un taureau. Le roi George a régné cinquante ans dans ce pays, et pendant ces cinquante ans il a ruiné tout homme de valeur qui s'élevait à l'horizon du pays. Trikoupis est mort le cœur brisé et le roi George a tué ce grand homme aussi sûrement que s'il avait enfoncé un poignard dans ce cœur. Il prétendait pourtant l'aimer. Chaque fois qu'un grand Grec s'élevait, le roi George plaçait une créature à lui dans son cabinet et par elle le ruinait. »

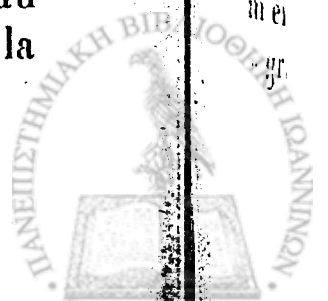
Il me revint à la mémoire une chose que le docteur Streit nous avait dite et à laquelle nous n'avions pas fait grande attention sur le moment. Il nous avait dit : « Du temps où j'étais ministre à Vienne, le roi George passant dans cette ville vint me dire : « Streit, je vous



« demande de rentrer à Athènes, j'ai besoin de vous
 « dans le cabinet de Venizelos. Je n'ai pas confiance en
 « Venizelos. Il me faut là quelqu'un pour le surveiller. »
 Voilà pourquoi je suis revenu de Vienne. Le roi
 George fut assassiné peu de temps après ; mais le roi
 Constantin, sachant comment son père était tombé,
 insista pour que j'entre dans le cabinet de Venizelos,
 où je devins ministre des Affaires étrangères. »

Je ne fis point part de cette réflexion à Rallis, je dis
 simplement : « Je croyais que le roi George était un
 bon roi et qu'il aimait la Grèce. »

— Aimer la Grèce ! il n'aimait que lui-même et ses
 enfants. S'il avait pu faire à sa tête, il aurait divisé la
 Grèce en cinq parts pour les donner à ses fils. Pour-
 quoi aurait-il aimé la Grèce, après tout ? Il était officier
 de marine sur un navire, quelque part du côté de
 Malte, quand les Puissances ont été le chercher là pour
 nous l'imposer. Nous avons voté pour un fils de la
 reine Victoria, mais la jalousie des autres Puissances
 ne nous permit pas d'avoir un roi convenable. Le
 Danemark étant un pays sans importance, le fils du
 roi de Danemark était le personnage qu'il fallait à la
 Grèce. Lui, aimer la Grèce ! (Rallis ricanait.) Grand
 Dieu ! Quelle comédie ! J'étais premier ministre quand
 son fils, le prince George, gouverneur de Crète, fut en
 conflit avec Venizelos et fut obligé de quitter l'île. Je
 fis de mon mieux pour le prince George. Le Roi et la
 Reine étaient en Europe, et, à leur retour, ni l'un ni
 l'autre ne voulurent me serrer la main ; pendant long-
 temps la reine Olga ne me parla plus, parce qu'elle
 pensait que je n'avais pas assez défendu *son enfant*
 contre Venizelos. Que pensez-vous que me fit le prince
 George à son retour ? La première fois qu'il me vit au
 Palais, il m'adressa les mots les plus abjects de la



langue grecque, lui, un prince, à moi, un premier ministre! »

J'avais rencontré d'autres royalistes du cercle intime de la Cour, qui parlaient avec autant d'amertume que Rallis de la dynastie danoise de Grèce. M. Rallis cependant était le premier homme politique du parti royaliste qui avait exprimé ses sentiments avec une telle franchise. Je lui demandai : « Vous avez toujours été favorable, n'est-ce pas, à la politique de M. Venizelos? » Rallis, hôte charmant et humoriste, était un patriote et avait soutenu la politique de Venizelos, comme étant la seule convenable pour la Grèce. Mais, personnellement, il détestait le Crétois et ma question était malheureuse. Quand Rallis se met à parler de Venizelos, il ne sait plus ce qu'il dit. Il se mit donc à l'injurier aussi abondamment et aussi complètement qu'avait fait le prince Nicolas.

Il était assis près de moi et je lui dis : « J'ai déjà entendu toutes ces injures de la bouche du prince Nicolas et je les ai lues dans un livre écrit par un insignifiant jeune homme. Il est indigne de vous d'être en pareille société. Vous êtes un bon Grec et sage, et vous aimez votre pays. Pourquoi laissez-vous le seul homme qui puisse tirer la Grèce de la boue? »

— J'ai une raison de le haïr. Pendant plus de quarante ans je n'ai jamais manqué d'être réélu député, et Venizelos m'a battu.

— Et pour cela vous voulez punir la Grèce?

— Je veux punir cet homme. Vous savez qu'il est de basse extraction. Il n'est nullement apparenté à la grande famille Venizelos.

— Mon cher monsieur Rallis, dis-je sans pouvoir m'empêcher de rire, je devrais dire : Tant pis pour la « grande » famille Venizelos. Vous parlez ici à une



Américaine: Nos plus grands hommes n'ont pas d'aïeux; laissez-moi vous dire qu'en Grèce aussi le jour viendra où les gens seront assez intelligents pour considérer l'homme et non sa généalogie.

— Je veux bien vous croire, approuva Rallis; mais pour le moment les familles seules comptent; et pour Venizelos — laissez-moi vous parler de cette famille.

— Au revoir, monsieur Rallis, dis-je en me levant. Vous me plaisez toujours beaucoup, mais les arbres généalogiques ne m'ont jamais intéressée. Pourquoi m'y intéresserais-je maintenant? Venizelos est un grand homme, et cela me suffit.

— Mais vous ne le connaissez pas; vous ne l'avez jamais vu; comment savez-vous que c'est un grand homme?

— La haine que vous avez tous pour lui le prouve: on ne hait ainsi que les grands hommes.

— Rasseyez-vous, je vous en prie (et, regardant sa montre): il n'y a que deux heures que vous êtes ici et j'ai tant de choses à vous dire. Asseyez-vous, vraiment. Ce n'est pas l'heure du lunch.

— Non; il y a encore une heure jusqu'au lunch, et je vais rester si vous laissez Venizelos hors de cause et si vous parlez comme un homme raisonnable.

— Comment me parlez-vous! dit-il tout surpris; je suis bien plus âgé que vous. Je pourrais être votre grand-père.

— J'aurais lieu de rougir de mon grand-père, s'il haïssait un grand Grec comme vous haïssez Venizelos.

— Il m'a fait du mal, dit-il d'une voix presque enfantine. »

Rallis est patriote et très sensé tant qu'il n'est pas en fureur; je ne serais donc pas surprise que, ménagé par Venizelos, il redevienne l'un de ses partisans —



du moins s'il est capable de résister à l'influence de sa femme, laquelle est extrêmement royaliste, et cela de la façon inintelligente qu'ont certaines gens d'adorer un roi.

Je restai encore une heure avec M. Rallis; puis je l'ai revu plusieurs autres fois, et il m'a dit bien des choses qui m'ont aidée à mieux comprendre plus tard les manœuvres du « gouvernement occulte ».

Pendant les cinq semaines que nous sommes restés à Athènes, je me suis fait une règle de ne pas causer seulement avec des hommes politiques, mais aussi avec toutes sortes de gens, à commencer par le petit *lustos* de la rue — et ces petits cireurs de bottes vous discutent la politique, à Athènes, avec la même faconde que les petits cireurs d'Amérique auraient à propos d'une partie de leur jeu national, d'une partie de base-ball. Le pain étant rare, même dans les meilleurs hôtels et les plus riches familles, — et ce qu'il y en avait étant indigeste, — j'allais à la recherche de *galéta* (délicieuse espèce de biscuit dur) et j'avais là un prétexte pour entrer dans toutes sortes de petites boutiques et de causer avec les boutiquiers. Presque tous savaient qui nous étions, et dans un magasin de broderies l'homme voulait me faire un présent « parce que nous travaillions pour l'union ». Tous me parlaient avec la plus grande liberté, et voici en général ce qu'on me disait :

« Nous aimons le Roi, mais nous sommes pour l'autre. Nous souhaitons son retour. Il sait nous gouverner. Tant qu'il était ici, la corruption et la malhonnêteté n'osaient lever la tête; maintenant elles s'étaient de nouveau. »

Combien de fois ne nous a-t-on pas raconté que les



épistrates entraient dans les boutiques et obligeaient les propriétaires à accrocher le portrait du Roi. « Ce n'est pas que nous ne voulions pas avoir le portrait de Constantin, mais quand nous n'en avons pas, ils nous obligent à nous en procurer un.

— Toute l'armée est-elle du côté du Roi?

— Certainement non, madame, mais ceux qui sont pour l'autre n'ignorent pas qu'on les espionne. Ils ne disent donc rien. Mais que la France et l'Angleterre aillent dans les casernes et disent : Que ceux qui sont pour l'autre se lèvent ! Et vous verrez combien ils sont. »

Une autre fois un petit boutiquier montrant un groupe d'épistrates debout au coin de la rue, me dit : « Regardez-les, savez-vous ce qu'ils font là ; ils nous surveillent. C'est pour nous qu'ils ont formé leur ligue de réservistes. Ils viennent chez nous et nous disent qu'ils nous briseront les os et détruiront nos marchandises s'ils nous entendent prononcer son nom. Aussi, nous nous en abstenons. Que faire ? Nous sommes terrorisés. »

Même histoire dans les magasins plus importants et dans les banques. Quant à l'armée, je ne peux parler que de mon expérience personnelle : chaque fois que je sortais seule et que je voyais un officier, je ne manquais pas de lui demander mon chemin. Invariablement, il s'offrait à me guider et ainsi nous entrions en conversation. Tous ceux avec qui j'ai causé étaient aigris contre l'état-major général, la Reine et le docteur Streit, qu'ils appelaient le « gramophone de Sophie ». Sauf un seul, ils aimaient le roi Constantin et regrettaient qu'il fût un instrument entre les mains de l'Allemagne. Un officier parla de lui en le dénigrant à la fois comme homme et comme soldat et



dit que la Grèce ne serait un pays libre que lorsqu'on l'aurait chassé à coups de pied. « Nous autres officiers n'avons aucune chance d'avancement, à moins de lécher les bottes du Roi et de parler en faveur de l'Allemagne. Voilà où nous a amenés notre Reine allemande. (D'autres officiers firent cette même remarque à mon mari.) — Vous me parlez avec beaucoup de liberté, lui dis-je. Savez-vous si jē ne vais pas vous dénoncer?

— Je lis tout ce que vous dites dans les journaux, répondit-il, et je sais que vous êtes ici pour travailler à l'union.

— Pourtant je suis royaliste en un certain sens et je pourrais vous dénoncer.

— Je n'en crois rien, car je connais le colonel Goussis et vous êtes de grands amis de lui et de sa famille.

— Puisque vous avez ces sentiments-là, demandai-je, pourquoi ne pas vous joindre à Venizelos?

— Parce que je suis pauvre : j'ai une femme et deux enfants qui ont besoin de ma solde, que le Roi double en ce moment. Si je devais essayer de rejoindre Venizelos à Salonique, ça pourrait me prendre deux mois; vous n'avez pas idée des obstacles que les Français et les Anglais mettent sur notre route. Et si je m'en vais d'ici, je ne sais pas ce que les royalistes feront à ma femme. Les ministres de France et d'Angleterre ont une peur mortelle et vivent là-bas à Karet-sine sur leurs vaisseaux. Si nous partons, qui restera pour protéger nos femmes? Vous ne savez pas ce qui se passe à Athènes; c'est du terrorisme, je vous le dis.

— Quel est le sentiment de l'armée?

— Elle est proprement empoisonnée. Les hommes ont été corrompus par la double paye et les mensonges.



La Reine, comme vous le savez sans doute, a fait fondre toutes les organisations charitables d'Athènes en une seule — qu'elle contrôle elle-même, absolument. Ses ressources sont principalement dépensées pour les cantines, et celles-ci sont largement alimentées pour les épistrates que vous voyez rôder dans les rues. C'est le bon temps pour eux, pour ces gaillards des lignes de réservistes. Ils reçoivent double paye et sont nourris par les cantines et n'ont rien à faire, tous tant qu'ils sont, que de veiller à ce qu'il ne soit dit aucun mot en faveur de Venizelos et que son portrait ne paraisse nulle part. Ils font aussi des tournées pour solliciter des dons charitables — surtout chez les venizelistes. Plus un homme est franc venizeliste, plus grand est le don « charitable » qu'ils exigent de lui.

— Mais, demandai-je, pourquoi ne refuse-t-il pas de payer?

— S'il le fait, eh bien! il y a d'autres moyens. S'il est marchand, c'est bien simple. Tous les prix ont augmenté de cent à deux cents pour cent; mais si ce venizeliste a élevé ses prix, ne fût-ce que de trente pour cent par rapport au prix d'avant-guerre, il est traîné devant les tribunaux et condamné à dix mille francs d'amende ou plus, comme profiteur — et tout le monde rit, à commencer par le Roi. Ça fait un venizeliste de plus à qui on a donné une bonne leçon.

— Ne peut-il en appeler?

— Il n'y a pas d'appel dans une autocratie — et nous sommes maintenant une autocratie. »

Nous avons, plus tard, contrôlé ces affirmations si précises auprès d'une personne de la plus haute autorité, à l'identité de laquelle je ne peux même pas faire allusion, dans l'intérêt de l'harmonie internationale.



Nous nous promenions le long du boulevard Léophoros-Amalia; une limousine royale, occupée par le Roi, passa à une vitesse de trente milles à l'heure. Tout à coup surgirent je ne sais d'où des groupes d'hommes mal habillés, qui se mirent à crier à tue-tête : Zito Basileus! « Regardez cette canaille, reprit l'officier. Ce ne sont pas d'honorables citoyens grecs. Gounaris les a fait sortir des prisons de Patras. Ils sont nourris aux cantines et payés une drachme par jour. Ils sont postés en différents points de la ville pour crier « Vive le Roi! » quand il vient à passer. Jamais on n'avait vu ça dans l'histoire de la Grèce moderne. Nous saluons le Roi quand nous le rencontrons; mais ces cris et cette servilité sont une nouveauté pour nous. »

Deux dames royalistes et un royaliste me confirmèrent plus tard le fait que cette canaille était payée pour crier. A quoi je répondis : « Cela ne prouve-t-il pas que le Roi n'est pas dans leurs complots, s'ils ont besoin de recourir à de telles supercheries? »

Le royaliste répondit : « Le roi Constantin et moi avons le même âge et je l'ai bien connu quand il était petit garçon. Il est obstiné et faible en même temps. A certains moments de cette guerre, le courage lui a manqué. Il a même parlé d'abdiquer; la Reine et le « gouvernement occulte » ont truqué cette popularité apparente afin de l'empêcher de s'en aller. S'il savait qu'il perd sa popularité, c'en serait fait de son courage.

— N'êtes-vous pas royaliste? demandai-je.

— Certainement oui, répondit-il.

— Et vous ne pensez pas que le Roi soit populaire?

— Le pensez-vous? demanda-t-il.

— Je ne suis pas ici pour avoir aucune opinion, dis-je; je désire connaître les vôtres.



— Opinions à part, vous ne voyez pas des choses?

— Certainement; mais, pour le moment, je préfère les voir par vos yeux.

— Non. Il n'est pas populaire. La grande bourgeoisie, la bourgeoisie et les boutiquiers sont tous pour Venizelos.

— Pourquoi êtes-vous royaliste?

— Je suis royaliste parce que ma famille l'est, parce que j'appartiens au milieu royaliste et surtout parce que je suis contre Venizelos.

— Pourquoi êtes-vous contre Venizelos?

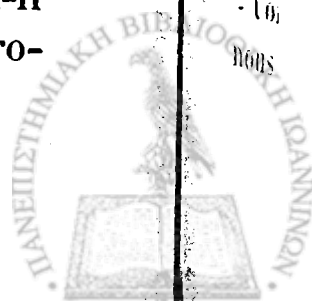
— Parce que si nous étions restés neutres et s'il n'avait pas divisé le pays en deux, nous aurions gagné de l'argent, tant et plus, comme les autres neutres. Du train dont vont les choses nous sommes atteints du mal de pauvreté, et nous l'avons pris par la faute des deux belligérants, et à la fin de la guerre nous serons les dupes de l'Entente.

— Mais si vous étiez entrés dans la guerre aux côtés de l'Entente dès le début, vous en seriez sortis magnifiquement.

— Ah! c'est une autre histoire. Certes, nous aurions dû marcher avec elle au début; mais le Roi ayant su tromper tout le monde, Venizelos aurait dû se tenir tranquille et tout au moins laisser le pays s'enrichir.

— Si Venizelos pensait qu'il était du devoir de la Grèce d'entrer dans la guerre, croyez-vous qu'il eût été honnête de sa part de ne pas bouger et de laisser le Roi agir comme si la Grèce était sa propriété?

— Et à qui la faute, s'il agissait de cette façon? s'écria-t-il en louvoyant. Lorsque nous eûmes notre révolution en 1909, nous renvoyâmes à coups de pied Constantin et ses frères. Pourquoi Venizelos les a-t-il fait rentrer? Pourquoi n'a-t-il pas à ce moment pro-



clamé la république? Il avait toute la nation pour lui. J'ai entendu Stephen Dragoumis dire à Venizelos : « Si vous ramenez Constantin, vous vivrez pour le regretter. » Dragoumis est maintenant un ardent royaliste et Venizelos a effectivement vécu pour le regretter.

— Je pense que Venizelos trouvait qu'une royauté valait mieux qu'une république.

— Mais pourquoi n'a-t-il pas pris le plus jeune fils de la dynastie? Il aurait fini par devenir grand; tous les rois auraient été détrônés; et les nôtres seraient partis avec les autres.

— Avez-vous, demandai-je, de la haine pour Venizelos?

— Oui. Il nous a frustrés de l'occasion de gagner en un an autant d'argent que nous aurions pu en gagner normalement en vingt-cinq ans. »

Ce Grec-là n'avait pas la majorité derrière lui, je suis heureuse de le dire; mais il n'était pas seul non plus de son espèce. Beaucoup pensaient comme lui et regrettaient amèrement cette occasion unique de s'enrichir comme les autres neutres; la droiture du grand Crétois la leur avait fait manquer.

Une après-midi nous prenions le thé dans une autre famille royaliste, et nous vîmes là M. Matzas (je crois que c'est ainsi qu'il orthographie son nom) et, au milieu de tous ces hommes politiques d'une gravité désespérante, ce fut pour moi un repos d'en voir un d'un caractère si franchement et si cyniquement plaisant. Ce fut un rayon de soleil au travers d'un ciel de plomb. Du ton le plus joyeux, il nous dit : « Voici les jours les plus glorieux de notre histoire; nous sommes en train de tenir en haleine quatre



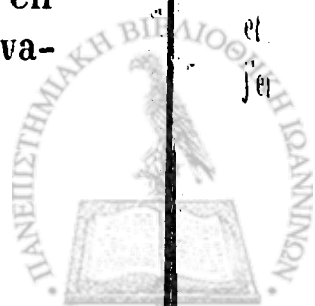
grandes Puissances; nous les paralysons; elles nous bloquent; elles nous démobilisent; elles saisissent nos armes — et elles ont une peur mortelle de nous. Sarraïl n'ose pas prendre Constantinople parce que nous pourrions lui tomber dessus par derrière. Leurs ambassadeurs nous observent au télescope du haut de leurs vaisseaux et ne savent pas quoi faire. Jamais, dans l'histoire universelle, une aussi petite Puissance n'a causé telle consternation à quatre aussi grandes Puissances. Je n'aurais pas prédit que la Grèce fût capable de cela. »

Après que nous eûmes ri, je repris mon sérieux (on ne pouvait alors à Athènes garder longtemps une attitude autre que la gravité) et je dis : « La chose que je ne peux pas comprendre, c'est pourquoi vous vous mettez dans cette situation terrible en ne disant pas la vérité. Prenez l'histoire du canal de Corinthe. Quand l'Entente découvrit que vous aviez pratiqué des excavations dans les rives, ce qui paraissait indiquer que vous vous prépariez à miner le canal, vous lui avez donné quatre explications différentes et contradictoires.

— Oui, dit M. Matzas en riant; ce fut malheureux. J'ai pourtant bien dit à Lambros qu'il vaudrait mieux dire la vérité.

— Quelle était la vérité ?

— Après que les Alliés eurent obligé notre armée à se retirer au Péloponèse, notre état-major général craignit qu'ils ne fissent sauter le pont jeté sur le canal, de manière à couper nos communications, à investir ensuite Athènes pour détrôner le Roi. Nous fîmes ces excavations parce que, s'ils détruisaient le pont, nous faisons sauter les rives du canal et notre armée, passant sur les éboulements, rentrait en Attique. C'est moi-même qui ai fait creuser les excava-



tions. Malheureusement l'Entente les découvrit et demanda une explication. La première personne qu'ils interrogèrent sur les lieux mêmes était un petit fonctionnaire. Quand vous interrogez sur n'importe quoi un petit fonctionnaire grec, qu'il sache ou non, il vous donnera toujours une réponse. Celui-ci ne faisait pas exception; il dit que les excavations étaient très anciennes, faites en vue de la construction d'un réservoir, ou de recherches archéologiques, ou de je ne sais quoi encore — choses manifestement impossibles. La France écrivit à Lambros pour attirer son attention sur le fait. Lambros me fit venir, et je lui dis que le mieux était de dire la vérité en ajoutant que nous avions eu des craintes sur leurs intentions, mais que nous étions maintenant rassurés. Lambros ne voulut rien entendre et m'invita à trouver une explication plausible quelconque; je me mis au travail, et (M. Matzas de nouveau éclata de rire) mon histoire fut si plausible que j'ai fini par y croire moi-même.

— Pourquoi l'Entente n'y a-t-elle pas cru?

— Il y eut une erreur. L'état-major général de son côté envoya une explication, et la mienne (totalement différente) arrivant par là-dessus, l'effet produit ne fut pas favorable. Et enfin, dit M. Matzas d'un air méditatif, il a bien fallu dire la vérité. »

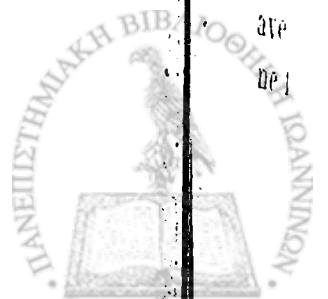
Le lendemain nous primes le thé chez M. Rallis. Le général Hadjopoulo, ministre de la Guerre, était là. C'était un homme plus que septuagénaire; à cause de lui, à cause du président Lambros et de l'ex-président Skouloudis, le Roi était quelquefois surnommé à Athènes par les venizelistes « Constantin la Goule ». Et, en effet, le général Hadjopoulo, si bien intentionné et si agréable qu'il fût, avait l'air mort et enterré — j'entends intellectuellement.



Après avoir anathématisé Venizelos de tout son cœur, après avoir prié tous les saints du paradis pour qu'ils abandonnent le traître, il entreprit les Alliés et termina sur ce trait : « De toutes leurs injustices à notre égard, la pire est qu'ils ne nous croient pas quand nous leur disons la vérité. — Mais, général, vous leur avez donné des raisons de défiance. Tenez, par exemple, cette affaire du canal de Corinthe. »

Le général, qui était la courtoisie même, s'écria avec sa courtoisie habituelle : « Je vous remercie, madame, de m'y faire songer. C'est la meilleure preuve de ce que je viens de dire. Je leur ai envoyé moi-même une explication de ces excavations — et ils n'ont pas voulu me croire! — Pardon, mon général, à laquelle des explications données faites-vous allusion? — A la vraie. Ils prétendaient que nous voulions faire ébouler les rives du canal. L'idée est absurde. Quoi? Il aurait fallu sept cents tonnes de dynamite, et nous n'en avons pas tant que cela dans tout le pays. »

Kenneth Brown, à l'autre bout de la table, avait causé avec un Grec américanisé de Honolulu; il lui avait dit que tout en n'étant pas ingénieur, il ferait un bon pari qu'il faudrait bien moins de sept cents tonnes de dynamite pour faire ébouler les rives escarpées du canal de Corinthe. Le Grec d'Honolulu répéta le propos au général Hadjopoulo, qui immédiatement quitta son air bouleversé d'innocence outragée, et se hâta de corriger son affirmation en disant que peut-être bien c'étaient soixante-dix et non sept cents tonnes qui étaient nécessaires; mon mari m'a raconté plus tard que, voyant la vitesse avec laquelle le général avait descendu cette échelle, il ne doutait pas de pouvoir, par un second coup d'audace, l'amener à ne plus parler que de sept tonnes.



J'insistai : « Ainsi, général, en faisant ces excavations, vous ne vous ménagiez pas la possibilité de faire sauter le canal ?

— Non, madame, assurément non. Comme je vous l'ai dit, nous n'avions pas assez de dynamite. Nous n'avons même jamais songé à rien de pareil.

— Et vous avez écrit cela officiellement aux Français.

— Oui, et ils ne nous ont pas cru.

— Eh bien, général, hier nous avons vu M. Matzas — l'homme qui a fait pratiquer les excavations — et il nous a dit qu'elles avaient été faites précisément en vue de faire sauter le canal en cas de nécessité.

— Je vous certifie, madame, que non. (Le général avait l'air vexé.)

— Mais si, général ! M. Matzas l'avoue. Sur l'ordre du professeur Lambros, il a forgé l'une des fausses explications à l'usage des Français ; à la fin il a fallu reconnaître la vérité.

— M. Matzas est un civil, dit le général Hadjopoulo se redressant avec raideur, — et je suis militaire ! Je ne connais pas les idées des civils, mais je vous assure que jamais l'état-major général ne m'a dit que nous avions l'intention de faire sauter le canal. »

Le système du roi Constantin, qui choisissait ses ministres pour leur docilité, n'obtenait pas des résultats merveilleux. Nous remplirions un volume avec les incidents de ce genre, amusants ou attristants, selon le point de vue. La Grèce et Constantin étaient empêtrés dans un fouillis de mensonges et d'inexactitudes dont ils demandaient, tantôt avec fureur, tantôt avec tristesse, qu'on les fit sortir ; mais chaque effort ne faisait que les empêtrer plus à fond.



Nous étions à Athènes depuis plus d'un mois, il ne nous était pas encore venu un seul mot du Roi au sujet de l'union. Nous commençons à craindre que les forces invisibles qui travaillaient contre nous ne fussent vraiment trop fortes. Pour voir s'il y avait quelque chose à faire, j'allai seule trouver M. Zaïmis, qui désirait l'union aussi ardemment que nous-mêmes, quoiqu'il nous eût dit : « Si je dois être utile, il ne faut pas que j'aie l'air de prendre parti pour les uns ou pour les autres. C'est ainsi que j'aurai le plus d'action. » Il me reçut dans sa bibliothèque, comme toujours, et nous parlâmes de l'union.

Je demandai : « N'avons-nous aucune chance de réussir, monsieur Zaïmis ? »

— Vous avez déjà fait une chose que nous ne croyions pas possible à l'heure actuelle. Vous avez prononcé le mot « union » ; vous avez prononcé tout haut le nom de M. Venizelos, et cela dans les maisons où il était tabou et dans les journaux. A présent l'union se discute dans tous les cercles et cela est par soi-même d'un heureux présage. Vous vous êtes fait des ennemis, mais vous avez aussi gagné des partisans.

— Je connais un de mes ennemis, dis-je en riant, et c'est la princesse Nicolas. Chaque fois que nous nous croisons dans la rue, elle fixe un bon moment ses yeux sur mes yeux, afin qu'il n'y ait pas de doute qu'elle m'ait vue, puis détourne brusquement la tête. Elle ne peut me pardonner d'avoir parlé d'union et d'avoir prononcé le nom de Venizelos sous son toit. »

M. Zaïmis était tout peiné qu'une princesse pût manquer de politesse. Incapable lui-même d'impolitesse, suivant en cela les meilleures traditions (car « noblesse oblige »), il souffrait de voir commettre



une faute de goût par qui n'en devrait pas commettre. Il revint à la question de l'union.

« Il y a une chance de la faire, si ceux de Salonique acceptent une amnistie. Je sais que Sa Majesté leur pardonnerait; mais, certes, dans ce cas-là, il faudra qu'ils renoncent à leur mouvement révolutionnaire. Ils ne peuvent être pardonnés et continuer à être en rébellion. Obtenez une audience du Roi et parlez-lu de cela. »

Nous écrivîmes au comte Mercati le jour même. Le lendemain il nous répondit que Sa Majesté était en ce moment très occupée et ne pouvait nous recevoir, mais serait très heureuse de nous voir à notre retour de Salonique.

Je dis à mon mari : « Ils n'ont pas envie que nous le voyions, mais nous allons les y obliger. » Et nous allâmes tout de suite voir le docteur Streit.

« Les neutres et les venizelistes nous ont dit que depuis qu'on sait que nous travaillons pour l'union, le « gouvernement occulte » ne nous laisserait jamais plus voir le Roi. Maintenant, vous, docteur Streit, le général Dousmanis et le colonel Metaxas passez pour être le « gouvernement occulte » et on dit que, pris entre vous et la Reine, le Roi ne peut rien faire. »

Le docteur Streit devint rouge comme une tomate et protesta : « Mais je n'ai aucune influence sur Sa Majesté, je ne la vois même pas par le temps qui court. Je ne vais jamais au Palais.

— Tout de même, vous feriez mieux d'exercer une influence, et nous allons chez le général Dousmanis et le colonel Metaxas pour leur demander de faire de même. »

Le colonel Metaxas dit qu'il ferait son possible, tandis que le général Dousmanis me conseilla d'écrire au

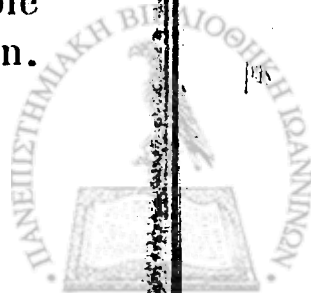


Roi une lettre personnelle en grec. Au lieu de cela, nous allâmes une fois de plus voir le bon et patient comte Mercati auprès duquel j'insistai. « S'il ne nous voit pas, comte Mercati, nous aurons à en informer les journaux et le bruit courra que l'union est empêchée par Athènes. Je ne souhaite pas voir cette responsabilité retomber sur le Roi. — Je pense qu'il devrait vous voir, répondit le comte Mercati; je vais voir ce que je peux faire. »

Le lendemain, nous prenions le thé chez le docteur Streit. Il me prit à part et me dit que si Sa Majesté nous recevait il ne fallait pas oublier qu'après tout il était le Roi et n'était pas tenu à répondre aux questions comme pouvaient faire ses ministres. « Nous, nous pouvons répondre sur tout ce que vous avez envie de savoir, » ajouta-t-il.

Rentrée chez moi, je dis toute joyeuse à Kenneth Brown que le Roi allait nous recevoir. « Comment le savez-vous? — Parce que le docteur Streit m'a fait la leçon sur ce que je ne devais pas demander au Roi. » Et, en effet, le lendemain arriva l'enveloppe à la couronne bleue, me disant que Sa Majesté aurait le plaisir de nous recevoir le lendemain matin à dix heures et quart.

Arrivant exactement à l'heure, nous nous retrouvâmes devant le petit tapis de table allemand dans la petite antichambre, et, maintenant que nous en avons appris si long sur ce que l'Allemagne avait fait en Grèce, ce tapis semblait de plus mauvais augure que jamais. Heureusement, comme la première fois, nous n'eûmes pas à attendre longtemps. Le comte Mercati et le martial aide de camp arrivèrent, et, avec la même simplicité, nous fûmes introduits dans la grande et agréable pièce où le Roi concentrait sur lui toute l'attention.



Tout était tel qu'à notre première entrevue, sauf Sa Majesté Hellénique. Le Roi fut courtois mais non pas cordial; il nous traitait en ennemis et il était si monté que sa parole en était incohérente et indistincte. Un instant l'explication sembla pouvoir être fournie par le bruit, assez répandu, que parfois il est sous l'influence des liqueurs, mais son regard clair et brillant démentait la chose. Non, il était simplement irrité. Quelque chose le bouleversait. Était-ce de savoir à moitié ouverte la porte de communication entre sa bibliothèque et la pièce voisine (d'un regard rapide je m'en étais assurée), ou bien était-ce parce qu'il ne voulait pas nous recevoir et qu'on l'y avait obligé? Ou bien s'irritait-il d'une défense, qu'on lui aurait faite, de dire ce qu'il avait envie de dire?

Je ne comprends pas pourquoi il aurait vu en nous des ennemis; je m'étais toujours déclarée son meilleur ami; même je disais à Athènes que j'étais le seul constantiniste, ma pensée dominante étant de le sauver, lui et sa dynastie. Dans la dernière semaine, j'avais dit à trois familles royalistes qu'elles étaient assoupies sur un lit de roses, sous lequel était déchainé un volcan de forces qui, assurément, renverserait le Roi et sa dynastie, si on ne faisait rien pour le sauver. Comment, cela étant, pouvait-il voir en moi une ennemie? En présence de cette hostilité manifeste, mon mari, après l'échange de poignées de main, garda le silence; mais moi je continuai à parler comme si je ne m'étais pas aperçue de son attitude, et au bout de dix minutes sa mauvaise humeur était passée comme passe un court orage, et il retrouva son moi souriant et sympathique.

« Vous avez joué une partie de tennis, n'est-ce pas? » dit-il à Kenneth Brown; et mon mari s'étendit



sur l'excellence des terrains de jeu, sur la beauté des ruines qui leur font un décor magnifique, et sur la grande adresse de la moyenne des joueurs, surtout des dames. Le Roi me demanda :

« Vous ne jouez pas ? »

— J'ai été trop occupée au service de Votre Majesté.

— Et qu'avez-vous découvert ?

— Vos amis ne m'ont point donné leur confiance.

— Comment ? Ils vous ont donné des heures et des heures, tout le temps que vous souhaitiez, en particulier M. Gounaris.

— M. Gounaris vous a fait plus de mal que tout autrè en Grèce, Majesté. Il vous a pris sur votre trône pour faire de vous un chef de parti. Et malheureusement M. Gounaris ignore ce que c'est que des principes. »

L'étrange lueur que j'avais déjà vue dans les yeux du Roi à notre première entrevue, et qui marquait son embarras, y parut de nouveau. Son sourire s'effaça et il eut un air douloureux.

J'étais peinée, infiniment peinée pour lui. Je n'osais parler. Je ne pouvais que fixer mon regard sur lui et m'étonner qu'il se fût entouré de cette bande de gens sans scrupules, au lieu d'avoir agi comme il eût fallu et au moment voulu. J'étais si pleine de partialité en faveur du roi Constantin qu'à ce moment-là, j'aurais souhaité la mort de la dame prussienne à qui le sort l'avait uni, et souhaité que quelques Grecs au cœur vaillant eussent pendu le docteur Streit à un réverbère et enlevé le général Dousmanis avec le colonel Metaxas — afin que je pusse voir si, alors, le pauvre Roi n'aurait pas sa revanche. Toutes ces pensées traversèrent rapidement mon esprit pendant que le Roi



cherchait probablement à découvrir si j'étais son amie ou son ennemie; car il fixait attentivement mes yeux. Il est triste que les êtres humains aient tant de peine à pénétrer mutuellement leur pensée.

Le Roi finit par me demander : « Qu'avez-vous découvert dans toutes ces heures où vous avez travaillé avec mes collaborateurs? »

— Si Votre Majesté me le permet, je dirai que vous avez commis quatre fautes qui ont mis la Grèce là où elle en est aujourd'hui.

— Lesquelles? demanda-t-il intéressé.

— Pourquoi n'avez-vous pas, dès le début de la guerre, déclaré nettement que votre traité avec la Serbie était un traité balkanique et n'était dirigé que « contre une Puissance unique » ?

— Je ne le pouvais pas. Venizelos était trop fort. Je ne pouvais le contrecarrer.

— Pourtant la vérité est la vérité, et votre peuple, comme l'univers, aurait dû savoir ce qu'était réellement ce traité.

— Mais n'oubliez pas que Venizelos lui donnait une interprétation différente et le peuple était avec *lui*. Vous n'avez pas idée de la force de Venizelos au début de la guerre. Je dus être très prudent. Quelle est l'autre faute?

— C'est d'avoir en août 1914 mis la Grèce, sans réserve, aux côtés des Alliés, ce qui leur permit par la suite de faire appel à votre aide.

— Oui, ce fut une grande faute — et je n'ai même jamais été au courant. Venizelos a fait cela sans m'en parler; je ne l'ai découvert qu'en février 1915, quand il a dû démissionner. »

Il avait plus que jamais l'air d'un enfant maltraité, tant son sourire semblait séduisant et suppliant, tant



il y avait de franchise et d'honnêteté dans ses yeux. Il continua ainsi :

« Venizelos ne dit rien à personne. Même le docteur Streit, qui était ministre des Affaires étrangères, n'entendit parler de rien.

— Mais, Majesté, dis-je, vous faites erreur. Le docteur Streit lui-même nous a donné tous les détails et nous a dit comment il avait fait un memorandum des conditions que Venizelos devait mettre à son intervention, et comment Venizelos avait tout repoussé en disant : « Ce sont là des marchandages dont je ne veux pas entendre parler. La Grèce marchera avec les Alliés *sans conditions*. »

Le roi Constantin s'emporta ; il eut un de ses accès de soudaine colère : « Le docteur Streit ne savait *rien*, personne ne savait rien. Je suis mieux au courant que qui que ce soit. Quelle est la troisième question ?

— Pourquoi observâtes-vous envers l'un des belligérants une neutralité bienveillante ? Cela mène toujours à des malentendus. Pourquoi pas une neutralité absolue ?

— Parce que notre traité avec la Serbie nous *obligeait* à une neutralité bienveillante envers elle. Et le quatrième point ?

— Si, personnellement, Votre Majesté jugeait la neutralité absolue meilleure pour la Grèce, pourquoi avez-vous fait tant de fois aux Alliés l'offre d'en sortir pour marcher avec eux ?

— Il l'a fallu, dit-il contrarié. Les sympathies du peuple grec étaient pour les Alliés. La grande majorité voulait se battre à leurs côtés ; j'avais donc, moi aussi, à me donner les apparences d'être avec eux, de vouloir ce qu'ils voulaient ; mais chaque fois que je leur faisais une offre, je puis vous dire que je trem-



blais dans mes bottes de crainte de les voir accepter. »

Aimant le Roi comme je faisais, j'aurais donné cinq années de ma vie pour qu'il n'eût pas prononcé ces paroles, surtout parce qu'il n'avait manifestement pas conscience de leur profonde malhonnêteté. Est-il possible qu'il y ait des rois nés sans le sentiment de l'honneur, et qu'il ait parlé avec une telle honnêteté et sincérité apparentes. Ma voix tremblait, quand je lui adressai de nouveau la parole :

« Puisque le peuple grec voulait se battre avec l'Entente, et puisque les intérêts de la Grèce étaient du côté de la France et de l'Angleterre, pourquoi n'êtes-vous pas allé ouvertement — j'ai failli dire : honnêtement — avec l'Entente? »

— Jamais, répondit-il avec décision, je n'ai pensé à aller avec l'Entente. Je n'ai jamais songé à sortir de la neutralité. J'en ai dit autant à Venizelos en octobre 1915. Il était assis à la place où vous êtes et il m'a parlé pendant deux heures. Quand il eut fini, je lui dis : « Je ne me battraï pas aux côtés des Alliés. Je « resterai neutre jusqu'au bout. » Et il me dit : « Vous « n'en avez pas le droit. Le peuple m'a élu et je le « représente. » Je dis : « Que m'importe que j'en aie « le droit ou non? Le peuple ne connaît pas son inté- « rêt. Supposons que vous n'ayez pas le droit de faire « une chose, mais que vous sachiez qu'en la faisant « vous sauveriez le peuple d'un anéantissement — ne « vous arrogeriez-vous pas le droit d'agir? » Il parla encore, essayant de me convaincre, mais sans y parvenir. »

Le roi Constantin montra la fenêtre à sa droite et reprit : « Venizelos se leva, s'arrêta ici longtemps à regarder le jardin. Puis se retournant, il me dit : « Je « ne vois plus rien à faire que de démissionner. » Que



pouvait-il faire d'autre? Nous ne pouvions plus collaborer. Je ne pouvais démissionner. C'était donc à lui de le faire.

— Et vous êtes toujours décidé à rester neutre?

— Certes! Il n'y aura pas de vainqueur. Je vous dis que la guerre finira en partie nulle. Pourquoi la Grèce y entrerait-elle pour se faire écraser?

— Alors, vous ne souhaitez pas l'union avec M. Venizelos?

— Oh, que si! dit-il nettement. Le pays devrait être uni. Je suis prêt à accorder l'amnistie à Venizelos et à son parti, pourvu qu'ils renoncent à leur activité à Salonique, rentrent à Athènes et se tiennent tranquilles. Je promettrai de ne frapper personne, mais vous comprenez qu'après le pardon, ils ne peuvent rester en état de rébellion. Si Venizelos rentre, il n'y aura plus de prétexte à ces interventions étrangères que le mouvement venizeliste rend seul possibles. Je veux voir les Français et les Anglais sortir de Grèce.

— Mais pensez-vous que Venizelos rentrera à de telles conditions?

— Je pense que oui. Son mouvement fait faillite. Les Français l'ont poussé à la révolte, et après coup ne l'ont pas soutenu; étant révolté, il n'a plus l'appui du peuple. Les Grecs sont maintenant pour moi! Le venizelisme a cessé d'être un parti politique — c'est une religion. »

Cette dernière phrase fut lancée comme si elle venait de surgir à l'instant de son cerveau; seulement Dousmanis me l'avait déjà dite, il y avait quelques jours. Je fus étonnée aussi de l'idée qu'exprimait cette phrase : pour le roi Constantin, dire que le venizelisme était devenu une religion, c'était dire qu'il était une chose morte; et pourtant quand un parti poli-



tique devient une religion, c'est alors qu'il est le plus redoutable. Mais nous n'étions pas au Palais pour nous livrer à une discussion philosophique, et je répliquai simplement :

« Votre Majesté s'abuse, quant à la faiblesse du parti venizeliste. Toutes nos lettres d'introduction étaient pour des royalistes, et nous avons certainement été entourés par vos amis; et pourtant, ici à Athènes, nous avons vu plus de venizelistes que de royalistes. »

Une fois encore, et pour un moment, un nuage passa sur sa figure, son regard se voila de tristesse. Mais il chassa son idée et dit d'une voix ferme : « Non ! je suis très populaire. Le peuple s'intéresse à moi et non à Venizelos; je l'ai sauvé de l'anéantissement.

— Mais ne pensez-vous pas à présent, étant données les grandes forces que les Alliés ont à Salonique et le déclin de la force allemande, que la Grèce pourrait entrer dans la guerre et ne pas être anéantie?

— Non. En aucun cas la Grèce ne doit se battre et Venizelos doit comprendre cela. Je dois tenir compte de mes amies : Turquie, Bulgarie, Autriche et Allemagne.

— Depuis quand, ne pus-je m'empêcher de demander, la Bulgarie et la Turquie sont elles devenues amies de la Grèce? »

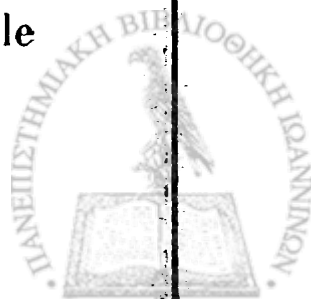
Une fois de plus il s'emporta : « Ce sont mes amies à moi, et c'est moi qui dois tenir compte d'elles. Vous ne comprenez pas cela : moi, je le comprends. Je suis soldat, et comme soldat je sais que l'Angleterre et la France ne savent pas faire la guerre : elles l'ont prouvé. Jamais elles ne pourront battre l'Allemagne, jamais ! La guerre finira en partie nulle. Je vous le dis comme soldat. Pourquoi la Grèce se ferait-elle de l'Allemagne une ennemie? »



— Elle est en train de se faire un ennemi du monde entier, Majesté, ce qui est pire; et qu'a-t-elle gagné?

— Elle n'a pas été écrasée. Je lui ai évité le sort d'une autre Belgique et d'une autre Serbie. Voyez un peu la Roumanie! (Il avait un rire ironique en disant cela.) Pourquoi les Puissances ne l'ont-elles pas secourue? Que faisait l'armée de Sarrail pendant que l'Allemagne écrasait la Roumanie? Quand elle est entrée en guerre, j'ai dit à mon peuple qu'en moins d'un mois elle serait écrasée, et elle l'est. L'autre jour il est venu une dame roumaine qui m'a dit que le roi de Roumanie était autant dire détrôné. Je vous le dis, il n'y a pas de tête chez les Alliés. Pourquoi entrerais-je en guerre et me ruinerais-je, quand je sais qu'ils ne savent même pas faire la guerre? » Et il se servit de beaucoup des raisonnements que nous avaient déjà tenus le général Dousmanis et le colonel Metaxas. Cependant il ne parlait pas comme quelqu'un qui répète des paroles, mais comme quelqu'un qui tire les idées de son propre fonds. Je n'ai jamais bien pu savoir qui en tout cela était inventeur et qui n'était qu'un écho.

Le Roi se plaignait beaucoup de Venizelos et de l'Entente : « Venizelos est un visionnaire, il est beaucoup trop confiant. Quand sir Edward Grey lui promit vaguement des concessions en Asie Mineure, il s'imagina aussitôt qu'on allait lui donner tous les territoires habités par les Grecs. Il en avait effectivement fait dresser une carte et le peuple grec était assez sot pour le croire. Mais j'étais mieux informé. Sir Francis Elliot est venu dans cette même chambre, s'est mis à rire et a dit : « Il faudra être plus modéré dans vos demandes. » Et je lui ai dit : « Pourquoi venez-vous rire ici? Pourquoi n'allez-vous pas vers mon peuple



« pour lui dire que Venizelos est en train de le tromper en lui promettant un si grand morceau d'Asie Mineure? » C'est ainsi que les Alliés m'ont toujours traité. Ils ont toujours et partout manqué à mon égard de loyauté et de justice. »

En l'entendant parler on perdait tout espoir d'union entre lui et les Grecs révoltés; cependant, durant une heure et demie, nous le suppliâmes et nous discutâmes avec lui. Parfois il écoutait, plus souvent il parlait, parfois avec humeur, parfois à sa manière douce et séduisante, mais toujours avec la certitude que la France et l'Angleterre ne savaient pas faire la guerre.

Quand nous nous retirâmes il fut en vérité très aimable : « A votre retour de Salonique, venez me voir, je vous en prie. Certainement Venizelos vous enjôlera. Il a une façon à lui de convaincre les gens. Il me convainquait moi-même, qui savais pourtant les choses, et ce n'était qu'après son départ et à la réflexion que je voyais combien il avait tort; mais pendant qu'il me parlait, je ne pouvais jamais lui résister. »

(Je ne rappelai pas au Roi qu'il venait de nous dire que Venizelos avait vainement passé deux heures à essayer de le persuader de se battre aux côtés de l'Entente.)

Qu'était devenue la bonne volonté qu'il nous avait montrée à notre première entrevue? Que devenait l'union avec Venizelos. Avait-il été sincère la première fois ou l'était-il maintenant? Et, s'il l'avait été alors, qui l'avait fait changer?

Tel était le mystère qu'il nous restait à éclaircir.



CHAPITRE VI

A SALONIQUE AVEC M. VENIZELOS

Une fois de plus nous allions être, d'Athènes à Salonique, les hôtes du gouvernement français, à bord d'un de ces petits bateaux postaux portant de ces noms de petits oiseaux qui leur conviennent si bien. Nous connaissions la date mais non encore l'heure de l'appareillage de la *Fauvette*. Les heures d'appareillage sont des secrets précieux que l'on communique à aussi peu de personnes que possible, de crainte qu'ils n'arrivent aux oreilles des sous-marins huns. Nous passâmes la soirée précédant notre départ avec M. Droppers, le ministre d'Amérique, et sa femme. Vers dix heures, une simple enveloppe adressée à mon mari fut apportée par un domestique. Elle contenait une feuille de papier, non signée, informant les passagers qui devaient partir qu'ils avaient à être à bord du croiseur cuirassé français *Bruix* le lendemain à six heures du matin.

Mon mari courut à l'hôtel pour chercher à retenir un taxi qui nous mènerait au Pirée. Quand il en sut le prix (l'essence étant dans la région à soixante francs le gallon, et un mélange d'éther et de térébenthine étant généralement employé, mais à condition de s'en servir avant que l'éther n'ait pu s'évaporer en ne lais-



sant que la térébenthine), il se rabattit sur une voiture, quoique cela signifiât pour nous le lever à trois heures moins le quart.

Il faisait encore noir comme dans un four quand nous quittâmes la Grande-Bretagne, et encore quand nous arrivâmes au Pirée, nous n'apercevions les réfugiés, campés en plein air tout le long des quais, que comme des fantômes inquiets s'agitant dans la nuit. Notre cocher héla le *Bruix* sans s'inquiéter du sommeil des pauvres réfugiés; le *Bruix* nous envoya bientôt une embarcation. Nous fûmes à bord bien avant l'heure; là seulement on nous dit qu'il y avait eu une confusion entre la *Fauvette* et le bateau postal qui partait pour Corfou et que nous n'appareillerions qu'à deux heures de l'après-midi.

C'était contrariant. Mais quand on voyage dans les Balkans en temps de guerre, on n'a pas le choix. Un canot à rames nous ramena à terre; cherchant parmi les hôtels peu engageants du Pirée, nous nous décidâmes par voie d'élimination pour l'hôtel du Roi Constantin; nous nous couchâmes pour rattraper un peu du sommeil que nous avions perdu la nuit précédente.

Il y eut une compensation à ce retard; grâce à lui, nous fîmes la connaissance du commandant de vaisseau Castelneau, un Français rude et cordial, qui parlait un anglais excellent et qui était si aimable qu'il fit attendre le remorqueur quelques minutes pendant que nous buvions un verre de vin ensemble.

La *Fauvette* attendait à Keratsini et le remorqueur qui nous y porta avait un équipage d'alertes jeunes matelots qui avaient déjà été deux fois torpillés. Ils nous rassuraient en nous disant: « Oh! ce n'est pas si mauvais que cela. On s'habitue. »

La *Fauvette* elle-même aurait pu nous décevoir si



nous nous étions attendus à un transatlantique ; mais nous ne nous y attendions pas. Nous trouvâmes le capitaine du bord et son second aussi aimables et charmants que possible. Ils nous invitèrent à faire un bridge, et le second, voyant que mes pieds n'arrivaient pas au sol, parce que ma chaise était trop haute, me fit faire un petit banc qui ajouta singulièrement à mon confort. On était délicieusement sur ce pont, à observer le paysage déroulé sous nos yeux ; je l'admirais quoiqu'il ne fût pas nouveau pour moi. Ce qui était nouveau, c'était le petit contre-torpilleur rapide, se lançant de droite à gauche devant nous, comme un chien joueur courant devant son maître ; il veillait aux mines et aux sous-marins. Cela me donna un sentiment de sécurité que je n'avais pas ressenti sur l'eau depuis mon départ d'Amérique. Notre capitaine cependant semblait voir là une atteinte à sa dignité. Il murmurait, se disant bien capable d'amener son bateau sain et sauf à Salonique, même avec (nous n'apprimes la chose que plus tard) le million d'or de sa cale qui expliquait l'escorte du contre-torpilleur.

Comme tous les autres petits bateaux postaux, la *Fauvette* emportait sensiblement plus que le nombre normal de passagers. Parmi eux il y avait deux officiers grecs, un médecin grec de Constantinople, qui avait servi à l'armée grecque pendant les deux guerres balkaniques. Tous trois nous parlèrent des difficultés qu'ils avaient eu à surmonter pour atteindre Salonique. Pour aller d'Athènes à Salonique il avait fallu au médecin un grand mois et deux mois aux officiers. « Qui, demandai-je, vous a fait ces difficultés ? — Les Français et les Anglais. »

Plus tard, M. Alexandri, le représentant venizeliste à Rome, m'a donné le nom d'un Anglais de qui il



tenait ceci : quand l'armée grecque fut forcée par l'Entente à se retirer au Péloponèse, trois cents officiers et soldats s'adressèrent à lui pour qu'il les aidât à gagner Salonique et il dut refuser parce que son gouvernement n'avait pas prévu de moyens de transport. Ces trois cents furent donc obligés de rester dans l'armée royaliste.

Les officiers grecs et le médecin nous assurèrent que si nous allions à Salonique pour travailler à l'union entre le Roi et Venizelos, nous perdriions notre temps. « Nous n'avons plus confiance en Constantin. Il est prouvé, sans aucun doute possible, qu'il est traître aux intérêts de la Grèce. Nous ne souhaitons pas d'union avec lui. »

Pour nous donner un exemple de la mauvaise foi avec laquelle le gouvernement royaliste avait rempli ses engagements vis-à-vis de l'Entente, l'un des officiers nous raconta comment — par ordre — il avait rempli des caisses d'emballage avec des pierres et disposé une couche de fusils au-dessus. Le tout avait été expédié au Péloponèse comme caisses de fusils. « Voilà, madame, les choses honteuses que le Roi nous a fait faire. Et vous pensez que nous pourrions désirer une union qui aurait cet homme-là à sa tête? Il faut qu'il s'en aille, afin que la Grèce puisse de nouveau respirer avec honneur. »

Des conversations de ce genre firent passer les heures de veille de notre voyage. Quand nous fûmes en face de l'Olympe et de l'Ossa, ces montagnes merveilleuses, un ballon dirigeable vint nous escorter. Ainsi, sous une double protection, nous arrivâmes à cette ville de Salonique tant convoitée, qui, selon le colonel Metaxas, n'était qu'un piège où l'armée des Alliés était en train de périr d'inanition, et où cent



cinquante-deux vaisseaux étaient amarrés, n'osant s'aventurer à sortir. Je n'en comptai pas moins de trente qui sortaient pendant que nous entrions. Nous descendîmes à l'Hotel Splendid, sur le quai même. Combien de fois, sur le balcon de cet hôtel, me suis-je amusée à compter les voiles qui, à perte de vue, parsemaient de petits points tout le golfe. L'importance du trafic était incroyable pour moi qui, à mon dernier passage, avais vu une ville et un golfe semblant abandonnés et endormis depuis le moyen âge. J'étais complètement perdue dans une ville neuve où aucun objet ne m'était familier.

Nous arrivâmes à Salonique à cinq heures de l'après-midi. Impossible de trouver une voiture; avec l'aide d'un seul porteur nous nous ouvrimos un chemin à travers les rues encombrées de foule, allant d'hôtel en hôtel à la recherche d'un pauvre gîte. Partout, dans les rues, des tables et des chaises; assis, et buvant là leurs boissons habituelles, des soldats de vingt races différentes, venus de trois continents, parlant chacun sa langue : Français, Anglais, Ecossais, Serbes, Italiens, Grecs, Crétois, Indo-Chinois et Sénégalais; et des civils : Turcs, Juifs, Grecs; un échantillonnage d'à peu près toutes les nationalités. C'était le spectacle le plus surprenant que nous eussions jamais vu.

La promenade le long du quai, que je me rappelais abandonnée à la flânerie des élégants dans les fins d'après-midi, avait maintenant des voies ferrées posées dans ses contre-allées; le quai lui-même était bordé d'une ligne de navires amarrés côte à côte. Tous arrivaient chargés d'approvisionnements pour cette ville de cent cinquante mille âmes, qui abritait encore un demi-million d'étrangers de passage, sans compter l'armée du général Sarrail qui se battait sur les hau-



teurs et formait là un vaste demi-cercle de cinquante milles de diamètre.

Le lendemain matin de bonne heure nous allâmes au domicile de M. Venizelos; il habite la maison même que la nation grecque avait songé à acheter pour l'offrir au roi Constantin. M. Venizelos nous fit dire qu'il était au travail; que, de plus, il avait à sortir dans une demi-heure, et que, souhaitant nous voir longuement, il nous demandait de revenir le voir à cinq heures du soir.

A l'heure dite nous recevions le salut de la sentinelle crétoise de la porte et des nombreux gendarmes et officiers crétois répandus dans le beau jardin; nous arrivions à l'habitation de M. Venizelos et étions introduits dans une grande pièce ressemblant à un appartement de célibataire. Au bout d'une minute à peine, un homme ouvrit une porte et entra. Ses cheveux étaient blancs, mais sa démarche alerte et jeune, même juvénile. Il vint à nous, nous serra les mains comme s'il nous connaissait depuis longtemps: « Oh! dit-il, nous savons tout ce qui vous concerne. — Êtes-vous M. Venizelos? dis-je en le regardant fixement. — Oui, madame. Vous plaît-il de vous asseoir? »

Nous nous assîmes côte à côte sur un sofa, Kenneth Brown en face de nous. J'avais peine à croire que ce fût M. Venizelos. Malgré ses cheveux blancs il avait l'air mieux encore et plus jeune que sur aucun de ses portraits et il était d'une simplicité tout à fait inouïe. Je lui demandai pour la seconde fois: « Êtes-vous sûr d'être M. Venizelos? Ne seriez-vous pas quelque homme que M. Venizelos, en raison de sa ressemblance, chargerait de recevoir les gens de moindre importance? — Je suis bien M. Venizelos, dit-il en riant; et nous ne pensons pas que le « mé-



nage Brown » soit des gens de moindre importance.

Rire général, parce que c'était toujours comme du « ménage Brown » que les journaux d'Athènes parlaient de nous.

Tout de suite nous nous mîmes à parler de la Grèce. Je lui expliquai — comme j'avais fait aux royalistes — les raisons de notre voyage. Je lui résumai la situation telle qu'elle ressortait pour nous des paroles du docteur Streit et des autres royalistes. Il écouta attentivement, jusqu'au moment où j'en arrivai à leur version du traité avec la Serbie. Là il m'interrompit avec vivacité : « C'est faux, » dit-il.

Je lui demandai : « Monsieur Venizelos, voulez-vous dire pourquoi vous avez soutenu dès le début que le devoir de la Grèce était de secourir la Serbie ? »

— Nous étions alliés, madame.

— Mais le traité n'était-il pas uniquement balkanique ?

— Qui avez-vous vu à Athènes ?

— Tous les anciens premiers ministres, l'état-major général et le Roi.

— Vous ont-ils tous dit que ce fût un traité balkanique ?

— Oui ; et M. Zaïmis a ajouté qu'il était fait contre une tierce puissance, mais puissance unique.

— M. Zaïmis ne pensait pas vous dire une contre-vérité. D'autres lui avaient dit que le traité ne s'appliquait qu'aux Balkans et il le croyait. Mais c'est moi qui ai fait ce traité et je sais bien s'il était balkanique ou non. Nous avons fait ce traité pendant que nous nous battions encore contre les Turcs, parce que nous voyions que la Bulgarie songeait à se tourner contre nous après que nous eûmes pris Salonique. Elle voulait prendre plus de territoire qu'aucun de nous, et se



croyant la plus forte elle projetait d'attaquer d'abord la Serbie puis la Grèce, de les réduire toutes deux en vassalité et de garder pour elle-même l'hégémonie dans les Balkans. Nous vîmes cela et nous rapprochâmes de la Serbie, qui craignait aussi une attaque de la Bulgarie; mais elle jugeait le danger moins imminent pour elle que pour nous; elle ne voulait donc conclure qu'un traité qui la protégerait aussi contre sa grande ennemie, l'Autriche. Il est vrai que ni le Roi ni moi ne souhaitions signer ce traité. Nous voulions qu'il ne fût que balkanique, mais la Serbie insista, disant que si le traité n'était pas fait aussi contre l'Autriche, elle ne nous soutiendrait pas contre la Bulgarie. Nous discutâmes six semaines; alors la Bulgarie concentra son armée sur notre frontière; le danger devint trop grand pour nous permettre d'hésiter davantage.

« Voici le raisonnement que je tins au Roi : « Si « l'Autriche devait attaquer la Serbie, celle-ci ne « serait pas seule. La Russie ne pourrait jamais per- « mettre que la Serbie fût envahie par l'Autriche; si « la Russie marchait, la France et l'Angleterre mar- « cheraient aussi et la guerre deviendrait mondiale. « Pourquoi donc hésiterions-nous? La Bulgarie nous « attaquerait bientôt. Si la guerre mondiale devait « venir, ce ne serait pas avant dix ou quinze ans. » Après cela nous signâmes le traité; ainsi vous voyez, madame, que, quoique l'Autriche ne soit pas nommée dans le traité, il était nettement entendu entre la Grèce et la Serbie qu'il visait l'Autriche autant que la Bulgarie et la Turquie. »

Personne ne nous avait encore donné ces détails. Une chose maintenant s'expliquait pour nous : c'est que les royalistes, après avoir soutenu que le traité



ne les obligeait pas à se porter au secours de la Serbie, cherchaient toujours à trouver d'autres excuses à leur abstention. Cependant la situation n'était pas encore absolument éclaircie à mes yeux et je demandai à M. Venizelos :

« Si le traité était aussi contre l'Autriche, pourquoi n'êtes-vous pas allé au secours de la Serbie au début de la guerre? Vous étiez alors premier ministre et nous avons vu vos dépêches à M. Pachitch.

— J'ai écrit à M. Pachitch qu'il vaudrait mieux, même pour la Serbie, avoir une Grèce provisoirement neutre, afin de garder libre sa ligne de ravitaillement par Salonique et d'empêcher la Bulgarie de l'attaquer par derrière. M. Pachitch lui-même reconnut la nécessité de la chose et la Bulgarie n'osa pas se joindre aux Puissances centrales, aussi longtemps que la menace de la Grèce fut sérieuse.

— Selon vous, donc, la Grèce finalement donna à entendre à la Bulgarie qu'elle était libre d'agir, sans risque d'intervention grecque?

— Oui. C'est là la grande trahison du Roi et de son parti, répondit M. Venizelos.

— Les royalistes nous ont dit que vous étiez un homme politique à courte vue, et ne voyiez pas qu'une Serbie forte serait une menace perpétuelle pour la Grèce, ajoutai-je.

— Je préférerais une Serbie forte et puissante, qui fût notre amie, à une Serbie faible, qui fût notre ennemie. » Telle fut la réponse de M. Venizelos. Elle révélait un homme d'Etat d'un tout autre ordre que beaucoup qui aspirent à ce nom. Il continua ainsi, pour mieux expliquer son idée : « Après les deux guerres balkaniques, quand de nouveau on refusa à la Serbie un port sur la mer, je lui offris un accès libre



à la mer en passant par Salonique pendant cinquante ans, sans débours pour les terrains ou bâtiments dont elle aurait besoin. Nous voulions que la Serbie fût l'amie de la Grèce. Les nations, comme les individus, ne peuvent prospérer que par l'amitié et la confiance réciproques. »

Les royalistes nous avaient dit que M. Venizelos était un homme dangereux, possédant une fatale puissance de fascination qui obscurcissait votre jugement tant que vous étiez en sa présence, si bien que vous ne pouviez plus apercevoir la vérité. Le roi Constantin nous avait dit : « Je vous avertis que vous ne pourrez pas lui résister. Moi-même, qui suis bien au courant des choses, j'étais sous le charme tant que j'étais avec lui, et j'approuvais tout ce qu'il me disait. Seulement après qu'il m'avait quitté, je réfléchissais et comprenais combien il était dans l'erreur. »

Pour ce qui est du charme physique, le roi Constantin était trop modeste : il en a plus que son ancien ministre. Le charme qu'on trouvait à M. Venizelos était celui d'un honnête homme clairvoyant, persuasif, qui disait la vérité simplement, sans avoir recours aux faux-fuyants. Quant aux royalistes, continuellement je les embarrassais par des détails qu'ils avaient la plus grande difficulté à expliquer et qu'ils cherchaient toujours à esquiver. En aucune circonstance, il n'en a été ainsi avec M. Venizelos.

Quand nous le quittâmes à sept heures, après avoir pris un rendez-vous pour le lendemain matin, et quand nous fûmes dans le jardin, mon mari respira longuement et profondément. Il me dit : « J'éprouve exactement la même sensation que j'éprouvai quand, après avoir quitté à Caux le train suisse où l'air était chaud et renfermé, je me trouvai dans l'air pur et frais



des Alpes, découvrant, loin au delà du lac de Genève, le mont Gramont. C'est la première fois que je respire depuis que je suis en Grèce. »

Cette impression ne fut pas diminuée quand, le lendemain, à l'heure convenue, nous nous retrouvâmes dans la pièce grande et simple où nous eûmes à attendre un instant parce que lord Grandville, représentant de Grande-Bretagne, était avec M. Venizelos. En entrant, il s'excusa de nous faire attendre et reprit son récit, nous menant pas à pas sur le même terrain où le docteur Streit nous avait menés. C'est là qu'apparut le contraste absolu entre les deux hommes.

« Pourquoi avez-vous offert la Grèce à l'Entente si tôt, dans les débuts de la guerre? » En lui posant cette question j'avais encore deux griefs contre M. Venizelos : pour avoir divisé la Grèce et pour avoir offert la Grèce à l'Entente sans conditions.

Il me répondit : « C'est, madame, parce que la Grèce est petite : ç'aurait été pour elle un grand honneur d'offrir à la France ce qu'elle avait, au moment où la France semblait accablée. Il me semblait que si j'attendais jusqu'au moment où la France repousserait les Allemands, comme je savais qu'elle le ferait, ce ne serait plus la même chose. De plus, il y avait une autre raison : le salut de la Grèce. Supposez que la Turquie et la Bulgarie, voyant la Serbie occupée ailleurs, se fussent unies pour attaquer la Grèce : nous ne pouvions résister à ces deux nations. Mais si nous étions alliés des grandes Puissances, ni la Turquie, ni la Bulgarie ne pouvaient nous faire du mal.

— Mais supposez que la France et l'Angleterre fussent battues dans cette guerre : n'aurait-il pas mieux valu pour la Grèce rester neutre?

— D'abord la France et l'Angleterre ne peuvent



être battues. Même si elles sont en infériorité pendant cinq ou sept années, à la fin elles gagneront.

— Mais supposez que vous vous trompiez ?

— En ce cas, madame, je vous fais la même réponse que j'ai faite au roi Constantin, quand il me soutenait que la France et l'Angleterre seraient battues : même si ces deux nations sont battues, mieux vaut pour la Grèce la défaite à leurs côtés que la victoire aux côtés de l'Allemagne. »

Je ne sais si c'est son pouvoir diabolique de fascination qui commençait à produire son effet, mais certainement cet homme savait vous faire vibrer ! Un homme qui préférerait la défaite partagée avec le parti du bien à la victoire partagée avec le parti du mal !

Je discutais et disais : « Pourtant il ne me semble pas correct que vous ayez placé la Grèce aux côtés des Alliés sans en avertir le Roi.

— Qui vous fait supposer que je n'aie pas averti le Roi ?

— Le roi Constantin nous l'a dit. C'est un de ses grands griefs contre vous. »

M. Venizelos me regarda d'un air incrédule et me dit : « Il faut que vous fassiez erreur. Sa Majesté n'a jamais pu vous dire cela. » Il se tourna du côté de mon mari pour lui demander une confirmation. Kenneth Brown lui dit : « Non seulement le Roi nous l'a dit, mais il a ajouté qu'il ne l'avait su qu'en février après votre démission. »

M. Venizelos fut très peiné. Nous le vîmes à l'expression de son regard si franc. « Certainement, reprit-il, il faut que vous fassiez erreur, car, comme vous vous en souvenez, après que j'eus offert la Grèce aux Alliés, le roi George d'Angleterre envoya un télé-



gramme personnel au roi Constantin pour le remercier de cette offre. » Il réfléchit une minute, puis se leva et sonna, et au Crétois qui se présenta il dit : « Veuillez demander à M. Markantonakis de vous donner les dossiers d'août 1914. »

Quelques minutes après, les dossiers étaient apportés; M. Venizelos en retira une lettre, y jeta un coup d'œil et, après quelque hésitation, la mit entre mes mains. C'était une lettre autographe du roi Constantin écrite en grec; elle avait onze pages et était datée d'août 1914. Je la lus attentivement. Il y discutait tout au long les raisons que son premier ministre lui avait données pour offrir de placer la Grèce aux côtés de l'Entente et y donnait son approbation royale.

Quand j'eus achevé ma lecture, je revis dans ma pensée la scène de la bibliothèque du Roi, quand ses yeux avaient fixé mes yeux, et je croyais encore l'entendre me dire : « Je n'ai jamais rien su de cela. Venizelos l'a fait sans m'en parler. »

Je n'osai regarder M. Venizelos. Je souffrais à l'idée que le roi Constantin, si aimable, si charmant et au regard séduisant et suppliant, aurait réellement pu me mentir. Quand je rendis la lettre à M. Venizelos, son regard ne rencontra pas le mien et il ne revint pas sur ce sujet. Il reprit le fil de son récit, expliquant chaque détail, répandant des flots de lumière là où il n'y avait eu jusqu'ici pour moi qu'obscurité et confusion. On n'avait cessé de nous dire et de nous redire à Athènes qu'il était hystérique, agissait sous l'impulsion du moment, ne s'arrêtant jamais pour réfléchir aux conséquences de ses actions. Tandis qu'il nous parlait, nous constatons que loin d'agir sous l'impulsion du moment, il ne prenait aucune de ses décisions avant d'avoir considéré non seulement le passé et le



présent, mais aussi le plus lointain avenir. Chose encore plus remarquable : sans doute il mettait les intérêts grecs au premier plan ; mais quand les intérêts plus généraux de l'humanité étaient en opposition avec ceux de la Grèce, il sacrifiait ces derniers en vue d'un plus grand bien. Comme Kenneth Brown me le fit remarquer dans la suite, c'était le seul homme rencontré par nous dans les Balkans qui avait la compréhension de la devise « Vivre et laisser vivre. »

Je n'interrompis plus M. Venizelos. Je n'eus pas à le faire. Nous nous contentâmes d'écouter son simple exposé de toute la situation, et, si nous étions pris au « charme diabolique » de cet homme, c'était au charme de son âme qui avait la transparence et la pureté de l'air de ses montagnes de Crète. Nous travaillâmes avec lui pendant trois jours, et, le troisième jour étant un samedi, il nous dit au moment où nous nous retirions : « Demain c'est dimanche. Venez à midi. Nous pourrons travailler une heure et nous serions ensuite heureux de vous garder pour le lunch où vous pourriez voir l'amiral Coundouriotis et le général Danglis. » Ces deux hommes, qui avec M. Venizelos formaient le triumvirat du gouvernement provisoire de Salonique, vivaient ensemble dans la même maison.

Nous acceptâmes, honorés et charmés de déjeuner avec ces trois hommes. Cependant en rentrant chez nous par la longue route poudreuse parallèle au quai, je ne partageais pas, tout à fait au fond de mon cœur, je dois le confesser, le grand enthousiasme de mon mari pour M. Venizelos. Il n'est pas douteux que mon intelligence ne fût pour lui, mais je me raccrochais encore à mon ancienne idée de laver mon pays de toute la boue dont on l'avait couvert, et il était en



train de ruiner tous les arguments que je pouvais faire valoir en faveur de ce pays. Devenir venizeliste, cela voulait dire : admettre que la Grèce eût considéré son traité avec la Serbie comme un chiffon de papier, admettre qu'elle fût malhonnête, et que le roi Constantin, que j'avais défendu avec tant d'ardeur, ne valait pas mieux que les Huns. Tandis que j'écoutais M. Venizelos, tout en ne voyant pas comment le réfuter, je me rendais compte que je cherchais toujours quelque point faible, tant dans son exposé que dans sa personnalité; et, à ce troisième jour, en rentrant à notre hôtel, j'étais contrariée de ne pas pouvoir trouver l'ombre d'une erreur ni dans ses raisonnements ni dans ses principes. Combien j'aurais été prête à sacrifier sans retard Venizelos et son parti au Roi et à la Grèce; combien j'aurais été ardente à déclarer que le Crétois était un démagogue, si en même temps j'avais pu prouver que la Grèce n'avait pas de traité avec la Serbie, l'obligeant à se porter à son secours. Malheureusement pour la cause royaliste, plus je voyais Venizelos et plus je me persuadais que les égoïstes étaient tous de l'autre côté.

Nous travaillions les matins avec M. Venizelos et les après-midi avec M. Politis. M. Politis est plus Français que Grec. Venu tout jeune à Paris, il y a fait son éducation et est devenu professeur de droit international au Collège de France, je crois. M. Venizelos et le roi Constantin insistèrent tous deux auprès de lui pour qu'il renonçât à cette chaire, revint en Grèce servir sa patrie où son devoir l'appelait. Il finit par se décider à le faire et devint directeur des Affaires étrangères, poste qu'il occupa jusqu'aux derniers jours de 1916 où il quitta Athènes. Il se rendit à Salonique où



M. Venizelos lui offrit le ministère des Affaires étrangères.

M. Politis est de taille plutôt petite; il a les cheveux bruns et de grands yeux couleur de noisette, qui font le caractère dominant de sa personnalité. Nous allâmes le voir à l'office des Affaires étrangères du gouvernement provisoire; par après, nous avons travaillé avec lui des deux et trois heures de suite. Lui aussi nous a conduits, pas à pas, du début de la guerre jusqu'à notre départ d'Athènes. Ayant été au ministère des Affaires étrangères pendant les deux premières années de la guerre, et ayant eu à conserver tous les documents, il put nous faire des révélations sur des points que personne jusqu'ici n'avait touchés.

Dans l'après-midi de ce samedi où j'étais d'humeur si sombre en quittant M. Venizelos, parce qu'il m'enlevait tous mes moyens de défense favorables au Roi, M. Politis nous dit la chose qui donna le « coup de grâce » à mon espoir de sauver Constantin. Rappelant l'abandon du fort Rupel, il dit :

« Le jour de la chute de Rupel, je vis le général Dousmanis et le colonel Metaxas accourir au ministère; ils avaient l'air de gens absolument agités et affolés. Le fort Rupel, s'exclamèrent-ils, a été obligé de se rendre aux Bulgares et aux Allemands. En face de forces supérieures il a tenté de résister; puis, constatant que cela ne mènerait qu'à un massacre inutile, il a capitulé.

« Skouloudis était à ce moment premier ministre. Contrairement à tous les usages, il avait l'habitude d'emporter chez lui des papiers d'État importants, au lieu de me les transmettre, à moi qui devais en assurer la conservation. Quand il dut démissionner, je lui dis : « Vous avez par devers vous un certain nombre de

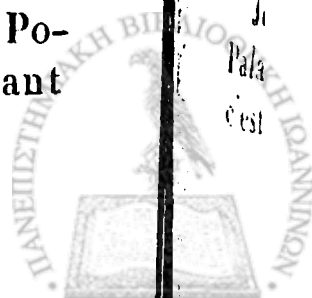


« documents publics qui doivent être restitués au « ministère des Affaires étrangères. » D'abord il ne sembla pas disposé à les rendre. Cependant il finit par me dire : « Si vous voulez venir chez moi cette « nuit, je les retirerai de mon coffre-fort et vous les « remettrai ! » Il me remit donc à son domicile une enveloppe scellée. Comme j'étais directeur des Affaires étrangères, mon devoir était de parcourir les documents et de les classer. Dans cette enveloppe je trouvai la convention officielle de la remise du fort Rupel — signée d'une part par le gouvernement grec et de l'autre par les Bulgares et les Allemands — et *sa date était de quatre jours antérieure à celle de la remise effective*. Vous voyez, conclut tristement M. Politis, que Dousmanis et Metaxas jouaient la comédie le jour où ils vinrent, pâles et émus, à mon ministère pour m'annoncer la remise du fort. Et ils la jouaient si bien que je les ai crus absolument — et pourtant je les avais déjà surpris à mentir. »

Kenneth Brown et moi eûmes peine à croire à la vérité du récit de M. Politis; la trahison du gouvernement royal était si forte qu'elle en était incroyable à première vue. Je dois avouer que ce jour-là j'ai essayé de tendre à M. Politis un piège.

« M. Zaïmis a succédé à M. Skouloudis comme premier ministre, n'est-ce pas? — Oui. — Est-il au courant de ce que vous nous avez dit? — Oui. — Il ne nous en a rien dit. — Mais il ne pouvait le faire, comme membre du gouvernement. Je ne pourrais pas vous en parler maintenant si je n'étais un révolutionnaire. »

A notre retour à Athènes nous cherchâmes une confirmation auprès de M. Zaïmis lui-même : « M. Politis nous a dit qu'il existait des documents prouvant



d'une façon péremptoire que le gouvernement royaliste avait fait une convention avec les ministres de Bulgarie et d'Allemagne pour la remise du fort Rupel, quatre jours avant que l'armée ne fit cette remise. Est-ce exact?

— Politis m'a parlé de l'existence de ce document, mais je n'ai pas voulu le voir. Mon cabinet était formé pour expédier les affaires — et non pour enquêter sur les actes de mes prédécesseurs. »

C'est ici qu'Alexandre Zaïmis n'avait pas eu l'énergie de s'élever jusqu'à accomplir une grande action. S'il avait eu le courage d'examiner ce document, et s'il l'avait rendu public, disant au peuple grec qu'il était trahi, quelle autre figure il ferait aujourd'hui, tant devant la Grèce que devant le monde! Il eût été le plus grand Grec de l'ancienne Grèce. Peut-être les royalistes l'auraient-ils fait assassiner. Il est donné à peu d'entre nous de mourir de la mort qui donne l'immortalité. M. Zaïmis préféra fermer les yeux sur les actes de ses prédécesseurs; le résultat fut que, peu de mois après, lui étant encore premier ministre, Kavalla et Drama furent, comme le fort Rupel, abandonnées aux Bulgaro-Germains. Un corps d'armée entier capitula et se trouve maintenant on ne sait où; de grandes quantités d'or et de munitions furent livrées au pire ennemi de la Grèce. Telles sont les choses déshonorantes par lesquelles a passé un homme honorable, aimé et respecté comme M. Zaïmis, parce qu'à ses grandes qualités il n'a pas su ajouter le courage de regarder les faits en face, ni avoir la force de faire un coup d'audace.

Je n'ai pas de preuve directe de la connivence du Palais dans la remise de Drama et Kavalla. Cependant c'est une chose significative que celle qui arriva à une



dame royaliste, femme de l'un des députés des districts livrés. Comme beaucoup d'autres Grecs, elle avait fui devant les Bulgaro-Germains et était venue à Athènes. Quand la sœur du Kaiser, la reine de Grèce, qui la connaissait, la vit en Grèce, elle sembla contrariée : « Pourquoi, demanda-t-elle, avez-vous quitté votre domicile? — Parce que, Majesté, je ne puis vivre où il y a des Bulgares. — Mais, répliqua la Reine, il y a aussi les Allemands; ils gouverneront bien ces provinces. Veuillez rentrer chez vous. »

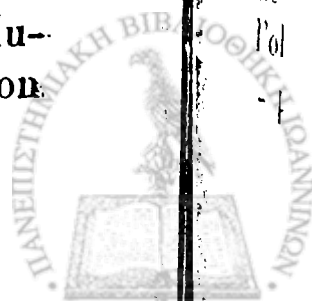
Et les efforts de la dame prussienne n'en restèrent pas là. Chaque fois qu'elle rencontrait cette réfugiée grecque, elle faisait son possible pour l'amener à rentrer et à vivre sous le gouvernement de ses chers Allemands, et cela malgré le fait que des rapports quotidiens arrivaient à Athènes, disant que le meurtre et la rapine étaient le sort des Grecs dans les districts de Drama-Kavalla-Sérès.

Les révélations au sujet du fort Rupel ne furent pas les seules que nous fit M. Politis.

« Quand je fus convaincu, nous dit-il, que le Roi ne jouait pas franc jeu vis-à-vis des Alliés et n'observait pas la neutralité bienveillante qu'il leur avait promise, j'essayai de l'entretenir seul à seul à ce sujet. Il m'accorda quelques audiences. Mais je n'étais pas plus tôt avec lui, que le docteur Streit ou le général Dousmanis ne manquaient pas d'apparaître; et, dans la suite, le Roi ne m'accorda plus d'autre audience.

— Comment avez-vous été convaincu que le gouvernement grec trahissait les Alliés?

— Par une foule d'incidents, les uns importants, les autres secondaires. Je vais vous en citer un qui est caractéristique. Le général Sarrail s'était plaint à plusieurs reprises qu'on lui faisait des difficultés et qu'on



l'empêchait de se servir du matériel roulant du chemin de fer. Un grand nombre de wagons, disait-il, avaient été retirés de Salonique à seule fin de gêner ses transports de troupes et de munitions. J'examinai la question avec le gouvernement pour élucider l'affaire. Cette affaire ne regardait en rien le général Dousmanis et pourtant c'est toujours à lui que j'eus à m'adresser. A cette occasion il me dit que le général Sarrail était un menteur, qu'aucun des faits dont il se plaignait n'était exact et qu'il ne faisait que trouver tous les jours des prétextes pour ennuyer les Grecs.

« Je vais vous le prouver, dit-il. Je vais vous mettre
« en communications directes avec le fonctionnaire
« de service à Salonique et vous pourrez l'interroger
« vous-même. »

« Il m'emmena au télégraphe; je posai mes questions par l'intermédiaire d'un employé, et, par le fil, on répondit de Salonique que l'histoire du matériel roulant enlevé de Salonique n'était pas vraie; que Sarrail ne savait pas ce qu'il disait et qu'il était trompé par ses propres gens.

« Rassuré par là, j'envoyai une note plutôt raide aux Français, déclarant qu'ils étaient complètement dans l'erreur avec leurs accusations et que je me trouvais savoir positivement qu'aucune partie du matériel roulant n'avait été enlevée de Salonique et que tout le possible avait été fait pour faciliter les opérations des Alliés.

« Quelque temps après, continua M. Politis, me trouvant à Salonique pour une autre raison, je vis mon frère qui était en fait à la tête du réseau des chemins de fer de cette région, et j'eus l'idée de l'interroger sur l'objet de la plainte du général Sarrail : « Auriez-vous
« par hasard, demandai-je, renvoyé de Salonique une



« partie du matériel roulant? — Oui, répondit-il, nous
 « avons renvoyé deux cents wagons. — Sur l'ordre de
 « qui? — Sur l'ordre de l'état-major général à Athènes.
 « Attendez une minute. J'ai cet ordre sous la main. »
 Je fus naturellement plein d'indignation et dès mon
 retour à Athènes, j'allai voir le général Dousmanis au
 sujet de cette affaire. Le général me regarda bien en
 face et me déclara : « Aucun ordre de ce genre n'a été
 « donné, votre frère a menti. »

« Voilà les choses par lesquelles il a fallu passer,
 conclut M. Politis. M. Zaïmis faisait de son mieux
 pour satisfaire aux demandes des Alliés et croyait sin-
 cèrement que ses ordres s'exécutaient. En fait, l'état-
 major général et le Palais continuaient à accomplir
 derrière son dos leur œuvre de trahison. »

Dans cette après-midi du samedi, je fus bien forcée
 de dire adieu à toutes mes espérances de sauver la ré-
 putation du roi Constantin; car au fur et à mesure
 que M. Politis nous racontait de nouveaux incidents,
 nous constations, sans doute possible, que la conspi-
 ration contre l'Entente avait son centre au Palais. Il
 est vrai que je crois encore que bien des choses furent
 faites moins par le Roi que par la Reine, aidée par son
 bras droit, le docteur Streit. Tout le temps elle disait
 aux Anglais qui l'écoutaient : « Je ne m'occupe en rien
 de politique et j'espère qu'après la guerre le peuple
 anglais m'aimera toujours et me permettra de re-
 tourner à Eastbourne. »

Elle n'a pas eu besoin d'attendre jusqu'après la
 guerre pour savoir que quelques Anglais l'aimaient
 encore, malgré la preuve qu'on a qu'elle est directe-
 ment responsable de la mort de milliers d'Anglais.
 D'Angleterre une grande pression a été exercée à
 Athènes pour garder Sophie et son mari sur le trône.



Trois semaines avant leur abdication, un général anglais déclarait ouvertement que sa mission en Grèce était de veiller à ce que le roi Constantin ne soit pas détrôné.

Qui ce général représentait-il? Qui l'avait envoyé à Athènes avec une telle mission? Ce n'était certainement pas le Kaiser.

Le dimanche où nous allâmes chez M. Venizelos pour le lunch, nous passâmes devant les groupes de Crétois, en petits bonnets et en grandes culottes noires flottantes, qui flânaient aux abords de la porte du jardin. Et, sans aucune cérémonie ni préliminaires, nous entrâmes dans le grand hall central de la maison des triumvirs. Là, nous rencontrâmes le général Danglis et l'amiral Coundouriotis. Ce dernier, tout à coup, nous dit pour nous taquiner :

« Eh bien! comment allez-vous amener cette réconciliation? Quelles sont les conditions que vous nous apportez d'Athènes? »

Dans les trois jours des conversations préalables que nous avons eues avec M. Venizelos et M. Politis, nous n'avions pas prononcé le mot de réconciliation, estimant, après avoir vu le premier, que de lui parler des conditions que le Roi nous avait dites, c'était lui faire une insulte. Les deux groupes des royalistes et des venizelistes défendaient des idées si diamétralement opposées que l'abîme entre eux était infranchissable. Maintenant que l'amiral Coundouriotis, en clignant des yeux, nous interrogeait sur les conditions de la réconciliation, je lui répondis : « Le Roi est disposé à pardonner et à proclamer une amnistie, pourvu que vous renonciez à votre mouvement et rentriez repentants à Athènes. »

M. Venizelos, l'amiral Coundouriotis et l'aimable



général Danglis ne voulurent pas croire que je leur disais la vérité. Ils pensaient que, induite en erreur par le regard malicieux de l'amiral, je m'amusais d'eux.

L'amiral m'interrogea : « Si nous allons au Palais, serons-nous autorisés à baiser la main royale, et l'ayant fait, serons-nous réintégrés dans nos anciennes situations ? »

— Il n'est pas entré dans tous ces détails, répondis-je ; il nous a seulement dit que, malgré l'amnistie qu'il était disposé à vous accorder, vous ne pourriez assurément pas après cela persister dans votre mouvement.

— Vous a-t-il véritablement dit cela ? demanda le général Danglis.

— Oui, telles sont fidèlement rapportées les conditions dont il nous a effectivement parlé. »

M. Venizelos ne pouvait y croire et Kenneth Brown dut confirmer mes paroles pour les convaincre que je ne plaisantais pas. M. Venizelos fut, je crois, plutôt contrarié ; le général Danglis ne savait comment prendre la chose ; mais l'amiral Coundouriotis riait sous cape avec gaieté. Je ne crois pas que depuis des mois rien n'ait provoqué en lui tant de gaieté que ces conditions. Aucun d'eux ne se souciait de l'amnistie du roi Constantin. Ces hommes de Salonique se battaient pour ce qu'ils savaient être juste. Que leur importait ce qui adviendrait d'eux ; ils ne s'inquiétaient tous que de réhabiliter la Grèce aux yeux du monde et devant leur propre conscience.

Quand le lunch fut annoncé, nous passâmes dans une salle à manger dont les grandes fenêtres, occupant tout un côté de la pièce, donnaient sur le golfe. M. Venizelos était au haut bout de la table ; il plaça



mon mari et moi à sa droite et à sa gauche. A côté de moi était l'amiral Coundouriotis. Il est grand et maigre, marin de profession et marin dans l'âme. En général il est silencieux, mais possède un humour naturel exquis, chose rare parmi les Grecs. Car parmi eux l'humour est rare, si le sens du ridicule ne l'est pas.

En face de moi était le général Danglis. Il est petit, très bien proportionné et d'un caractère si bon que l'on a peine à imaginer que la guerre soit son métier. Cependant on dit qu'il est aussi adoré de ses soldats que l'amiral l'est de ses marins.

A ce premier lunch assistaient aussi M. Politis et Emanuel Repoulis, ce Grec d'origine albanaise qui ne parle pas d'autre langue européenne, mais dont le grec est la langue même que devaient parler les dieux de l'Olympe.

Repoulis est le plus grand des hommes de l'entourage de Venizelos.

Pendant des années, il a fait pour la Grèce un rêve merveilleux, rêvant pour elle régénération et gouvernement honnête, alors que tout était corruption et politique vile sous le roi George. Pour réaliser ce rêve, il était toujours à la recherche de l'homme qui pourrait être un chef et qui pourrait prendre dans ses mains vigoureuses les destinées de la faible petite nation et lui assurer, par une bonne administration, le plus heureux développement. S'étant fixé ce but, il forma un club de sept hommes appelés « les Japonais », club qui ne vécut pas longtemps, peut-être bien parce que Gounaris était l'un des sept.

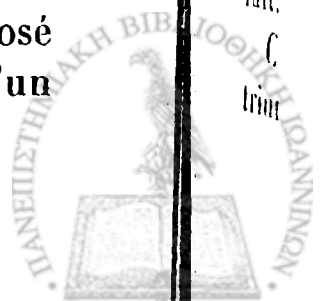
Le rêve de Repoulis semblait destiné à ne rester qu'une vision, quand la rencontre de Venizelos en fit une réalité. Repoulis alors fut le chien de garde du



parti venizeliste, le pilote du vaisseau venizeliste dans la tempête, le gardien de ce feu sacré venizeliste qui doit être entretenu dans le cœur de tous les Grecs. Si le venizelisme est une religion, comme le roi Constantin le disait à la légère, alors Repoulis en est le grand prêtre. Il y a d'autres hommes à Salonique, en Grèce et dans le monde entier qui aiment Venizelos, mais pas un ne l'aime comme Repoulis.

Quand c'était le moment pour moi d'aller travailler avec lui, je me promettais d'avance un grand plaisir. Ce que je trouvais, c'était un trésor bien plus précieux que l'or et les pierreries : c'était l'attachement loyal d'un grand homme pour un autre plus grand, exprimé dans la langue grecque exquise que maniait un merveilleux orateur. Il parlait tantôt assis, tantôt debout, sa grande taille redressée dominant ma petite personne perdue dans un fauteuil. Repoulis a une tête magnifiquement construite; son épaisse chevelure grisonne sur les tempes par l'effet des soucis plutôt que de l'âge, et ses yeux ont ce puissant éclat qu'on voit aux yeux des hommes de mer.

Les heures que je passai avec Repoulis furent nombreuses, ce ne furent jamais des heures d'un travail fatigant. Ce n'était pas ma mémoire et mon jugement qui étaient occupés à se souvenir et à comprendre : quelque chose de plus haut s'exaltait en présence de la grandeur spirituelle de cet homme. Je n'ai jamais oublié quel privilège c'était pour moi de voir cet homme, qui était habitué à dominer de grands auditoires, parler à un petit bout de femme dont le seul droit à ce grand honneur se fondait dans son grand amour pour le même pays que chérissait Repoulis. A la différence des autres, il ne me faisait pas un exposé historique dans un ordre suivi. Son exposé était d'un



artiste. Il commençait par la figure centrale de la toile, puis la quittait pour esquisser quelque détail dans un coin du tableau, mettant là tel objet qui, à première vue, semblait un épisode insignifiant, mais qui, étant présenté avec son style incomparable, donnait immédiatement sa valeur à la figure centrale. Il me fit, en plusieurs fois, un long récit ; pendant bien des heures il revécut ainsi tous les incidents, toutes les phases de ces deux années terribles, où, pour la première fois de sa vie, il avait vu une possibilité de tirer la Grèce de son rôle effacé et de la mettre vis-à-vis des autres nations sur un pied qui commande le respect — et puis tout son beau rêve s'était évanoui.

Quand l'Angleterre envoya des soldats en Égypte, Repoulis brûla du désir d'envoyer un corps d'armée de Grecs se battre à leurs côtés — pour périr à leurs côtés s'il le fallait. « Dût-il n'en pas revenir un seul, l'honneur de ces hommes, morts aux côtés des Anglais, aurait consacré l'existence de la Grèce. » Telle était l'idée sur laquelle il insistait. Au lieu d'être en situation de saisir l'occasion, Repoulis dut voir un Roi danois et une Reine prussienne sacrifier les intérêts du pays, voire son honneur ; et lui, qui pendant des années avait rêvé du relèvement de la Grèce, fut le témoin de son plus grand abaissement. Tandis qu'il parlait de ces temps d'épreuve, je voyais bien que Repoulis pourrait vivre cent ans, sans que sa douleur s'adoucit : chaque fois qu'il repenserait à ces années d'abaissement, le sentiment de la belle occasion manquée par la Grèce, de la perte de son honneur, serait pour lui la même torture qu'à l'heure où il m'en parlait.

Cependant, à ce premier lunch dans la maison des triumvirs, Repoulis parla peu. Je crains d'avoir trop



accaparé le temps de cette tablée d'hommes, en provoquant de si longs éclats de rire par le récit de tous les incidents amusants de nos rapports avec les royalistes d'Athènes. Ce fut un moment de délasserment pour ces hommes fatigués, qui avaient encore tant de graves soucis du fait que les Alliés étaient quatre nations différentes et dont toutes n'étaient pas amies des venizelistes. Certes la France était la sœur spirituelle et intellectuelle de la Grèce. Mais en Angleterre il restait bien des hommes persuadés que toucher à un roi quelconque c'était menacer leur propre Roi; ils ne se rendaient pas compte que c'était au contraire affaiblir toute royauté que de « protéger » un roi traître à sa parole. De même, jusqu'à ce jour, il reste en Angleterre un parti entêté de bulgarophiles qui persistent à chercher le moyen de sauver la Bulgarie, même depuis qu'elle a marché contre l'Angleterre. Pourtant l'adoration des venizelistes pour l'Angleterre était curieuse à voir. M. Repoulis n'avait jamais connu des Anglais; ne sachant pas les langues, il n'avait pu être en contact qu'avec les rares étrangers parlant le grec. Cependant à Salonique il avait vu les Anglais *en masse* et son amour de l'Angleterre était confirmé par l'attitude de ses troupes et la courtoisie de ses officiers. Je n'ai jamais entendu parler d'un article plus élogieux sur l'Anglais comme race, que celui que Repoulis écrivit pour les journaux grecs.

Voilà donc pour deux des Alliés : la France aimée, et l'Angleterre admirée. Mais il y avait encore la Russie et l'Italie. La Russie convoitait une grande ville qui était actuellement sous la domination turque, mais qui pendant des siècles avait été grecque, où aujourd'hui encore la langue grecque dominait et où l'influence grecque était plus grande que toute autre



(celle de la Turquie exceptée), une ville sur laquelle tous les Grecs se croyaient avoir des droits héréditaires.

Quant à l'Italie — ma pauvre Italie est actuellement sous la domination d'un groupe d'hommes qui peuvent ruiner ce beau pays; car leur impérialisme et leur absence de scrupules ne sont pas moindres que ceux des Junkers qui ont déchainé le vandalisme sur le monde. Ce groupe d'hommes en Italie aspire non seulement à l'Épire du Nord sur laquelle flotte en ce moment le pavillon grec, non seulement à Smyrne avec son hinterland aux sept cent cinquante mille habitants grecs, mais tend encore vers une hégémonie à la prussienne dans la Méditerranée; l'Italie fait les pires efforts pour maintenir la Grèce divisée, en encourageant le roi Constantin; avant tout elle veut prévenir l'entrée dans la guerre de la Grèce, afin que rien ne vienne mettre en péril la part qu'elle se taillerait en Méditerranée orientale. Bien différente de M. Venizelos qui souhaitait une Serbie forte et amie, l'Italie ne se souhaitait dans les Balkans que des voisins faibles, au risque de s'attirer leur hostilité éternelle. Ce sont là les errements de cette vieille diplomatie dont tous les amis du bien de l'humanité doivent espérer que cette guerre marquera la mort.

Non, ce ne furent pas des jours heureux pour ces hommes assis à la table de M. Venizelos, qui puisaient toute leur force dans l'amour de leur pays et dans l'amour d'un idéal; jours d'angoisse, jours d'espérance aussi; ils avaient gagné Salonique afin de prouver que l'esprit de devoir et d'honneur vivait encore parmi les Grecs; et leur armée de volontaires, malgré tous les obstacles, s'augmentait tous les jours. Des hommes affluaient de toutes parts, venant de la Grèce libre et de la Grèce asservie — des hommes souffrant



de la honte de la Grèce, venant donner leur sang, leur vie, donner tout pour que leur patrie soit purifiée.

L'angoisse et l'espérance étaient chaque jour la part de ces chefs du mouvement national, et j'étais heureuse d'avoir pu les faire rire un moment. Après ce premier lunch, ce devint une habitude pour nous tous que de manger ensemble tous les dimanches et jours de fête, au manoir des triumvirs, ma petite personne étant assise entre le grand Crétois et le fort Albanais; car l'amiral Coundouriotis, comme M. Repoulis et bien d'autres nobles Grecs, est originaire de cette partie de l'Albanie qui a toujours été grecque, et qui restera toujours grecque en dépit des pavillons italiens, des soldats italiens et des intrigues italiennes. Et en face de moi je voyais les yeux étincelants du général Danglis, avec à côté de lui M. Markantonakis, un Crétois dont je n'ai pas encore parlé. Il est secrétaire de M. Venizelos; mais il est plus que cela. Il me paraît jouer vis-à-vis de son ami le rôle de mère, de sœur, de femme, de régisseur et de surintendant. J'ai peine à me représenter toutes les choses qui s'arrangeaient en douceur grâce aux soins vigilants de M. Markantonakis, et qui sans lui auraient été pour M. Venizelos une cause de tracas et d'ennuis. Ces deux hommes étaient des amis d'enfance; ils avaient été en classe et avaient fait leur droit ensemble; mais quand le génie de l'un de ces hommes lui assura un rôle plus grand que celui de son ami, quand ce génie fit d'abord de lui le chef de la Révolution de Crète, pour en faire ensuite le chef et le premier ministre de la Grèce et pour en faire maintenant le chef d'un mouvement dont l'ébranlement devait la sauver — quand le génie de l'un de ces hommes eut fait de lui



un personnage international, l'autre n'avait ressenti aucune envie, mais avait consacré tout ce qu'il avait au service de son ami, sans jamais ressentir le moindre soupçon de jalousie. En causant avec moi M. Markantonakis ne parlait pas de lui-même mais de Venizelos, et il le faisait avec l'orgueil d'une mère dont le fils chéri a comblé, et au delà, toutes les espérances.

Pendant le lunch, M. Markantonakis parlait très peu. Il veillait seulement à ce que tout se passât très bien et à ce qu'il ne nous manquât rien. Nous nous mettions à table à une heure et y restions généralement jusqu'à trois heures, causant (et causant dans notre chère langue grecque) de la Grèce et de sa terrible situation actuelle. Par la grande fenêtre à panneau unique, nous pouvions découvrir au delà du golfe de Salonique les monts Olympe et Ossa, nos deux grandes montagnes qui, d'après la tradition de la poésie profane, disputent toujours entre elles à qui est la plus véritablement grecque et à qui a plus fait pour la race grecque. Sous le regard de ces grandes montagnes, en présence de ces grands hommes parlant la langue de Jupiter et d'Athéna, je devenais peu à peu venizeliste, ne souffrant pas moins de l'abaissement de la Grèce mais me mettant à espérer avec les venizelistes que, en coupant la Grèce en deux, nous pourrions la sauver dans son ensemble. Loin de l'air méphitique d'Athènes, cette espérance grandissait en moi. Qu'importait que Constantin le Danois nous eût trahis! Qu'importait qu'une bande de courtisans et de politiciens germanophiles, sous la direction d'une Reine prussienne, nous eussent vendus aux Huns! Nous étions de la race qui avait posé les fondements de la civilisation et nous ne pouvions périr. Peut-être l'angoisse et la souffrance causées par notre trahison,



peut-être le dédain et la haine du monde entier pour nous, au lieu de nous abattre, pourraient-ils effacer de nos âmes la flétrissure de nos quatre siècles d'esclavage sous les Turcs asiatiques. Je ressentais de plus en plus sur moi-même l'influence que la grande personnalité de Venizelos exerce sur tous les cerveaux qui ne sont pas façonnés en Allemagne (*made in Germany*). Mon pauvre roi Constantin avait raison : le venizelisme avait cessé d'être un parti politique ; c'était une religion pour les cœurs et les esprits de tous ces Grecs et Philhellènes qui souffraient de la honte et de la trahison grecques.

Il y avait dans ce ménage des triumvirs une atmosphère d'amour, d'un amour partagé par tous, depuis la sentinelle aux cheveux noirs et aux yeux bleus, qui veillait à la porte du jardin, dans son uniforme bleu si pittoresque avec ses grands plis, jusqu'à ces hommes réunis autour de leur table, et jusqu'aux Crétois qui les servaient ; c'était un amour dont l'objet était le plus noble qui pût exister : la réhabilitation et le relèvement d'une race — et d'une race méprisée du monde entier.

Le temps de ces lunch passait toujours trop vite pour moi. J'aurais porté envie à ces hommes qui vivaient dans cette maison, n'était que l'atmosphère qui régnait là défendait toute envie — si noble qu'en fût la source.



CHAPITRE VII

LE CRI DES SOLDATS GRECS

La fête des Pâques grecques tomba pendant que nous étions à Salonique. M. Venizelos nous invita à l'accompagner au camp militaire en dehors de la ville, où plus de vingt-cinq mille de ses volontaires s'entraînaient. Il y avait là des rangées de tentes à n'en plus finir, et des constructions permanentes, d'un caractère primitif, en forme d'A; ces dernières avaient été offertes au gouvernement provisoire par l'armateur grec Embiricos. Sur trois côtés d'un immense terrain découvert des soldats étaient maintenant alignés.

Le général Sarrail, ayant plus que jamais l'air d'un beau lion, accompagné de son état-major; le général Milner, tout à fait magnifique, entouré aussi de son état-major; et puis les plus chers de tous nos combattants, les braves Serbes, dont beaucoup étaient vieillis et fatigués mais avaient encore l'air martial; — tous arrivèrent à l'heure dite. Ils furent reçus par les triumvirs et par le plus aimé parmi tous ces étrangers, par ce bon et paternel général Génin, qui servait d'officier de liaison entre l'armée des Alliés d'une part et « l'armée de la Défense nationale » d'autre part. Ce dernier nom désignait l'armée venizeliste.



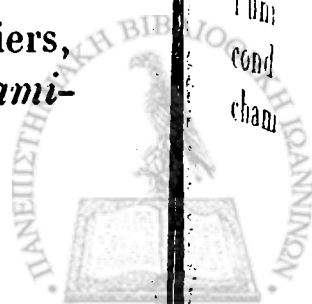
Après que les soldats eurent été passés en revue, après qu'ils eurent acclamé Venizelos, et après la dislocation, nous traversâmes en groupe les campements et nous nous rendîmes aux diverses salles et aux tentes servant de mess. Elles étaient décorées des drapeaux alliés et de guirlandes de lauriers. Dans chacune était dressée la table de Pâques, avec l'agneau rôti traditionnel et les œufs de couleur, en tas. Le général Sarrail et M. Venizelos furent les premiers à entrechoquer des œufs, puis tous les officiers grecs et leurs hôtes les imitèrent.

Ce jour-là, pour la première fois, j'entendis le cri terrible des soldats; ce cri, plein d'amertume, venait du cœur, il n'y avait pas à s'y tromper : *A bas Constantin, à bas le traître! Vive Venizelos, père de notre patrie et sauveur de notre honneur!*

Il y avait des hommes de tout âge parmi ces volontaires de la Défense nationale; il y en avait de dix-sept ans et il y en avait de soixante-dix ans. Ils avaient l'air résolu, pleins de santé et bien entraînés. Depuis un certain temps déjà ils étaient prêts à aller au front, mais il y avait encore eu des intrigues et des malentendus, et leurs équipements n'étaient pas arrivés.

M. Venizelos prononça quelques paroles dans la tente de chacun des mess. En phrases nettes et précises il insistait sur ce fait que la Grèce n'avait pas tenu sa parole donnée à la Serbie, que chaque soldat devait se battre pour rendre l'honneur à son pays. Ses paroles furent accueillies avec un enthousiasme débordant et, pour la première fois aussi, j'entendis le cri : *Vive la république grecque!* Et pour cette fois M. Venizelos ne protesta point contre ce cri.

Quand nous arrivâmes au campement des fusiliers, les marins crièrent avec frénésie : *Voici notre ami-*



ral! voici notre Coundouriotis! voici l'homme qu'il nous faut, camarades! regardez-le bien! Le pauvre amiral Coundouriotis! Son sens du ridicule l'empêchait seul de mourir de timidité. « Parlez, Coundouriotis, parlez! » demandaient les marins, et il répondait, rougissant jusqu'au blanc des yeux : « Non, mes amis, je ne sais pas faire de discours. »

En quelques mots M. Venizelos dit qu'il savait combien les matelots étaient tristes de n'avoir pas leurs bateaux, et ajouta que dans peu de temps ils en auraient quelques-uns. En effet, la semaine suivante les Français et les Anglais donnèrent au gouvernement provisoire deux des destroyers grecs, tout en retenant le reste de la flotte. A ce sujet je puis dire que plusieurs officiers de marine m'ont dit à Athènes que, si les Alliés avaient donné la flotte grecque à Venizelos au début, la popularité de l'amiral Coundouriotis aurait en réalité entraîné dans le mouvement révolutionnaire tout le personnel de la marine grecque. Mais les grands personnages de France et d'Angleterre ne sont que trop prêts à reconnaître les nombreuses erreurs qu'ils ont commises à toutes les phases de la question d'Orient. En vérité une des caractéristiques de cette guerre a été le nombre des erreurs commises de part et d'autre. Heureusement que l'Allemagne a eu une plus grande « volonté d'erreur » que ses adversaires.

Tandis que nous allions de tente en tente, de nombreux officiers venaient à nous et demandaient si nous n'étions pas cette « Madame Kennit Mpraoun » qui voulait réaliser l'union. Tous m'affirmèrent que si l'union était faite, ils refuseraient de se battre sous la conduite de Constantin. « Il nous trahirait sur le champ de bataille. Il nous livrerait aux Allemands,

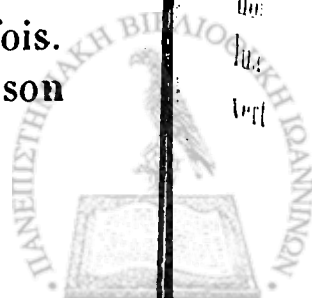


comme il leur a déjà livré une division; cela ne fait pas de doute pour nous. »

Ce jour de Pâques, pendant le diner, M. Venizelos tira un papier de sa poche et nous le montra. C'était la statistique officielle des volontaires de l'armée de la Défense nationale : ils étaient 36 765, y compris les 13 000 déjà sur le front du Vardar. Dans les îles il y en avait 40 000 autres, prêts à venir, aussitôt que les Alliés leur auraient donné deux des destroyers grecs pour convoyer les navires mis à la disposition de M. Venizelos par les frères Embiricos. Ces soldats venaient presque en totalité des parties de la Grèce qui étaient en révolution.

Si les Alliés — obéissant à un sentiment chevaleresque qui a pu leur faire honneur, mais qui semblait justifier le général Dousmanis, disant qu'ils ne savaient pas faire la guerre — si les Alliés n'avaient pas refusé à Venizelos la permission d'étendre son mouvement révolutionnaire à d'autres parties de la Grèce, il y aurait eu 100 000 soldats grecs à Salonique, et si ces 100 000 hommes avaient été équipés comme les Alliés l'avaient promis, ils auraient été au front, se battant aux côtés des Français et des Britanniques, au lieu des 13 000 actuellement en ligne.

Quelques jours auparavant nous avions obtenu la permission d'aller jusqu'au front grec. Dans le même train que nous, s'y rendait aussi une équipe fraîche de volontaires. Leur officier était dans notre compartiment; son travail n'était pas une sinécure : à chaque station il lui fallait descendre pour aller veiller sur « ses chers enfants » et leur faire des observations, quand ils n'étaient pas raisonnables. Les discussions qu'il y avait entre eux me firent rire plus d'une fois. Il n'y avait pas trace de « militarisme » dans son



attitude à leur égard ; eux, de leur côté, tout en reconnaissant qu'il commandait, se jugeaient parfaitement autorisés à discuter tous les points sur lesquels leur avis leur semblait meilleur que le sien. Il y avait entre eux un ton de plaisanterie et de badinage — et c'étaient là les hommes que le général Dousmanis prétendait prussianiser ! Même si on le lui avait permis, il n'y serait pas arrivé en mille ans. La démocratie est née du cœur et du cerveau de la race grecque ; ce fut un roi grec qui rêva de démocratie et la donna à son peuple. Comment une telle race accepterait-elle le régime prussien, barbare et qui étouffe les âmes ?

Nous arrivâmes à Boemica, dans la vallée du Vardar, tard dans l'après-midi. Les aviateurs français vinrent nous prendre avec leurs autos et nous menèrent à leur *popote*, dans une grande vieille ferme à poutres apparentes — moyen âge et électricité — où nous fîmes un repas plein de cordialité. Nous passâmes la nuit dans la meilleure pièce d'une de ces maisons des Balkans, au sol de terre battue. Les paysans de ces régions s'imaginent que les puces sont bonnes pour la santé, parce qu'elles « agitent » le sang. Bonnes ou mauvaises, elles ont certainement, cette nuit-là, fait plus que de nous agiter le sang. Ce qu'il y eut de moins douloureux entre le souper et le déjeuner, ce fut un bombardement par nos gros canons spéciaux, par nos « archies », d'un aéroplane hun qui vint rôder par là vers le lever du jour.

Le lendemain matin de bonne heure, nous nous rendîmes tous à la gare pour recevoir le général Sarraïl qui venait d'arriver. Il sortit de son wagon pour nous saluer, tandis qu'au-dessus de nos têtes évoluaient tous nos hôtes de la veille ; les uns dans de vertigineux petits Nieuports descendaient en vrille et



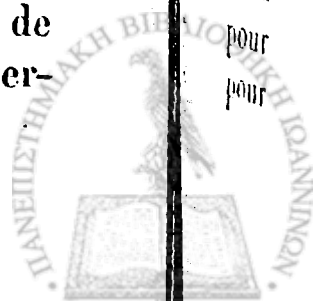
semblaient venir du soleil; d'autres, dans des Far-mans bien stables, piquaient et descendaient si bas qu'ils nous faisaient signe de la main.

Par suite d'une erreur, nous ne fûmes pas emmenés aux tranchées de première ligne; mais nous nous en approchâmes assez pour observer l'éclatement des bombes, assez pour qu'un officier français sortit de son abri pour nous dire de ne pas quitter la zone d'ombre, attendu que si nous le faisons les Bulgares nous bombarderaient et, pour justifier sa recommandation, il nous montra, tout près de là, un trou dans la terre d'environ six pieds de diamètre.

De là, nous défilant derrière une crête, nous avançâmes d'un demi-mille, vers une petite église, cachée dans les arbres, au haut du coteau. Son petit cimetière était plein de tombes fraîches, tombes de fils de France et de Grèce, morts côte à côte pour la victoire du droit sur le poing ganté de fer. Ces tombes étaient très serrées et nous arrivâmes au moment où l'on jetait sur l'une d'elles, encore toute fraîche, une dernière pelletée de terre.

« Qui était-ce? demandai-je. — Un jeune Grec des îles. Il n'avait que vingt ans et avait fait les deux guerres balkaniques. Deux fois décoré. Et le voilà mort. C'était un gai et brave camarade. C'est pourquoi nous avons fait sa tombe tout près de cette autre tombe grecque; il ne sera pas isolé, la nuit. »

Debout devant sa tombe, je pensais à ce Grec, gai naguère; je pensais à la femme qui l'avait mis au moude, qui avait travaillé à en faire un homme, qui avait attendu son retour pour jouir de la vue de ses nouvelles médailles et du récit de ses nouvelles aventures. Attendait-elle encore? ou bien son intuition de mère lui avait-elle déjà fait savoir qu'elle ne le rever-



rait plus de ce côté-ci de la porte du ciel, et qu'une femme inconnue était là, debout près de la tombe de son enfant, et pensant à elle? On dit que les pensées voyagent à travers l'espace; je veux croire que cette femme a eu ce jour-là connaissance de ma pensée. Mieux vaut savoir le plus tôt possible, afin que le temps, qui guérit toute blessure, commence plus vite son œuvre.

Nous passâmes quelque temps dans ce petit cimetière, parmi les rangées de ces tombes nouvellement creusées, avec leurs inscriptions douloureuses. Que d'espoirs et de rêves de femmes étaient ensevelis là avec le bataillon de ces morts! Seules le savent les femmes pour qui il y a des êtres chéris reposant sur l'inaccessible coteau. Sur une croix il y avait une couronne de fleurs artificielles, qui avait fait tout le long trajet depuis la France. Elle portait cette simple inscription : « A mon aimé. Sa fiancée. » « Pourquoi, demandai-je, ne l'avez-vous pas épousée avant de partir, mon enfant? Vous avez donné votre vie pour la cause. Elle eût pu, par vous, donner une vie à la France, et la France a si cruellement besoin de vies nouvelles. »

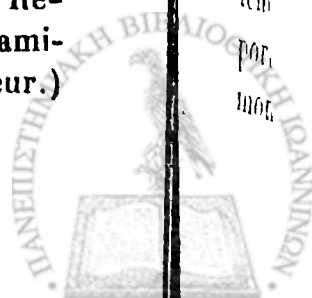
Il ne répondit pas. Sa tombe faisait face à toutes les chaînes successives des grandioses montagnes au-dessus desquelles planaient les ballons d'observation, et sur les flancs desquelles nous apercevions les panaches blancs des éclatements incessants. Peut-être le jeune Français voyait-il encore tout cela et écoutait-il l'interminable « boum » du canon; ou peut-être était-il parti pour cet au-delà où il n'y a pas de rapacité, pas d'ambitions nationales, pas d'intrigues diplomatiques pour faire d'un homme l'ennemi d'un autre homme, pour faire qu'une nation s'arme afin d'en détruire



une autre et de conquérir la suprématie en ceci ou en cela. Mais ici, debout parmi ces tombes, sachant tout ce que je savais, et lisant l'inscription mise sur une couronne par cette fille de France condamnée au veuvage dès avant son mariage, je ne pus m'empêcher de penser que ce jeune soldat devait être content d'avoir donné sa vie dans une querelle d'où pourrait sortir un état de choses où les nations se comprendraient mieux et où des massacres comme celui-ci ne seraient plus possibles. Les hommes sont nés pour être frères — rivaux, mais non ennemis ; si la présente désolation pouvait enfoncer cette vérité dans la conscience de ceux qui sont à la tête des gouvernements, eh bien ! tous les morts de cette grande guerre seraient les Galahads (1) de l'ère nouvelle.

Le quartier général grec était à quelques milles en arrière de la ligne de feu. Il se composait de petites huttes ou cabanes à bon marché, dont les toits de tôle ondulée étaient recouverts de branches d'arbustes, afin d'être invisibles aux ennemis de l'air. Nous primes là notre repas de midi avec les officiers ; nous eûmes le plaisir de voir le général Christodoulo, le Grec qui avait refusé d'obéir aux ordres venus d'Athènes, et qui pour ne pas se rendre aux Allemands dans le district de Kavalla était venu rejoindre le Crétois. Après le dîner il inspecta les cent nouveaux soldats venus pour remplacer les morts. Après l'inspection il demanda : « L'un ou l'autre d'entre vous

(1) Galahad, personnage du roman de la *Table ronde*, qui montre dans la recherche du Graal plus de désintéressement et d'esprit de sacrifice encore que Perseval. Ce personnage a été introduit par les clercs et tire son nom d'un pays biblique. Remarquons que nos poèmes du moyen âge sont parfois plus familiers aux Anglo-Saxons qu'à nous-mêmes. (Note du traducteur.)



a-t-il une plainte à formuler? — J'en ai une, dit un jeune gars en sortant des rangs. — Qu'est-ce que c'est, mon garçon? — On m'a mis dans l'infanterie. Je servais dans l'artillerie avant; et je voudrais y retourner. — Très bien, mon garçon, vous retournerez dans l'artillerie. Y en a-t-il un autre qui ait quelque chose à dire? » Un « non » sonore répondit.

Le général me confia que jusqu'ici on n'avait pas donné d'artillerie aux Grecs et que le fils de Venizelos, officier d'artillerie, servait dans l'infanterie. « Que fera ce jeune soldat, s'il s'en va là-haut et ne trouve pas d'artillerie? — Il se battra à côté du jeune Venizelos, comme les autres. — Me permettez-vous de parler aux soldats? — Mais certainement. »

J'adressai la parole à chacun des cent et tous me dirent qu'ils étaient impatients de se battre pour l'honneur de la Grèce. Il y en avait un qui était si jeune que je lui demandai son âge : « Dix-sept ans, dit-il en riant à blanches dents; il y a eu une erreur dans mon cas, mais je n'ai rien dit. — D'où venez-vous? — Comme *lui*. » *Lui* voulait évidemment dire Venizelos.

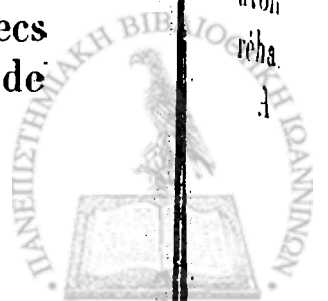
Il y en avait aussi un grand nombre qui étaient venus de Chypre, de l'île sur laquelle flotte le pavillon anglais. Je lui dis : « Vous n'appartenez pas à l'armée grecque, vous êtes Anglais. — Je ne vois pas pourquoi, répondit l'un des soldats, et les autres protestèrent en chœur : notre sang est grec; qu'importe à qui l'île appartient. »

Un jeune homme ardent ajouta en grec très pur : « Dans cette guerre l'Angleterre se bat pour son existence, comme la Grèce se bat pour son honneur. Qu'importe dans quelle armée nous nous battons, du moment que c'est du même côté? »



Tard dans la nuit noire, après une course folle en auto d'ambulance sur des routes raboteuses, telles que je n'en ai pas vues dans treize États d'Amérique, nous rentrâmes à Boemica et primes le thé dans le wagon particulier du général Sarrail, avec plusieurs de ses officiers et quelques dames grecques venues pour organiser un hôpital.

Nous passâmes cette nuit-là dans une autre maison ; quelques femmes d'officiers grecs n'en avaient plus voulu, la trouvant impossible, mais elle était tellement mieux que celle que nous avions eue la nuit précédente, que nous nous trouvions installés avec un luxe relatif. Pourtant même la nuit précédente nous ne nous étions pas trouvés à plaindre ; ces pauvres paysans nous avaient donné ce qu'ils avaient de mieux et demandaient à nous le donner pour rien. Il fallut insister pour leur faire prendre quelque argent. Et leur village servait périodiquement de champ de bataille depuis un temps dix fois plus long que toute la vie de l'Amérique. Et depuis 1878 il n'y avait eu guère d'années où ils n'eussent eu à craindre des descentes de réguliers ou d'irréguliers bulgares. Vous jugerez du genre d'hommes que sont les Bulgares par ce que nous a raconté un conducteur d'ambulance américaine à l'armée serbe. Il avait été dans le pays récemment évacué par les Bulgares et il avait vu de nombreuses têtes d'enfants gisant éparses de côtés et d'autres. Les Bulgares s'en étaient servis pour jouer aux boules. J'ai ressenti plus de chagrin pour ces pauvres paysans de Boemica que pour les morts du petit cimetière du front ; ceux qui sont enterrés là-haut sont arrivés dans l'au-delà, loin de l'injustice humaine, tandis que ces pauvres paysans grecs vivaient encore et mettaient des enfants au monde



pour partager leur misère, leurs persécutions, leur crasse.

A notre dernier dimanche à Salonique, nous nous rendîmes à la maison des triumvirs pour assister au mariage de la fille du général Danglis, et pour voir M. Venizelos remplissant les devoirs de garçon d'honneur. Pendant la cérémonie le général Genin était près de moi ; il me dit qu'avec les deux transports de soldats arrivés des îles la veille, l'armée de la Défense nationale dépassait quarante mille hommes ; et que quand arriveraient ceux qui attendaient leur embarquement, il y aurait quatre-vingt mille Grecs se battant sous les ordres du général Sarrail.

Plus tard M. Venizelos confirma ces chiffres et, me prenant à part, me chargea d'aller, aussitôt arrivée à Athènes, trouver sir Francis Elliot, ministre d'Angleterre, et de lui dire qu'il ne fallait pas obliger la Thessalie à rester sous le roi Constantin. Elle était impatiente de passer au mouvement nouveau ; il ne fallait pas laisser sa récolte sous le contrôle du Roi, qui en livrerait la moitié aux Bulgares, comme il avait fait en 1916. Le mouvement nouveau devait donc être autorisé à occuper certains territoires en face de Patras, afin que ceux de l'armée retirée au Péloponèse qui voulaient venir à Salonique eussent un moyen de le faire ; il écrivit les noms des endroits auxquels il fallait permettre de passer au mouvement nouveau ; et puis nous primes congé les uns des autres, car nous quittions Salonique dans quelques heures. M. Venizelos exprima à mon mari de chaleureux remerciements pour être venu en Grèce et pour avoir donné son temps et sa peine à cette œuvre : réhabiliter la Grèce aux yeux du monde.

A la dernière minute le colonel Zimbrakakis me



prit à part et me pria très sérieusement d'expliquer aux ministres de France et d'Angleterre à Athènes que s'ils voulaient lui permettre, à lui, de débarquer au Pirée avec ses quinze mille Crétois, il ne tarderait pas à pratiquer avec succès une opération au point cancéreux de la Grèce. « Nous ne pouvons pas passer un autre été comme le dernier. L'armée du général Sarraïl sera encore un hôpital — les troupes grecques supportent ce climat bien mieux que les Français et surtout que les Anglais. Et son armée est trop à l'étroit ici ; elle a besoin de toute la Grèce pour se mouvoir. Il faut faire comprendre cela aux Alliés. »

En remontant à bord de la *Fauvette* il nous semblait retrouver un vieil ami ; de même en saluant ses deux capitaines hospitaliers que nous ne nous étions pas attendus à revoir, ayant projeté de rentrer à Athènes par le train. Mais quand on nous dit quel pénible voyage ce serait, nous décidâmes de risquer plutôt le mal de mer et les sous-marins.

Nous laissâmes Salonique dans une grande émotion, parce que peu de jours auparavant le déshonorant cabinet Lambros était tombé, et la rumeur générale à Salonique était que M. Zaïmis avait été ramené en toute hâte d'Égine, où il pêchait, pour reprendre les rênes du gouvernement. Aucun venizeliste ne souhaitait un cabinet Zaïmis, parce que Zaïmis ferait encore durer les choses un temps et laisserait le feu couver sous la cendre ; or la Grèce ne pouvait rester en cet état. Ils espéraient tous que son patriotisme l'empêcherait d'accepter la présidence du Conseil.

Rien n'était encore décidé à notre arrivée à Athènes ; j'allai à la banque de M. Zaïmis et demandai à le voir. Il y avait des foules énormes de gens qui voulaient le voir, des files entières de gens lui conseillant d'ac-



cepter le pouvoir, parce qu'ils espéraient qu'il ferait jaillir un peu de lumière dans tant d'obscurités. Je n'eus pas à attendre longtemps et fus reçue avant tous les hommes qui attendaient là. Je trouvai M. Zaïmis dans son grand cabinet de président de la Banque, extrêmement harassé et préoccupé.

« Qu'y a-t-il? demanda-t-il.

— Nous revenons de Salonique; nous débarquons à l'instant et je viens vous prier de ne pas accepter le pouvoir. Les choses vont mal, monsieur Zaïmis. Votre acceptation n'y ferait rien, à moins que vous n'alliez au Palais dire au Roi que le seul service qu'il puisse encore rendre à son malheureux pays c'est d'en sortir avec sa femme et ses enfants. »

Le conservateur Zaïmis me regarda fixement, et, stupéfait, s'écria : « Je ne pourrais pas lui dire cela. D'ailleurs le Roi a derrière lui un fort parti.

— Il n'en est rien, monsieur Zaïmis. Il n'a personne en dehors d'une petite clique royaliste et quelques méchants politiciens. Je vous en prie, n'acceptez pas. Laissez les événements suivre leur cours. C'est le mieux que vous puissiez faire.

— Je n'ai pas encore accepté. Je demande des garanties. Venez me voir à deux heures et demie chez moi. Nous y serons mieux pour causer. Tous ces gens là-bas attendent pour me voir. »

Avant de me retirer je lui demandai encore une fois : « Monsieur Zaïmis, ne pourriez-vous vraiment pas aller au Palais et amener le Roi à quitter Athènes?

— Non, ce serait impossible. »

Pourtant, quelques semaines plus tard, M. Zaïmis eut à aller au Palais, non pas pour le bien de la Grèce, ni comme un patriote agissant de son propre mouve-



ment, mais parce qu'une pression extérieure le forçait à aller dire au Roi qu'il fallait qu'il s'en aille. Et le roi Constantin s'en alla sans résistance, quoique sans repentir et sans faire un dernier acte de réparation vis-à-vis du royaume qu'il avait ruiné. Ayant sacrifié l'honneur et l'intégrité de son pays, il fit une dernière affaire — affaire d'argent — puis se sauva par une porte dérobée de son Palais, s'y étant décidé moitié à cause de la menace, moitié à cause du profit. Jusque dans son abdication il ne put sortir de l'ignominie.

Je retrouvai mon mari devant la Banque nationale et nous allâmes ensemble à la Légation britannique. Les ministres de France, d'Angleterre et de Russie avaient maintenant quitté leurs vaisseaux à Keratsini, où ils s'étaient réfugiés le 2 décembre, et étaient rentrés à Athènes; cependant le blocus était maintenu, le Roi n'ayant pas fait droit à toutes les demandes des Alliés. Nous n'avions pas encore vu le ministre britannique sir Francis Elliot, et il ne put nous donner que quelques minutes parce qu'il devait peu après assister à un conseil des ministres alliés.

J'eus la témérité d'attirer son attention sur le fait que tout ce qui était discuté dans ces réunions des ministres alliés parvenait tout droit au Palais par les bureaux d'un de ses collègues. Je pouvais le certifier, les royalistes me l'ayant dit. Puis je dépliai le papier que j'avais reçu au mariage de la fille du général Danglis, et lui rapportai que M. Venizelos désirait vivement être autorisé à prendre le territoire désigné sur le papier, ainsi que la Thessalie, attendu qu'elle était entièrement venizeliste et qu'il était de la plus grande importance que ses récoltes ne nourrissent plus les ennemis de l'Entente.

Sir Francis fut fort troublé. « M. Venizelos, de-



manda-t-il, se rend-il compte que s'il prend la Thessalie il y aura des massacres à Athènes? — Eh quoi! m'écriai-je, il y a tant de sang qui coule dans le monde en ce moment, que quelques Grecs de plus ou de moins n'importent guère. D'ailleurs les mères, sœurs, femmes et enfants de la plupart des venizelistes sont ici et les venizelistes acceptent le risque.

— Mais nous avons donné notre promesse au Roi que la Thessalie n'irait pas à M. Venizelos.

— Pour l'amour du Ciel, m'écriai-je à bout de patience, qui est votre allié, le Roi ou Venizelos?

— Oh! nous misons sur Venizelos; mais une promesse est une promesse.

— Pourquoi donc alors, dis-je absolument fâchée, maintenez-vous ce blocus injuste et affamez-vous ce pauvre peuple grec? N'est-ce pas parce que vous soutenez que le Roi se joue de vous et ne tient pas ses promesses? Alors, pourquoi êtes-vous si scrupuleux à tenir les vôtres?

— Venez me voir ce soir à six heures, nous aurons plus de temps pour causer. Il faut que je vous quitte; les ministres m'attendent. »

A deux heures et demie, nous étions dans la bibliothèque du cher M. Zaïmis. Nous ne l'avions jamais vu avec l'air si harassé. Il nous dit : « Si je n'accepte pas le pouvoir, ça pourra tourner très mal pour la Grèce.

— Qu'espérez-vous obtenir en l'acceptant?

— Aboutir à quelque entente entre les Alliés et la Grèce.

— La clique royaliste, derrière votre dos, déjouera vos plans, et tout sera comme avant. »

M. Zaïmis, bombant la poitrine et quittant son air affaissé, déclara : « Je veillerai à ce que mes ordres soient exécutés. Le Roi me demande d'accepter; mais



je ne connais pas le sentiment de sir Francis. L'Angleterre souhaite-t-elle de me voir former le cabinet?

— Nous devons voir sir Francis ce soir à six heures, et nous pourrions nous informer et vous tenir au courant.

— Faites cela, revenez me parler. Y a-t-il aucun espoir de réconciliation avec Venizelos?

— Pas le moindre du côté de Salonique. Ils n'ont plus aucune confiance en Constantin et on ne peut faire une convention avec un homme en qui on n'a plus confiance. Mais j'espère du côté du Roi. Je crois qu'il y aurait encore une chance, s'il renvoyait du pays tous les hommes dont l'Entente se défie et s'il donnait satisfaction à toutes les demandes de l'Entente. Dites au Roi d'envoyer Gounaris et Streit, Dousmanis et Metaxas comme ministres et attachés en Allemagne et en Autriche. Pouvez-vous faire cela?

— Cela ne me serait pas facile, mais dites-le vous-même au Roi. Faites qu'il se pénètre de la nécessité absolue de faire maintenant ce qu'il faut.

— Je souhaiterais, lui suggèrai-je, que Sophie fût aussi renvoyée du pays, car c'est elle qui, au fond, mène tout. »

Sur ce point M. Zaïmis ne voulut pas se compromettre. De chez M. Zaïmis nous nous rendimes à notre propre légation. Nous avons toujours trouvé qu'une bonne conversation avec M. Droppers nous aidait à voir clair dans la situation. Comme cet homme nous reconfortait! Lui, ainsi que M. Thomas Nelson Page à Rome et M. Sharp à Paris, nous ont convaincus que notre façon de choisir nos ambassadeurs est meilleure que celle de n'importe quel pays européen. Avant cette guerre tous les étrangers se moquaient de nos diplomates parce qu'ils ne connais-



saient pas les méthodes diplomatiques. Grâce soient rendues au Ciel qu'ils ne les connaissent pas ! Ils restent des êtres humains, capables de penser et d'agir comme des hommes, qui disent la vérité, vont droit au but, n'ont aucun souci de leur propre avancement — toutes choses dont un vrai diplomate ne saurait s'aviser. Les nôtres sont aujourd'hui ministres et ambassadeurs, par manière de jeu, si je puis dire, et demain ils retourneront à leurs occupations normales. Ils n'hésitent pas à faire ce qui leur semble juste par crainte de commettre une erreur, et par suite ils en commettent moins que les diplomates professionnels des autres pays. Mais c'est là une grande question dans laquelle je ne veux véritablement pas entrer au cours de ce récit.

Nous vîmes sir Francis à six heures et eûmes un très long entretien avec lui. Sir Francis est un exemple typique de gentleman anglais cultivé ; étant à Athènes depuis près de quatorze ans, et ayant été en relations intimes avec toute la famille royale, il répugnait naturellement à exercer sur le Roi une pression pénible — à moins qu'il n'agit par ordre du Foreign Office. De plus, étant du même genre d'hommes aimables que M. Zaïmis, avec lequel il s'entendait à merveille, des mesures violentes, telles que celles qui étaient nécessaires en Grèce, lui faisaient horreur.

« La Grèce, disais-je, est malade. Elle a besoin d'être traitée par le vieux remède de la saignée. Rien d'autre ne lui fera tant de bien. L'apathie et l'atrophie de ces deux dernières années est en train de compromettre la vitalité de cette partie de la Grèce. »

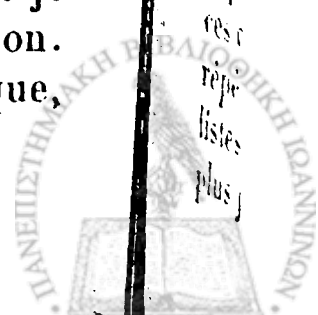
Pauvre et aimable sir Francis ! Il a dû se dire en m'écoutant que j'étais une vraie fille des Balkans, mariée avec un terrible homme d'Américain. Fortui-



tement nous connûmes son sentiment au sujet d'un gouvernement Zaïmis, et en le quittant, nous allâmes droit chez notre ami harassé : « Autant que nous pouvons voir, dis-je à M. Zaïmis, sir Francis Elliot aimerait à vous voir accepter. D'autre part il craint que vous ne soyez trompé comme autrefois. — Je ne me laisserai pas faire cette fois-ci, affirma énergiquement M. Zaïmis; le Roi a promis de faire tout ce que je lui demanderai. »

Un ou deux jours plus tard, M. Zaïmis accepta de former un nouveau cabinet. Un de ses premiers actes fut de donner à un certain nombre d'officiers, qui n'étaient pas des officiers supérieurs, mais chefs de ligues d'épistrates ou d'autres sociétés turbulentes, l'ordre de quitter Athènes dans les quarante-huit heures. Quelques-uns obéirent. D'autres, non. L'un de ces officiers, plusieurs jours après, fut vu en public, montant à cheval avec la fille du Roi.

Le jour où M. Zaïmis donna son ordre, le docteur Streit, dans le *Néa Himera*, journal notoirement pro-germain, — son organe à lui et aussi organe de la Reine, — attaqua violemment le nouveau premier ministre. Il se trouva que, dans cette même après-midi, nous allâmes voir le docteur Streit et je dis tout haut qu'il était impardonnable pour un journal grec d'attaquer M. Zaïmis, alors qu'il était probablement le dernier premier ministre constantiniste que l'on verrait, et alors que tout le monde aurait dû lui donner tout le concours possible. Le docteur Streit me donna raison, ne soupçonnant pas sans doute que je le savais être l'auteur de l'attaque même en question. Puis il mit rapidement la conversation sur Salonique, et voulut savoir tout ce qui concernait Venizelos.



« M. Venizelos m'a chargé de vous dire à tous qu'il faisait son devoir et que vous n'aviez qu'à faire le vôtre.

— Ah! dit-il en se frottant les mains avec une grande satisfaction apparente. Cela est bien! Je suis très heureux qu'il pense ainsi; c'est déjà un progrès. Parlez-moi encore de vos impressions de Salonique. » Naturellement je parlai avec enthousiasme de cette armée qui comptait actuellement plus de quarante mille hommes et que beaucoup d'autres rejoindraient dès que les transports pourraient les prendre dans les îles. A ces mots le docteur Streit fit comme un homme piqué par une guêpe. Il bondit, se rassit, bondit de nouveau en criant : « C'est un mensonge, je vous dis que c'est un mensonge. — Est-ce que je mens, demandai-je? — Non! non! non. Je veux dire qu'ils vous ont menti. » Il courut dans une petite pièce voisine de sa bibliothèque et revint au bout de quelques minutes avec un exemplaire d'un vieux journal venizeliste qu'il étala devant moi.

« Tenez, lisez cela. L'armée entière ne compte pas quarante mille hommes. Ils vous ont menti.

— Mais j'ai vu la liste officielle. J'ai entendu ce que je vous dis des lèvres de M. Venizelos et du général Genin. Je n'ai aucune raison de douter de la parole de ces deux hommes. »

Le docteur Streit fut si furieux que le blanc même de ses yeux devint rouge; combien il avait l'air allemand! Il était plus ému qu'avant d'avoir couru dans la pièce voisine. Il me disait : « Il ne faut pas répéter ces choses-là; vous ferez beaucoup de mal si vous les répétez. » Je crois que la raison pour laquelle les royalistes ne m'aimaient pas, c'est que plus ils s'affolaient, plus je devenais calme.



« Eh bien, docteur Streit, voulez-vous avoir la bonté de m'expliquer à qui je ferai du mal en disant la vérité au sujet de l'armée venizeliste? Même si vous êtes contre Venizelos, vous devez, puisque vous êtes avec l'Entente, être très content qu'il y ait déjà quarante mille hommes à Salonique. » (Je ne sais si j'ai déjà dit que le docteur Streit ne laissait jamais échapper une occasion pour protester de son entière loyauté vis-à-vis de l'Entente. Même une plaisanterie courante à Athènes était de parler du « docteur Streit ententiste ».) Mon ton enjoué ne le calma nullement. Il ne cessait de répéter : « C'est un mensonge, je vous le dis. Je ne veux pas que cela se répète. » Je redevins sérieuse : « Docteur Streit, la Grèce est sur une bien mauvaise voie. A tort ou à raison, vous êtes suspecté. Pourquoi ne quitteriez-vous pas Athènes pour quelque temps? Allez en Suisse, mettons pour quelques mois.

— Et quitter mon Roi — qui a besoin de mes avis chaque jour, je puis dire à toute heure! » Il oubliait qu'il nous avait dit quelques semaines auparavant qu'il voyait le Roi rarement et n'allait jamais au Palais.

« Ce sont justement vos avis dont on ne veut pas, docteur Streit. Admettons que vous cesseriez de les donner — pour l'amour du Roi ou pour l'amour de la Grèce.

— Vous ne comprenez pas, s'écria le docteur Streit impatient. Vous avez été à Salonique et vous croyez que l'Entente est entièrement pour Venizelos. Eh bien, l'Angleterre n'est pas pour lui. Elle est venue à nous. Nous pouvons faire pour l'Angleterre plus que Venizelos, parce que l'armée est avec nous — et l'Angleterre comprend d'où vient le beurre pour ses tartines. »



Quoi qu'il m'en puisse coûter, je dois dire que telle était l'impression dominante à Athènes, lors de notre retour de Salonique. Le « gouvernement occulte » était tout à fait enivré d'orgueil et répandait partout le bruit que l'Angleterre était en train d'abandonner Venizelos. Quant aux venizelistes, ils étaient dans l'abattement. Les femmes des classes supérieures n'osaient exprimer leur pensée, si ce n'est tout bas. « Ils nous disent maintenant que si nous faisons quoi que ce soit qui déplaît aux royalistes, ils nous couperont les oreilles et le nez, » me dit l'une d'entre elles, et elle croyait absolument à cette menace. J'assurai à la charmante dame qui me disait cela que le premier nez coupé de la figure d'une venizeliste précipiterait Constantin à bas de son trône. Et m'adressant à une autre jeune et jolie venizeliste, je lui demandai : « Ne donneriez-vous pas votre nez pour cela ? »

Il y avait sans cesse des pourparlers entre la légation britannique et le Palais, et les venizelistes croyaient généralement que l'Angleterre les abandonnait. Et le général anglais de l'hôtel d'Angleterre aidait à répandre cette opinion : ne disait-il pas, à qui voulait l'entendre, qu'il était à Athènes pour veiller au maintien du roi Constantin sur son trône. En somme l'atmosphère d'Athènes était plus méphitique que jamais. Les journaux ne manquaient pas d'ajouter à la confusion générale. Un certain nombre de journaux grecs venizelistes, aussi bien que le *Messenger d'Athènes* (journal français), qui avaient été brutalement supprimés le 2 décembre, étaient maintenant rétablis et en plein essor, et leurs articles de tête donnaient aux royalistes matière à penser et matière à raisonner. Les journaux pro-germans, l'organe de Gounaris et celui du docteur Streit, menaçaient le



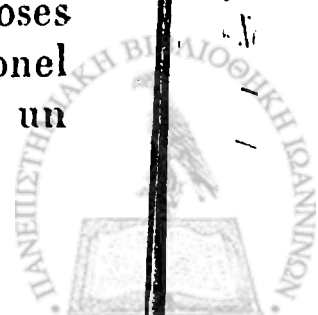
Roi en termes à demi voilés, pour le cas où il soutiendrait Zaïmis.

Même les gens de médiocre intelligence ne pouvaient s'empêcher de voir que la tension allait amener une rupture. Le Roi ou Venizelos? Telle était l'énigme. Le docteur Streit, en nous disant que les Anglais étaient venus aux royalistes, ne faisait qu'exprimer tout haut ce que chacun croyait. Quand il nous dit au revoir, ce jour-là, il prit mon mari à part et lui dit en confidence : « Ne croyez pas un mot de ce qu'ils vous ont dit à Salonique. Venizelos n'a pas plus de quarante mille hommes, y compris tous ceux des îles. Ne croyez pas qu'il y en ait davantage. »

Le général Dousmanis nous reçut vraiment avec plaisir. La chaleur de son accueil fut cependant refroidie quand nous fîmes allusion aux récentes victoires des Alliés à l'Ouest, dans la première grande ruée du printemps 1917. Il nous dit d'un ton surpris : « Comment, des victoires? — Eh bien! la grande offensive du front occidental. — Oh! c'est cela! s'écria le général. Ah! oui. Ils ont essayé de percer. Les Allemands ont battu en retraite dans un ordre parfait, laissant derrière eux une zone dévastée et ayant causé aux Alliés une perte de cent cinquante mille hommes. Où est la victoire?

— Ce n'est pas ainsi que nos journaux présentent la chose.

— Ils sifflent pour se donner du courage. C'est encore une faillite des Alliés, voilà tout. Et la première chose que les Allemands feront, ce sera ou bien de jeter Sarrail à la mer ou bien de conquérir l'Italie. Ce sera l'un ou l'autre. » Après avoir parlé de choses et d'autres, je demandai que voulait dire le colonel Metaxas en écrivant dans une revue grecque un



article, signé de lui, pour dire que l'entrée en guerre de l'Amérique n'était qu'un « beau geste » et ne pouvait avoir aucun effet militaire ?

— Mais n'est-ce pas la vérité ? demanda le général. Qu'est-ce que l'Amérique peut faire de plus pour les Alliés que ce qu'elle fait déjà ? Pour ce qui est de créer une armée, c'est une absurdité. La question est parfaitement simple : pour entraîner des soldats il faut des officiers ; et pour former des officiers il faut des soldats, n'est-ce pas ? Or, l'Amérique n'a ni officiers ni soldats ; donc il lui est impossible de créer une armée. »

Comme logicien, le général Dousmanis était irrésistible ; pourtant nous insistâmes : « N'avez-vous pas dit la même chose de l'Angleterre au commencement de la guerre ? — Oui, et nous avons raison. L'Angleterre n'a ni généraux ni chefs, et elle avait pourtant un premier noyau d'armée infiniment plus gros que l'Amérique.

— Nous ne pensons pas que vous ayez raison ; mais même en admettant que vous ayez raison, trouvez-vous — en présence de la tension qu'il y a entre la Grèce et l'Entente — qu'il soit sage pour le colonel Metaxas d'écrire un article qui ne peut manquer d'agrandir encore la brèche ?

— Cela a fait plaisir à l'Autriche et à l'Allemagne, répondit-il laconiquement.

— Pour l'amour du Ciel, général, en êtes-vous encore, à l'heure actuelle, à vouloir plaire à l'Autriche et à l'Allemagne ? Que gagnerez-vous à cela ? »

Sans tenir compte de la présence de mon mari, le général Dousmanis se mit à me parler en grec : « Nous avons tout à gagner à plaire à l'Allemagne.

— Voulez-vous m'expliquer comment ?

— Oui ; je crois que cela *vaudra mieux*. Nous



savons que vous avez passé du côté de Venizelos. Vous n'avez pas su lui résister. Il faut donc que nous vous montrions l'homme tel qu'il est.

— Je suis passée du côté de Venizelos, uniquement parce que je comprends maintenant le traité avec la Serbie.

— Et croiriez-vous encore au désintéressement et à l'intégrité de Venizelos, si je vous mettais entre les mains les preuves de sa trahison?

— Cela dépendrait des preuves. »

Pendant plus d'une heure le général Dousmanis me parla en grec. A la fin il ouvrit un tiroir de son bureau, en sortit deux lettres dactylographiées, qu'il me remit.

La première était adressée à M. Guillemin, ministre de France, et à sir Francis Elliot, ministre britannique. La seconde était adressée à M. Guillemin seul. Ces lettres avaient tout l'air d'être écrites par M. Venizelos. C'était bien son style clair et ses expressions. Elles discutaient la meilleure méthode pour enlever le Roi et sa famille et les transporter sur un navire de guerre. Elles envisageaient l'arrestation et l'exécution de Dousmanis, Metaxas et Gounaris; elles esquissaient un plan pour déclencher la révolution à Athènes sous prétexte de grèves, etc.

En les lisant, je ne doutais pas qu'elles ne fussent de Venizelos et en les voyant entre les mains de ses plus grands ennemis, je pâlis. Le général Dousmanis avait les yeux fixés sur moi. « Croyez-vous maintenant à sa trahison? demanda-t-il. Ces lettres vous écœurent, n'est-il pas vrai? »

Je fis un signe d'assentiment. En vérité, j'étais écœurée, mais pour une raison entièrement différente de celle que supposait le général Dousmanis. Il y avait dans chaque ligne assez de preuves de trahison — à



condition que Venizelos ne fût pas un révolutionnaire déclaré et avoué. De plus, sachant, comme je le faisais, combien le roi Constantin avait trahi à la fois les intérêts et l'honneur de la Grèce, je ne m'inquiétai pas de savoir jusqu'à quel point on avait trahi un homme qui n'avait pas mérité qu'on fût loyal à son égard. Ce qui causait mon émotion, c'était la certitude qu'il devait y avoir un traître parmi les intimes de Venizelos, pour que des copies de telles lettres pussent être entre les mains de ses ennemis.

Cependant, mon scepticisme naturel me fit poser une question : « Pourquoi ces lettres à des ministres étrangers sont-elles écrites en grec ? » (Venizelos écrivait couramment le français, langue de la diplomatie.) « Les originaux n'étaient pas en grec. L'homme qui les a volés et copiés les a traduits en grec. »

Le général Dousmanis aurait mieux fait de me dire que les lettres avaient été écrites en grec parce que M. Venizelos, quand il était très ému, ne pouvait écrire que dans sa langue maternelle, et parce que M. Venizelos savait que les légations de France et d'Angleterre avaient des hommes capables de traduire ses lettres. Mais qu'un espion, traduisant une lettre française de M. Venizelos, pût si parfaitement imiter son style grec, cela me donna un premier soupçon et me fit espérer que ces lettres pourraient bien avoir été non pas volées mais fabriquées.

« Qu'en pensez-vous ? me demanda le général.

— Êtes-vous sûr de leur authenticité ?

— Nous n'avons pas le moindre doute.

— M. Guillemin et sir Francis ont les originaux ?

— Oui.

— C'est affreux ! affreux. » Une fois de plus le général Dousmanis se méprit sur le sens de mon exclamation.



Nous le quittâmes. J'étais pâle et abattue. « Qu'y a-t-il dans ces papiers? demanda mon mari. — Je ne puis vous le dire ici, on pourrait nous entendre. Allons tout de suite chez M. Droppers. »

Jamais nous ne saurons exprimer toute notre reconnaissance pour notre ministre à Athènes. Nous pouvions à tout moment compter sur sa sympathie et ses bons avis. Seulement quand nous fûmes chez lui, toutes portes closes, je parlai du contenu des deux lettres que j'avais lues.

« Eh bien, monsieur Droppers, depuis que l'Amérique est entrée dans la guerre, vous êtes l'allié de M. Venizelos, et les royalistes d'ici sont vos ennemis. Voulez-vous m'aider à aider M. Venizelos? Il faut lui faire savoir que ses lettres arrivent entre les mains de ses ennemis, et j'en suis arrivée au point de n'avoir plus confiance en personne qu'en vous. Pouvez-vous mettre M. Venizelos au courant des faits, — ou lui transmettrez-vous directement une lettre que j'écrirai? Demain nous prenons le lunch chez sir Francis et lady Elliot, et je lui parlerai de ces lettres, — mais vous savez ce qu'on dit à Athènes des Anglais? »

Certes M. Droppers n'ignorait rien. « Vous feriez mieux, me dit-il, de me laisser réfléchir à cela et je vous répondrai demain. »

J'étais encore au lit le lendemain matin, quand lady Elliot m'envoya un billet me demandant de remettre de deux jours notre lunch chez elle. J'écrivis immédiatement qu'il était pour moi de la plus grande importance que je visse sir Francis le jour même et je demandai quand il nous serait possible de le voir. J'étais à peine habillée qu'on m'annonça sir Francis. Je descendis au salon et lui parlai des deux lettres. « L'une, adressée à vous, était datée du 11 mars 1917



et je puis vous dire paragraphe par paragraphe ce qu'elle contenait. » Sir Francis écouta attentivement et me fit répéter deux fois le contenu de cette lettre, puis me dit avec calme : « Ces lettres sont fausses. Je connaissais leur existence, mais jusqu'ici je n'en avais parlé avec personne qui les eût réellement vues. Voudriez-vous m'en redire encore une fois le contenu ? » Je fis ce qu'il me demandait :

« Elles sont fausses ! fausses ! s'écria-t-il.

— Il m'importerait peu, dis-je, qu'elles fussent vraies. Ce qui m'importe, c'est qu'elles soient tombées aux mains des royalistes.

— Elles sont forgées, je vous l'assure. Je pense qu'elles ont été faites pour influencer le Roi et pour l'empêcher absolument de songer à un compromis avec Venizelos. »

Nous avons toujours trouvé sir Francis porté à donner l'interprétation la plus favorable de l'attitude du roi Constantin. Il le connaissait depuis quatorze ans ; il semblait l'aimer vraiment et préférer toujours voir en lui une dupe des autres plutôt que la tête du parti germanophile d'Athènes.

Je lui dis : « Le Roi nous reçoit de nouveau demain. Quoique je ne croie pas à la moindre chance de réconciliation avec Salonique, cependant, personnellement, j'espère encore qu'on pourra l'amener à venir avec nous. — Vous pensez ? — Je ne pense pas, j'espère seulement. — Quand me dites-vous que vous le reverrez ? — Demain matin. »

Et en effet le lendemain matin, à dix heures un quart, pour la troisième fois, nous serrions la main du monarque que je ne pouvais m'empêcher d'aimer quoique je fusse absolument contre lui et sa politique. Son accueil fut cette fois-ci plus cordial, et, influencée



par son charme séduisant, par la franchise de son regard et par l'apparente sincérité de son langage, j'espérai encore davantage que la situation pourrait encore être sauvée.

« Eh bien, quelles nouvelles apportez-vous de Salonique et qu'a dit Venizelos ? »

— Il a dit que Votre Majesté n'avait pas à s'inquiéter de se réconcilier avec lui. Tout ce que vous aviez à faire serait de vous déclarer pour l'Entente, de vous mettre à la tête de votre armée et automatiquement l'union de la Grèce serait faite sur le champ de bataille. »

Une expression énigmatique passa sur la petite bouche du Roi.

Je repris : « Majesté, jamais je n'aurais cru que je serais peinée pour un Roi, mais j'ai été terriblement peinée pour vous pendant que j'étais à Salonique. »

— Pourquoi ?

— Parce qu'il y avait là un admirable spectacle militaire, avec des soldats de chacune des Puissances alliées ; c'est à vous qu'il aurait dû revenir d'être à la tête de tous, d'être le commandant en chef de cette force magnifique, au lieu de rester ici où vous êtes véritablement prisonnier dans votre Palais. »

Son regard m'encourageait ; sur sa figure jeune et agréable passa encore une fois cette lueur de regret ; je continuai donc :

« Quoique la onzième heure ait sonné pour vous, vous pouvez encore sauver la Grèce et vous-même. Renvoyez d'Athènes le docteur Streit. N'écoutez pas plus longtemps ses avis. »

— Pourquoi ? demanda le Roi ; doutez-vous de son intelligence ? »



Ce fut Kenneth Brown qui lui répondit : « Oh ! Streit est un charmant garçon, il a une grande science livresque ; mais il est stupide, et c'est l'optimiste le plus dangereux que j'aie jamais rencontré.

— Oui, il est optimiste, je le sais ; mais pourquoi le trouvez-vous stupide ?

— Parce qu'il est absolument incapable de raisonner. »

Nous ne pouvons nous empêcher de penser que près de la porte entre-bâillée, derrière le paravent du cabinet du Roi, le docteur Streit devait être aux écoutes ; en effet, quand nous le rencontrâmes dans la rue quelques heures après, sa figure devint rouge comme une carotte et au lieu de venir nous serrer la main à sa façon allemande et de nous dire des choses aimables, il fit semblant de ne pas nous voir.

Je n'insistai pas davantage sur Streit avec le Roi. « Renvoyez Gounaris et Metaxas et Dousmanis, puisque l'Entente les suspecte, soyez beau joueur et reconnaissez votre erreur. »

Mon mari ajouta : « Rien n'inspire plus de respect aux Anglais et aux Américains que de voir un homme qui vient reconnaître qu'il s'est trompé. Faites cela et le passé sera bien vite oublié. »

J'ajoutai : « Un de vos grands armateurs m'a dit que si vous étiez un vrai *pallikari*, vous paraîtriez à votre balcon pour reconnaître que votre politique a été une erreur.

— Je ne crois pas avoir commis d'erreur, répétait obstinément le Roi.

— Pensez-vous vraiment encore que l'Allemagne gagnera ? demanda Kenneth Brown.

— Je ne crois pas qu'elle puisse être battue. Elle sait faire la guerre et les autres ne le savent pas.



Pourquoi donc voudriez-vous que j'aie me faire écraser pour eux? »

Mon mari répondit : « De votre point de vue il se peut que vous ayez raison. Notez bien qu'à mon avis, à moi, vous avez tort, mais à *votre point de vue* vous avez raison.

— Je vous dis que je n'ai pas tort, répliqua le Roi. Regardez ce qui se passe en Russie. Les Alliés vous ont fait croire que la révolution se faisait à leur profit. Je vous dis que toute l'affaire tournera au bénéfice de l'Allemagne. L'Angleterre et la France n'ont plus rien à espérer de ce côté. Mon cousin Nicolas était l'allié de l'Entente. Le voilà détroné et l'Angleterre et la France soutiennent la révolution. Est-ce une belle attitude vis-à-vis de leur allié? »

J'exprimai l'espoir que, la Tsarine allemande étant partie, la Russie se ressaisirait.

« Attendez et vous verrez. Mais *moi*, je peux vous dire que la Russie est finie. Quant à renvoyer de Grèce les hommes que vous m'avez dit, la question ne se pose pas pour moi. Gounaris est le chef d'un parti politique puissant et les autres sont mes amis.

— Vous songez toujours à vos amis, mais vos amis ne songent pas à vous. Le général Dousmanis m'a dit que si l'Entente gagnait vous seriez perdu. Pourquoi faudrait-il que vous fussiez perdu quel que fût le gagnant ou le perdant?

— Pourquoi faudrait-il que je fusse perdu? répétait-il. Vous avez bien raison. Vous avez tout à fait raison.

— Le comte Bosdari, ministre d'Italie, nous a dit que votre parti était « fini — fichu », et que votre seul salut était auprès de Venizelos. »

Chose curieuse, cela sembla faire peu d'impression sur le Roi. Je remarquai même quelque chose de rieur

au fond de ses yeux gris-bleus. Et puis, comme nous ne devions probablement plus jamais revoir le roi Constantin, je le suppliai une dernière fois de venir, à la tête de son armée, se ranger aux côtés de l'Entente. Jamais je n'avais adressé, et j'espère n'avoir plus jamais à adresser à qui que ce soit une aussi ardente prière. Je lui dis une fois de plus ce que le monde pensait de la Grèce, et comment la mauvaise humeur de toutes les nations était telle à son égard, que si elle était mise en pièces, personne ne s'en soucierait.

Il m'écouta avec beaucoup de bienveillance et, cette fois, sans m'interrompre à toute minute. Seulement quand j'eus fini il dit : « Oh ! il se peut que j'aie à renvoyer d'ici tous ces hommes, mais je ne le ferai pas tant qu'on ne m'aura pas acculé dans une impasse.

— Quelle raison y a-t-il d'attendre jusque-là ? demanda Kenneth Brown.

— C'est pour leur montrer que je n'ai pas renoncé à la lutte.

— Ils vous détrôneront. » En lui disant cela avec tristesse, j'avais conscience que je désirais encore le sauver, malgré tout ce que je savais de sa conduite. Il y a en lui je ne sais quoi qui fait qu'on l'aime encore, même quand on ne peut plus en aucune façon le respecter. Il était vraiment charmant ce jour-là ; nous lui parlions exactement comme s'il avait été un petit garçon entêté et il acceptait tout cela tout à fait gentiment.

« Je ne renoncerai pas à mon trône aussi facilement que le roi de Portugal. Je le défendrai. » Puis il s'écria d'un air fâché : « Ecoutez ! ne croyez-vous pas que je sais mieux que vous — mieux que n'importe qui — ce qui est avantageux pour moi ? Je permets à



tout le monde de venir et de me parler ; j'écoute tout ce qu'on a à me dire ; mais croyez-vous que je ne puisse pas juger par moi-même ? Je connais mon affaire. Voyez ce qui se passe en ce moment même, ici à Athènes : Zaïmis a ordonné à sept officiers de quitter la ville. Ils n'ont pas voulu s'en aller : ils préparaient une mutinerie. Je leur ai envoyé mon frère André pour les calmer et leur dire de s'en aller sans bruit, par égard pour moi.

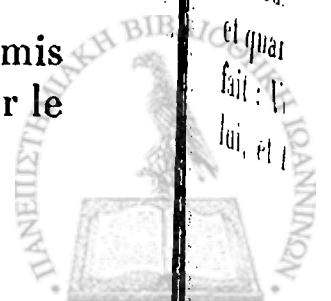
— Pourquoi, lui dis-je, ne demandez-vous pas au « gouvernement occulte » de s'en aller d'Athènes, par égard pour vous ? Si ses membres vous aiment et si en s'en allant ils vous rendent service et facilitent la tâche de M. Zaïmis, pourquoi ne s'en vont-ils pas ?

— Non, dit-il irrité ; je ne les renverrai pas avant d'y être obligé. D'ailleurs vous êtes dans l'erreur. L'Angleterre est maintenant pour moi. Elle me soutiendra. On est très mécontent de Venizelos. Il leur coûte un argent fou. Crackanthorpe, conseiller de la légation d'Angleterre, est allé à Salonique pour dire à Venizelos qu'il n'y avait plus d'argent pour lui.

(Il est exact que M. Crackanthorpe avait été à Salonique. Il y était arrivé la veille de notre départ. A son retour nous lui demandâmes si le Roi nous avait donné une explication exacte de sa mission. Il répondit : « Les pauvres ! Ils n'ont plus d'argent à dépenser. Loin d'être allé dire à M. Venizelos qu'il dépensait trop, j'allais voir ce que nous pourrions faire pour lui. »)

Mais ce jour-là le Roi était absolument certain que l'Angleterre en avait assez de Venizelos et qu'il y avait un sérieux désaccord entre elle et la France.

Il disait : « Sir Francis a fait savoir à M. Zaïmis que les Anglais depuis longtemps souhaitaient lever le



blocus, mais que les Français s'y opposaient — et pourtant j'ai fait plus qu'ils ne m'ont demandé. Je suis excédé de la France. C'est une nation vile et méprisable; et la seule victoire dont elle pourra se vanter dans cette guerre ce sera de m'avoir malmené, moi. Je vais vous donner un exemple : là-haut, dans la zone neutre, ils ont trouvé aux avant-postes quelques Sénégalais tués, et ils accusent *mes* hommes d'avoir tiré sur eux. J'ai appris que c'étaient des Allemands qui l'avaient fait. Vous comprenez : dans la zone neutre, mes bandes se rencontrent avec les bandes bulgares, allemandes et autrichiennes pour causer de toutes sortes de choses. »

Je ne pouvais en croire mes oreilles. Tout d'abord il avait dit « mes bandes », et pourtant il nous avait à plusieurs reprises déclaré qu'il ignorait tout au sujet de ces bandes. Ensuite les royalistes nous avaient affirmé à mainte et mainte reprise qu'ils n'avaient aucun moyen de communiquer avec l'Allemagne, et que le général Sarrail les avait diffamés en disant que des renseignements au sujet de ses mouvements passaient de Grèce en Allemagne. Et voilà que le Roi lui-même nous disait que *ses* bandes avaient l'habitude de se concerter avec des bandes des Puissances Centrales. Hélas! cette zone neutre, inventée par les Puissances de l'Entente elle-même, ne servait pas qu'à cela, mais — nous fûmes à même de le savoir plus tard — était la voie par où passaient en Grèce des masses d'or allemand, destiné à être employé contre la France et l'Angleterre.

Nous étions restés avec le roi Constantin une heure et quart. Et je m'étais rappelé le récit qu'il nous avait fait : Venizelos plaidant pendant deux heures devant lui, et le Roi disant à la fin : « C'est inutile. Je ne



marcherai pas avec l'Entente. » Puis Venizelos se levant, allant à la fenêtre et restant là longtemps à regarder le jardin. Je pouvais me représenter les pensées de Venizelos debout à cette fenêtre, — Venizelos, dont l'esprit était grec, dont l'âme était grecque, qui aimait la Grèce de cet amour profond qu'on a pour sa race, — tenu en échec par un homme qui était un étranger, par un homme qui jamais ne tressaillait à la lecture d'un poème grec ou au récit d'un glorieux épisode de l'histoire grecque. Venizelos luttait pour la Grèce parce que la Grèce était son plus haut idéal. Le roi Constantin luttait parce que son trône était son capital et il favorisait tout ce qui pouvait faire rapport à ce capital de plus gros intérêts, sans considération de droit, sans considération d'honneur.

Ceux qui cherchent à excuser le roi Constantin, et ceux qui croient qu'il fut victime de son entourage, ne doivent pas oublier que le roi Constantin aurait pu choisir des hommes comme Venizelos et Repoulis au lieu de Streit et Gounaris. Cette thèse avait été celle de mon mari dès le début; il soutenait ceci : « Si le Roi était homme à revenir maintenant dans le droit chemin, il ne se serait jamais engagé sur les fausses routes qu'il a choisies. »

Et maintenant, assise dans le cabinet du Roi, et en présence du Roi, je n'eus qu'à m'avouer tristement mon échec. Étions-nous responsables de cet échec, ou bien aurions-nous pu en quelque manière mieux manœuvrer? Cette question aurait pu rester sans réponse jusqu'à la fin de mes jours, si nous avions quitté Athènes aussitôt après notre dernière entrevue avec le roi Constantin.

je
Ga
ael
pro
no:
des
plus
pen
pét
une
san:
mon
l'hôte
pour
Celle
désire
temen
Que
je la
opinio
plus s
tenait à



CHAPITRE VIII

STUPÉFIANTE RÉVÉLATION

Voici maintenant la plus mémorable de toutes les journées que nous avons passées sur le sol de la Grèce. Déjà nous considérions notre œuvre comme achevée. Il ne nous restait plus, semblait-il, qu'à prendre congé de nos amis et connaissances et à faire nos malles. Et c'est dans cette journée-là que nous devions apprendre sur le parti royaliste des choses plus importantes que tout ce que nous avons appris pendant nos mois d'études antérieurs. Nous venions à peine d'achever notre maigre déjeuner, consistant en une tasse de café et une petite tranche d'un pain noir sans saveur (le blocus nous avait réduits à cela). A ce moment on me remit une lettre écrite sur le papier de l'hôtel. Elle était d'une dame royaliste dont je ne pourrais dire le nom sans inconvénient pour elle. Cette lettre disait : « Je suis au salon, extrêmement désireuse de vous voir. Je voudrais vous voir immédiatement. »

Quoique j'eusse rencontré assez souvent cette dame, je la connaissais peu. Je l'aimais bien parce que ses opinions étaient modérées et son langage beaucoup plus sage que celui de son politicien de mari, qui tenait à paraître plus germanophile que la Reine alle-



mande. Son mari et elle faisaient partie des cercles de la cour et naturellement je me défiais d'eux.

Je la trouvai dans un petit salon du rez-de-chaussée. Elle me salua avec quelque embarras, comme si elle répugnait à sa démarche. Elle me dit : « Je ne vous ai pas revue depuis votre retour de Salonique. Où en sont les choses là-bas? »

Je lui parlai du progrès des efforts venizelistes à Salonique, avec le même enthousiasme que j'avais eu en parlant au Roi et à ses ministres. L'éclat de son regard semblait dire que mon rapport lui faisait plaisir. Quand j'eus fini de parler elle me dit avec un embarras grandissant : « Je suis venue pour vous dire des choses qui pourront vous aider à rendre service à la Grèce. »

Elle s'arrêta un moment, comme si elle hésitait à poursuivre, puis dit d'une voix balbutiante : « Je... je ne suis pas d'accord avec mon mari sur la politique de la Grèce. Il n'est pas du côté où est l'honneur. » Ses yeux se remplirent de larmes; mais elle continua avec courage : « Les hommes du parti royaliste ne sont pas des patriotes. Ils ne pensent pas au pays; et le Roi... le Roi... je ne puis plus être des leurs. Oh! c'est terrible! Il n'a pas un moment songé à la Grèce. Il y a deux semaines — avant que les Anglais n'aient paru changer d'attitude à son égard — il était découragé et abattu. Il disait qu'il avait envie de tout envoyer promener et d'appeler Venizelos, que Venizelos était le seul homme qui pouvait le tirer de l'abîme où il était. Après cela Dousmanis releva la tête, parla et travailla si bien le Roi que celui-ci reprit courage et déclara vouloir lutter jusqu'au bout. »

Mon interlocutrice peu à peu s'enhardissait en me parlant.



« Je crois qu'il faut que vous sachiez qu'il commence à craindre que l'Allemagne ne gagne pas. L'une de ces dernières nuits, mon mari a dit que Gounaris perdait rapidement du terrain dans le pays. Il n'a jamais eu pour lui un vrai parti. Ceux qui le soutiennent sont égarés, terrorisés ou achetés. Vous ne sauriez imaginer combien ils ont trompé les gens — les mensonges qu'ils leur ont dits ! Oh ! ces procédés de corruption ! »

Elle tira son mouchoir de sa poche pour s'essuyer les yeux. L'idée me vint qu'elle m'avait été envoyée dans une intention quelconque et qu'elle jouait son rôle avec quelque arrière-pensée. Je lui fis remarquer qu'elle était en train de trahir son mari, ce qui n'est jamais beau pour une femme.

Rejetant sa tête en arrière, d'un air de défi : « Je cherche, dit-elle, à servir la Grèce. Je ne m'inquiète pas de savoir si je trahis mon mari — je ne m'inquiète même pas de savoir si nous devons en arriver au divorce. Je suis dégoûtée du parti royaliste, dans lequel il n'y a pas un homme généreux. Et le Roi est pire que tous les autres. Savez-vous que tous les dîners du prince Nicolas et du prince Ypsilanti, et d'autres — ne sont que des occasions de rencontre pour certains hommes ; ils y discutent les nouvelles qui leur parviennent de la zone neutre, sans attirer l'attention sur leur réunion, et, après, ils font des libations jusqu'à trois et quatre heures du matin. Par la zone neutre, vous le savez, ils sont en communication constante avec l'Allemagne. »

Et je fis un signe d'assentiment. Le Roi lui-même nous l'avait dit dans un moment de distraction.

« Ils sentent que leur parti se désagrège. Le peuple grec est dégoûté d'eux — il est même dégoûté d'être



acheté. Il sera heureux de voir partir le Roi et rentrer Venizelos. La semaine dernière les royalistes étaient désespérés : maintenant ils pensent que l'Angleterre va les soutenir et ils projettent de mettre la brouille entre elle et la France, afin de gagner du temps. Dites cela aux Français de Paris. Dites-leur que, s'ils ont un peu de décision, ils peuvent purger la Grèce de tous ces gens-là. »

De nouveau elle s'essuya furtivement les yeux. « Si vous pouviez voir ce que je vois, vous les détesteriez comme moi et vous les trahiriez comme je fais. Que d'heures d'insomnie j'ai passées à interroger ma conscience. Vous êtes une femme grecque. Les intérêts de la Grèce vous sont chers ; vous allez en France. Voyez-y les hommes influents et dites-leur que le Roi hait la France et qu'il n'y a rien qu'il ne soit prêt à faire contre elle. Que les Français viennent le chasser avec sa famille sans honneur et le parti sans honneur qui s'est groupé autour de lui. Dites aux Français qu'une très petite armée suffira à les chasser tous. »

Elle se leva soudain, plus troublée qu'en arrivant ; elle se disposa à se retirer, sans même me tendre la main. Je la suivis et seulement quand nous fûmes dans le grand salon de l'hôtel, elle me dit : « Si on vous demande de quoi je suis venue vous parler, dites que c'était des pauvres réfugiés du Pirée. On les traite comme des chiens. » Ses yeux flamboyaient. « Le croiriez-vous ? Ces pauvres gens, mourant de faim, qui ont fui le Turc et le Bulgare, et qui ont tout perdu, aimeraient mieux dormir sur les quais, souffrir de la faim — ils aimeraient mieux fuir encore les royalistes — plutôt que de se tourner contre Venizelos. C'est là qu'il y a encore des Grecs honnêtes. »

Ce fut moi qui lui tendis la main ; puis, rêveuse, je



remontai à ma chambre. Que penser de tout cela? M'avait-elle vraiment dit la vérité ou bien était-elle venue pour apprendre quelque chose? Je me rappelai ensuite qu'elle avait parlé tout le temps sans me fournir l'occasion de placer un mot si j'avais voulu le faire. Elle avait cherché à faire de son mieux pour servir son pays dans la mesure de ses forces.

Au début de cette après-midi-là, j'allai chez le général Dousmanis, qui avait demandé à me voir seul à seul encore une fois; mais je n'attachai pas grande importance à cette nouvelle entrevue, car je n'imaginai pas ce qu'il pouvait avoir encore à me dire, qui ne m'eût pas encore été dit dans les entrevues précédentes. Je n'y serais pas allée du tout, si la forte personnalité du général ne m'avait intéressée.

A l'heure convenue, il me reçut d'un air qui me frappa tout de suite. Lui, qui était d'ordinaire extrêmement réservé et prudent, sembla tout de suite résolu à me traiter en ami.

Il me dit d'un ton de chaude sympathie qui s'accordait mal avec les traits austères de son visage sévère : « J'avais peur que vous ne puissiez venir me voir cette après-midi.

— Vous m'avez vu bien souvent déjà; de quoi s'agit-il donc aujourd'hui? »

Pendant une minute il m'observa attentivement sans répondre à ma question.

« Quand vous serez partie d'ici, qu'écrirez-vous à notre sujet, madame? »

— Tout ce que vous m'avez dit.

— Mais, pas du point de vue d'une personne qui sympathise avec nous? Vous n'écrirez point par exemple comme fait M. Paxton Hibben?

— N'ayant jamais rien lu de ce qu'a écrit M. Hibben,



il m'est difficile de vous dire si je me placerai au même point de vue que lui.

— M. Hibben est entièrement pour nous. Vous ne connaissez point M. Hibben? Il est Américain.

— Je ne connais pas M. Hibben, mais je puis vous dire ce que j'ai dit à notre vice-consul d'Amérique, après avoir entendu parler de ses idées.

— Et que lui avez-vous dit de M. Hibben?

— Qu'il était soit bête, soit tout à fait autre chose. »

Mon mari m'avait dit quelques jours après notre retour de Salonique et surtout après notre dernière entrevue avec le Roi, qu'Athènes n'était pas sûre pour moi. « Pensez-vous que Dousmanis et sa bande, que rien n'a arrêtés, épargneraient votre vie, s'ils pensaient que vous êtes un obstacle sur leur route? Vous allez dans les maisons royalistes et vous y dites aux hommes et aux femmes que détrôner le Roi est la seule chose honnête qui leur reste à faire. Vous ne perdez pas une occasion de dire aux royalistes que la poésie grecque du temps présent ne célébrerait pas leurs âmes, mais la façon dont ils avaient sauvé leurs peaux. Si je ne vous tire d'ici au plus vite, ils vous assassineront. Tenez votre langue pour le temps qu'il nous reste à passer ici. »

Tenir ma langue! et devant l'homme qui était là près de moi, devant l'un des rares hommes vraiment puissants du parti royaliste, je venais d'insinuer que pour soutenir ce parti il fallait que Hibben fût ou bien fou ou bien acheté.

« Avez-vous de nous une si mauvaise opinion, madame?

— Vous avez promis solennellement (personne dans le monde ne l'ignore) de soutenir la Serbie contre la Bulgarie. Mais quand la Bulgarie a attaqué la Serbie,



le roi Constantin a refusé de remplir ses obligations envers elle. Non seulement il a forcé Venizelos à démissionner, mais il a eu l'impudence d'essayer d'amener la Serbie à faire une paix séparée avec l'Autriche.

— Comment donc? Je ne crois pas avoir entendu parler de cela.

— Vous voulez donc que je vous rappelle ces détails. Quand M. Venizelos, en octobre 1915, a démissionné pour la deuxième fois, le Prince royal de Serbie télégraphia au roi Constantin : *Comme un ami parlant à un ami, ayant appris la nouvelle démission de M. Venizelos, je vous demande si vous allez venir à mon secours.* Le roi Constantin répondit à ce télégramme : *Puisque vous me parlez d'ami à ami, je vous conseillerai de conclure une paix séparée avec l'Autriche, et je crois avoir assez d'influence pour vous obtenir un port sur l'Adriatique.* »

Le général me jeta un regard sévère. « Comment savez-vous que ce télégramme a été envoyé par le Roi? Quelque ennemi de la Grèce a pu l'envoyer en le signant de son nom.

— C'est justement l'argument que M. Zaïmis m'a donné il y a quelques jours, peut-être le lui aviez-vous suggéré. Mais je ne me contente pas si facilement que M. Zaïmis. Le même jour je téléphonai à M. Balougditch, ministre de Serbie, qui vint me voir immédiatement. Je l'interrogeai sur ce télégramme et il me dit que le roi Constantin le lui avait remis personnellement pour le faire transmettre en Serbie. »

Ainsi mis au pied du mur, le général Dousmanis n'insista plus sur ce point. Il se contenta de remarquer : « J'ai souvent dit tant à Sa Majesté qu'à d'autres



que vous êtes le plus subtil enquêteur qui soit jamais venu en Grèce. Cependant vous ne pouvez empêcher un fait, et c'est que si, au début, nous avons été traités loyalement, nous aurions marché avec les Alliés.

— Vous auriez marché, ou vous n'auriez pas marché. Je sais seulement ceci : le Roi nous a dit que chaque fois qu'il proposait aux Alliés de sortir de sa neutralité pour marcher avec eux, il tremblait de les voir accepter. »

Mon interlocuteur eut l'air d'avoir envie de tirer les oreilles du Roi pour son indiscrétion, mais il dit simplement : « Cela se passait plus tard. Je vous parle de la première fois, quinze jours après que la guerre eut éclaté, quand Venizelos offrit la Grèce aux Alliés. Nous étions tous d'accord avec lui.

— Je ne vois pas comment cela vous aurait été possible », répliquai-je. Puis, envoyant promener toute prudence, excitée par le chagrin et l'indignation qui dévoraient mon cœur, j'énumérai l'un après l'autre tous les actes ignominieux du parti royaliste — tout ce qui avait été fait contre l'honneur de la Grèce et la sûreté des Alliés. Je ne m'arrêtai que lorsque je fus à bout de souffle.

A ma grande stupéfaction, l'homme que j'avais devant moi, au lieu de se lever et m'ordonner de quitter son cabinet, au lieu de contester l'exactitude de ce que j'avais dit, se contenta de répondre tristement : « Ce sont la France et l'Angleterre qui nous ont forcés à accomplir chacun des actes que vous avez mentionnés. Nous n'avons agi comme nous l'avons fait que parce que la situation était sans issue. »

Je ne pus dire un mot; je ne le quittais pas des yeux, j'ouvrais de grands yeux. Il continua : « A votre



arrivée à Athènes, après que nous vous eûmes connue, après votre première audience chez Sa Majesté, nous avons tenu conseil entre nous. M. Rallis et moi fûmes d'avis qu'il valait mieux vous faire nos confidences. Votre connaissance des affaires politiques orientales et votre amour pour la Grèce devaient vous amener à nous. Malheureusement le Roi ne fut pas d'accord avec nous. Il nous dit : « Inutile de lui faire vos confidences, parce que c'est moi qu'elle aime et c'est de mon côté, à moi, qu'elle sera. » Le docteur Streit aussi répugnait absolument à vous faire nos confidences, parce que votre admiration pour Venizelos lui inspirait de la défiance. Le résultat fut que nous vous avons laissée subir l'influence de l'autre parti. Maintenant, à cette toute dernière minute, j'ai décidé de vous dire la vérité..

— Pourquoi?

— Parce que nous avons besoin de votre plume. Il faut que vous expliquiez au monde notre point de vue. Vous pouvez le faire mieux que personne autre.

— Vous me ferez donc vos confidences à vos risques et périls. Je ne promets rien.

— Votre amour de la Grèce est une promesse suffisante pour moi. Et maintenant, madame, je désire vous faire comprendre et vous faire croire que lorsque, quinze jours après le début de cette guerre mondiale, M. Venizelos offrit la Grèce aux Alliés, nous étions tous sincèrement avec lui.

— Et la Reine, général?

— La Reine était Allemande. Elle était naturellement pour l'Allemagne; mais nous aurions pu la surveiller.

— Et le docteur Streit?

— Le docteur Streit est Allemand aussi. Il préférerait



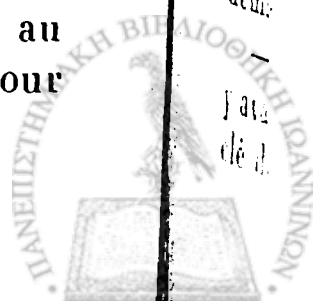
que la Grèce restât neutre plutôt que de marcher contre l'Allemagne. Mais le docteur Streit n'était pas un facteur important. S'il s'était trouvé seul... — vous savez pourquoi il faut que les troupes allemandes marchent à l'assaut en formations serrées? »

Je fis signe que oui et nous ne parlâmes plus du docteur Streit.

« Mais le Roi désirait-il marcher avec les Alliés contre l'Allemagne? »

Mon hôte réfléchit un moment avant de répondre : « Il faut bien vous dire que le roi Constantin a une grande admiration pour tout ce qui est allemand. Il a été élevé en Allemagne et il a épousé une Allemande. Mettez-vous bien dans l'idée qu'il y avait quelques hommes, en dehors de l'Allemagne, qui savaient — et savaient parfaitement — ce qu'étaient les préparatifs de l'Allemagne. L'un de ces hommes était le roi Constantin. Pour lui l'Allemagne avait soulevé les voiles. Il avait vu les canons de 420 ; les zeppelins sur Londres, les gaz toxiques, les liquides enflammés, les raids aériens et la guerre sous-marine à outrance. » Après une minute de silence impressionnant : « Comprenez-vous maintenant? »

Je comprenais, et ce que m'avait dit M. Rallis devenait clair. Constantin avait vu — peut-être même avait-il connu l'heure où le rideau se lèverait pour le reste du monde — et il avait été effrayé. S'il avait été un autre homme, un homme de courage et d'honneur, amoureux de la liberté, ces préparatifs gigantesques n'auraient fait que redoubler son énergie. Il aurait jeté ce qu'il avait de forces contre une nation qui avait formé le projet diabolique de ravir au monde la liberté. Mais le roi Constantin hait la démocratie; il croit au droit divin des rois. Un jour il dit à Venizelos que pour



sa politique étrangère il n'était responsable que devant Dieu — et son Dieu était d'importation allemande. L'Allemagne avait soulevé les voiles pour lui, parce qu'elle connaissait son homme.

« Le Roi étant ainsi effrayé, la Reine et le docteur Streit faisant leur propagande, voulez-vous, général, me faire croire que si l'Entente avait accepté la première offre de M. Venizelos, le Roi aurait marché avec les Alliés?

— Il aurait marché, parce que le colonel Metaxas et moi aurions pu annihiler l'influence des autres.

— En êtes-vous bien certain? M. Repoulis m'a dit qu'un jour M. Venizelos pressant le Roi de marcher avec l'Entente, celui-ci s'était écrié : « Si je fais ce que vous me demandez, je vais avoir un divorce sur les bras. » Ce qui veut dire qu'au moment le plus critique de la Grèce moderne, il ne considérait pas les grands aspects des affaires, mais ne les considérait qu'autant qu'elles affectaient ses intérêts et ses convenances personnelles. »

Pendant un moment je crus que le général allait me répondre que Repoulis avait menti — c'est la façon habituelle pour les royalistes d'expliquer tout ce qui les embarrasse. Puis il changea d'idée et me répondit : « Oh! nous serions sortis de toutes ces difficultés-là si l'Entente avait accepté la Grèce sur un pied d'égalité — *d'égalité*, vous m'entendez?

— Pourtant, vous ne pouviez demander d'avoir autant à dire que la France, l'Angleterre et la Russie, quand vous n'aviez à leur offrir au maximum qu'un demi-million d'hommes et une petite flotte.

— En dehors de nos hommes et de nos navires, il y avait notre situation géographique. Nous sommes la clé des Balkans, madame; la France et l'Angleterre



ont négligé de s'en saisir. Je crois vous avoir déjà expliqué comment notre entrée en guerre aux côtés des Alliés aurait forcé la main à la Bulgarie et à la Roumanie au début de la partie.

— Mais supposez que cela les eût lancées contre l'Entente?

— Tant mieux. La Russie exerçant une pression contre la Roumanie, la Serbie et nous-mêmes exerçant une pression contre la Bulgarie, nous aurions écrasé ces deux nations avant qu'elles aient rien pu faire. Les Serbes et nous, nous avons déjà battu la Bulgarie; quant à la Roumanie, elle est la plus maniable des nations balkaniques. Elle n'avait qu'à nous suivre ou à disparaître!

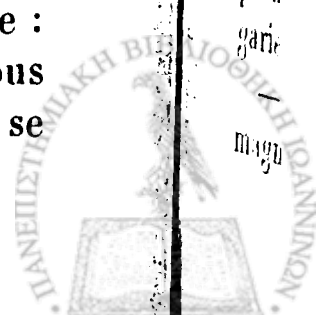
— Et qu'aurait fait l'Allemagne pendant tout ce temps?

— L'Allemagne aurait été impuissante, parce que la première chose que nous aurions faite aurait été de couper ses communications avec ses alliés.

— Je vous comprends mieux maintenant que lorsque vous me disiez que l'Allemagne aurait pu anéantir la Grèce immédiatement après qu'elle se serait déclarée contre elle. »

Il préféra ne pas répondre.

Je repris : « Général, le colonel James Negropontes, chef d'état-major de M. Venizelos à Salonique, nous a longuement expliqué que l'Allemagne n'aurait jamais pu écraser la Grèce, si la Grèce s'était portée au secours de la Serbie. Il a même indiqué que vous et le colonel Metaxas le saviez fort bien. » Le général ouvrit la bouche pour parler, puis la referma sans avoir rien dit. Quand il la rouvrit, ce fut pour dire : « Le colonel Negropontes est un officier de valeur. Nous l'avons envoyé en Serbie, quand la Serbie finit par se



rendre compte qu'elle ferait mieux de revenir à ses modestes voisins, puisque ses grands voisins l'abandonnaient. Sans doute nous savions qu'il était trop tard et qu'elle était condamnée. » Après un moment d'hésitation, cette conclusion : « Nous avons envoyé le colonel Negropontes pour faire une nouvelle convention militaire avec la Serbie. »

Moins par l'effet de ses paroles que par l'effet de son ton, je ressentis comme une secousse électrique. Un officier de la valeur de Negropontes avait été envoyé en Serbie en pleins dangers, à un moment où le « gouvernement occulte » savait qu'il était trop tard pour obtenir un résultat pratique. Pourquoi donc l'avait-on envoyé ? Ce ne pouvait être pour une raison de sentiment.

« Général, vous avez envoyé James Negropontes en Serbie soit pour se faire assassiner, soit pour se faire faire prisonnier. » Je fixai bien les yeux de mon homme, et ce que j'y lus me donna le frisson. Il me répondit tranquillement : « Tout parti fort se débarrasse comme il peut de ceux qui lui font obstacle. »

Nous avons beaucoup connu et aimé le colonel Negropontes à Salonique. Il me semblait marcher sur le terrain où l'on devait creuser sa tombe. Je pris une minute de réflexion avant d'être en état de parler ; quand je pus parler, j'embrouillai mes mots et je dis : « Les moyens justifient la fin. — La fin justifie les moyens, me corrigea-t-il avec onction, parfaitement ! »

Alors je repris la question dont, depuis trois mois pleins, je poursuivais les royalistes : « Donc la Bulgarie *savait* que vous ne l'attaqueriez pas ? »

— Nous savions qu'elle marcherait avec l'Allemagne, répondit-il évasivement.



— A quel moment a-t-elle définitivement décidé de marcher avec l'Allemagne?

— Le jour où elle a attaqué la Serbie.

— Voulez-vous plaisanter?

— Je ne plaisante jamais. Elle aurait pu être achetée au dernier moment. » Et après un long silence : « *Nous* aurions pu l'acheter.

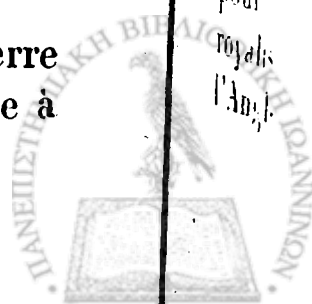
— Elle était donc bien honnête de négocier avec les deux partis?

— Vous vous exprimez mal, madame. Elle était à vendre et a été adjugée au plus offrant. » Quittant le sujet de la Bulgarie, il demanda : « Mais puisque l'Entente n'a *pas* voulu de nous comme alliés au commencement, voulez-vous me dire quel avantage quelconque nous aurions eu à marcher plus tard, quand Venizelos l'exigeait?

— Avant tout, l'honneur; deuxièmement, des amis; troisièmement, des concessions importantes en Asie Mineure. Honneur et amis sont nécessaires aux grandes nations et sont indispensables aux petites. Les concessions en Asie Mineure auraient fait une Grèce forte au point de vue économique : la Grèce aurait enfin pu prendre part au jeu.

— Vous oubliez que l'Entente avait encore à acheter l'Italie, et l'Italie exigeait pour prix que la Grèce ne pût pas prendre part au jeu. L'Italie aspire à l'hégémonie de la Méditerranée — comment pouvait-elle permettre à la Grèce de prendre part au jeu? Vos amis faisaient des marchandages avec l'Italie. L'Allemagne de même. Nous connaissons les offres faites des deux côtés, et nous connaissons les arrangements que l'Italie a faits — avec les deux partis.

— Vous ne blâmez pas la France et l'Angleterre d'avoir fait des offres d'abord à l'Italie et ensuite à



la Grèce? L'Italie était plus grande : elle avait plus à donner.

— Je ne blâme personne de veiller à ses intérêts. Je demande que la Grèce ne soit pas blâmée d'avoir veillé aux siens, si elle était délibérément sacrifiée à l'Italie.

— Pourquoi dites-vous que la Grèce était sacrifiée à l'Italie?

— Si l'Angleterre bat l'Allemagne, vous verrez combien la Grèce a été sacrifiée à l'Italie.

— Donc, si vous avez marché avec l'Allemagne, c'est parce que l'Italie a marché avec les autres?

— Ce n'est pas tout à fait cela. Nous avons commencé à en parler au moment où les Alliés ont refusé l'alliance de la Grèce. Nous en avons parlé plus sérieusement au moment où Constantinople a été ouvertement promise à la Russie, parce que si la Russie avait eu cette partie du monde, c'était une croix noire tracée en regard des aspirations helléniques. Vous dites que si la Grèce avait marché aux côtés de l'Entente dans les voies hasardeuses que voulait Venizelos, elle aurait gagné honneur, amis et sa part au jeu. D'abord honneur et amis sont réservés aux forts et aux puissants, et à la fin de la guerre la Grèce n'eût été ni forte ni puissante. Quant à sa part au jeu, elle lui aurait été refusée pour la même raison de faiblesse et d'impuissance. Je vous le dis, l'Angleterre est la nation la plus intrigante du monde. C'est pourquoi je l'admire. »

Le général Dousmanis n'était pas seul à avoir pour l'Angleterre cette sorte d'admiration qui était pour elle la plus grande insulte. La majorité des royalistes la partageaient; l'idée qu'ils se faisaient de l'Angleterre était exactement la même que formulait



le prince russe Gortchakov au moment où l'Angleterre refusait de secourir le petit Danemark en 1864, au temps où l'Allemagne lui prenait le Schleswig-Holstein ; il dit à l'ambassadeur anglais : « Donc, milord, je puis écarter l'hypothèse que l'Angleterre fasse jamais la guerre pour une question d'honneur. »

Le général Dousmanis continua : « Nous voyons mieux les choses que vous, madame ; vous étudiez l'histoire, mais nous avons passé notre vie à la faire. Nous savons comment, depuis notre indépendance, tous les traités ont été faits à notre détriment, et nous sommes persuadés que ça ne changera pas. On ne respecte que les forts. Pour une nation, avoir des amis est synonyme d'être redoutée. Les grandes nations nous ont maintenus dans un état de faiblesse, parce qu'elles y avaient intérêt. Nous avons décidé de veiller nous-mêmes à nos intérêts — et l'Allemagne nous laissait dans les meilleures conditions prendre part au jeu. Qui a fait une Italie forte ? La Triple-Alliance. Si pendant trente ans elle n'en avait point fait partie, elle aurait été harcelée de toutes parts. Crispi comprenait son affaire. Il a donc fait l'Alliance qui intéressait l'Italie et qui intéressait l'Allemagne, et ainsi il a tenu les gens à distance. Ceux qui disent que nous avons été germanophiles dès le début disent cela pour excuser leurs fautes. Excepté Theotokis il n'y avait pas un Grec germanophile ; et Theotokis lui-même, au conseil réuni par le Roi en février 1915, dit : Majesté, ma politique est pro-germaine, mais elle ne peut être imposée au pays, où elle n'a pas de partisans. L'intérêt de la Grèce demande la politique de Venizelos. »

Je demandai indignée : « Pourquoi alors êtes-vous contre cette politique ? »



— Nous n'étions pas contre cette politique, mais contre l'attitude des Alliés. Nous demandions que la partie fût jouée correctement. Cela nous fut refusé. On ne voulait pas nous laisser prendre part au jeu; nous avons alors écouté l'Allemagne. Dans la suite, les Alliés ont refusé de nous garantir même notre intégrité territoriale, « parce que, disaient-ils, cela pourrait décourager la Bulgarie »; nous avons alors commencé notre propagande dans le peuple pour le retourner contre l'Entente. Pouvions-nous faire autrement? Nos alliés naturels voulaient nous sacrifier à la Russie, à l'Italie, à la Bulgarie. »

En gros, ce que disait là le général Dousmanis était vrai. Tragiques conséquences des actes de la France et de l'Angleterre — surtout de l'Angleterre, car la France ne demandait qu'à mieux traiter la Grèce; mais l'Angleterre, par les manigances futiles de Downing Street, a perdu la Grèce et par suite Constantinople, ce qui amena, par contre-coup, la destruction de la Serbie et de la Roumanie.

Je remarquai : « Général, voilà justement en quoi le Roi et votre parti diffèrent de M. Venizelos et de son parti. Ils savent aussi bien que vous que de grandes fautes ont été commises et que l'Angleterre a été incapable de comprendre l'importance de la Grèce. Pourtant ils sont avec la France et l'Angleterre, parce que ces pays représentent le plus bel aspect de la civilisation. »

Le général Dousmanis leva un doigt menaçant. « Vous avez condamné Venizelos, madame! Vous venez de dire la vérité en ce qui le concerne! Il voulait sacrifier les intérêts de la Grèce à un idéal, à une abstraction. Chacun des belligérants se bat pour ses propres intérêts. Pourquoi la Grèce — entourée d'ennemis

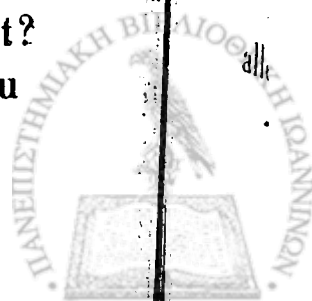


qui l'encerclent — se battrait-elle seule pour l'idéal?

— L'Angleterre et la France se battent pour un idéal, et la Grèce aurait dû être à leurs côtés, car la Grèce a représenté dans le passé la plus haute forme de civilisation.

— Je me place à un point de vue pratique. Pour vous expliquer nos sentiments, il a d'abord fallu vous représenter la crainte qui s'est emparée de nous quand la France et l'Angleterre se disposaient à nous sacrifier à la Russie et à l'Italie. Nous avons compris que notre existence même était en jeu. Quand sir Edward Grey offrit nos territoires à la Bulgarie, il devint évident pour chacun de nous que les Puissances songeaient au démembrement de la Grèce. La vérité des dires de l'Allemagne est démontrée par tous les actes de l'Italie : elle occupe notre territoire en Épire, elle ferme nos écoles, elle donne à nos fonctionnaires vingt-quatre heures pour quitter le pays, elle déporte nos meilleurs citoyens, elle déclare nos terres pays de protectorat italien. Dès le début de la guerre, notre démembrement a été décidé, et voilà pourquoi ils ont repoussé l'offre de l'alliance grecque que faisait Venizelos. Sans doute nous n'avons pas compris dès le début ces intentions de démembrement. Mais l'Allemagne nous en a fourni tant et tant de preuves! »

Le général Dousmanis se pencha vers moi et poursuivit sur un ton très impressionnant : « Savez-vous ceci, madame : pendant que Venizelos coupait le pays en deux, pendant que son armée se battait avec les Anglais et les Français; eh bien! la France et l'Angleterre se livraient encore à des marchandages avec la Bulgarie; que pensez-vous qu'elles lui offraient? Salonique! La Bulgarie mettait l'Allemagne au cou



rant de toutes ces offres, et l'Allemagne en informait immédiatement le roi Constantin.

— Elles mentaient! m'écriai-je. Elles mentaient l'une et l'autre. Vous avez été victimes des mensonges de la Bulgarie et de l'Allemagne, de ces deux nations poussées par les mêmes motifs bas.

— Est-ce un mensonge, madame, que sir Edward Grey ait offert nos territoires à la Bulgarie? Est-ce un mensonge que l'Italie occupe nos terres et les proclame protectorat italien?

— Général, j'aurai la même franchise que vous. Vous plairait-il de savoir ce que je pense de l'action de l'Italie dans l'Épire du Nord et du Sud?

— Cela m'intéressera infiniment.

— Je pense que le roi Constantin soutient les prétentions de l'Italie dans l'Épire du Nord et du Sud, parce que l'Italie l'a soutenu contre Venizelos. »

Un soufflet en pleine figure u'eût pas plus surpris cet homme. Il avait l'air d'un employé de banque surpris en flagrant délit de falsifications d'écritures. Cependant il se contenta de dire : « Vous avez beaucoup d'imagination, madame. Tâchez que cela ne vous joue pas un mauvais tour. »

Quelque chose m'avertit de ne pas insister sur ce point; et je ris comme si j'avais dit une sottise, et je repris le fil de la conversation interrompue : « Puisque vous vous défiez des grandes Puissances, pourquoi vous fiez-vous à l'Allemagne? Ne croyez-vous pas qu'elle vous sacrifierait aussi vite que l'Angleterre, par exemple?

— Plus vite.

— Qu'avez-vous donc à gagner en cas de victoire allemande?

— Vous avez bien souvent posé cette question, et



nous l'avons éludée. Aujourd'hui je vous répondrai. L'intérêt même de l'Allemagne l'obligera à s'occuper de nous. Un doigt de pied n'est qu'une petite partie de notre corps, mais nous y prenons garde, parce qu'il *est* une partie de notre corps. Comprenez-vous?

— Non, répondis-je; je ne comprends pas comment la Grèce serait un doigt de pied de l'Allemagne.

— Elle serait plus que cela si nous marchions avec l'Allemagne, et elle serait enfin libre de se développer.

— Vous parlez par énigmes. J'ai l'impression d'être perdue dans le labyrinthe de Crète; il me faudrait une Ariane pour en sortir.

— Vous souhaitez, n'est-ce pas, voir la Grèce libre de développer en paix ses ressources?

— Assurément, répondis-je à la question du général.

— En 1913, à Londres, M. Venizelos a essayé de faire une alliance entre la Grèce et l'Angleterre; mais l'Angleterre l'a repoussée. Venizelos aurait dû comprendre la leçon; mais cet homme est un visionnaire. Si l'Allemagne perd, la Grèce ne pourra défendre ses intérêts. D'une part l'Italie sera une ennemie implacable, parce qu'elle songe à dominer la Méditerranée; à cette fin, il lui faut prendre les douze îles grecques, nous empêcher de contrôler le canal de Corfou, nous tenir loin de l'Asie Mineure, qui est, moralement, notre colonie. Elle pense aussi garder l'Épire du Nord où il y a des mines qui seraient pour nous une source de revenus; or l'Italie nous sent faibles et incapables d'accroître notre flotte. D'autre part la Bulgarie, malgré son attitude vis-à-vis de l'Entente, sera soutenue par l'Angleterre; elle cherchera à nous prendre Salonique et autant de Macédoine qu'elle pourra.



Ainsi, au lieu de pouvoir poursuivre nos travaux et nos industries, nous serons harcelés de tous côtés; à moins que la guerre ne finisse en partie nulle, et que l'Allemagne puisse réaliser jusqu'au bout son programme.

— Mais au nom du Ciel, m'écriai-je, quel avantage la Grèce peut-elle tirer d'une victoire de l'Allemagne?

— Attendez un moment; nous allons y arriver. Dites-moi, madame, pourquoi l'Allemagne protège la Saxe et la Bavière?

— Parce que la Saxe et la Bavière sont l'Allemagne. »

Cette réponse ne le satisfit point, et il en fit une autre à sa propre question : « C'est parce que la Saxe et la Bavière font partie de l'Empire germanique. Comprenez-vous?

— Pas encore.

— Après la guerre, la Grèce sera aussi près de l'Allemagne que la Saxe et la Bavière. »

Il vit que je ne saisissais pas son idée. Il déploya une grande carte d'Europe. Avec un crayon rouge il traça les limites de chacun des États d'Allemagne. Puis il traça une ligne autour d'un territoire d'Autriche et dit : « Ceci sera le royaume d'Autriche avec un roi Habsbourg. » Il entourra la Bohême et dit : « Ceci sera le royaume de Bohême avec un roi particulier — disons le second fils du Kaiser, et ceci la Pologne avec le troisième fils du Kaiser. » Le crayon marcha vers la Hongrie : « Voici le royaume de Hongrie avec un roi particulier. » Il enferma d'un même trait Bosnie, Herzégovine, Dalmatie et Croatie : « Voici ce qui sera le royaume slave où iront vivre tous les Serbes, avec... disons le quatrième fils du Kaiser pour roi. » Albanie, Grèce et une partie de Serbie avec toutes les îles



grecques étant entourées d'un même trait, il dit : « Voici notre royaume! » Son crayon réunit la plus grande partie de la Serbie avec la Bulgarie. La Roumanie et la Turquie formaient chacune un royaume. « Comprenez-vous, maintenant? Tous ces royaumes auront avec l'Allemagne les mêmes rapports que la Saxe et la Bavière. Tous seront disciplinés selon les méthodes allemandes et seront financés par l'Allemagne. »

Je fus tout à fait suffoquée par ce plan stupéfiant. Comme un homme qui se noie, je me raccrochai à un dernier faible roseau : « Mais où l'Allemagne trouvera-t-elle l'argent nécessaire? Même si elle gagne, l'Angleterre et la France seront trop pauvres pour le lui fournir. »

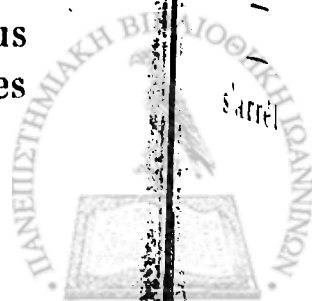
Voyant l'impression qu'il avait produite sur moi, le général eut un sourire de satisfaction et répondit d'un air dégagé : « Où donc? Peut-être dans votre patrie adoptive. L'Amérique est très riche, madame.

— Ma patrie adoptive est maintenant entrée dans la guerre. Si elle était restée en dehors et sans préparation, l'Allemagne aurait pu y trouver des milliards. Mais elle est en guerre et je crains que la Grèce ne soit en train de perdre ses chances de faire partie d'un empire germanique victorieux.

— Votre patrie adoptive ne peut guère faire davantage, si même elle peut faire plus, qu'auparavant.

— Qui vivra verra. Continuons à étudier votre carte. Autant que je puis comprendre, l'Allemagne, après la guerre, au lieu de ne comprendre que des pays de langue allemande, s'étendra de la mer du Nord au golfe Persique.

— Justement, seulement elle prendra beaucoup plus haut que la mer du Nord. Dans son système tous les



petits royaumes, avec un monarque absolu, prospéreront dans la mesure où elle le permettra.

— S'il n'y a pas, suggèrai-je, pour s'opposer à ses progrès et pour lui barrer la route, un de ces mots comme « Constitution ».

— Parfaitement — une constitution a fait la ruine de la Grèce. Et il faut vous rendre compte que chacun de ces royaumes sera changé en une nation militaire forte et au courant des derniers progrès de l'art militaire. Dans dix ans l'Allemagne aura des armées telles que jamais Rome n'a rêvé d'en avoir. »

Je m'inclinai, comprenant pour la première fois le sens des cartes et des rêves militaires du général Dousmanis. Ces royalistes avaient joué une partie dangereuse; mais, de leur point de vue, la partie valait la peine d'être jouée. Pour donner à leur petit pays une sécurité absolue et la possibilité de développer pleinement ses industries et ses ressources naturelles, ils avaient risqué jusqu'à son honneur.

Je ne pus m'empêcher de dire : « C'est un rêve prodigieux. » Et j'ajoutai : « Et c'est en mars 1914 que vous vous êtes entendus là-dessus. »

Il tressaillit, leva les yeux de dessus ses cartes et me dit d'un air de défi : « Qui vous a parlé de mars 1914 ? »

— Le docteur Streit.

— Et que vous a-t-il dit de mars 1914 ?

— Simplement que Guillaume d'Allemagne est venu à ce moment-là à son château de l'île de Corfou, et s'informa de votre attitude au cas d'une guerre européenne générale.

— Est-ce tout ce que vous savez ?

— Le docteur Streit m'a dit que la conversation s'arrêta là, mais cela n'est pas probable.



— Non, elle ne s'arrêta pas là. Mais à ce moment nous ne sommes pas arrivés à une entente positive.

— Et pourquoi?

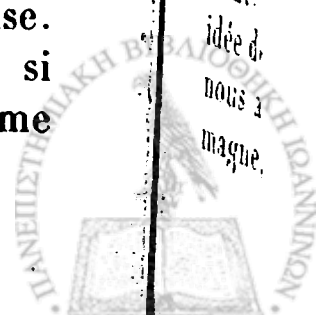
— Parce que Venizelos avait pour lui le pays. C'est un indiscipliné et un visionnaire comme tous les Grecs. Il rejeta les avances de l'Allemagne et nous dûmes marcher avec précaution. Nous attendîmes pour voir si la France et l'Angleterre nous laisseraient prendre part au jeu dans les mêmes conditions avantageuses. Nous en aurions profité parce que Venizelos avait le pays avec lui et il aurait été facile de l'entraîner.

— Mais vous, le Roi, la Reine et l'état-major général auriez préféré l'Allemagne, qui représente les choses auxquelles vous croyez : autocratie, discipline, et la force au-dessus du droit?

— La force *est* le droit, déclara-t-il très convaincu, sans répondre à la première partie de la question. Mais maintenant vous voyez pourquoi la Grèce a tant d'intérêt à une partie nulle — à une paix qui permette à l'Allemagne de réaliser ses plans.

— Et avez-vous fait ce qu'exigeait l'Allemagne? Pouvez-vous attendre votre récompense? Ne lui avez-vous pas fait faux bond?

— Non; nous aurions pu le faire, si l'Entente avait soutenu Venizelos. Gounaris, au printemps de 1915, a dit aux Allemands que nous ne pouvions réussir, parce que la France et l'Angleterre soutiendraient Venizelos. Les Allemands ont ri et ont répondu : « Mon cher ami, la France et l'Angleterre ne s'accorderont jamais sur une politique, — l'Italie y veillera. » Venizelos ne sera pas soutenu. » Et ils avaient raison. Nous pûmes donc prêter à l'Allemagne l'aide requise. Nous n'aurions jamais réussi auprès de l'armée, si l'Angleterre ne nous avait aidés en offrant, sans même



nous consulter, les provinces de Drama-Kavalla pour acheter la Bulgarie. Plus tard les ministres des Alliés informèrent M. Gounaris qu'ils ne pourraient garantir l'intégrité de la Grèce parce que cela découragerait la Bulgarie; nous eûmes alors tous les arguments qu'il fallait pour convertir l'armée. Et à ceux qui avaient besoin d'argent, nous pouvions en donner, car l'Allemagne avait été très généreuse.

— N'a-t-il pas été heureux pour vous, observai-je, que l'Entente ait créé cette zone neutre sans laquelle vous n'auriez pas pu recevoir aussi facilement votre argent? »

Son visage se rembrunit : « Qui vous a parlé de cela? »

— Je tire des conclusions de certaines choses que le Roi nous a dites. »

La contrariété mal déguisée du général Dousmanis prouvait que j'avais raison. Je voudrais que sir Francis Elliot et M. Guillemin eussent été aussi curieux que moi. Le règne du roi Constantin eût été plus court, et à la pauvre Grèce aurait été épargnée la période la plus ignominieuse de sa vie moderne, et la guerre mondiale eût pu prendre un autre cours.

Il faut que le général ait conclu que j'en savais déjà assez, et que la manière dont l'argent était arrivé en Grèce importait peu. A contre-cœur il admit la justesse de mon raisonnement et répéta que l'Allemagne avait été très généreuse : « Elle nous a donné des millions. »

Je demandai : « Êtes-vous sûr de l'armée maintenant? — Oh! oui, absolument. Mais vous n'avez pas idée des difficultés que nous avons eues. Aussitôt que nous avons eu décidé de nous solidariser avec l'Allemagne, nous avons compris qu'il fallait mobiliser

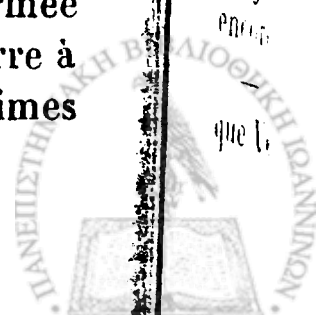


l'armée, afin de la soustraire à l'influence de la presse venizeliste. »

Enfin je tenais la réponse à ma question vainement posée à tous les royalistes d'Athènes, à commencer par le Roi. Tout à fait par hasard, Dousmanis me disait pourquoi l'armée avait été mobilisée, alors que ce n'était ni pour faire la guerre ni pour défendre sa neutralité. C'avait été une mesure non pas militaire mais politique, prise dans l'intérêt du parti du Roi et de l'Allemagne.

Mais Dousmanis continua tranquillement : « Nous avons décidé de mobiliser à la première occasion, et la mobilisation bulgare nous a fourni l'occasion favorable. Grâce à des hommes tout à notre dévotion, nous expliquâmes méthodiquement aux soldats que la Grèce n'avait rien à gagner aux côtés des Alliés ; qu'ils seraient traités en parents pauvres et sans avoir le droit de se plaindre. Ce ne fut pas une tâche facile, car ces fous de Grecs croient que la France et l'Angleterre sont leurs alliées naturelles. Puis nous nous étendîmes sur les préparatifs gigantesques de l'Allemagne, sur son organisation, sur toutes les surprises qu'elle réservait au monde. Nous leur fîmes voir qu'il ne s'agissait pas d'une guerre balkanique et que toute petite nation balkanique qui se mettrait contre l'Allemagne serait totalement anéantie. Ce fut long, mais à la fin nous arrivâmes à inspirer à leurs âmes la crainte de l'Allemagne. Il le fallait — c'était très important. » Ces derniers mots furent dits d'un ton maladroit, comme s'il avait compris lui-même à quel point son parti avait été traître à la bravoure de sa race.

Cette perfidie s'attaquant au moral de l'armée grecque était la chose la plus tragique de la guerre à mes yeux. J'en souffrais dans les fibres les plus intimes



de mon cœur. Je ne savais pas qu'on pût souffrir autant que je souffrais à ce moment-là. Constantin fût-il innocent sur tous les autres points, il y avait de quoi le faire passer en jugement pour haute trahison, du seul fait d'avoir systématiquement enseigné la peur à l'âme grecque. Mais il est roi; il appartient à cette hiérarchie influente qui est une survivance des sombres époques où les sociétés étaient en travail de formation, et il s'en tirera indemne — parce qu'il est roi. Il a trahi la confiance mystique dont il jouissait; il a traîné dans la boue le bon renom de toute une race; il a corrompu la bravoure de la jeunesse de cette race; et pourtant il est dit qu'il sera libre de jouir de tous les plaisirs à la conquête desquels tant d'hommes ont vainement aspiré toute leur vie — parce qu'il est roi. Il a de l'argent, il a une situation, dans quelques années il sera accueilli dans toutes les cours qui subsistent — parce qu'il est roi. Dès maintenant il a ses entrées dans tous les cercles de la société qui passent pour les plus choisis et les plus enviés — parce qu'il est roi. Il n'y a pas jusqu'à ses ennemis qui ne trouvent qu'il a droit à une vie large — parce qu'il est né roi. Lui, gagner sa vie! Ses enfants, travailler! Fi! quelle pensée! Jamais le reproche de l'avoir eue ne saurait être fait à un monde qui aime encore les rois!

Sottes rêveries que tout cela! J'adressai de nouveau la parole à Dousmanis pour lui soumettre un doute : « Venizelos est en train de réussir à Salonique. Beaucoup de Grecs se sont engagés pour se battre dans les rangs de son armée. L'armée du Péloponèse peut encore se tourner contre vous.

— Il n'y a aucun danger de ce genre; car pendant que Venizelos se bat pour l'Entente, l'Angleterre et la



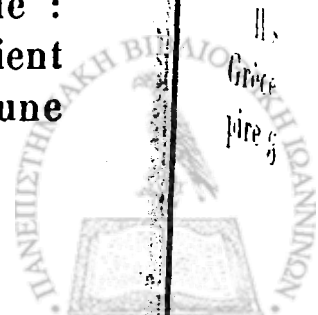
France essaient d'acheter la Turquie et la Bulgarie — et à la Bulgarie, je vous l'ai dit, elles ont promis Salonique.

— Je vous répète que c'est impossible! m'écriai-je.

— Mais si, c'est comme cela. C'est-à-dire qu'elles ont dit à la Bulgarie qu'elles évacueraient Salonique, et comme l'armée grecque est dans le Péloponèse et ne peut la défendre, la Bulgarie pourra venir la prendre. A la Turquie elles ont offert son intégrité, toutes les îles grecques litigieuses, et des sommes d'argent formidables. Par là même vous voyez qu'elles se jugent, maintenant encore, incapables de battre la Bulgarie et la Turquie. Leur seul espoir est de les acheter — et de les payer avec notre territoire. Si elles étaient des nations faisant véritablement la guerre, pourriez-vous imaginer qu'elles fissent tant d'efforts pour gagner à prix d'or leurs plus traîtresses ennemies, au lieu de les écraser.

— Et l'armée grecque croit réellement que la France et l'Angleterre ont, comme vous le dites, offert sous main Salonique à la Bulgarie?

— Assurément. Vous comprenez donc qu'aucun succès de Venizelos ne peut l'émouvoir. Elle sait qu'il est dupé. Et cependant (la figure de Dousmanis prit ici un air dur pendant qu'il parlait) sans Venizelos l'Allemagne serait victorieuse à l'heure actuelle. Venizelos a réellement bloqué l'Allemagne et déjoué un de ses plans essentiels. Et le plus extraordinaire de l'affaire, c'est qu'étant harcelé de toutes parts, il a pourtant été capable de couper ce pays en deux. » D'un ton farouche où il entraînait de la haine et de l'admiration, le général Dousmanis murmura à part lui-même : « C'est un homme extraordinaire! » Puis, inconscient de l'hommage qu'il rendait au Crétois, il ajouta d'une



voix qui était le blasphème même : « Où n'en serions-nous pas à l'heure actuelle, si Venizelos avait envisagé non des principes, mais seulement les intérêts de la Grèce? »

Après cela il y eut un silence entre nous. A quoi bon haïr le général? Il me faisait souvenir du mot de Cavour : « Si nous faisons pour nous-mêmes ce que nous faisons pour l'Italie, quels gredins nous serions! » Je serais bien restée là, bouche close, un quart d'heure, s'il n'avait brusquement interrompu le cours de mes tristes réflexions en me disant :

« Et maintenant que vous savez, madame, vous ne pouvez manquer de comprendre vers qui les intérêts de la Grèce la portent. »

Il se pencha par-dessus sa table et m'adressa un dernier appel, et ce fut un pathétique appel; il me parlait, me suppliait comme j'avais imploré le Roi de ma race quelques jours plus tôt. Moi aussi, comme avait fait le Roi, j'écoutai, quoique attachée à d'autres principes.

« Mettez, madame, votre plume au service de votre petite nation. Que votre venue ici ne reste pas inutile. Que l'histoire à venir apprenne comment une femme grecque a fait depuis le Nouveau Monde jusqu'ici tout ce long voyage pour servir les vrais intérêts de la Grèce. Quand vous constaterez la prospérité et la liberté futures de la Grèce, vous aurez le droit de dire : Moi aussi j'ai travaillé à ces choses. Vous admirez M. Venizelos parce que vous le croyez idéaliste. Mais a-t-il le droit, madame, d'être idéaliste, quand, tout autour de lui, chacun ne songe qu'à soi? »

Il s'étendit avec éloquence sur les avantages que la Grèce retirerait de sa situation de membre de l'Empire germanique. Il me rappelait quels étaient l'intel-



De ce que je venais d'entendre je ne dis mot à personne à Athènes, pas même à mon mari; deux jours après nous quittâmes Athènes et, après tous les détours d'un voyage du temps de guerre, nous arrivâmes à Paris. Là nous pûmes, grâce à l'obligeance de notre ambassadeur, voir plusieurs membres du cabinet français. Nous fûmes reçus par M. Painlevé, alors ministre de la Guerre. Sa simplicité, sa rondeur sont assez américaines. Nous lui dîmes que la grande masse du peuple grec était venizeliste et non pas royaliste, et que le peuple, même à cette heure tardive et malgré toutes ses souffrances, était très impatient de marcher aux côtés de l'Entente.

Il me demanda : « Sera-t-il difficile de détrôner le Roi? — Non, si pour une fois la France et l'Angleterre peuvent agir de concert. »

Il sourit et nous dit que, sans qu'on le sût, M. Jonnart, haut-commissaire à la fois pour la France et l'Angleterre, était déjà en route pour la Grèce.

Nous vîmes plusieurs autres hommes politiques français, y compris M. Clemenceau et M. Briand.

M. Briand, premier ministre dans les débuts de la guerre, nous dit combien étaient sans fondement les craintes des royalistes qui, influencés par la propagande de l'Allemagne, prêtaient à la France l'intention de mettre son protectorat sur la Grèce, ou aux Alliés celle de la démembrer.

Nous ne dévoilâmes qu'à M. Ribot seul, alors premier ministre, toute l'étendue des plans germano-royalistes au sujet de la Grèce et des Balkans. M. Ribot nous écouta en silence. La jeunesse et l'énergie de son regard faisaient oublier le nombre de ses années.

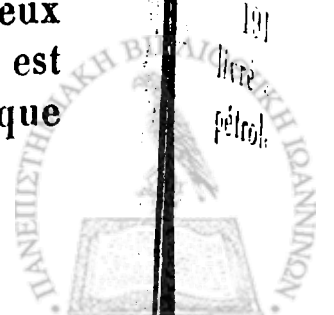


Nous étions à Paris depuis deux semaines quand, dans l'après-midi du 11 juin, je fus appelée au téléphone par M. Romanos, l'aimable et distingué ministre de Grèce en France. Sa voix était triste et lassée. « La chose sera rendue publique demain, madame, mais nous trouvons que vous avez le droit de la savoir tout de suite. Aujourd'hui, à une heure, le roi Constantin a été forcé d'abdiquer. Il n'est plus notre Roi. » La voix s'attrista encore davantage et le doux parler de Grèce, sur ses lèvres, semblait un chant funèbre. « Il est parti! Nous l'avions exalté avec tant d'amour et d'espoir! »

C'était comme l'écho de la phrase : « Le Roi est mort! » que ne suit pas une seconde phrase; j'espère pour la Grèce que, en effet, le Roi est mort, quel que soit l'occupant temporaire du trône.

Constantin s'en est allé; Venizelos et son parti — l'homme et les hommes qui représentaient les principes et non les intérêts matériels — sont rentrés à Athènes, maîtres des destinées de leur petite nation. Leur premier acte a été de déclarer la guerre, aux côtés des Alliés, à toutes les nations qui se battent avec l'Allemagne.

La tâche qui leur reste à faire est loin d'être aisée. M. Venizelos a été et est l'idole du peuple. Il a eu pour lui l'âme grecque plus que personne dans l'histoire moderne de la Grèce. Mais grâce à une propagande de l'Allemagne aussi terrible et efficace que ses grands canons, grâce aussi aux fautes de l'Entente, sa popularité est grandement en baisse. Le peuple grec a subi injures, privations et famine du fait de ceux pour qui il souhaitait et essayait de se battre. Il est troublé et dérouté. Venizelos est-il le chef sage que



l'on pense? Quelle sera la situation de ce petit pays? Les grandes Puissances l'acceptent-elles pour allié, ou n'est-il sur l'échiquier qu'un pion destiné à être au besoin sacrifié?

Depuis des siècles le peuple grec a souffert du fait de ses amis comme de ses ennemis. Aujourd'hui il est empoisonné de mensonges allemands et souffre de la façon dont le traitent ses amis. Venizelos saura-t-il une fois de plus l'enflammer, ou bien la partie est-elle trop difficile à jouer même pour un homme comme lui? Mon opinion personnelle est que la partie est trop difficile et que les Alliés devront l'aider à libérer son pays de la propagande allemande et à le désintoxiquer. Ils pourront l'aider s'ils le veulent, et s'ils se rendent compte qu'ils n'ont qu'à le faire pour éviter le renouvellement de leurs erreurs passées. La guerre d'aujourd'hui nous impose plus d'intensité et de sincérité que les guerres des croisades. Nous ne faisons pas seulement la guerre pour libérer le monde de l'autocratie et du militarisme, mais pour le libérer de toutes les agressions, de toutes les injustices engendrées par les anciennes traditions de la politique et de la diplomatie.

Regardons donc les faits bien en face. Que l'année 1918 n'amène pas pour nous quelque nouvelle catastrophe. Que l'année 1918 rachète nos fautes, loin de nous voir continuer nos erreurs dans l'orient de l'Europe.

La Serbie a été détruite, Constantinople n'a pas été prise : telles furent en 1915 les conséquences d'une politique pleine de fautes et d'hésitation.

1916 a vu la défaite de la Roumanie dont elle a livré à l'Allemagne les champs de blé et les puits de pétrole.



1917 restera mémorable par la désagrégation de l'empire russe et la « débâcle » de l'Italie.

L'Amérique est maintenant dans la guerre. Nous commençons une année dont le bilan se traduira en gains et non en pertes et en erreurs. Que l'Amérique empêche au moins la destruction de la Grèce. Que l'Amérique n'oublie jamais ceci : deux semaines après le début de la guerre, la Grèce s'offrit tout entière sans conditions et sans réserves pour la cause même que défend l'Amérique. Et surtout souvenons-nous que, malgré l'or et les intrigues de l'Allemagne, malgré les erreurs colossales des Alliés et le fiasco des Dardanelles, le peuple grec a voté en juin 1915 pour Venizelos et la guerre, alors que la question lui était posée avec une clarté absolue — voté pour la guerre aux côtés des Alliés, même après que l'Entente avait refusé de lui garantir son intégrité territoriale. Et si son chef avait été convenablement soutenu par les Puissances garantes de la Constitution grecque, jamais la Serbie n'aurait été détruite.

Nous nous sommes tenus à l'écart et nous avons vu périr la Serbie. Nous avons perdu la chance de prendre Constantinople. Nous avons perdu la Roumanie. Nous avons perdu la Russie. Nous avons vu la demi-démoralisation de l'Italie. N'abandonnons pas la Grèce parce que certaines influences monarchiques ont travaillé moins à gagner la guerre qu'à sauver à Athènes une petite dynastie pourrie.

Le peuple grec a été affamé parce que ses amis, par un blocus de six grands mois, ne lui ont pas permis de remplir ses greniers. Il a été affamé parce que la récolte de Thessalie — sa récolte — a été laissée d'abord à la disposition d'un roi pro-germain, qui en donna la moitié à la Bulgarie, et a été ensuite réquisitionnée



pour l'armée des Alliés à Salonique. Il a été affamé parce que moins d'une douzaine de ses navires lui ont été laissés pour assurer son ravitaillement, tandis que le reste de sa grande flotte marchande était réquisitionnée par les Alliés.

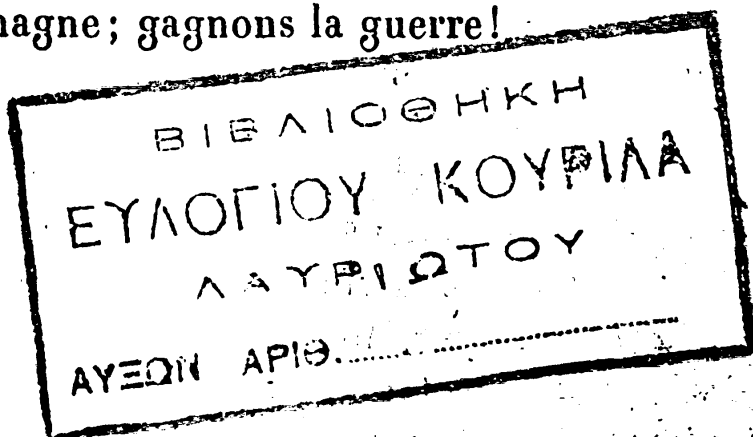
Que l'Amérique se souvienne qu'elle est entrée tard dans la guerre, après que bien des fautes eurent été commises; que sa participation soit le signal de la réparation d'une des plus anciennes et des plus graves erreurs de l'Entente. Tout ce qu'il faut à la Grèce, c'est du pain, des armes et de la bienveillance. La partie n'a pas été jouée correctement avec la Grèce — non pas qu'il y ait eu maldonne voulue par la France et l'Angleterre — mais parce que les circonstances ont été plus fortes que leur volonté.

Si l'Allemagne pense que son prestige exige de nouvelles conquêtes, elle peut envahir et subjuguier la Grèce. La conquête de la Grèce signifierait la destruction de l'armée alliée de Macédoine et la prolongation de la guerre. La Grèce n'est pas seulement la dernière forteresse des Alliés dans les Balkans, elle est la clé des Balkans, et sa position maritime dans la Méditerranée lui donne la même valeur essentielle aux yeux de l'Allemagne et aux yeux des Alliés. L'Amérique ne se laisse influencer par aucune des raisons qui ont amené les autres à affaiblir la Grèce. Il y va de notre intérêt, comme de l'intérêt d'autrui, d'être justes. Nous ne sommes entrés dans la guerre que pour battre l'Allemagne et conserver la démocratie à nos enfants et au monde. Soutenons donc chacun de nos Alliés comme s'il n'y avait qu'un front et qu'une nation.

Pour l'amour de nous-mêmes, pour l'amour de la démocratie, pour l'amour de Dieu, soutenons la Grèce. Mettons son drapeau dans le faisceau des drapeaux



alliés; partageons notre blé avec elle; remplissons ses dépôts de munitions, et surtout, ayons confiance dans les cœurs de ce peuple, à qui nous prouverons que nous le considérons comme ne faisant qu'un avec nous, et que nous voyons dans son chef un ami et non pas un pion de notre échiquier. En un mot, ne com-mettons plus d'erreurs criminelles; battons l'Alle-magne; gagnons la guerre!



FIN

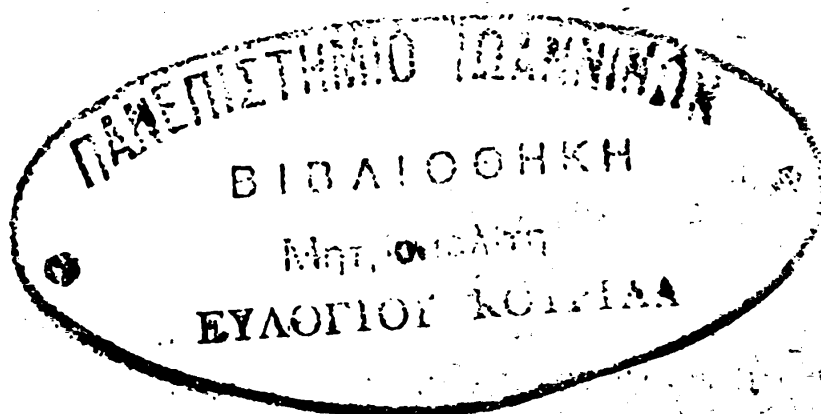


TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
CHAP. I ^{er} . — A la poursuite de la vérité.	1
— II. — Face à face avec le roi Constantin	40
— III. — Un thé royaliste.....	70
— IV. — Rêves d'un militariste.....	101
— V. — Constantin était-il un poltron?.....	141
— VI. — A Salonique avec M. Venizelos.....	178
— VII. — Le cri des soldats grecs.....	209
— VIII. — Stupéfiante révélation.....	243

